L'Histoire

L'Histoire

www.lhistoire.fr

NUREMBERG PROCÈS SPECTACLE

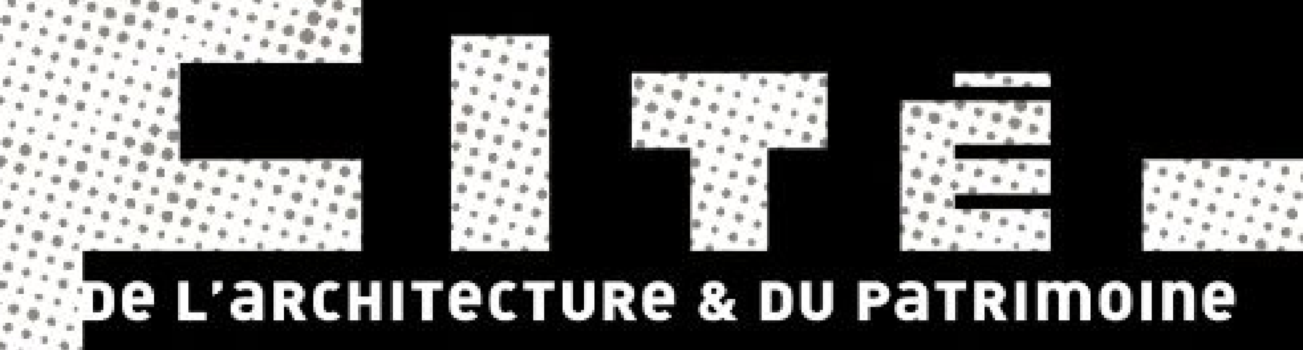


GENGIS KHAN LA CHINE SOUS TUTELLE

Premier empereur mongol 1206-1227

L 13413 - 483 - F: 6,40 € - RD

ALL 8,20 € - BEL 7,40 € - ESP 7,40 € - GR 7,40 € - ITA 7,40 € - PORT/CONT 7,40 € - LUX 7,40 € - ANDORRE 7,40 € - CH 12,40 FS - MAR 65 DH - TUN 9,50 TND - TOM/A 1620 XPF - TOM/S 970 XPF - DOM/S 7,40 € - CAN 10,50 $ CAN - USA 10,50 $



JEAN TSCHUMI ARCHITECTE

12.05 EXPOSITION
19.09.21

Siège d'André & Cie, Lausanne (1959-1962), Sous-face de l'escalier du hall © Christian Richters – Design graphique : Benoît Cannaferina © Cité de l'architecture & du patrimoine

PALAIS DE CHAILLOT. PARIS – TROCADÉRO

CITEDELARCHITECTURE.FR

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

KAUFMAN & BROAD

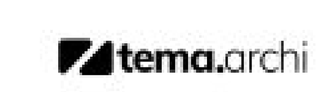


Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Ambassade de Suisse en France

ERNST GÖHNER STIFTUNG

fondation suisse pour la culture
prohelvetia











TRANSFUGE

lnrockuptibles

FG.

Revue mensuelle créée en 1978,
éditée par les éditions Croque Futur
41 *bis*, avenue Bosquet, 75007 Paris
Président et directeur de la publication :
Claude Perdriel
Directeur général : Philippe Menat
Directeur éditorial : Maurice Szafran
Directeur éditorial adjoint : Guillaume Malaurie
Directeur délégué : Jean-Claude Rossignol
Conception graphique : Dominique Pasquet

Pour toute question concernant votre abonnement
Tél. : 01 55 56 71 19
Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com
L'Histoire, service abonnements
45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex
Belgique : Édigroup Belgique, tél. : 070 233 304
Suisse : Édigroup SA, tél. : 022 860 84 01
Tarif France : 1 an, 12 nos : 67 €
1 an, 12 nos + 4 nos *Hors-série. Collections* : 89 €
Tarif autres pays : nous consulter
Achat de revues et d'écrins
L'Histoire, 8, rue d'Aboukir, 75002 Paris
Tél. : 01 70 98 19 24

RÉDACTION, DOCUMENTATION, RÉALISATION
Tél. : 01 70 98 suivi des 4 chiffres
Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr
Directrice de la rédaction : Valérie Hannin (19 49)
Assistante et coordinatrice de la rédaction, en charge des partenariats :
Claire Cellier Wallet (19 51)
Conseillers de la direction :
Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney
Rédactrice en chef : Héloïse Kolebka (19 50)
Rédactrice en chef adjointe responsable des *Collections* : Géraldine Soudri (19 52)
Rédacteur en chef adjoint : Olivier Thomas (19 54)
Secrétaire général de rédaction :
Raymond Lévêque (19 55) assisté de Grégoire Morelli
Chef de rubrique : Ariane Mathieu (19 53)
Rédaction : Julia Bellot (19 60), Lucas Chabalier, Huguette Meunier, Nina Tapie
Rédaction-révision-correction : Hélène Valay
Directrice artistique : Marie Toulouze (19 57)
Service photo : Jérémy Suarez-Lalouni (19 58)
COMITÉ SCIENTIFIQUE
Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron, Catherine Brice, Bruno Cabanes, Johann Chapoutot, Joël Cornette, Clément Fabre, Anaïs Fléchet, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin, Julien Loiseau, Pap Ndiaye, Fabien Paquet, Olivier Postel-Vinay, Yann Potin, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Claire Sotinel, Pierre-François Souyri, Laurent Theis, Annette Wieviorka, Olivier Wieviorka, Michel Winock
CORRESPONDANTS
Dominique Alibert, Claude Aziza, Vincent Azoulay, Antoine de Baecque, Esther Benbassa, Jean-Louis Biget, Françoise Briquel-Chatonnet, Guillaume Calafat, Jacques Chiffoleau, Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Christopher Goscha, Christian Grataloup, Isabelle Heullant-Donat, Gilles Kepel, Matthieu Lahaye, Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci, Guillaume Mazeau, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Porret, Yann Rivière, Boris Valentin, Sylvain Venayre, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth
Ont collaboré à ce numéro
Marine Garnier, Coline Perron, Romane Suchet, Thomas Vercelot
FABRICATION
Responsable de fabrication :
Christophe Perrusson (19 10)
ACTIVITÉS NUMÉRIQUES
Bertrand Clare (19 08)
SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS
Directrice administrative et financière :
Jaye Reig
MARKETING DIRECT ET ABONNEMENTS
Directeur : Luc Bonardi
Responsable du marketing direct : Linda Pain
Responsable de la gestion : Magali Viette
VENTES ET PROMOTION
Directeur : Valéry-Sébastien Sourieau (19 11)
Ventes messageries : VIP Diffusion Presse, Frédéric Vinot (N° Vert 08 00 51 49 74)
Diffusion librairies Pollen/Dif'pop'
Tél. : 01 43 62 08 07, fax : 01 72 71 84 51
COMMUNICATION
Isabelle Rudi (19 70)
RÉGIE PUBLICITAIRE
Mediaobs
44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Tél. : 01 44 88 suivi des 4 chiffres
Courriel : pnom@mediaobs.com
Directeur général : Corinne Rougé (93 70)
Directeur commercial : Christian Stefani (93 79)
Studio : Louis Fourquet (89 26)
Gestion : Catherine Fernandes (89 20)
mediaobs.com

La horde

Enigmatique autant que menaçant, le mot *« ordo »* n'a jamais été traduit. Il est attesté en Chine il y a 2 200 ans pour désigner les camps militaires des populations qui nomadisaient au nord de l'empire des Han. Il apparaît dans le lexique européen (bientôt doté d'un « h » initial) au XIIIe siècle, lorsque s'épandit la nouvelle de la fulgurante expansion mongole. La description qu'en fit Guillaume de Rubrouck, franciscain envoyé par Louis IX auprès du khan, n'était pas de nature à rassurer : *« Je vis s'avancer vers moi une grande cité… »*

La « ville qui marche » est au cœur de notre dossier de ce mois. Dans notre réflexion sur l'organisation des pouvoirs, l'empire, depuis vingt ans, tient une place centrale. On a pris la mesure de ce qu'il est dans l'histoire une forme dominante, bien plus présente que nos modernes États-nations. Encore étions-nous habitués à retrouver dans ces immenses structures, aux formes à vrai dire fort variées, des capitales, des palais, des temples servis par des prêtres, dominant des populations plus ou moins solidement encadrées. René Grousset publia en 1939 un livre qui fit date sur *L'Empire des steppes*, mais il restait difficile de considérer les chefs de guerre issus de ces regroupements de tribus nomades autrement que comme d'immenses mais éphémères conquérants.

Au-delà de la frayeur inspirée par des cavaliers sans pitié, on considère la réalité de ce qu'il faut bien appeler un empire nomade

S'appuyant sur des années de recherche en lien avec des travaux russes autant qu'anglo-saxons et sur les découvertes des archéologues, Marie Favereau nous propose ici une tout autre lecture. Au-delà de la frayeur inspirée par des cavaliers sans pitié capables de faire tomber des villes, on considère autrement la capacité d'organisation de ce qu'il faut bien appeler un empire nomade. Comment expliquer autrement la persistance pendant cent cinquante ans, de ce qui fut le plus grand empire du monde, capable d'assujettir les princes de Kiev ou de Moscou, de mettre fin à l'Empire abbasside ou aux non moins puissants empires chinois. Il y fallait un véritable gouvernement, capable d'administrer des populations composées à 80 % de sédentaires qui fournissaient le grain et les chevaux. La ville de tentes qui impressionna tant Guillaume de Rubrouck doit bien être qualifiée d'appareil d'État mobile.

A l'origine de cet empire, Temüjin, un fils du Ciel né dans une des tribus campant dans la vallée de l'Onon, au sud du lac Baïkal. Nous avons choisi de lui consacrer ce dossier. D'abord parce que les sources ne manquent pas, sources mongoles ou sources produites par les voisins et rivaux, pour comprendre comment, profitant peut-être d'une période climatique favorable, il réussit en un peu plus de vingt ans à mongoliser la steppe, avant de se faire, en 1206, reconnaître comme empereur (khan). On en sait beaucoup sur la manière dont il dirigea les conquêtes et organisa un empire où la terreur était une arme, mais la tolérance religieuse un moyen bien plus sûr de tenir les populations. C'est ce conquérant hors pair qui prit Pékin (Zhongdu) en 1215. Il ne mit pas tout à fait la Chine sous tutelle : c'est son petit-fils Kubilaï qui s'en chargea. Pour un siècle ensuite, la Chine serait gouvernée par une dynastie mongole : les Yuan. Cette histoire, Xi Jinping n'aime pas l'entendre raconter. La Chine millénaire ne veut rien devoir aux peuples de la steppe.

Voilà pourquoi Bertrand Guillet, conservateur du musée d'Histoire de Nantes, s'est vu obligé de renoncer à l'exposition qu'il voulait consacrer à Gengis Khan. Il n'a pas dit son dernier mot. On pourrait trouver cet épisode anecdotique. Timothy Brook nous dit qu'on aurait tort. On ne se méfie jamais assez des pouvoirs qui veulent mettre l'histoire sous tutelle. ■

L'Histoire

Censure ou pas censure ?

Dans votre numéro sur la Commune (*Les Collections de L'Histoire* n° 90), l'article de Quentin Deluermoz « Gouverner au ras du sol » fait état d'une *« parole libérée »* et d'une *« multiplication des titres de presse »*. Cette émancipation de la presse est développée par Laurent Bihl dans « La guerre des images » du même numéro. Or, quelle surprise de trouver dans le numéro de *L'Histoire* du mois d'avril un article du même Laurent Bihl, « La censure sous la Commune » (n° 482, p. 74). Que comprendre de l'intitulé ? Censure ou pas censure ? Le mot n'est-il pas trop fort pour les interdictions de quelques titres – intervenues tardivement d'ailleurs ? Cette accusation de censure ne recoupe-t-elle pas le reproche émis graphiquement par le dessinateur anti-communard Bertall ? Tout ceci me semble un peu contradictoire. Mais cela a au moins le mérite de remettre en perspective le profil de Raoul Rigault, personnage dont la complexité épouse parfaitement la difficulté à appréhender en bien des points l'insurrection de 1871 et sa politique révolutionnaire.

Sylvestre Ringeard

La réponse de la rédaction

Merci pour cette mise au point. Le titre choisi par la rédaction était effectivement réducteur. Le décryptage d'image de Laurent Bihl sur une caricature parue dans *Le Grelot* illustre un pan méconnu de l'action de la Commune, même si, comme vous le dites, ces interdictions de titres de presse sont restées limitées.

Industrialisations



Erratum ! Dans le numéro des Collections de L'Histoire *sur « L'Age industriel » (n° 91), en vente jusqu'au 8 juillet, une erreur technique a laissé l'article de Catherine Lanoë « Gantiers-parfumeurs. Des artisans innovants » (p. 18) sans le mot de fin. Il fallait lire :* « Ici encore, il s'avère que leurs petites entreprises artisanales, souvent familiales, ont bien été les moteurs des transformations qui caractérisent les processus de l'industrialisation. »

Le numéro a rapidement suscité des réactions. Philippe Bouché discute la thèse de Kenneth Pomeranz (The Great Divergence*, 2000), exposée p. 45 :* « Les ressources du Nouveau Monde utilisées par le Royaume-Uni proviennent de sa puissance navale, commerciale et financière, plus que de l'empire colonial en tant que tel. Quant à l'esclavage, il ne joue un rôle dans l'industrialisation britannique que par la négative : c'est lorsqu'il cesse que de nouveaux capitaux sont disponibles pour des investissements plus fructueux. »

Les précisions de Fabrice Bensimon

De nombreux travaux accréditent, dans le cas britannique, le lien entre industrie et empire. Joseph E. Inikori a démontré la contribution des esclaves des Caraïbes et d'Amérique du Nord à la révolution commerciale qui accompagne la révolution industrielle britannique (*Africans and the Industrial Revolution in England*, 2002). Sven Beckert a montré comment l'essor de l'industrie cotonnière du Lancashire était indissociable de l'esclavage, un mécanisme, aujourd'hui bien repéré, de la division internationale du travail (*Empire of Cotton. A New History of Global Capitalism*, 2014). William J. Ashworth, lui, place le commerce colonial au centre de son étude : teintures, bois de construction, cuirs… et bien sûr coton (*The Industrial Revolution. The State, Knowledge and Global Trade*, 2017). Tous ces travaux rendent difficile de ne pas prendre en considération ce que l'industrialisation doit à la colonisation.

RECTIFICATIF

> Dans l'entretien avec Peter Heather (n° 481), le calice en or de l'époque des Burgondes (p. 59) a été retrouvé à Gourdon en Saône-et-Loire, et non dans le Lot.

Sauf mention contraire de son auteur, toute lettre parvenue à la rédaction de *L'Histoire* est susceptible d'être publiée dans le magazine. Par souci de brièveté et de clarté, la rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits des lettres sélectionnées.

L'occitan et Villers-Cotterêts

J'ai apprécié l'article d'Olivier Christin (n° 482, p. 26), qui montre que l'imposition d'une langue unique ne répond pas seulement à un besoin administratif mais instaure un ordre linguistique, garantissant l'ordre social. Une précision cependant sur Marot et Villers-Cotterêts : la langue maternelle de Marot est l'occitan (même s'il ne l'aurait pas nommée ainsi). C'est l'occitan qui est visé par l'ordonnance de 1539, puisque c'est la seule « langue régionale » utilisée par des notaires ou des institutions communales ; les ordonnances précédentes visant les provinces du Sud l'autorisaient encore, bien qu'il ait reculé devant le français du roi.

Philippe Martel

Les Irlandais et l'« évêque de Lyon »

Dans l'article d'Emmanuel Destenay sur la peur de la conscription en Irlande (n° 479, p. 66) l'évêque de Lyon mentionné est en réalité un archevêque, le « primat des Gaules » selon la titulature traditionnelle. C'est bien pourquoi les Britanniques lui écrivent en tant que plus haute autorité de l'épiscopat français.

Marie-Christine Chartier

L'Histoire



Commission paritaire n° 0423 K 83242. ISSN 0182-2411.

L'Histoire *est publiée par les Éditions Croque Futur.*
Président et directeur de la publication : Claude Perdriel.
Dépôt légal avril 2021.





Origine du papier : Autriche
Taux de fibres recyclées : 0 %
Eutrophisation : PTot = +0,008 kg/tonne de papier
Ce magazine est imprimé par BLG, Toul (54), France, certifié PEFC

Hôtel Départemental des Expositions du Var



#hdevar

EXPOSITION

ULYSSE

voyage dans une Méditerranée de légendes

À DÉCOUVRIR PROCHAINEMENT

Mardi > dimanche de 10 h à 19 h
Draguignan

Direction de la communication du Conseil départemental du Var – Pôle création graphique
Illustration : Fragment de bras – Polyphème dévorant l'un des compagnons d'Ulysse
siècle après J.-C. / Staatliche Antikensammlungen und Glyptothek, Munich – Allemagne

hdevar.fr

Var
LE DÉPARTEMENT

en partenariat avec
Télérama
HISTOIRE
ARCHÉOLOGIA

Mise au point

La France et le Rwanda : les conclusions du rapport Duclert



■ A gauche : Vincent Duclert, président de la Commission ; à droite : le président du Rwanda, Paul Kagame, qui a souhaité recevoir le rapport le 9 avril 2021.

En avril 2019 le président de la République Emmanuel Macron demandait à des historiens d'analyser le rôle et l'engagement de la France au Rwanda de 1990 à 1994. Ils devaient dépouiller les archives françaises depuis l'envoi de militaires français au Rwanda au côté du président Habyarimana jusqu'au génocide de 800 000 Tutsi. Président de la Commission, Vincent Duclert a remis, le 26 mars 2021, un rapport de 1 200 pages, s'appuyant sur près de 8 000 documents cités. Il conclut à *« un ensemble de responsabilités, lourdes et accablantes »*, de la France, tout en écartant l'idée d'une complicité, *« si l'on entend par là une volonté de s'associer à l'entreprise génocidaire »*. Les responsables français, à commencer par le président François Mitterrand, avaient les moyens de savoir ce qu'il se tramait au Rwanda, mais ils demeurèrent imperméables aux nombreuses notes qui remontaient du terrain, notamment de la DGSE, afin de poursuivre une politique de défense de ce qu'ils voyaient comme les intérêts de la France en Afrique. Avant 1994, la France s'est ainsi *« longtemps investie au côté d'un régime qui encourageait des massacres racistes »* puis *« elle est demeurée aveugle face à la préparation d'un génocide par les éléments les plus radicaux de ce régime »*. Le rapport met aussi en lumière une *« dérive des institutions »* et pointe des pratiques irrégulières d'administration, des chaînes parallèles de commandement et l'éviction de responsables dont le travail contredisait les vues du pouvoir central. Certes, toutes les archives n'ont pu être consultées, notamment celles de Jean-Christophe Mitterrand, conseiller Afrique de l'Élysée jusqu'en juillet 1992, ni celles de l'état-major particulier du président. Néanmoins ce travail permet une compréhension plus fine des responsabilités et constitue aussi un jalon important pour la recherche : les archives consultées sont désormais déclassifiées et accessibles à tous. Le rapport est disponible sur : www.vie-publique.fr/rapport/279186-rapport-duclert-la-france-le-rwanda-et-le-genocide-des-tutsi-1990-1994 ■

Saint-Denis

NOUVELLE FLÈCHE !

Démontée au milieu du XIXe siècle car fragilisée par une série de tempêtes, la flèche de la basilique doit être reconstruite. Un projet de chantier-école – façon château de Guédelon – accessible au public *via* un belvédère vient d'être abandonné. Trop long. L'objectif est désormais d'accélérer la restauration, qui débutera en 2022.



Tapisserie

RAPHAËL AU PARLEMENT

Il existe deux tapisseries des Gobelins reproduisant la fresque peinte par Raphaël au Vatican *L'École d'Athènes* (début XVIe siècle). L'une surplombe le perchoir à l'Assemblée nationale, l'autre orne l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée. Cette dernière a quitté la France – une première ! – pour une exposition au Parlement d'Athènes consacrée aux philhellènes, deux cents ans après l'indépendance grecque.

Midlands

UN MUSÉE DU BREXIT

Nouveau clivage outre-Manche à propos d'un futur musée du Brexit, et de son financement : l'association qui le soutient a obtenu le statut d'utilité publique qui permet de défiscaliser les dons. Ses promoteurs souhaitent l'implanter dans les Midlands, qui ont largement voté pour le Brexit. Mais 70 % des Britanniques interrogés ont répondu qu'ils n'iraient en aucun cas le visiter.

Pétition en ligne

SOS JEUNES CHERCHEURS

Le Groupe de réflexion et d'action des jeunes chercheurs a lancé une pétition en ligne pour demander la prolongation de tous les contrats de recherche en cours. Une mesure nécessaire afin de mener à bien thèses et travaux, largement ralentis par les mesures sanitaires. https://www.wesign.it/fr/science/pour-lavenir-de-la-recherche-francaise-face-au-covid--demandons-au-gouvernement-la-prolongation-de-tous-les-contrats-de-recherche

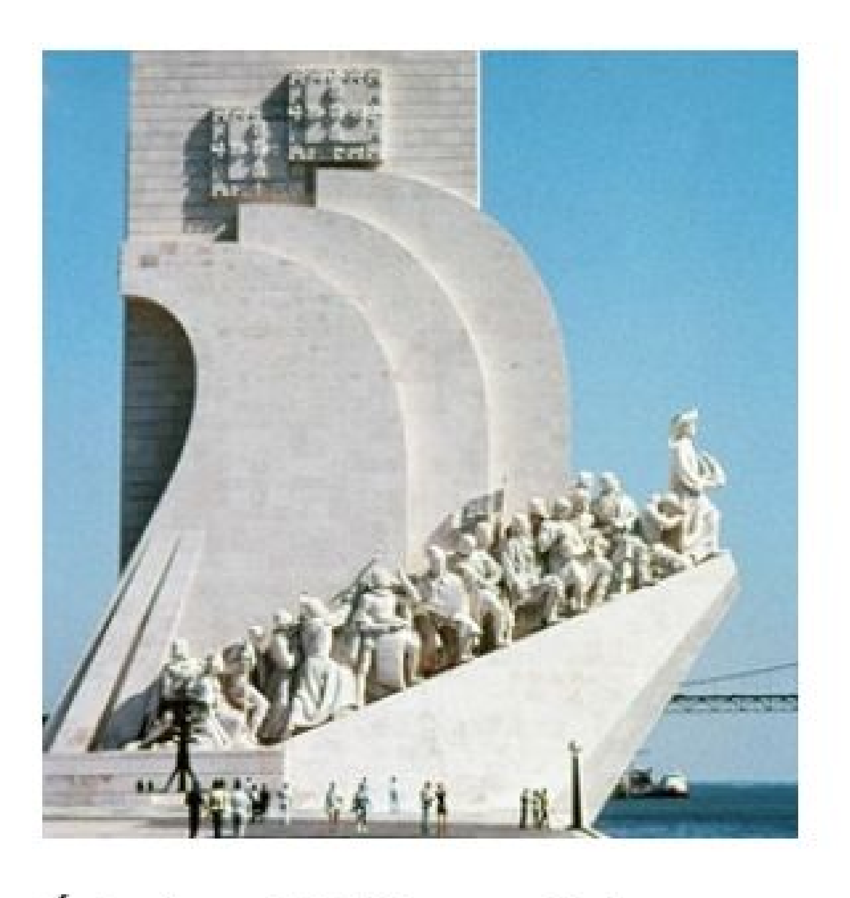
Archives

LA CROIX-ROUGE À PIERREFITTE

Le siège de la Croix-Rouge française conserve des archives depuis 1865. Un partenariat avec la BNF a déjà permis la numérisation des revues sur le site Gallica. Pour une meilleure conservation et un accès au public, l'organisme a confié tout son fonds aux Archives nationales, à Pierrefitte-sur-Seine.

Lisbonne

DÉTRUIRE, DISENT-ILS



Érigé en 1960 sous Salazar, en hommage aux navigateurs et découvreurs portugais, le monument aux Découvertes est l'objet

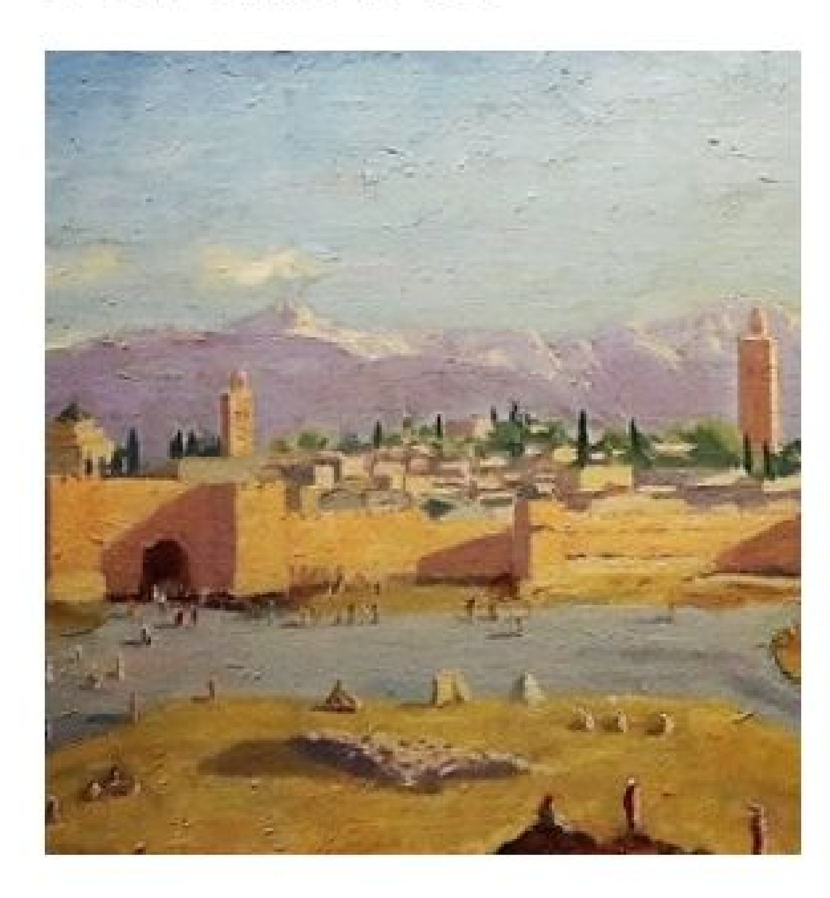
SIMON WOHLFAHRT/AFP – ROGER-VIOLLET – GRANGER COLLECTION NYC/AURIMAGES

d'attaques en tant que double symbole du colonialisme et du salazarisme. Un débat qui traverse toute la société.

Pompéi
À TOUTE VAPEUR !

Un grand char de cérémonie en excellent état a été retrouvé dans le parc archéologique de Pompéi, avec ses éléments de fer, ses décorations de bronze et d'étain, et même des restes de bois minéralisés et des empreintes de cordes.

Enchères
CHURCHILL SUPERSTAR



Lors d'une visite au Maroc en 1943 Churchill a peint *La Tour de la mosquée Koutoubia*. La toile, offerte par le dirigeant britannique à Roosevelt, était en possession d'Angelina Jolie. C'est sans doute cette galerie d'illustres propriétaires qui explique le montant record de la vente : 7 millions de livres (soit plus de 8 millions d'euros).

Préhistoire
CHARNIER CROATE

Une quarantaine d'hommes, de femmes, d'enfants massacrés et enterrés pêle-mêle dans une fosse commune, près de Potocani (Croatie). Les archéologues ont démontré qu'ils n'appartenaient pas à une même famille et ne s'étaient pas défendus. La date de leur exécution ? Vers 4200 av. J.-C., au cœur de la culture dite « de Lasinja ». Reste à élucider les causes de cette tuerie.

Lettres cachées
LE PÈRE DE HITLER



Grâce à une femme ayant retrouvé dans son grenier 31 lettres adressées à son arrière-grand-père par Alois Hitler, l'historien autrichien Roman Sandgruber a pu rédiger la première biographie du père du dictateur, mort en 1903. Sortie en février 2021 et déjà réimprimée, elle attend sa traduction.

Festival Fontainebleau
PLAISIR LOINTAIN

Provocation ? Pour sa 10e édition, du 4 au 6 juin 2021, le Festival de l'histoire de l'art, qui associe l'Inha et le Château, a retenu le thème du plaisir et comme pays associé le lointain Japon.

Musée
ORSAY OU VGE

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, le 25 mars 2021, la proposition d'ajouter le nom de l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing à celui de l'établissement public des musées d'Orsay et de l'Orangerie. C'est sous la présidence de Georges Pompidou que l'ancienne gare d'Orsay, menacée de démolition et de remplacement par un hôtel de luxe, fut classée monument historique, et Valéry Giscard d'Estaing prit la décision officielle d'en faire un musée dédié aux arts du XIXe siècle en 1977.

Débat

Anciens combattants, leçon de méthode

Le débat est né sur le site du magazine *AOC* : quatre économistes y publiaient, en février 2021, un résumé des résultats d'une recherche sur les déterminants de la collaboration. En croisant les archives militaires et les listes de collaborateurs établies à la Libération, l'étude statistique de Julia Cagé, Pauline Grosjean, Saumitra Jha et d'Anna Dagorret affirme que les combattants de la Première Guerre mondiale ayant servi sous Pétain à Verdun avaient significativement plus de chances de collaborer sous l'Occupation. Un autre collectif, d'historiennes et d'historiens, a réagi dans *AOC* deux semaines plus tard,critiquant la « *fausse route* » des économistes. Anne-Sophie Anglaret, Tal Bruttmann, Sarah Gensburger, André Loez et Antoine Prost dénoncent un appauvrissement du regard sur les comportements individuels, une certaine crédulité face aux archives et surtout une méconnaissance des méthodes historiques produisant des résultats à l'emporte-pièce. Quelle influence les guerres ont-elles sur la vie politique d'après, comment les anciens combattants agissent-ils sur les sociétés d'après-guerre ? L'expérience d'une violence inacceptable en temps de paix ne peut disparaître sans laisser de traces. Mais la fascisation n'est pas la seule voie pour ces soldats. Une nouvelle réponse se prépare. Affaire à suivre.

Anaïs Kien



FRANK AUGSTEIN/AP/SIPA – AKG – KHARBINE-TAPABOR

Les gens

Vie de l'édition

« Mare nostrum » plus que jamais

L'École française de Rome lance la nouvelle collection « Lectures méditerranéennes », pour décrire et analyser finement les différents visages de la ou des Méditerranée(s). Le premier titre, dû à Annliese Nef, concerne les *Révolutions islamiques. Émergences d'un islam en méditerranéen, VIIe-Xe siècle.*

France-Afrique, spécial concours

Trente-cinq des meilleurs africanistes – dont Emmanuelle Sibeud, Daniel Foliard, Colette Zytnicki, Jean-Pierre Bat… – ont contribué à cette véritable encyclopédie de poche au-delà de la préparation à l'épreuve d'histoire contemporaine du concours de l'ENS. Précis sur les acteurs, les cultures ou les lieux, l'ouvrage n'oublie aucun des renouvellements actuels de la recherche sur le genre, l'environnement ou la photographie. Une somme précieuse.
La France et l'Afrique, 1830-1962, Isabelle Surun (dir.), Atlande, 2020, 493 p., 19 €.

Un inédit de Norbert Elias

Sur le processus de civilisation, que Norbert Elias avait publié en Suisse en 1939, n'était pas complet : un chapitre avait été « coupé » ! Inédit en français et préfacé par Étienne Anheim, *Moyen Age et procès de civilisation* (EHESS, 2021) est enfin accessible, quatre-vingt-deux ans après.

Hachette Livre dans la tourmente

Le départ d'Arnaud Nourry, PDG d'Hachette Livre, a été officialisé le 29 mars 2021 par Arnaud Lagardère. Il est remplacé par Pierre Leroy. Au-delà de ce changement de personne, tous s'interrogent sur l'évolution du paysage de l'édition française. En effet, le premier actionnaire du groupe Lagardère n'est autre que Vincent Bolloré qui, *via* Vivendi, possède déjà Editis, le principal concurrent d'Hachette Livre…



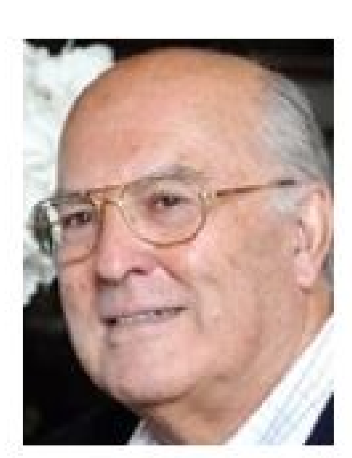
Retrouvez sur notre site **www.lhistoire.fr** les manifestations, rencontres, colloques…



Laurence Bertrand Dorléac

A la FNSP ?

Professeure d'histoire de l'art, Laurence Bertrand Dorléac a été désignée à l'unanimité par le comité de sélection pour diriger la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) après la démission d'Olivier Duhamel. Sa nomination est désormais soumise au conseil d'administration de la FNSP.



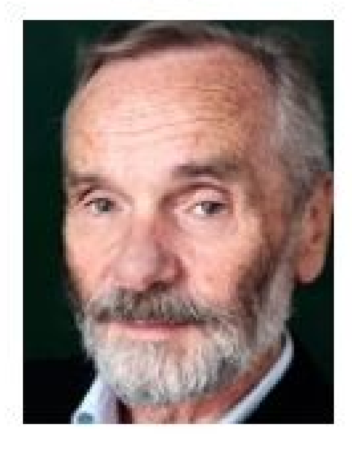
Pierre Joannon

Academician

L'historien, spécialiste de l'Irlande et consul général d'Irlande en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a été élu membre de l'Académie royale irlandaise (Royal Irish Academy), société savante fondée en 1785.

Rendez-vous

A Blois





Les Rendez-vous de l'histoire de Blois seront présidés par Florence Aubenas (à droite), Alain Supiot prononcera la conférence inaugurale et Michelle Perrot une conférence sur le travail et le genre. Pap Ndiaye et Jean-Marc Ayrault évoqueront l'esclavage au musée.

En ligne

Véronique et Raymond Schiltz, bibliophiles



Véronique Schiltz (1942-2019), la grande spécialiste des Scythes, partageait avec son père Raymond (1902-1984), germaniste éditeur de Heine, la passion des livres. Une exposition virtuelle organisée par l'Institut de France, légataire d'une partie de leur magnifique bibliothèque, mais aussi des archives variées concernant les nombreuses publications, les communications savantes et les catalogues des expositions dont « L'or des Scythes », restée fameuse, sont accessibles sur le site https://minerva.bibliotheque-institutdefrance.fr/expositions/exhibitions/24-la-passion-des-livres-la-bibliotheque-de-raymond-et-veronique-schiltz

Hommage

Michel Fontenay

Mort le 18 mars 2021, Michel Fontenay a formé des générations d'étudiants à la Sorbonne (Paris-I). Spécialiste de l'ordre de Malte et de la course en Méditerranée à l'Époque moderne, cette *« piraterie sous couvert de religion »*, il avait notamment publié *La Méditerranée entre la Croix et le Croissant. Navigation, commerce, course et piraterie, XVIe-XIXe siècle,* chez Classique Garnier, en 2010, qui reste l'ouvrage de référence.

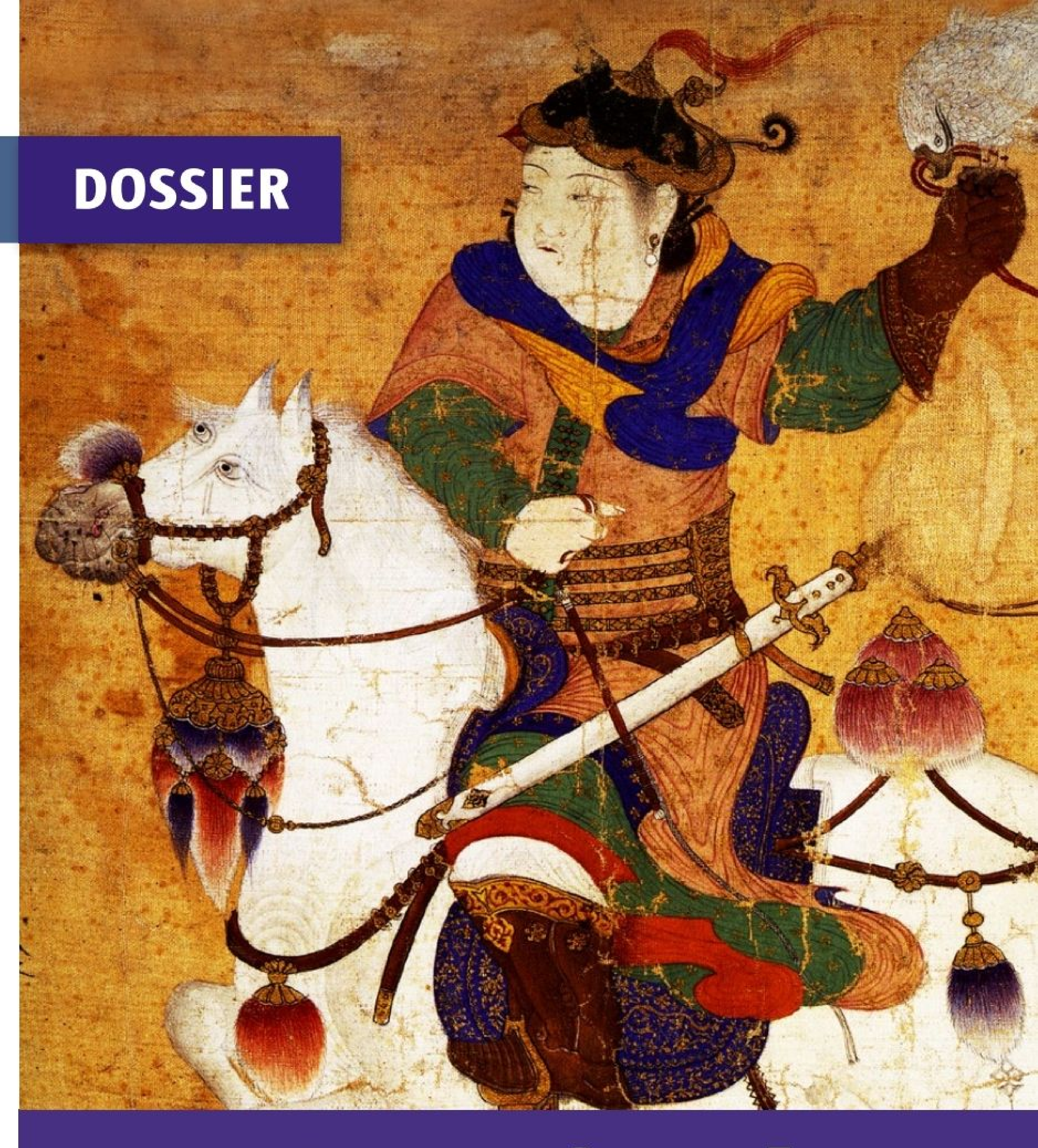
Pierre Guichard

Auteur notamment de *L'Espagne et la Sicile musulmanes aux XIe et XIIe siècles* (Presses universitaires de Lyon, 2000) et de l'ouvrage collectif *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval* (Presses universitaires de France, 1995), l'ancien directeur du Ciham, laboratoire d'histoire du Moyen Age chrétien et musulman, et professeur à l'université Lumière de Lyon, est mort le 6 avril.

ACTUALITÉS



DOSSIER



L'ATELIER DES CHERCHEURS









GUIDE

France Culture



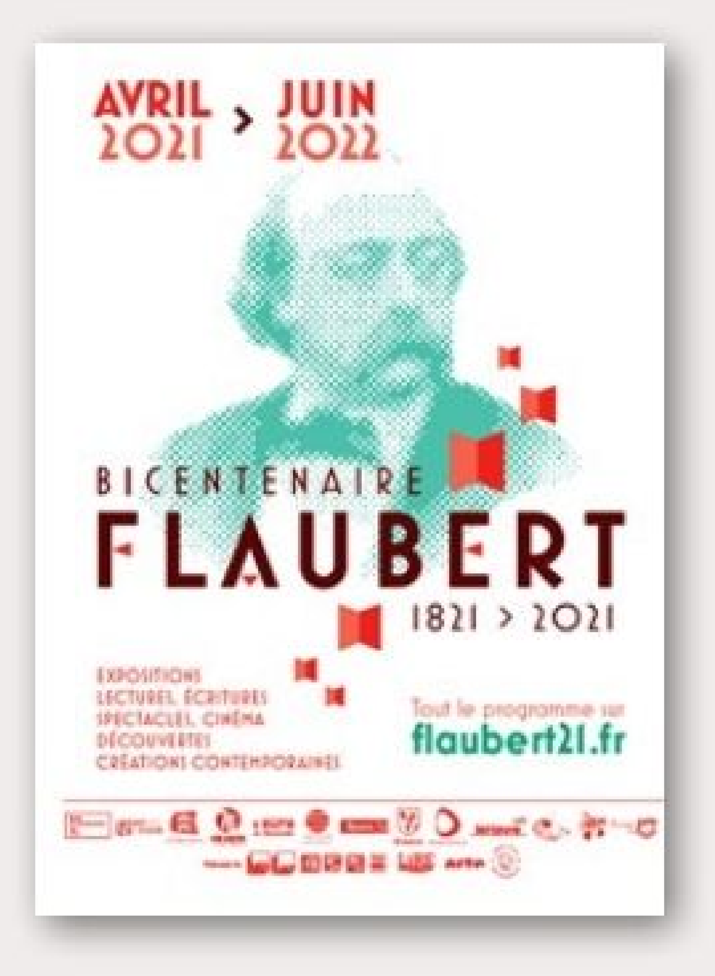
Le vendredi 30 avril à 9 h 05, retrouvez, en partenariat avec *L'Histoire,* l'émission de Xavier Mauduit « Le Cours de l'histoire ». Avec une séquence en compagnie de Marie Favereau ***(cf. p. 34)*.**

COUVERTURE : Portrait de Gengis Khan, peinture sur soie chinoise, dynastie Yuan, XIV[e] siècle (collection particulière ; Roland & Sabrina Michaud/AKG).
Ce numéro comporte un encart abonnement *L'Histoire* sur les exemplaires kiosque France, un encart abonnement Édigroup sur les exemplaires kiosque Belgique et Suisse, un encart Sophia Boutique Montre sur les exemplaires abonnés et un message abonnement *Sciences et Avenir* sur les exemplaires abonnés.



Le mal-aimé
Flaubert, sur cette photographie d'Étienne Carjat, a 38 ans. Il a publié deux ans plus tôt *Madame Bovary*, son premier roman imprimé, qui lui a valu un procès, au nom de la morale et de la religion. Il s'en est tiré par un blâme.
En 2021-2022 une série d'événements sont organisés pour le bicentenaire de sa naissance.

LA REVANCHE POSTHUME DE GUSTAVE FLAUBERT



On célèbre les 200 ans de la naissance de Flaubert. Devenu l'incarnation du grand écrivain en France comme à l'étranger, le romancier fut pourtant décrié de son vivant, malgré le premier succès de Madame Bovary.

Par Michel Winock

« Maintenant qu'il est mort, mon pauvre grand Flaubert, on est en train de lui accorder du génie autant que sa mémoire peut en vouloir. Mais sait-on, à l'heure présente, que de son vivant la critique mettait une certaine résistance à lui accorder même du talent ? » Edmond de Goncourt, qui prononce ces mots-là au cimetière de Rouen devant la tombe où l'on enterre l'auteur de *Madame Bovary*, le 11 mai 1880, fait partie des quelques dizaines de proches et d'amis présents à des funérailles qui n'ont rien de nationales.

Flaubert est mort chez lui, à Croisset[1], d'une attaque foudroyante, à l'âge de 58 ans. De nature vigoureuse, il n'en était pas moins malade. Épileptique depuis sa jeunesse, syphilitique depuis son grand voyage en Orient en 1850, il connaissait, depuis plusieurs années, une ruine financière due aux mauvaises affaires de son neveu Commanville, l'époux de sa nièce chérie Caroline. La mort dans l'âme, après avoir résisté pendant plusieurs années, il avait accepté du gouvernement un emploi fictif qui déguisait une pension. Victor Hugo avait été de ses soutiens actifs, et lui, Flaubert, qui avait juré de ne recevoir aucune aide de l'État, avait dû accepter un poste de bibliothécaire auxiliaire à la Mazarine.

Un premier malentendu

De son vivant, Flaubert n'avait été reconnu comme grand écrivain que par une poignée de critiques et d'amis. Les débuts de sa carrière avaient pourtant été éclatants quand *Madame Bovary* avait paru en feuilleton en 1856 dans la *Revue de Paris* dirigée par son ami Maxime Du Camp. Un procès intenté par le ministère public au nom de la morale et de la religion attira brusquement l'attention publique sur ce romancier inconnu, qui ne fut puni en définitive que d'un blâme mais en sortit auréolé d'un scandale bénéfique. Sainte-Beuve en fit l'éloge dans ses « Causeries du lundi », suivi par la majorité des critiques.

Avant de parvenir à cette gloire soudaine, Flaubert avait beaucoup écrit, mais non publié. Héritier, rentier, vivant auprès de sa mère veuve à Croisset, il n'avait aucune hâte d'être imprimé. Son désir de perfection, son obsession du style, sa patience créative l'avaient décidé à laisser dans ses tiroirs plusieurs romans, les *Mémoires d'un Fou, Novembre*, une première *Éducation sentimentale*, qui suivaient d'innombrables contes et nouvelles de jeunesse. Romantique de tempérament, il avait de parti pris choisi pour son premier roman de narrer un fait divers, le but étant d'atteindre à « l'art pur » à partir d'un sujet trivial. En fait, *Madame Bovary* avait triomphé non par son écriture, mais bien par une description convaincante des « mœurs de province ». Et l'auteur de regretter qu'aucune de ses critiques élogieuses ne le *« grattait à l'endroit sensible »*. C'était un malentendu. ▶▶▶



L'AUTEUR
Conseiller de la rédaction de* L'Histoire, *Michel Winock est l'auteur d'une biographie de* Flaubert *(Gallimard, 2013, rééd. « Folio », 2015), traduite en anglais (Harvard University Press) et en allemand (Hanser). Il publie* Le Monde selon Flaubert *(Tallandier, 2021).

Note
1. Lieu-dit de la commune de Canteleu, dans la banlieue de Rouen.

DATES CLÉS

1821, 12 décembre
Naissance de Gustave Flaubert à Rouen.

1856
Publication en feuilleton de *Madame Bovary*.

1862
***Salammbô*.**

1869
***L'Éducation sentimentale*.**

1874
***La Tentation de saint Antoine*.**

1877
***Trois Contes*.**

1880, 8 mai
Mort à Croisset, à 58 ans.

1881
***Bouvard et Pécuchet* (inachevé).**

1887-1893
***Correspondance*.**

▶▶▶ Appliquant sa poétique à tous les sujets, Flaubert publie en 1862 *Salammbô*, roman auquel il a travaillé d'arrache-pied pendant plus de cinq ans. Le livre déconcerte. Qu'est-il besoin de raconter cette histoire d'une révolte de mercenaires à Carthage – sur quoi on ne sait pas grand-chose ! –, plutôt que de poursuivre ses investigations en Normandie ou en Picardie : c'est le gros reproche que lui fait Sainte-Beuve, ennuyé par les cliquetis des armes antiques, les atrocités sanglantes des soldats et l'invraisemblance des personnages. Le roman rencontre un succès public, on assiste même à une mode *Salammbô*, mais l'éreintement des critiques est quasi général. L'auteur de *Madame Bovary* était prometteur ; le créateur de *Salammbô* passait pour un pasticheur.

Le troisième grand roman de Flaubert, *L'Éducation sentimentale*, paru en 1869, se heurte à une incompréhension quasi unanime. On n'y voit que des tableaux détachés les uns des autres sans ligne de fond ; que des choses insignifiantes, sans unité, un roman vide, creux, médiocre et, de surcroît, un personnage principal, Frédéric Moreau, sans consistance. Pour Barbey d'Aurevilly, *« M. Flaubert n'est ni un inventeur, ni un observateur, comme tout romancier est tenu de l'être. Le romancier qui n'a trouvé, après* Madame Bovary, *que cette perruque carthaginoise de* Salammbô, *est un homme absolument dénué d'invention et d'observation impersonnelle, propre tout au plus à des recollages archaïques »*. Certes, George Sand, Émile Zola et quelques autres défendent l'originalité du roman, mais ils pèsent peu au regard d'une critique souvent féroce devant un livre teinté d'ironie et de pessimisme.

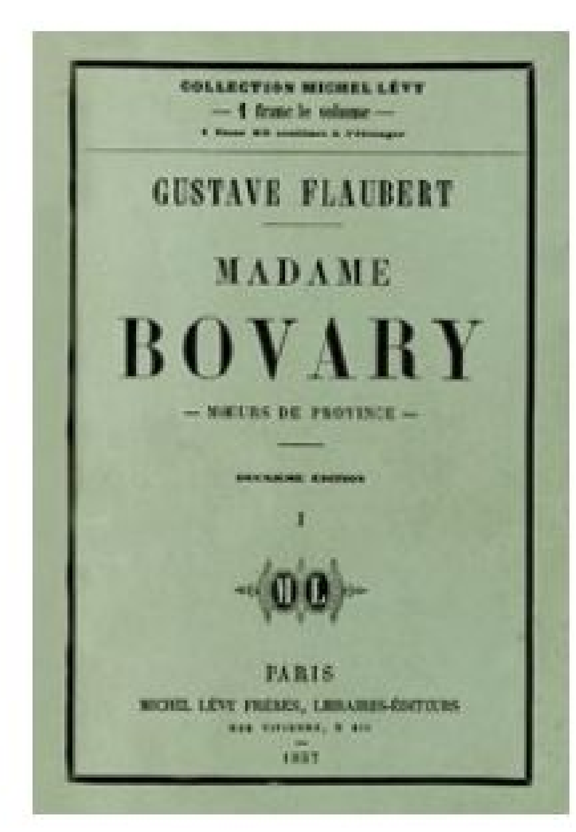
La troisième version de *La Tentation de saint Antoine*, qui paraît en 1874, ne le réconcilie pas avec la presse littéraire. Flaubert a perdu deux ans plus tôt sa mère, l'être au monde qu'il a le plus aimé ; il se demande comment il va *« pouvoir supporter la solitude absolue »*. Il vient de s'essayer au théâtre avec *Le Candidat*, un vrai four ! Il retire sa pièce. Quand *La Tentation* paraît en avril de la même année, il est *« déchiré dans les petits journaux, et exalté par deux ou trois personnes »*.

Dans les dernières années de sa vie, accablé par ses maux physiques et par sa ruine financière, Flaubert aura eu une consolation, l'excellent accueil des *Trois Contes*, en 1877, *« trois chefs-d'œuvre absolus et parfaits »*, écrit Théodore de Banville, malgré le grincheux Brunetière qui, dans la *Revue des Deux Mondes*, y voit *« la marque d'une imagination qui tarit »*. Surtout, le meilleur réconfort dans sa fin de vie aura été l'adhésion enthousiaste que lui a offerte une nouvelle génération d'écrivains, particulièrement Zola et Maupassant, Huysmans, Céard et Mirbeau, qui reconnaissent en lui un maître. Mais les affaires d'argent qui le prennent en tenaille n'en finissent pas : papier timbré, remboursements, assignations d'huissier… *« Mais, au nom du Ciel, qu'on me foute la paix ! Qu'on me la foute, et que cette persécution finisse ! »* Il écrivait ces mots désespérés à sa nièce Caroline



Contre « Salammbô » Dans *Le Journal amusant* du 10 janvier 1863, « Stop » (pseudonyme de Morel-Retz) publie une série de dessins humoristiques sévères sur *Salammbô*, ennuyeux, sanglant, immoral.

Tirages : « Madame Bovary » en tête



Le premier roman de Flaubert publié, *Madame Bovary*, a rencontré un succès de librairie. Le premier tirage du texte paru en livre, après sa publication dans plusieurs numéros de la *Revue de Paris*, a été de 6 600 exemplaires. Rapidement épuisé, il fut deux fois réimprimé dans la même année 1857. De nouveaux tirages eurent lieu les années suivantes. Le produit des huit premiers tirages s'établit à 32 800 exemplaires et l'éditeur Michel Lévy vendit encore 3 200 exemplaires d'août 1871 à mai 1876. *Salammbô* connut lui aussi un bon accueil public, puisque le roman eut quatre tirages en 1862 et 1863, en tout 7 000 exemplaires. C'était sensiblement moins que *Madame Bovary*. Quant à *L'Éducation sentimentale*, son tirage de 3 000 exemplaires en 1869 n'était pas encore complètement épuisé en 1882.

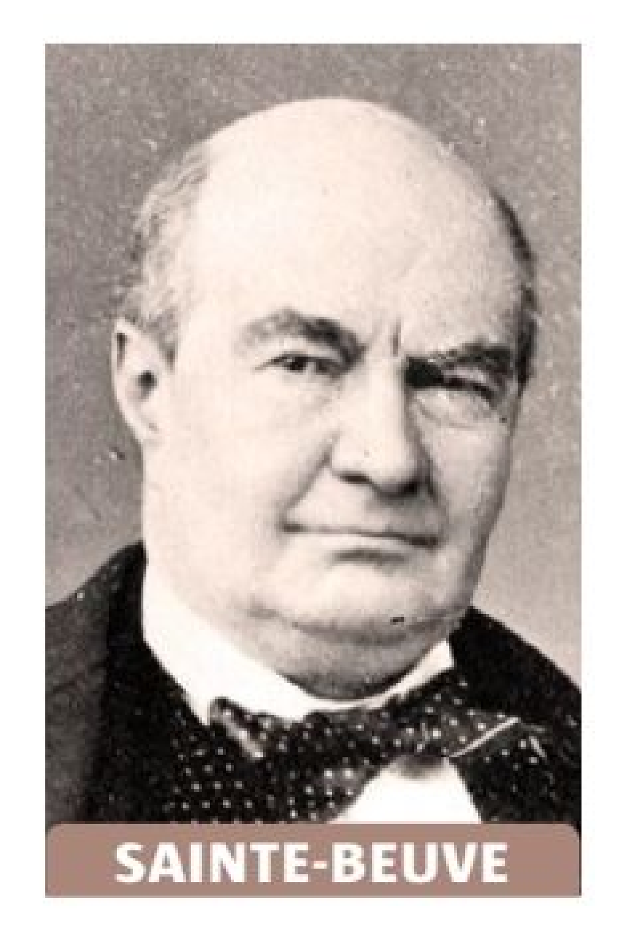
le 18 avril 1880, soit moins de trois semaines avant sa mort.

La haine de son siècle

Si le XIXe siècle n'a pas vraiment aimé ni admiré Flaubert, celui-ci le lui a bien rendu. Sa vie durant, il n'a cessé, sous le patronage de saint Polycarpe, cet évêque de Smyrne maudissant son temps, de vitupérer le monde moderne. *« Le siècle m'ennuie prodigieusement. De quelque côté que je me tourne,* écrit-il à Louise Colet, *je n'y vois que misère ! »* Né en 1821, il a vu triompher et se conforter, à partir de la révolution de 1830, la bourgeoisie, responsable à ses yeux des turpitudes contemporaines. Lui-même, par sa famille, et notamment son père, grand chirurgien réputé, appartenait à la classe des rentiers – un bourgeois par excellence. Mais la définition qu'il donne du bourgeois *(« quiconque pense bassement »)* est moins sociologique que morale et esthétique. Tout au long de sa vie, il nourrit ce qui deviendra de manière posthume son *Dictionnaire des idées reçues*, une peinture collective de ce qu'on appelle alors la classe moyenne, depuis les épiciers jusqu'aux notables. Recueil des « idées chics », des idées à la mode et des préjugés qu'il convient d'étaler dans les conversations.

« La noblesse s'est perdue pour avoir eu les sentiments d'une valetaille. La fin de la bourgeoisie commence parce qu'elle a ceux de la populace »

Le trait dominant de ces bourgeois apparaît sans conteste l'utilitarisme, l'habitude de remplacer toutes les valeurs morales par des valeurs pratiques. La richesse, en fin de compte, *« tient lieu de tout et même de considération »*. La littérature est une *« occupation des oisifs »*. La philosophie ? *« Il faut toujours en ricaner. »* La poésie ? *« Elle est tout à fait inutile : passée de mode. »* Aux antipodes de la religion flaubertienne de l'Art et du Beau, les bourgeois du romancier sont des êtres médiocres, vils, obsédés par l'appât du gain, effrayés par les menaces révolutionnaires. En 1876 il confie à Caroline : *« Voilà ce qui me soutient encore : la Haine des Bourgeois. J'ai beau ne pas en voir. N'importe ! quand j'y songe, je bondis. »*


SAINTE-BEUVE


GEORGE SAND

Critique et soutien
Après avoir loué *Madame Bovary*, Sainte-Beuve, le grand critique, a pourfendu *Salammbô*. Entre George Sand et Flaubert une grande amitié s'est nouée, comme en témoigne leur magnifique correspondance.

Le bourgeois n'est pas forcément conservateur dans les idées. Il existe une bourgeoisie progressiste, amie des sciences et anticléricale, dont le pharmacien Homais est le modèle dans *Madame Bovary*. Création moliéresque géniale, d'un aplomb et d'une faconde redoutables, il représente l'intellectuel du bourg, l'esprit nourri de Voltaire et de Rousseau réconciliés, fustigeant les *« mômeries »* et les *« jongleries »* du catholicisme, le célibat des prêtres, la superstition des paysans et les *« temps monstrueux du Moyen Age »*. Homais est un philanthrope, mais il aime plus l'humanité que les humains, les théories abstraites que les individus ; homme d'ordre, il tonne contre les mendiants, imagine des contraintes légales contre la déviance sociale et il représente l'avenir : à la fin du roman, il obtient la croix d'honneur qu'il avait tant espérée.

En 1872, furieux contre les édiles de Rouen qui refusent d'ériger une statue en l'honneur de son ami défunt, le poète Louis Bouilhet, Flaubert écrit une lettre ouverte à la municipalité de la ville, que publie *Le Temps* : *« La noblesse s'est perdue pour avoir eu pendant deux siècles les sentiments d'une valetaille. La fin de la bourgeoisie commence parce qu'elle a ceux de la populace. Je ne vois pas qu'elle lise d'autres journaux, qu'elle se régale d'une musique différente, qu'elle ait des plaisirs plus élevés. Chez* ▸▸▸



Incompris
Bouvard et Pécuchet (ci-contre, illustration de Charles Huard, vers 1905), le roman posthume de Flaubert, resté inachevé, a longtemps dérouté la critique, jusqu'à sa véritable découverte au XXe siècle par Jorge Luis Borges, Raymond Queneau et bien d'autres…

À SAVOIR



J. DE GAULTIER

Le bovarysme

Le titre du roman a fait naître la notion de bovarysme. Le mot désignait, du vivant de Flaubert, une esthétique très réaliste ou encore le comportement particulier d'Emma, l'héroïne. Au début du xxe siècle le philosophe Jules de Gaultier reprend le terme pour qualifier une maladie de la personnalité : *« La faculté départie à l'homme de se concevoir autre qu'il n'est »* (*Le Bovarysme*, 1902), et, *« par suite, de se faire une personnalité fictive »*. Les diverses interprétations du bovarysme, en France comme à l'étranger, ont contribué à élever la rêveuse d'Yonville au rang de mythe littéraire. *« On parle d'une Bovary comme d'un Don Juan, et les deux types ne sont pas si éloignés l'un de l'autre »* (Yvan Leclerc).

▸▸▸ *l'une comme chez l'autre, c'est le même amour de l'argent, le même respect du fait accompli, le même besoin d'idoles pour les détruire, la même haine de toute supériorité, le même esprit de dénigrement, la même crasse ignorance ! »*

Ce règne de la bourgeoisie s'accompagne, en effet, d'une autre victoire haïssable : celle du nombre – *« la masse, le nombre est toujours idiot »*. La société démocratique en formation repose sur le principe d'égalité, que Flaubert exècre. Le suffrage universel lui paraît *« plus stupide que le droit divin »* ; il symbolise en même temps qu'il alimente l'uniformisation des esprits. Les socialistes en rajoutent avec leurs utopies d'alignement. Dans le second tome de sa *Démocratie en Amérique*, Tocqueville avait décrit ce que « l'esprit industriel » introduisait dans la littérature : des lecteurs bien plus nombreux et des œuvres bien moins élevées. Tocquevillien sans le savoir, Flaubert est sensible à la marchandisation des lettres dans ce qu'on appellera la société de masse et, plus tard, la société de consommation. Comme Tocqueville, il a compris la lente transition du siècle, celle de la société aristocratique à la société démocratique. En observateur plus lucide, Tocqueville s'y est résigné malgré ses quartiers de noblesse. Flaubert, lui, même s'il finit par aller voter et se rallier à la république bourgeoise (*« je suis un très mince républicain »*), continuera à fustiger *« la Basse envie démocratique »*.

L'obsédé de la Phrase, l'« homme-plume » dont la vie s'identifie totalement à la création littéraire

Le désaccord profond entre Gustave Flaubert et son siècle qu'il a vu dominé par la Bêtise, l'uniformité, l'industrialisme qui *« a développé le Laid dans des proportions gigantesques »*, le mépris de l'Art et le règne de l'Argent nous suggère une explication du rejet qu'il a pu essuyer de la part de ses contemporains : il n'était pas des leurs. Il a fallu attendre sa mort pour que, progressivement, son œuvre s'inscrive dans le livre d'or de la littérature.

Le « roman non romancé »

Flaubert encore vivant, Maupassant, son disciple, avait cependant ouvert la voie dans un article paru en 1876, dans lequel il mettait au jour ce que le style représentait pour Flaubert : *« Hors le style,* écrivait-il, *point de livre. »* Dans un autre texte, en 1884, il faisait de Flaubert l'incarnation mythique de la littérature, l'obsédé de la Phrase, l'« homme-plume » dont la vie s'identifie totalement à la création littéraire. Zola aussi, à plusieurs reprises, a célébré l'œuvre de Flaubert, mais, dans cette entreprise de récupération (Flaubert devenant malgré lui le patron du naturalisme), il déplorait cependant cette primauté du style. Resta que Flaubert



Cabinet de travail Cette peinture de Rochegrosse, datant de 1874, représente le cabinet de travail de Flaubert, au premier étage de sa maison à Croisset. Deux fenêtres donnent sur la Seine, où l'écrivain aime à se baigner.

devenait l'inventeur du roman moderne, et particulièrement dans *L'Éducation sentimentale*, par l'absence d'intrigue, de héros et le refus d'intervention personnelle de l'auteur. L'inventeur du *« roman non romancé »*, selon la formule de Banville.

En 1882 Paul Bourget écrit plusieurs études qui seront réunies dans ses *Essais de psychologie contemporaine*. Elles avaient le mérite de bien montrer l'adhésion de l'écrivain à l'art pour l'art et de discerner en lui à la fois un poète romantique et un savant. *« Affamé d'absolu »*, tyrannisé par sa manie de la perfection, refusant de séparer la forme du fond, il laissait derrière lui une sommation aux écrivains, *« l'horreur de la facilité »*, un art de la prose, l'exigence du travail.

Les études sur Flaubert n'allaient plus cesser de paraître. En 1902 Antoine Albalat, romancier aujourd'hui oublié, se révèle le premier à étudier de près les manuscrits de Flaubert et sa correspondance, attentif au travail formel dans son *Art d'écrire*. (On peut voir ici les prémisses de ce qui est devenu la critique génétique.) Il a compté dans l'*« identification absolue et sacrée de Flaubert et du style »*[2].

Sur ce style, qui a fait couler beaucoup d'encre, une controverse devenue célèbre opposa Proust à Thibaudet, au lendemain de la Grande Guerre : *« J'ai été stupéfait, je l'avoue*, écrivait Proust, *de voir traité de peu doué pour écrire, un homme qui par l'usage entièrement nouveau et personnel qu'il a fait du passé défini, du passé indéfini, du participe présent, de certains pronoms et de certaines prépositions, a renouvelé presque autant notre vision des choses que Kant, avec ses Catégories, les théories de la Connaissance et de la Réalité du monde extérieur. »* Ce n'était pas un mince éloge.

La publication des inédits de Flaubert s'est étalée dans le temps. *Bouvard et Pécuchet*, inachevé, paru en 1881, rencontra une incompréhension générale ; c'est la *Correspondance,* peu à peu livrée au public, qui ▸▸▸

Notes

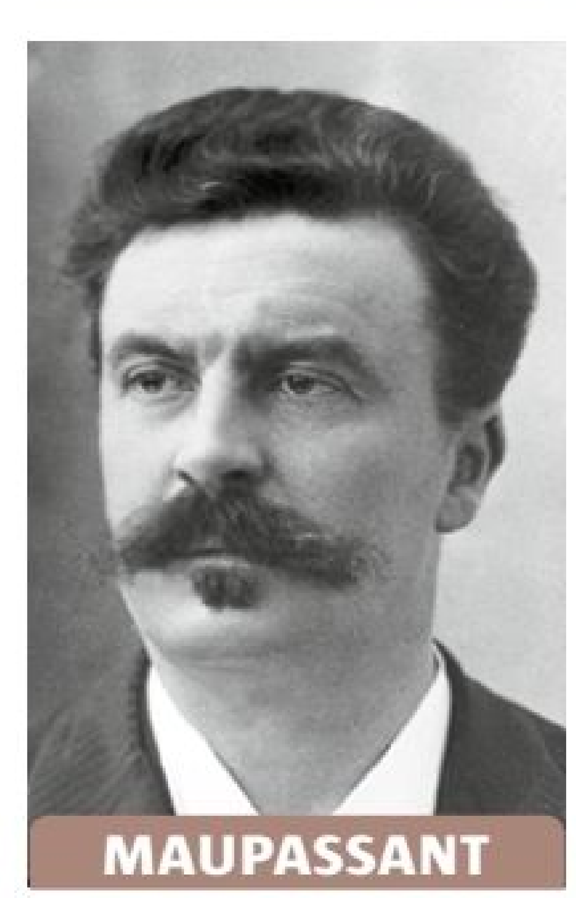
2. Cf. D. Philippot, *Dictionnaire Flaubert*, Honoré Champion, 2017, t. II, p. 1283. Sur la place des manuscrits de Flaubert dans la « génétique littéraire », voir, entre autres, les travaux de Pierre-Marc de Biasi, Institut des textes et manuscrits modernes (Item), http://www.item.ens.fr

3. Il a fallu attendre 1926 pour que les lettres magnifiques à Louise Colet soient autorisées à la publication par Caroline Franklin-Grout, la nièce de Flaubert.

4. J. L. Borges, *Œuvres complètes*, Gallimard, « La Pléiade », t. I, p. 260.

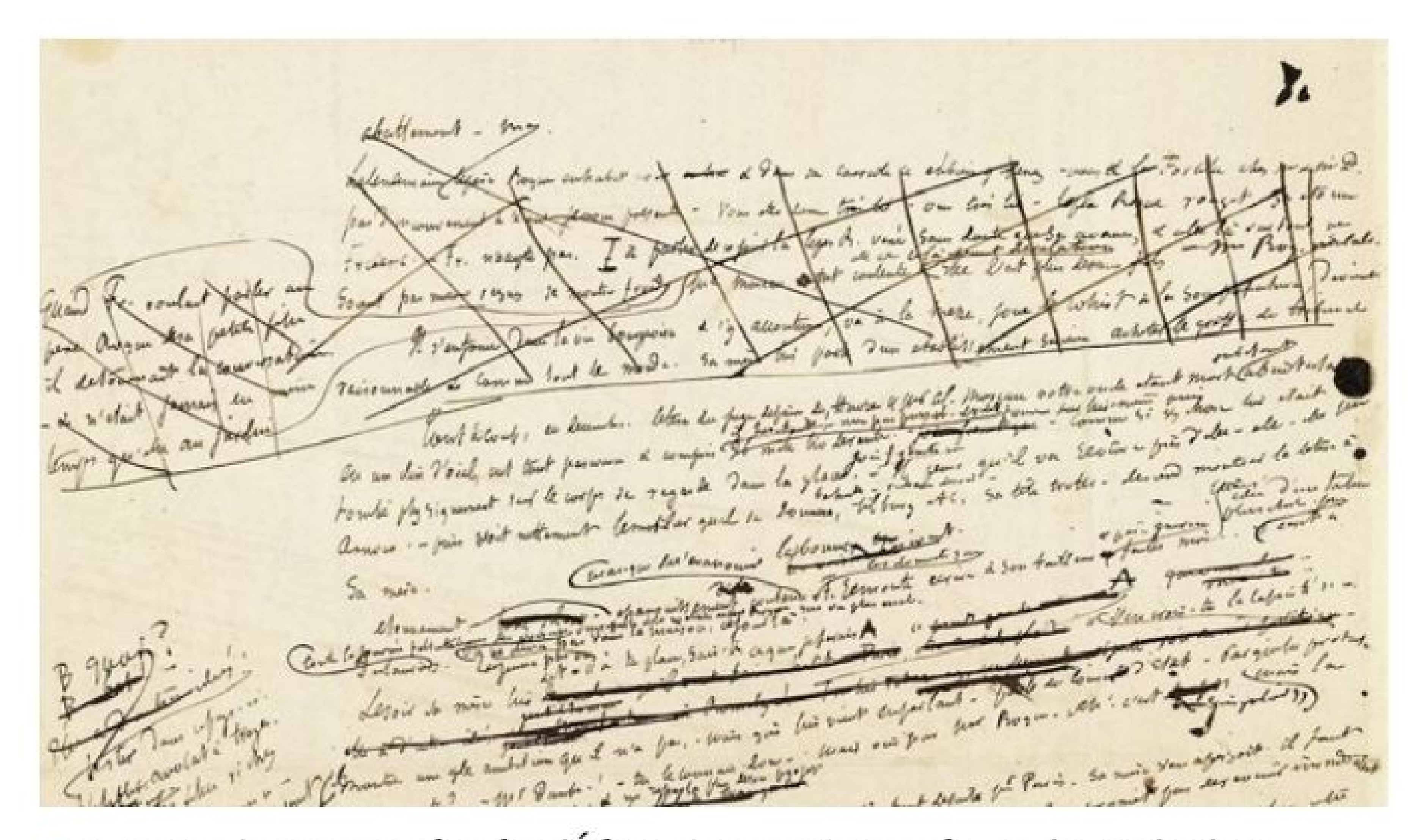
5. R. Queneau, préface à *Bâtons, chiffres et lettres*, Gallimard, 1950.


ZOLA


MAUPASSANT

Admirateurs
De son vivant, Flaubert a pu compter sur l'amitié et l'admiration de Zola et de Maupassant, qui ont laissé sur son œuvre des analyses pénétrantes et ferventes.

Un trésor de papiers



■ Manuscrit autographe de *L'Éducation sentimentale*, 1864-1869 (BNF, cote NAF 17611, folio 16v). Où l'on voit l'écrivain à l'œuvre.

J*amais je ne jette aucun papier. C'est de ma part une manie »*, confesse Flaubert à Louise Colet en 1853. Celui que Barbey d'Aurevilly raillait dans la presse en 1869 comme *« l'homme à la boîte »* (plutôt qu'au livre publié !) passa son existence à alimenter un colossal fonds d'archives personnelles (cf. S. Dord-Crouslé, « Les archives de Flaubert : conserver pour prouver », C. Millet dir., *Les Archives au XIXe siècle*, 2017, disponible en ligne). Ces papiers mêlent correspondances reçues, dossiers et carnets de travail et, bien entendu, brouillons chargés de ces ratures et repentirs devenus quasi proverbiaux car traces manuscrites précieuses du célèbre « gueuloir » de l'écrivain.

A l'issue de plusieurs campagnes de tri et de destruction – y compris avec l'aide de Maupassant jusqu'à la veille de sa mort –, sa nièce Caroline Franklin-Grout hérita cependant d'un trésor de papiers, transporté à Antibes dans sa villa en 1892. Débuta alors la ventilation irréversible des archives, dispersées aujourd'hui entre institutions publiques et collections privées – Charles de Lovenjoul acquit ainsi avant 1907 une grande partie de la correspondance pour la léguer à l'Institut de France. Après 1914 et le don simultané de quelques manuscrits à la bibliothèque municipale de Rouen (*Madame Bovary*, Normandie oblige, et *Bouvard et Pécuchet*) et à la Bibliothèque nationale *(Salammbô, Trois Contes, La Tentation de saint Antoine)*, la nièce de l'écrivain légua à sa mort, en 1931, à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris l'essentiel des carnets de travail et de voyage, ainsi qu'une version de *L'Éducation sentimentale.* Ce legs, hélas, était doublé d'une copieuse vente publique de tout le reste ! Cet éclatement des archives commande depuis lors un insatiable marché autographe flaubertien, objet de toutes les spéculations.

La haute densité du matériau archivistique flaubertien, malgré ou à cause de sa dispersion, lui a octroyé un statut singulier d'aiguillon, et désormais de fleuron, de la nouvelle critique littéraire « génétique », portée dès 1979 par Raymonde Debray-Genette, par le travail collectif du Centre Flaubert à Rouen piloté par Yvan Leclerc ou par le groupe de recherche de l'Institut des textes et manuscrits modernes (Item) à Paris, autour de Pierre-Marc de Biasi. Au point que, depuis 2009, les archives de Flaubert justifient l'existence d'une revue électronique tout entière consacrée à elles, *Flaubert. Revue critique et génétique* (en accès libre sur https://journals.openedition.org/flaubert) !

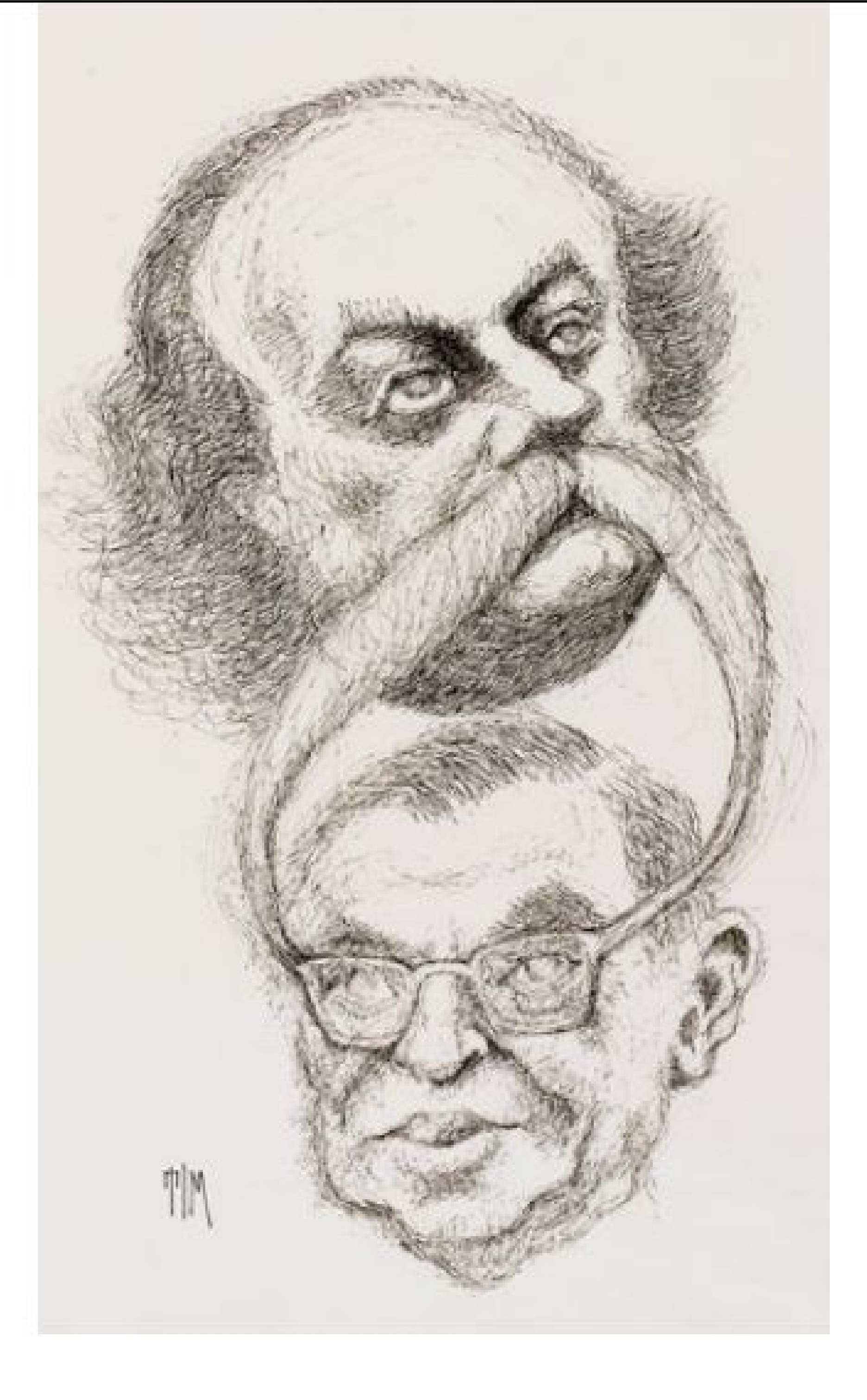
Yann Potin

▸▸▸ approfondit et renouvela la connaissance du romancier, à commencer par les *Lettres de Gustave Flaubert à George Sand,* préfacées par Maupassant. Entre 1887 et 1893 quatre volumes de la *Correspondance* parurent chez Charpentier, régulièrement augmentée jusqu'aux cinq volumes de « La Pléiade » (1973-2007) édités par Jean Bruneau et Yvan Leclerc[3]. Certains critiques iront jusqu'à en faire la meilleure partie de l'œuvre de Flaubert, en raison de son écriture spontanée tout à l'opposé de l'élaboration douloureuse de ses romans. En tout cas, cette *Correspondance* faisait découvrir un autre Flaubert, vivant, généreux, allègre, tour à tour mélancolique et joyeux, farceur, et donnant à connaître ses idées aussi bien esthétiques, philosophiques que politiques.

Ces lettres si nombreuses sont devenues une des sources principales des biographies qui se sont multipliées. Citons, dans l'ordre chronologique, celles de René Dumesnil (1906), de René Descharmes (1909), d'Albert Thibaudet (1922), et les études d'Émile Gérard-Gailly (1930), d'Henri Troyat (1988).

C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale qu'on assiste à ce que des historiens de la littérature ont appelé la « flaubertolâtrie moderne ». Robbe-Grillet, théoricien du nouveau roman contre Sartre, fait de Flaubert la référence clé, l'absolu littéraire, l'art pur, le primat du style, le refus d'attribuer au roman une mission sociale, politique ou religieuse.

Sartre et les adeptes de la littérature engagée avaient, en effet, réduit Flaubert à un auteur faussement impartial et véritable chien de garde de la bourgeoisie. Sartre, pour approfondir sa démonstration, s'était lancé dans une immense biographie critique, *L'Idiot de la famille*. Son point de vue avait sensiblement changé : *« J'ai eu le sentiment d'un compte à régler avec lui,* écrivait-il. *Depuis, mon antipathie première s'est changée en empathie, seule attitude requise pour comprendre. »* Les trois premiers volumes sortirent en 1971 et 1972, mais *L'Idiot de la famille*, malgré ses 3 000 pages, resta inachevé. Sartre avait néanmoins élevé Flaubert et son œuvre à un niveau rarement atteint : *« Créateur du roman "moderne",* [il] *est au carrefour de tous nos problèmes littéraires d'aujourd'hui. »*



Sartre Après avoir fustigé Flaubert, Sartre lui a consacré *L'Idiot de la famille*, resté inachevé malgré ses 3 000 pages et ses trois volumes (caricature de Tim, 1972).

Il aura illustré lui-même son adage : « Il n'y a jamais eu de grands hommes vivants. C'est la postérité qui les fait »

Gustave Flaubert a bénéficié du soutien considérable de la part de quelques-uns des grands noms de la littérature contemporaine. On a même assisté de leur part à une revalorisation complète de *Bouvard et Pécuchet*, qui avait déconcerté les lecteurs les plus admiratifs de Flaubert. Jorge Luis Borges avait déjà montré l'évolution des deux protagonistes du roman : *« Ceux-là sont au départ deux idiots, méprisés et malmenés par l'auteur, mais au chapitre VIII apparaissent les mots fameux : "Alors une faculté pitoyable se développa dans leur esprit, celle de voir la bêtise et de ne plus la tolérer"*[4]. » Raymond Queneau fait de *Bouvard et Pécuchet « l'une des œuvres maîtresses de la littérature occidentale »*[5].

Roland Barthes admire chez Flaubert, *« le grand initiateur »*, d'avoir *« poursuivi une mise en dérision de la petite bourgeoisie : il a reproduit – c'est-à-dire distancé et critiqué – l'aliénation statique de son langage »*. Michel Foucault, lui, a célébré dans *La Tentation de saint Antoine* l'œuvre matricielle, théâtre fantastique de l'« onirisme érudit », qui ouvre la voie à Joyce, Roussel, Kafka, Pound, Borges.

« L'orgie perpétuelle » de Vargas Llosa



Mario Vargas Llosa, Prix Nobel, a raconté, notamment dans son introduction à ses œuvres dans « La Pléiade », comment Flaubert a changé son existence. En août 1959, à 23 ans, il s'installe à Paris. Il achète *Madame Bovary* chez Maspero. *« Ce roman, que j'ai lu en état de transe, a révolutionné ma vision de la littérature. »* Il va y découvrir que *« le réalisme n'était pas incompatible avec la rigueur esthétique la plus stricte »,* que le narrateur, *« personnage créé qui existait seulement à l'intérieur de l'histoire qu'il racontait »,* n'est pas l'auteur. Il y découvre encore que la perfection stylistique peut transformer le mélodrame, des histoires banales ou enracinées dans le local en roman universel. Il y découvre enfin *« la méthode de travail qui me convenait et quel écrivain je voulais être »* et, dans l'œuvre entière de Flaubert, *« comment l'amour de la littérature, la persévérance et la rigueur portés à des niveaux extrêmes, presque inhumains, sont la matière dont sont toujours pétris les chefs-d'œuvre »*. Ainsi commence son engagement radical pour l'écriture : c'est à Paris, où il réside sept ans, qu'il rédige ses premiers romans.
C'est à une lettre de la *Correspondance* qu'il emprunte le titre de l'essai qu'il consacre en 1975 à *Flaubert et Madame Bovary* : *« Le seul moyen de supporter l'existence, c'est de s'étourdir dans la littérature comme dans une orgie perpétuelle. »*

Yves Saint-Geours

Pierre Bourdieu puisera dans l'œuvre de Flaubert son inspiration du « champ littéraire ».

DANS LE TEXTE

Les règles de l'art selon Bourdieu

“Flaubert a beaucoup contribué *[...]* à la constitution du champ littéraire comme monde à part, soumis à ses propres lois. Reconstruire le point de vue de Flaubert, c'est-à-dire le point de l'espace social à partir duquel s'est formée sa vision du monde, et cet espace social lui-même, c'est donner la possibilité réelle de se situer aux origines d'un monde dont le fonctionnement nous est devenu si familier que les régularités et les règles auxquelles il obéit nous échappent. C'est aussi, en revenant aux “temps héroïques” de la lutte pour l'indépendance où, face à une répression qui s'exerce dans toute sa brutalité (avec les procès notamment), les vertus de révolte et de résistance doivent s'affirmer en toute clarté, redécouvrir les principes oubliés, ou reniés, de la liberté intellectuelle.”

Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Seuil, 1992, rééd. « Points essais », 1998, p. 86.

Gloire internationale

Hors de France, la réputation de Flaubert a pris du temps avant de s'imposer de manière universelle. De son vivant, l'ermite de Croisset n'a pas connu de traduction à l'exception de la Russie, où son ami Tourgueniev a contribué à le faire connaître. Dès 1858 *Madame Bovary* pouvait être lu en russe, alors qu'une grande partie de la haute société russe parlait le français couramment. Jusqu'à nos jours, les œuvres de Flaubert ont été l'objet de traductions, de commentaires, d'adaptations pour le théâtre et le cinéma, y compris pendant la période soviétique, où Flaubert était présenté comme un peintre de la bourgeoisie décadente.

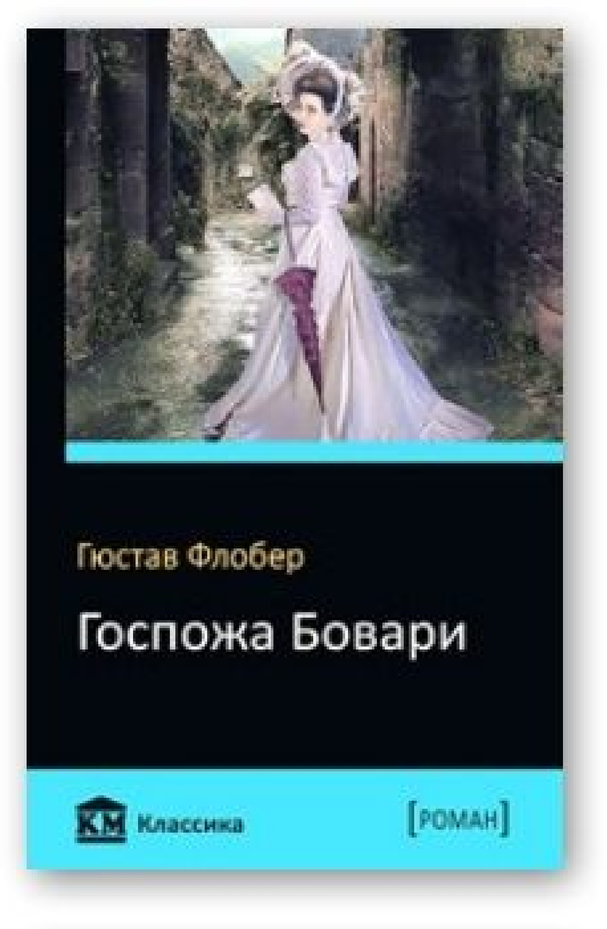
Si l'on s'en tient à la diffusion de *Madame Bovary* en langues étrangères, c'est après la mort de l'auteur que les traductions vont se multiplier. Dans certains pays, en raison de la police des mœurs, ce sont des versions abrégées, comme au Japon, où la première traduction intégrale datant de 1916 ayant été interdite à la vente, il faut attendre 1949 pour lire l'intégralité du roman. Dans nombre de pays *Madame Bovary* a bénéficié de plusieurs traductions successives. Son auteur est considéré comme l'un des grands maîtres du roman. Des écrivains de premier plan s'en sont réclamés et ont aidé à sa diffusion. Citons seulement quelques-uns d'entre eux : Heinrich Mann, Robert Musil, Stefan Zweig, Franz Kafka, Joseph Roth, chez les auteurs germanophones ; Benedetto Croce, Gabriele D'Annunzio, Italo Calvino en Italie ; Mario Vargas Llosa en Amérique latine ; George Moore, Somerset Maugham, Oscar Wilde, Virginia Woolf, Julian Barnes au Royaume-Uni ; Henry James, Sinclair Lewis, F. Scott Fitzgerald, Ernest Hemingway, Upton Sinclair, Philip Roth, Paul Auster aux États-Unis, où l'on compte pas moins de trois biographies en langue anglaise.

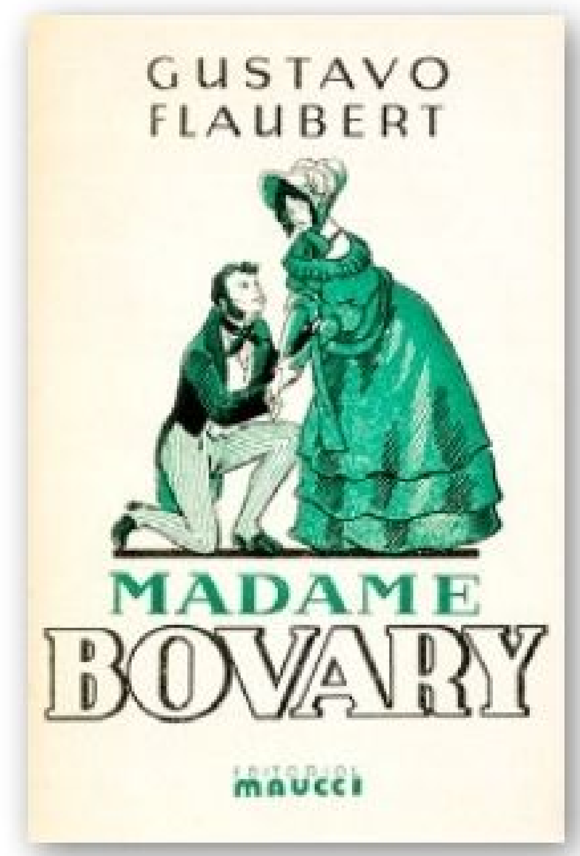
Il a fallu des décennies pour que le fidèle de saint Polycarpe, de son vivant incompris, émerge du petit lot de ses admirateurs et connaisse une gloire posthume en France et à l'étranger. En cette année du bicentenaire de sa naissance, on pourra mesurer le chemin parcouru. Consacré en de nombreux pays comme l'inventeur du roman moderne, lu, étudié dans les grandes universités et traduit dans de multiples langues, il aura illustré lui-même son adage : *« Il n'y a jamais eu de grands hommes vivants. C'est la postérité qui les fait. »* ■



Emma sur les écrans

Les adaptations cinématographiques et télévisuelles de *Madame Bovary* sont nombreuses. La plus célèbre de celles-ci aux États-Unis est le film de Vincente Minnelli, sorti en 1949 *(ci-dessus, affiche)*. En France, Jean Renoir en 1934 et Claude Chabrol en 1991. Au total, depuis *Unholy Love* d'Albert Ray sorti en 1932 aux États-Unis jusqu'au récent *Gemma Bovery* d'Anne Fontaine en 2014, on compte pas moins d'une vingtaine d'adaptations du plus célèbre roman flaubertien, notamment en Allemagne, en Italie, en Bulgarie, au Portugal, en Angleterre et même en Inde (*Maya Memsaab*, de Ketan Mehta, 1992).





Traductions

Madame Bovary est un des romans français les plus connus dans le monde. Ci-dessus les couvertures de traductions russe et italienne.

AUTOUR DU BICENTENAIRE

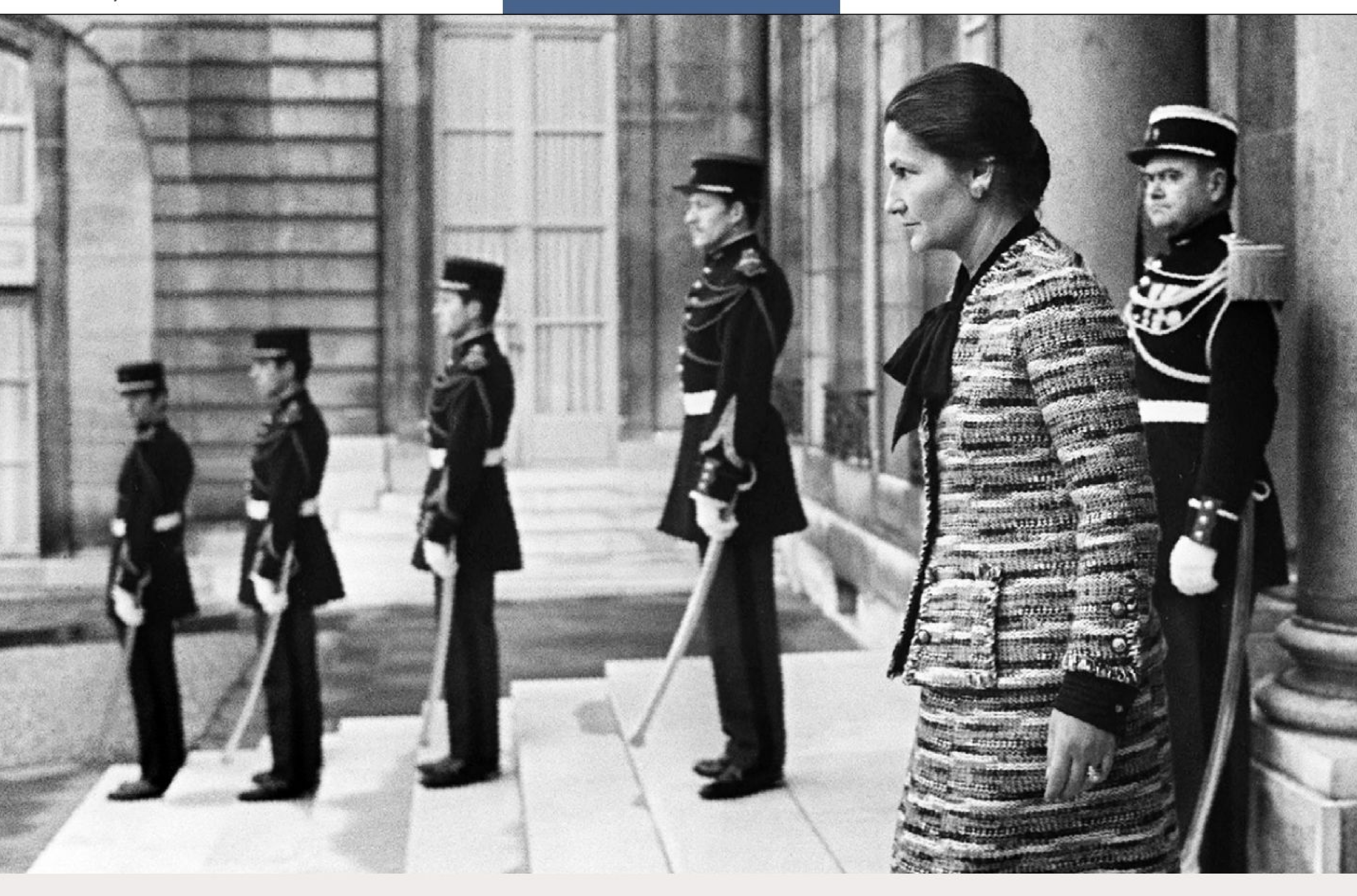
Flaubert 21

Le collectif Flaubert 21 a sélectionné 200 événements entre avril 2021 et juin 2022. Yvan Leclerc préside le comité scientifique et culturel ; Isabelle Huppert est la présidente d'honneur.

http://flaubert21.fr

En ligne

Le Centre Flaubert de l'université de Rouen propose l'ensemble des œuvres, de la correspondance, recense les iconographies… https://flaubert.univ-rouen.fr



Les combats de Simone Veil

S'appuyant sur de nombreux documents versés aux Archives nationales, une exposition à l'hôtel de ville de Paris rappelle les combats d'une femme politique si populaire.

Par Annette Wieviorka*

A l'Élysée
Simone Veil, alors ministre de la Santé, quitte l'Élysée après un entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing en novembre 1974.

AFP

Assise devant le cercueil d'Antoine Veil, elle tient la main du plus jeune de ses fils, Pierre-François, debout derrière elle comme une muraille protectrice. Ses camarades de camp, Paul Schaffer et Marceline Loridan-Ivens, chevelure rousse flamboyante, l'encadrent. Toute la classe politique, Jacques Chirac en tête, est présente au cimetière du Montparnasse ce 15 avril 2013. C'est la dernière apparition publique de Simone Veil, qui meurt le 30 juin 2017. Cette photo résume ce qui fut au cœur de sa vie : la famille, l'expérience du camp de concentration, la politique.

La famille, d'abord, ce fut celle de naissance, où elle fut heureuse jusqu'à la persécution. Elle ne cessa d'évoquer la figure lumineuse d'Yvonne Jacob née Steinmetz, « maman », comme elle l'appela toujours publiquement – et comme ses fils l'appellent elle-même aujourd'hui. Elle est moins loquace sur André Jacob, rarement appelé « papa », auquel Antoine de Meaux redonne de l'épaisseur dans la biographie qu'il consacre à Denise, dite « Miarka », la sœur aînée de Simone, déportée à Ravensbrück et décédée en 2013[1]. La famille, c'est ensuite celle qu'elle construisit avec Antoine Veil. Malgré les réticences d'un mari qui l'aurait préférée femme au foyer élevant leurs trois fils, elle forma avec lui un couple politique, comme l'atteste dans les archives la relecture soigneuse de bien des discours par son époux et la fondation à deux en 1983 du

club Vauban[2]. Cette importance donnée à la famille se lit aussi dans ses activités. Alors qu'elle est magistrate au ministère de la Justice, elle prépare le projet de loi sur l'adoption, votée par le Parlement en 1966.

L'expérience matricielle

L'expérience matricielle, ensuite : celle de la déportation à Auschwitz-Birkenau puis à Bergen-Belsen, avec sa sœur Madeleine, dite « Milou », et leur mère. Simone Veil a toujours voulu en parler, mais personne ne voulait l'entendre. Une fois devenue une personnalité publique, elle évoque à chaque occasion la Shoah. Elle revient sur le traumatisme de la libération de Bergen-Belsen, peu après le décès de sa mère, et du retour : le sentiment que leurs vies ne comptaient pas, l'étonnement devant les honneurs rendus à sa sœur Denise, déportée de la Résistance, alors que son retour à elle ne suscitait que l'indifférence. En 2000 elle devient la première présidente de la nouvelle Fondation pour la mémoire de la Shoah. Dès lors, elle est, en France et dans le monde, la figure du témoin.

Cette expérience des camps l'endurcira, lui ôtera la peur – ce qui est très utile en politique, surtout pour une femme dans un monde d'hommes –, ouvrira son horizon à des femmes de sensibilités et de milieux sociaux différents. Cette expérience permet de comprendre ce qui meut ses combats.

Le premier concerne, à la fin des années 1950, les prisons. Après avoir passé, en 1956, le concours de la magistrature, elle est affectée à la direction de l'Administration pénitentiaire et se bat pour le respect de la dignité de ceux qui sont enfermés. Le rapport sur les prisons dans l'Algérie de la guerre qu'elle établit pour le ministre de la Justice Edmond Michelet est suivi d'effet : elle obtient, en 1960-1961, le transfert vers la métropole de militants du FLN prisonniers en Algérie et victimes de mauvais traitements ou menacés de peine de mort, avec une attention particulière portée aux femmes. C'est le début d'une carrière à laquelle elle a aspiré.

En 1970 elle est la première femme nommée secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature. Si elle est alors inconnue du grand public, elle est déjà une personnalité en vue dans les milieux dirigeants. Nommée ministre de la Santé du gouvernement Chirac par le président Giscard d'Estaing en 1974, elle est en charge de la réalisation de sa promesse électorale : la dépénalisation de l'avortement. Se lit dans cet épisode ce qui restera sa démarche : habiter pleinement un combat qui lui a été confié, le mener selon ses convictions, avec méthode et efficacité, même si elle n'en a pas eu l'initiative. Bien qu'elle ait porté sans faillir la loi du 17 janvier 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG), elle n'a cessé de dire que la véritable révolution pour les femmes était la loi Neuwirth de 1967 qui autorisait la contraception, faisant d'elles les maîtresses de la procréation. Simone Veil fait aussi voter, en décembre 1974, un texte autorisant les mineures à accéder sans autorisation parentale à une contraception facilitée aussi pour les adultes, désormais remboursée par la Sécurité sociale.

Pour autant, elle rédige elle-même le texte présentant « sa » loi dépénalisant l'IVG, retrouvé dans les archives versées après son décès. Au grand dam de la gauche et de certaines féministes, elle y tient compte des concessions indispensables au vote par l'Assemblée nationale : l'avortement ne sera pas remboursé par la Sécurité sociale et les médecins pourront arguer de la clause de conscience pour ne pas le pratiquer. De plus, la loi ne sera valable que cinq ans.

Pour elle, la véritable révolution pour les femmes fut la loi Neuwirth de 1967, qui autorisait la contraception

À VOIR

L'exposition « Nous vous aimons, Madame » ouvre au public le 20 mai (sous réserve) à l'hôtel de ville de Paris. Le catalogue de l'exposition est paru, ainsi que Simone Veil, *Pensées libres*, introduites et choisies par Olivier Rozenberg, deux ouvrages publiés chez Flammarion.



Le courage manifesté lors des débats parlementaires lui vaut une immense popularité, popularité qui se nourrit aussi de la découverte, par le grand public, qu'elle a survécu à Auschwitz.

« Nous vous aimons, Madame », avait déclaré Jean d'Ormesson en accueillant Simone Veil à l'Académie française au fauteuil de Racine, en mars 2010. C'est le titre de l'exposition qui s'ouvre à l'Hôtel de Ville en mai 2021, en partenariat avec les Archives nationales, où ont été déposés les papiers de Simone. Un fonds considérable de plus de 500 cartons (environ 80 mètres linéaires). La conservatrice du patrimoine Constance de Gaulmyn assure le commissariat de l'exposition, avec Olivier Rozenberg, spécialiste de la vie politique et du Parlement européen, où Simone Veil siégea de 1979 à 1993 et dont elle fut la première femme présidente en 1979. Un combat mené à la demande de Valéry Giscard d'Estaing, qui lui confie la tête de liste de l'Union pour la démocratie française (UDF) aux premières élections européennes au suffrage universel direct.

Depuis son décès, les hommages soulignent la popularité de cette femme politique singulière. Rues, hôpitaux, établissements scolaires, portent son nom. Le 1er juillet 2018, un an après sa mort, elle devient la cinquième femme à entrer au Panthéon. Durant la marche des cercueils portés par des gardes républicains, un arrêt permet d'évoquer les combats de cette femme tandis que le tapis bleu de la montée au Panthéon évoque la paix, l'ONU et, bien sûr, l'Europe. Évocation redoublée par l'*Ode à la joie* de Beethoven. La foule, massée tout au long du cortège, applaudit. Des affiches en très grand nombre ont été apposées sur les murs des villes par les militants du collectif de street art « Merci, Simone », avec son portrait immédiatement reconnaissable à son éternel chignon. ■

** Directrice de recherche honoraire au CNRS*

Notes

1. A. de Meaux, *Miarka*, Phébus, 2020. Miarka est le totem donné, au sein des Éclaireuses de France, à Denise Jacob, épouse Vernay, qu'elle adopta ensuite comme pseudonyme dans la Résistance.

2. Le club Vauban organisait des rencontres entre politiques modérés de la majorité et de l'opposition.

L'or vert du Cantal

Après les crises du XIV[e] siècle, une économie pastorale originale et innovante assure, à la fin du Moyen Age, la prospérité du Cantal. Un mémoire couronné par le prix Marcel-Lachiver le démontre.

Jean-Marc Moriceau*





Buron Des vaches salers à la robe acajou paissent devant un buron, cabane de berger auvergnate en pierre où l'on fabrique le fromage (2013). Le Cantal se spécialise dans cette race bovine à partir du XIX[e] siècle.

JARRY/TRIPELON/GAMMA-RAPHO

MOT CLÉ

Estive
Période, en été, pendant laquelle les bêtes sorties de l'étable sont amenées vers les pâturages d'altitude. Le terme désigne aussi ces pâturages de montagne exploités en été.

En plein cœur du Massif central, l'identité d'un territoire original est reconnue officiellement depuis le règne de Saint Louis : le bailliage[1] des Montagnes d'Auvergne. Ces « montagnes » à vaches, situées entre 1 000 et 1 500 mètres d'altitude, accessibles seulement l'été, sont les meilleures terres volcaniques. Leur excellente exposition, sur les flancs des Dores et du massif cantalien, les classe parmi les pâturages d'estive. Sur leurs pentes douces, de mai à septembre, la vie s'organise autour de burons, ces petites cabanes de berger auvergnates en pierre où l'on fabrique le fromage. C'est à la Haute-Auvergne occidentale de vocation pastorale, entre les monts du Cantal et ceux de Cézallier, que Joséphine Moulier a consacré un superbe mémoire de master[2], qui vient de recevoir le premier prix Marcel-Lachiver de l'Association d'histoire des sociétés rurales. Cette étude à l'échelle locale apporte sa contribution à la vaste question de la crise de la fin du Moyen Age et de la manière dont les territoires y ont répondu.

Le mémoire de la jeune chercheuse marque un bilan d'étape. L'auteure livre ses propres analyses à partir d'une quinzaine de cadastres seigneuriaux, ces registres publics où figurent notamment les propriétés et leurs revenus, terriers (contenant les droits et usages seigneuriaux) ou simples « lièves » (des extraits de ces terriers), pour la moitié compris entre 1450 et 1550, dans un essai de synthèse, toujours délicat, entre travaux historiques et archéologiques.

Au XIII[e] siècle des seigneurs, surtout laïques, se partagent la plupart des montagnes, monopolisant les redevances en fourrage que les paysans apportent. Il est à noter que l'emprise monastique est très faible.

Au XIV[e] siècle le peuplement s'effondre du fait de la Peste noire de 1348 et des crises consécutives. Pour le seul village de Dienne on comptait 71 feux en 1348 mais sans doute moins d'une quinzaine en 1365 et 36 en 1476. En 1408, près de Mauriac, l'évêque de Clermont est obligé de réunir les deux paroisses de Veyrières et Prodelles car elles ne comptent plus que 3 familles ! Dans ces montagnes, chaque paroisse aurait perdu les deux tiers de ses habitants en un demi-siècle.

Tandis que la région se repeuple au XV[e] siècle, des formules plus souples de mise en valeur sont ouvertes : les redevances s'abaissent en cas de redistribution foncière (« réaccensement ») de domaines ou de parcelles isolées (les « affars ») et on introduit la location ou la vente d'herbages à l'année.

Entrent en scène marchands et bourgeois, détenteurs de capitaux, profitant des déboires des maîtres du sol, épuisés par les calamités de la guerre de Cent Ans, qui a pris fin en 1453. En 1476



Repeuplement
Au XVe siècle les châteaux se reconstruisent sur les monts d'Auvergne. Un habitat plus soigné s'érige comme le bourg de Rozier (Loire), aux confins du Velay et du Forez (vue du château, *Armorial d'Auvergne, Forez et Bourbonnais* par Guillaume Revel, milieu du XVe siècle, BNF).

le seigneur de Dienne doit laisser sa montagne de la Ratonière à Guy Jouvenroux, bourgeois et marchand de Saint-Flour, pour 500 livres. Certains de ces marchands sont des ruraux – on l'oublie trop souvent –, comme cet Astorg Sarasin, marchand de Saint-Saturnin, qui achète une autre partie de la montagne de la Ratonière en 1413.

Capitalisme pastoral

Cette région se convertit à l'économie d'élevage d'une manière plus prononcée et plus précoce qu'en Basse-Auvergne (les actuels Puy-de-Dôme, région de Brioude en Haute-Loire et sud de l'Allier). Les estives cantaliennes sont happées par les échanges et le dynamisme commercial des petites villes et des foires. Enclavées l'hiver, elles s'ouvrent largement à la belle saison aux routes commerciales qui conduisent les troupeaux et leurs produits au loin, de la Champagne au Bas-Languedoc. Comme dans les Alpes-de-Haute-Provence, un capitalisme pastoral se met en place avec des marchands entreprenants qui louent les estives et rassemblent le bétail transhumant. La Haute-Auvergne s'y convertit comme d'autres régions pastorales. Dès le XVe siècle les premiers remembrements à l'initiative d'entrepreneurs créent de grands espaces réservés au pâturage qu'on appelle des « montagnes ».

Avec le repeuplement, un habitat plus soigné s'érige : des maisons à étages sont couvertes en « tuiles » de lauze. Châteaux et basses-cours se reconstruisent, des maisons fortes, les « repaires », parsèment les versants sous la houlette des nouveaux seigneurs, sortis de la roture, de secteurs marchands et de diverse bourgeoisie.

Les communautés rurales contestent les vieux droits féodaux

Les villages connaissent une prospérité inédite en lien avec la fabrication des fromages. La spécialisation pastorale n'est pas complète : la nécessité de maintenir des terres à seigle ou à chanvre pour assurer la nourriture et le vêtement conserve partout des cultures de subsistance, quitte à alterner, sur la longue durée, ces « buges » avec la végétation naturelle. En dehors des bêtes à cornes, les pacages accueillent aussi des bêtes à laine voire des chevaux. Dans les dots, les vaches et les veaux comptent néanmoins davantage et l'or vert des estives leur est de plus en plus réservé.

Illustration de la « crise féodale » de la fin du Moyen Age, les vieux droits seigneuriaux comme celui de guet (les vassaux doivent participer à tour de rôle au guet et à la défense de la ville) sont contestés, une fois avérée la défaillance de l'encadrement seigneurial. Les paysans défendent ardemment leurs droits d'usage. Certes, à l'échelle de la vallée, on ne trouve nul syndicat comparable à ceux des Pyrénées, mais, dans ces terres où les châteaux sont nombreux, l'esprit communautaire s'affirme. Les communautés rurales se seraient-elles alors reconstruites contre le seigneur ? Il le semble, du moins pour une bonne part, même si le prisme de la documentation ne lève qu'un coin du voile.

Une belle étude qui montre comment la crise du XIVe siècle a pu déboucher dans le Cantal sur un renouveau économique exploitant au mieux les ressources de la montagne. ■

** Professeur d'histoire moderne à l'université de Caen-Normandie, président de l'Association d'histoire des sociétés rurales*

À SAVOIR

Le prix Marcel-Lachiver, créé en l'honneur du grand historien des campagnes de l'Ancien Régime (1934-2008), récompense tous les deux ans depuis 2017 les travaux des étudiants en histoire rurale dans le cadre du master.

Notes

1. Circonscription administrative et judiciaire en France au Moyen Age et sous l'Ancien Régime, sous l'autorité d'un bailli.

2. J. Moulier, « Peuplement et formes d'occupation du sol dans les monts du Cantal au Bas Moyen Age, XIIIe-début XVIe siècle. Histoire des communautés rurales en moyenne montagne », mémoire de master 2, sous la direction de Jean-Luc Fray et Ludovic Viallet, université Clermont-Auvergne, 2018-2019.

L'expédition « oubliée » de Napoléon

Les commémorations autour de Napoléon n'ont pas retenu l'expédition de Nicolas Baudin en Australie. Cette initiative de l'Empereur fut pourtant une réussite scientifique.

Par Jacqueline Goy*



Autant, dans la mémoire collective, l'expédition d'Égypte est liée à Bonaparte, autant celle menée aux Terres australes par Nicolas Baudin n'est pas retenue dans la liste de ses exploits. Pourtant, dès 1806, le naturaliste Georges Cuvier la salue comme *« l'expédition la plus fructueuse qu'aucune nation ait jamais effectuée »*. Certes elle a été préparée sous le Directoire, mais c'est bien Napoléon Bonaparte qui en a signé les décrets pour le départ en 1800 et pour la publication du récit en 1807. Et l'Empereur en observe les résultats dans le parc de la Malmaison grâce aux plantes et animaux rapportés pour Mme Bonaparte. Qu'est-ce qui peut expliquer que le destin et la mémoire de ce voyage restent si contrastés ? A tel point que Jules Verne constate en 1879 qu'on en parle aussi peu que possible[1].

Lorsqu'il appareille en 1800 avec le *Géographe* et le *Naturaliste*, Nicolas Baudin est auréolé de gloire. Deux ans auparavant, l'expédition qu'il a conduite aux Antilles fut un succès qui fit s'exclamer Jussieu, alors directeur du Muséum : *« Le citoyen Baudin doit être proclamé l'un des voyageurs qui ont le plus mérité de l'histoire naturelle. »*

Mais en deux années les choses ont évolué tant sur le plan politique que sur le plan scientifique. Loin de retrouver l'esprit collectif de l'expédition des Antilles, celle des Terres

Coquillages Cette statue de Napoléon en coquillages rappelle que la collection des Terres australes était surtout composée de mollusques (Nouveau Musée national de Monaco, XIXe siècle).

Note
1. J. Verne, *Les Grands Navigateurs du XVIIIe siècle*, Hetzel, 1879, p. 334.

australes est marquée par la désunion de ses composantes[2].

Les connaissances amassées durant ces quatre années de navigations sont considérables. La géographie des côtes de l'Australie, sa faune et sa flore sont reconnues. Pour la première fois, l'ornithorynque, le casoar, le kangourou ou l'éléphant de mer ont pu être étudiés de près. La collection d'échantillons rapportés a doublé le nombre d'espèces animales connues.

Jules Verne s'en inspire

Si l'on ajoute les relevés des températures de la mer et de l'air autorisant une analyse des relations entre le climat et les différentes espèces ou les prémices de l'anthropologie par l'observation des Aborigènes, on a là l'envergure scientifique de cette aventure. Celle-ci s'achève le 25 mars 1804 par le retour du *Géographe* à Lorient – le *Naturaliste* ayant regagné Le Havre dès le 7 juin 1803.

Parmi les savants embarqués, c'est au zoologiste François Péron qu'est confiée la rédaction du récit de voyage. Et c'est sur lui que se cristallisent les reproches dès la publication du premier volume en 1807. Le nom de Nicolas Baudin – mort pendant le voyage, le 16 septembre 1803 – n'y est pas cité. Pour être pertinente cette affirmation doit être comparée aux citations d'autres personnages : Napoléon lui-même n'est gratifié que de « *chef auguste, premier magistrat, protecteur auguste* ». Baudin n'est donc pas mieux traité que l'Empereur !

Autre critique : Péron aurait eu un rôle d'espion à cause de son rapport sur la colonie anglaise de Port Jackson. Or Péron ne parle pas l'anglais[3], ce qui est un sérieux handicap pour percer les secrets des adversaires.

Ce rapport inspire le juriste Ernest Blosseville, qui publie en 1831 une *Histoire des colonies pénales de l'Angleterre dans l'Australie*, prétexte au voyage en Amérique d'Alexis de Tocqueville, et que reprendra Michel Foucault dans *Surveiller et punir*. Car si elle est tombée dans un certain oubli, la relation de l'expédition de Baudin par Péron, complétée, plus tard par Louis de Freycinet alimente la littérature du XIXe siècle. Jules Michelet prend Péron comme caution scientifique dans son éblouissant texte sur *La Mer* en 1861. Tout comme Victor Hugo lorsqu'il décrit une pieuvre dans *Les Travailleurs de la mer* en 1866. Enfin, en 1870, Jules Verne immortalise ce récit en s'inspirant des merveilleuses découvertes qu'il reproduit presque en « copier-coller » dans son célèbre *Vingt Mille Lieues sous les mers*.

Pour la première fois, le casoar, le kangourou ou l'éléphant de mer ont pu être étudiés de près

Exceptionnelle réussite scientifique et source inépuisable d'inspiration littéraire, l'expédition de Nicolas Baudin semble la grande oubliée. ■

** Attachée scientifique à l'Institut océanographique-Fondation Albert-Ier-Prince de Monaco*

Notes

2. Cf. J. Fornasiero, J. West-Sooby, « Voyages et déplacements des savoirs. Les expéditions de Nicolas Baudin, entre Révolution et Empire », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 385, 2016/3, pp. 23-46.

3. Cf. L. de Freycinet, *Voyage de découvertes aux Terres australes*, [1815], t. II, CTHS, 2011, p. XVIJ, note 9.

Préhistoire : pourquoi tant de faux ?

Les usages du faux sont au programme du festival L'Histoire à venir du 7 au 9 mai. L'occasion de revenir sur quelques faux particulièrement retentissants pour la préhistoire.

Entretien avec François Bon*

À VOIR

Du 7 au 9 mai, le festival L'Histoire à venir a pour thème « La question du faux en préhistoire, archéologie, histoire ancienne et histoire des religions ». Le programme détaillé est disponible sur https://2021 .lhistoireavenir.eu Les séances sont diffusées sur sa chaîne YouTube. Une table ronde réunissant Jean-Paul Demoule, Yann Potin et Sandra Péré-Noguès, animée par Claire Judde de Larivière et François Bon, poursuivra l'exploration de ce thème.

Si les faux en histoire sont nombreux, la préhistoire nous laisse quelques cas retentissants. Mais quelles sont les motivations des faussaires et comment un faux parvient-il à donner l'illusion du vrai ? Écartons, même s'ils existent, les motifs économiques. Les faux sont échangés sur les marchés de l'art ou des antiquités et peuvent rapporter gros. Mais il y a beaucoup d'autres raisons possibles aux fausses découvertes préhistoriques.

On peut fabriquer un faux pour constituer la preuve de la véracité d'une théorie. C'est ainsi qu'un crâne fossile découvert en 1908 dans le sud de l'Angleterre à Piltdown, présentant une mâchoire très simiesque mais une boîte crânienne très moderne, a servi à valider l'idée que l'évolution de l'homme s'est faite d'abord par l'accroissement du cerveau, les facultés intellectuelles étant premières et le reste du corps n'ayant fait que suivre la marche.

Très peu de fossiles humains sont alors connus et tous les préhistoriens n'acceptent d'ailleurs pas encore le principe de l'évolution humaine. Et même parmi ceux qui y adhèrent, beaucoup rejettent l'idée que le développement de la bipédie est le facteur premier de l'évolution de l'homme, comme le laisse penser la découverte de l'*Homo erectus* appelé alors le pithécanthrope de Java. Ce dernier serait trop simiesque pour être notre ancêtre… En outre, nombreux sont ceux qui préfèrent un homme originaire d'Europe. L'homme de Piltdown tombe donc à pic ! On comprend pourquoi ce faux a si bien marché.

Nombreux sont ceux qui préfèrent un homme originaire d'Europe

Malgré des doutes fortement exprimés, Piltdown reste présenté dans la plupart des musées du monde jusqu'aux années 1950 ! C'est seulement à cette date que l'on prouve qu'il s'agit d'un montage entre une mandibule d'orang-outan et un crâne d'homme actuel. L'identité du faussaire demeure inconnue.

On peut aussi fabriquer un faux pour faire parler de soi et se moquer des savants officiels. C'est le cas avec l'affaire Glozel, où le faux devient une affaire médiatique. Dans les années 1920, une famille de cultivateurs de l'Allier trouve, dans un champ, une construction en brique et quelques céramiques – on découvrira plus tard qu'il s'agit d'un four de verrier médiéval. Mais eux veulent faire fructifier ce qu'ils croient être un trésor. L'archéologie intéresse alors beaucoup de gens et il ne manque pas de passionnés pour venir remuer le sol de leur champ, sans grand succès toutefois. L'arrivée d'Antonin Morlet, médecin de formation et préhistorien



Crâne
Tableau de John Cooke de 1915 représentant des préhistoriens britanniques examinant le crâne retrouvé en Angleterre, à Piltdown, en 1908. Le faux est éventé dans les années 1950.

BURLINGTON HOUSE, GEOLOGICAL SOCIETY OF LONDON

amateur, donne bientôt au site un retentissement formidable. Les découvertes spectaculaires se multiplient. Si spectaculaires qu'elles remettent tout simplement en cause la chronologie de l'humanité ! En effet, des objets paléolithiques et néolithiques sont découverts ensemble. Mais surtout des écritures dans lesquelles certains reconnaîtront un « proto-phénicien ». L'origine de l'écriture se situe désormais dans les monts du Bourbonnais ! Une aubaine pour la fierté nationale. Ces objets et cette écriture sont des faux, ce que mettent très vite en lumière des préhistoriens expérimentés, comme André Vayson de Pradenne. Mais cela ne convainc pas les crédules.

Trop beau pour être vrai ?

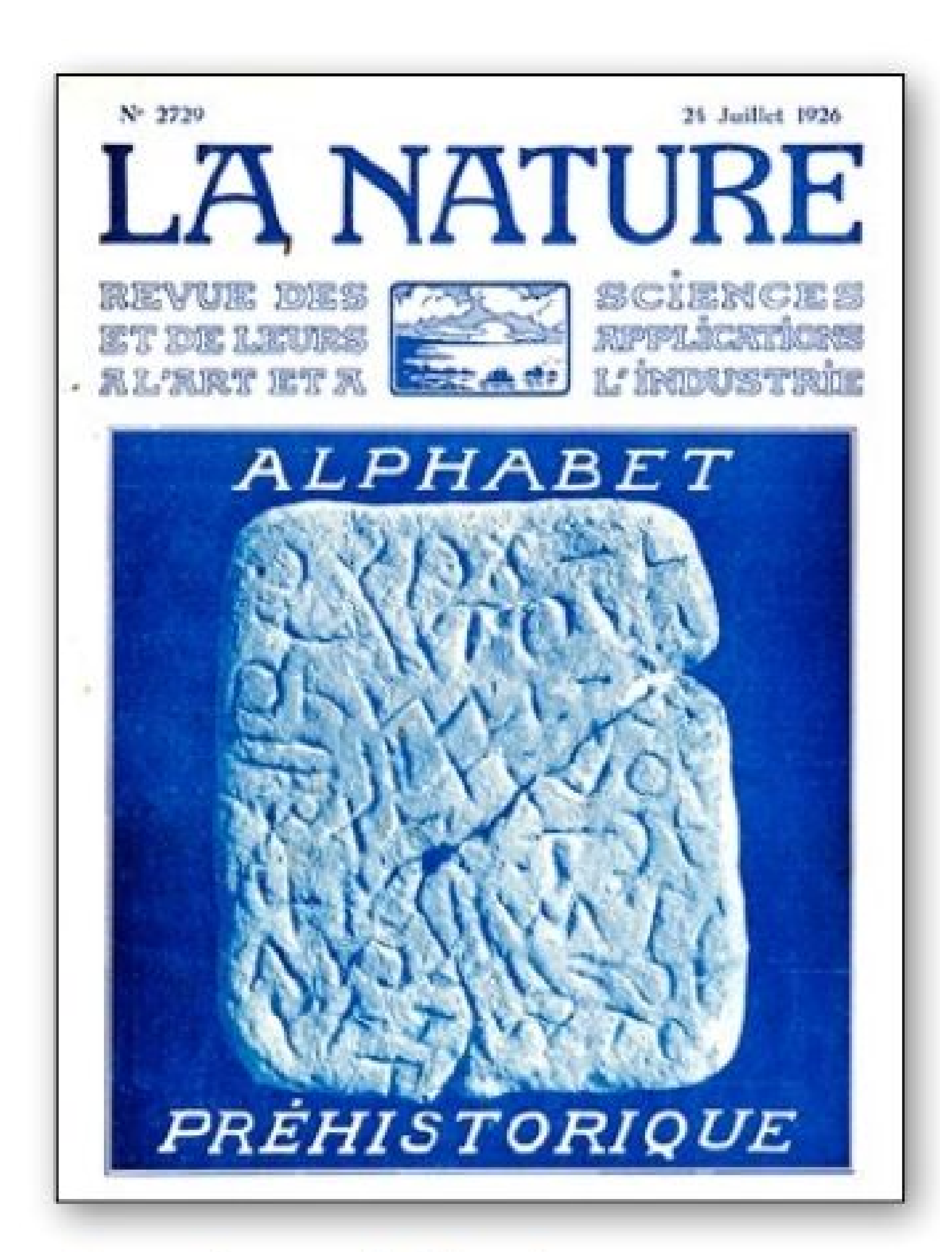
Si l'affaire Glozel prend une telle ampleur, c'est aussi parce qu'elle oppose le petit amateur qui fait avancer la connaissance aux savants qui essaieraient de le discréditer pour défendre leur légitimité. Un discours anti-élites, alimenté par le *Mercure de France* et sa « chronique glozélienne » dont plus de 150 livraisons paraissent en une dizaine d'années… Un véritable martelage médiatique. Il est vrai que la préhistoire a été au départ un hobby d'amateurs – ce qui n'empêchait pas souvent une certaine rigueur. C'est après la Grande Guerre que la préhistoire se constitue en discipline scientifique, ce dont rend compte aussi à sa façon l'épisode de Glozel.

De ces hésitations dans les avancées de la science témoignent aussi des vrais qui ont été pris pour des faux. Lorsque Édouard Piette met au jour à Brassempouy (Landes) en 1894 la fameuse Dame à la capuche, sa découverte le laisse pantois : trop belle pour être vraie ! La Dame sera pourtant néanmoins rapidement identifiée comme authentique. Elle date de 25 000 ans environ avant le présent.

C'est le cas également de la grotte d'Altamira, en Espagne, en 1879. On y découvre les premières peintures identifiées comme préhistoriques. Une volée de bois vert s'abat alors sur le découvreur, le marquis de Sautuola. Il a fallu plus d'une dizaine d'années pour que cette découverte soit reconnue comme telle (elles sont aujourd'hui datées vers 15 000 ans avant le présent).

Ce qui est décisif dans cette affaire, c'est la méthode du chercheur. Parce que l'archéologue détruit le site qu'il fouille, il doit le restituer de la manière la plus fidèle possible, dans son contexte stratigraphique, sédimentaire, dans les relevés de fouilles, faute de quoi aucune vérification ni aucune hypothèse nouvelle ne sera ensuite possible. Toute interprétation est certes légitime dès lors qu'elle est bâtie avec méthode. Mais la base de la démarche reste de ne pas confondre les faits et les interprétations auxquelles ils pourront se prêter. Car c'est précisément là que se glisse le faussaire, en cherchant à brouiller la frontière entre les deux. Seule une méthode scientifique peut en venir à bout, qui consiste donc à être très rigoureux sur la validité d'un fait et très ouvert d'esprit lorsqu'il s'agit de l'expliquer – sans tricher. ■

(Propos recueillis par Thomas Vercelot.)



Succès médiatique
La Nature consacre en 1924 sa une à la découverte à Glozel de ce qui est censé être la plus ancienne écriture.

* Professeur à l'université Toulouse-II

Raphaëlle Branche
La guerre est finie

Raphaëlle Branche appartient à la première génération d'historiens à travailler sur les archives de la guerre d'indépendance algérienne dans les années 1990. Elle continue de lutter pour l'accès aux archives, mais s'insurge contre le « ressassement mémoriel ».

Par Grégoire Kauffmann*

SES DATES

1972 Naissance à Paris.
2000 Thèse de doctorat publiée en 2001, ***La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*** (Gallimard).
2002 Maîtresse de conférences à l'université Rennes-II.
2005 ***La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*** (Seuil).
2010 Habilitation à diriger des recherches « Hommes et guerres en situation coloniale ». ***L'Embuscade de Palestro. Algérie, 1956*** (Armand Colin).
2014 ***Prisonniers du FLN*** (Payot).
2014-2020 Rédactrice en chef de la revue ***Vingtième Siècle***.
Depuis 2019 Professeure à l'université Paris-Nanterre.
2020 ***« Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? ». Enquête sur un silence familial*** (La Découverte).

Les dernières annonces d'Emmanuel Macron pour « réconcilier » les mémoires divisées de la guerre d'Algérie ont agacé Raphaëlle Branche, qui ne cache pas son scepticisme face à la « mise en scène » d'une politique de mémoire soigneusement médiatisée. L'historienne a publié à l'automne 2020 *« Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? » Enquête sur un silence familial* (La Découverte). Recherche aussi précise qu'émouvante, qui fait percevoir les résonances encore vivaces de la guerre d'indépendance algérienne dans les familles françaises. Désarroi des épouses et des veuves, frères, sœurs, enfants aux prises avec le mutisme des hommes appelés sous les drapeaux entre 1954 et 1962. L'histoire d'une génération blessée par la violence et réfugiée dans le silence, avant que les digues ne cèdent et libèrent peu à peu la parole au tournant des années 2000. L'ouvrage a rencontré un large public, avec plus de 10000 exemplaires vendus en librairie.

Depuis *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie* (Gallimard, 2001), et *La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?* (Seuil, 2005), Raphaëlle Branche s'est imposée comme l'une des meilleures spécialistes des violences en situation coloniale. Actuelle présidente de l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche (AHCESR), elle appartient à la génération qui fut la première à travailler sur les archives du conflit algérien dans les années 1990.

Les archives, parlons-en. Elle milite activement depuis des mois au sein d'un collectif associant historiens, archivistes et juristes pour dénoncer le « scandale juridique » lié au secret-défense. Au profane perdu dans l'écheveau d'une procédure retorse la professeure de l'université Paris-Nanterre explique avec patience les enjeux de l'affaire (à suivre sur www.lhistoire.fr). La loi de 2008 constituait, rappelle-t-elle, une conquête appréciable en matière de communicabilité des archives publiques, y compris militaires. Coup de théâtre en 2020, la stricte application d'une instruction générale interministérielle de 2011 (n° 1300), elle-même déjà non conforme à la loi, restreint brutalement l'accès à ces fonds : tout document portant la marque du « secret-défense » devra, pour être communiqué, être soumis à la déclassification préalable de l'administration d'origine de ce document.

Travailler sur la torture et la violence

Une douche froide pour les historiens de l'Occupation, des IVe et Ve Républiques et, bien sûr, des guerres de décolonisation. Et un casse-tête chronophage pour les archivistes sommés de recenser, feuillet par feuillet, chaque document pourvu du tampon « secret-défense ». L'engagement solennel d'Emmanuel Macron le 9 mars 2021 à déclassifier le « secret-défense » n'a pas rassuré l'historienne. Certes, la communication de ces documents prétendument sensibles pourra désormais se faire au carton et non plus au feuillet, mais, « *dans la pratique, la décision présidentielle se limite aux seules archives militaires et diplomatiques, sans prise en compte des nombreux autres fonds publics contenant des documents secret-défense* ». Car le scandale provient du fait qu'une administration omnipotente continue de régner sans limite ni contrôle sur la déclassification, en contradiction avec la loi de 2008 qui parlait de communication de plein droit. Une régression insupportable.

Dans ce combat, Raphaëlle Branche se distingue aujourd'hui de la politique de « petits pas » revendiquée par Benjamin Stora. Elle reconnaît sa dette intellectuelle à l'égard du maître ouvrage de ce dernier *La Gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie* (La Découverte, 1991). *« Un*



HANNAH ASSOULINE/OPALE/LEEMAGE

livre fondateur qui, pour la première fois, élevait la mémoire de la guerre au rang d'objet d'histoire, tant dans l'espace public français qu'algérien. » C'est sous sa direction qu'elle rédige un mémoire de maîtrise consacré aux représentations de la guerre d'Algérie au cinéma. Mais, très vite, surgissent d'autres noms, d'autres livres, et bien sûr celui de Pierre Vidal-Naquet *La Torture dans la République* (Minuit, 1972).

Au début des années 1990 Raphaëlle Branche pousse la porte de son bureau à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Figure de la lutte anticoloniale, l'historien de la Grèce ancienne l'encourage à rouvrir le dossier des crimes de guerre perpétrés par l'armée française. Elle n'oublie pas Jean-François Sirinelli, qui dirige sa thèse et l'oriente vers les archives militaires tout juste communicables quoique sous dérogation.

Les retentissements de la « décennie noire » en Algérie (1991-2002), avec son cortège de violences contre les populations civiles, réveillent alors un passé douloureux qui explique aussi son choix de travailler sur la pratique de la torture en situation coloniale. Elle explorera l'autre versant de cette violence dans *L'Embuscade de Palestro. Algérie, 1956* (Armand Colin, 2010), qui revient sur le massacre de vingt militaires français par l'Armée de libération nationale algérienne. Nourri d'images saisissantes et de témoignages inédits tant français qu'algériens, un film documentaire en est tiré, écrit avec par le réalisateur Rémi Lainé en 2012 *(Palestro, Algérie : histoires d'une embuscade)*.

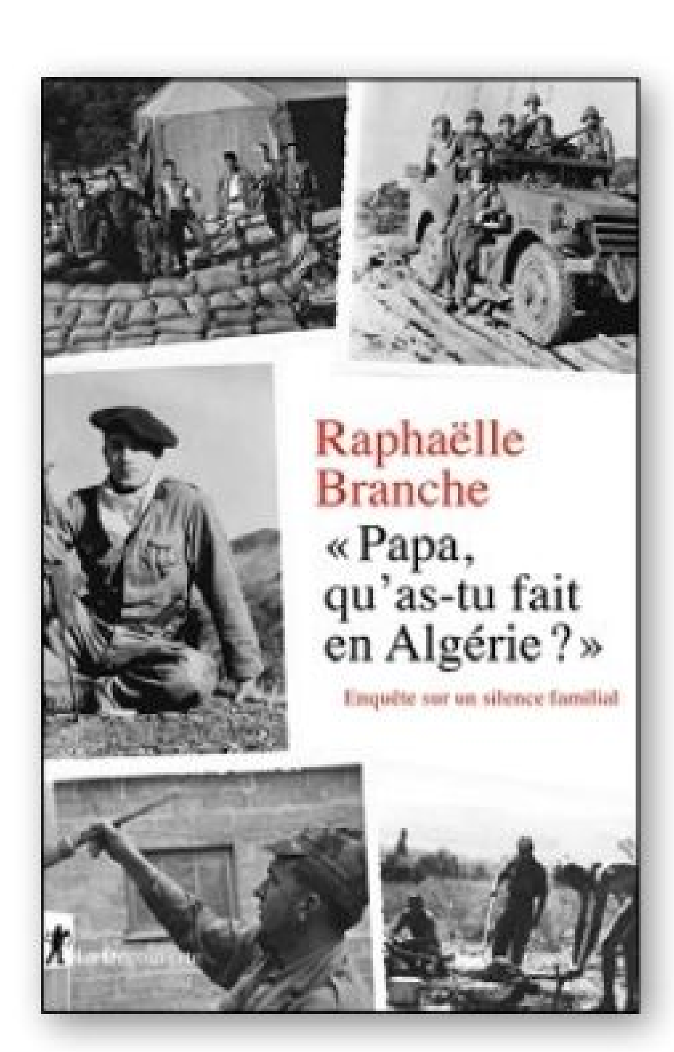
La mémoire doit se conjuguer au présent

Pour autant, les mémoires française et algérienne sont-elles aujourd'hui fondamentalement opposées ? *« On peut en douter. On ne peut pas réduire la relation franco-algérienne à la seule dimension du conflit. Certes, demeurent des désaccords, mais je ne crois pas que les conflits de mémoire travaillent en profondeur la société française. Les progrès de la connaissance historique innervent toute la société : les lignes ont bougé ! »* Une position qui tranche avec la tonalité générale du rapport remis par Benjamin Stora à l'Élysée le 20 janvier 2021. *« La fin de la guerre d'indépendance de l'Algérie a eu lieu il y a soixante ans ! On ne peut se comporter comme si cette guerre venait de se terminer, en ignorant les décennies écoulées depuis 1962. Le risque est de surinvestir des discours mémoriels portés par des lobbies à la représentativité contestable. Pourquoi ne pas insister aussi sur le traitement réservé en France depuis l'indépendance aux populations venues d'Algérie, qu'il s'agisse des harkis, des rapatriés ou des immigrés souvent victimes de discriminations ? »*

Pour elle la mémoire doit se conjuguer au présent et ouvrir des chantiers concrets pour l'avenir. Elle s'accorde en revanche avec le rapport Stora sur la proposition d'instituer des « lieux de mémoire » sur le sol français, là où furent créés des camps pour interner les Algériens.

« Pour la première fois, on dépasse le cas d'un homme pour parler d'un système et de la responsabilité de l'État dans ce système »

Sévère avec un « ressassement mémoriel » parfois déconnecté des évolutions de la recherche, elle reconnaît tout de même au chef de l'État un mérite, celui d'avoir osé, le 13 septembre 2018, un *« acte fort »*. Ce jour-là, Emmanuel Macron rendait visite à la veuve de Maurice Audin, assassiné par des soldats français en 1957. Reconnaissant que le jeune mathématicien communiste était mort *« sous la torture du fait du système institué alors en Algérie par la France »*. Cette déclaration a marqué un changement radical dans la position officielle de la France : *« Pour la première fois, on dépasse le cas d'un homme pour parler d'un système et de la responsabilité de l'État dans ce système. »* Preuve que les coups de « com » peuvent parfois coexister avec le courage politique et la force d'affronter le passé. ■



La Découverte, 2020.

* *Enseignant à Sciences Po Paris*



DOSSIER

Gengis Khan
La Chine sous tutelle

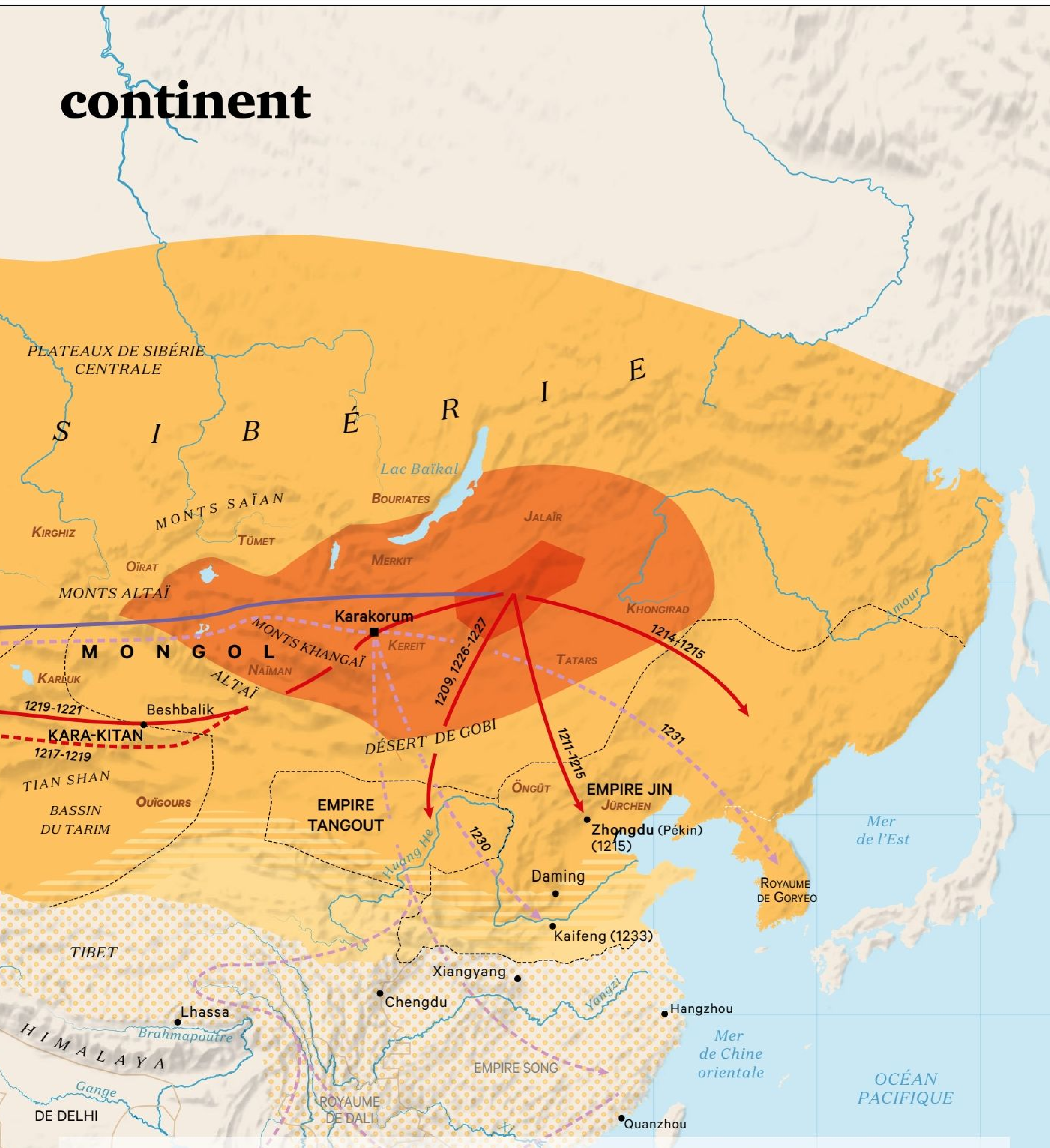
Il fallut à peine plus de vingt ans à Gengis Khan pour soumettre les peuples nomades de la steppe. Son génie est peut-être d'avoir exploité un climat favorable pour se lancer à la conquête de l'Eurasie. Lui et ses descendants surent jouer à la fois de la terreur et de la diplomatie pour administrer durablement un immense empire, qui, au XIII[e] siècle, était peuplé à 80 % de sédentaires. La horde, son régime politique nomade, transforma le monde islamique et chinois au point que la mémoire du grand conquérant demeure un héritage encombrant pour le gouvernement de Xi Jinping.

Cavalier au faucon Cette peinture, datant de la période des Turkmènes Akkoyunlu (XV[e] siècle), mêlant influences chinoise et persane, montre la vigueur de l'héritage mongol dans cette région. La chasse au faucon est le privilège du khan, un art que les peuples des steppes ont contribué à populariser jusque dans les cours européennes (*Albums* Saray, musée du palais de Topkapi, Istanbul).

Gengis Khan : à la conquête d'un



continent



Devenu maître des peuples nomades de la steppe en 1206, Gengis Khan se tourne vers les empires voisins, sédentaires, et va poursuivre ses conquêtes, d'abord vers la Chine, puis vers l'Asie centrale. En 1211 il attaque les Jürchen (Empire jin) et débute la conquête de la Chine du Nord. Il prend Zhongdu (Pékin) en 1215. Il délègue à son général Jebe la conquête de l'Empire kara-kitan en 1217. En Asie centrale, Boukhara et Samarkand tombent en 1220, l'empire du shah du Kharezm en 1221. Le khan ordonne à ses généraux Jebe et Subedei de traverser le Caucase à la poursuite des Kiptchak, dernier peuple nomade à résister aux Mongols. Ils sont écrasés à la bataille de la Kalka (Ukraine). Gengis Khan meurt en 1227 tandis que ses armées achèvent de conquérir la Chine centrale. Son fils et successeur Ögödei poursuit les conquêtes. En 1233 Kaifeng tombe, entraînant la chute définitive des Jürchen. A l'ouest, Batu et Subedei prennent Kiev en 1240. Ils battent les Polonais et les Teutoniques à Legnica, puis les Hongrois à Mohi en 1241. L'expansion s'arrête alors pour un temps : le grand khan Ögödei vient de mourir et les Mongols doivent élire un successeur. En 1279 l'empire a atteint sa plus grande expansion.

Itinéraire d'un conquérant

Né vers 1162 dans la vallée de l'Onon, Temüjin parvient à unifier les peuples nomades de la steppe sous son autorité. Devenu Gengis Khan, « souverain océanique », il se lance dans une série de conquêtes fulgurantes et bâtit un empire qui change le monde.

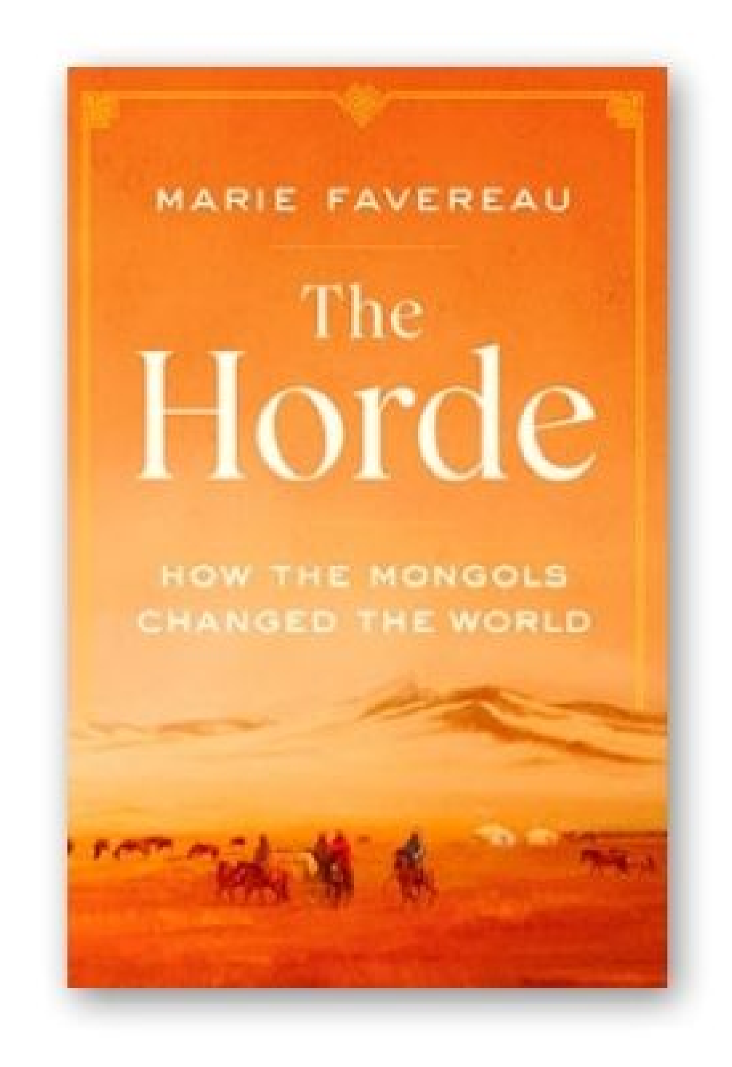
Par Marie Favereau

Gengis Khan n'est pas seulement un conquérant destructeur : c'est un fondateur d'empire, un législateur et un visionnaire politique. Pour les Mongols il est le père de la nation, mais il incarne également ce rôle pour les Kazakhs, les Touva de Sibérie et même les Chinois, qui le considèrent comme un de leurs héros nationaux *(cf. p. 56)*. En Occident le personnage passe pour un des conquérants les plus fascinants de l'histoire du monde. Des légendes portant sur sa cruauté trouvent écho jusque dans le grand public.

Mais que sait-on du Gengis Khan historique, né sous le nom de Temüjin entre 1155 et 1167 (la date la plus communément retenue étant 1162) et mort en 1227 ? Sources et témoignages abondent. Si des récits circulaient oralement sur Gengis Khan de son vivant, c'est sans doute autour des années 1250, une vingtaine d'années après sa mort, qu'on commença à les fixer par écrit. L'histoire officielle qui voit ainsi le jour sous son petit-fils le grand khan Möngke se déploie dans trois des langues de l'empire : le mongol, le persan et le chinois, et donne lieu à diverses versions de sa biographie. Parmi les œuvres qui constituent ce socle documentaire figure l'*Histoire secrète des Mongols*, la plus ancienne histoire en langue mongole, et qui puise elle-même à diverses sources pour raconter la vie du conquérant. Il faut ajouter les nombreux témoignages produits par les voisins et sujets des Mongols, d'autant plus précieux qu'ils ne sont pas contrôlés par le pouvoir impérial *(cf. p. 36)*. Est essentielle aussi l'étude des inscriptions, des monnaies et tout ce que nous livrent aujourd'hui les fouilles archéologiques, notamment sur les sites d'Aurug (où Temüjin aurait été proclamé khan) et de Karakorum *(cf. p. 53)*.



L'AUTEURE
Maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre, Marie Favereau vient de publier* The Horde. How the Mongols Changed the World *(Harvard University Press, 2021).



Si des zones d'ombre demeurent, en particulier une dizaine d'années entre 1187 et 1196, durant lesquelles Temüjin disparaît des écrans radars, le corpus est suffisamment riche et varié pour que l'on comprenne comment la figure de Gengis Khan a pu s'imposer comme celle du fondateur d'une nouvelle communauté politique, les Mongols.

L'enfant prédestiné

Gengis Khan naît donc vers 1162, aux sources de l'Onon, dans les monts Khentii, au nord de l'actuelle Mongolie. Les biographies officielles, en entremêlant récit épique et mémoire collective des événements, nous offrent des informations majeures sur la culture politique des Mongols. Ainsi, dans l'*Histoire secrète*, le futur conquérant vient au monde *« serrant dans son poing droit un caillot de sang »*[1] – signe de sa grande destinée, tracée par le dieu du ciel Tengri. Le jour de sa naissance est dépeint comme de bon augure pour les siens : son père, Yesügei Baghatur, revient au campement après un raid victorieux contre les Tatars, ennemis héréditaires des Mongols. L'enfant est appelé Temüjin, du nom d'un guerrier tatar qui vient d'être capturé et qui signifie aussi « forgeron », un métier que les nomades tiennent en haute estime. Comme le chaman, le



À SAVOIR

Temüjin, « le forgeron »

S'appeler Temüjin est en soi un programme politique. D'une part, c'est le nom d'un ennemi vaincu, une pratique qui signifie que les Mongols n'ont pas l'intention de partager la steppe avec leurs rivaux et qu'ils les absorberont tous jusqu'au dernier. D'autre part, le mot signifie « forgeron ». Or, le fer, métal de l'équipement du cavalier (ses étriers, son harnachement, son épée, la pointe de ses flèches), est la matière première des armes pour la chasse et la guerre. Contrôler son extraction, son travail ou son commerce est un enjeu majeur pour les hommes de la steppe. Enfin, le forgeron est doté de pouvoirs surnaturels : il est un intermédiaire entre les mondes et un créateur, par sa maîtrise des éléments (le feu, le fer et l'eau). Ci-dessus des étriers forgés en or et en argent du XIIe-XIVe siècle (musée d'Oulan-Bator).



L'empereur et sa femme

Sur cette miniature du XVe siècle tirée de la *Somme des histoires* de Rashid al-Din, le khan et son épouse sont sur un pied d'égalité, assis sur un trône à deux places. Une règle qui s'applique dans toutes les cours de l'Empire mongol, comme le confirment les récits d'ambassadeurs étrangers musulmans et chrétiens, surpris par un tel protocole.

forgeron est considéré comme un intermédiaire entre les mondes. On le verra, Temüjin n'aura pas besoin de chaman pour intercéder auprès de Tengri. Or, chez les Mongols, le pouvoir politique est intrinsèquement lié au monde cosmique.

Le jeune Temüjin, s'il apparaît comme prédestiné, ne prend cependant le titre d'empereur, Gengis Khan (khan signifiant « souverain »), que bien des années plus tard. En effet il n'est que le deuxième fils de Yesügei Baghatur et ce dernier n'est qu'un chef parmi d'autres. En ces années 1160-1170 les Mongols, dont l'histoire collective a commencé longtemps avant la naissance de Temüjin, sont loin de dominer les nombreux groupes nomades qui gravitent autour des vallées de l'Onon et de l'Orkhon. Au XIIe siècle la steppe orientale est divisée entre des peuples nomades qui se distinguent par leurs territoires, leurs langues (mongol, kitan, turc), leurs réseaux d'alliances, leurs lignages et leurs noms : les Mongols côtoient notamment les Kereit, les Merkit et les Tatars. Ces peuples *(irgän)* sont eux-mêmes fragmentés en clans *(oboq)* et familles *(ayil)*. De plus, revendiquer un nom collectif tel que Mongol ne signifie pas pour autant se reconnaître une appartenance commune. Ce qui fonde la communauté c'est le lignage qui unit autour d'un ancêtre, légendaire ou non. Cet ancêtre est perçu comme l'os *(yasun)* qui lie les descendants les uns aux autres. Au sein des Mongols, les lignages sont nombreux (plus d'une quarantaine d'après l'œuvre de Rashid al-Din) et en compétition.

Les premières traces d'une union politique mongole datent du début du XIIe siècle, quand un chef, Kabul Khan, commence à fédérer les nomades des vallées de l'Est. La période est propice aux nouvelles expériences politiques. Toute l'Asie orientale est en ébullition à la suite de l'effondrement de l'empire des Kitan, qui régnait sur la Chine du Nord depuis 947 sous le nom de dynastie Liao. Vers 1125 les Kitan sont renversés par les Jürchen, qui fondent une nouvelle dynastie, celle des Jin. Le pouvoir des Jürchen est encore instable et ils s'inquiètent de la force grandissante des Mongols. Ils tentent d'abord de les écraser militairement, puis de les amadouer en leur octroyant des titres prestigieux, enfin de les réduire à l'un de leurs pouvoirs satellites en leur distribuant de la soie, du bétail et du riz, afin ▸▸▸

Note

1. *Histoire secrète des Mongols. Chronique mongole du XIIIe siècle*, traduit par M.-D. Even et R. Pop, Gallimard, 1994, p. 51. Selon une version lamaïque plus tardive, ce caillot de sang est en fait le sceau de l'empire.

DATES CLÉS

Vers 1162
Naissance de Temüjin.

Vers 1185
Alliance avec Jamuqa et les Kereit contre les Merkit.

1201-1204
Temüjin soumet tour à tour les Taïdjoutes, les Tatars, les Kereit et les Naïman.

1206
Temüjin prend le titre de Gengis Khan lors d'un grand *khuriltaï*.

1206-1207
Soumission des peuples de la forêt sibérienne. Ralliement des Öngüt.

1209
Ralliement des Ouïgours.

1210
Paix avec les Tangout.

1211
Ralliement des Karluk. Première campagne en Chine du Nord contre la dynastie Jin des Jürchen.

1215
Prise de Zhongdu (Pékin).

1217-1219
1re campagne en Asie centrale : conquête de l'empire des Kara-Kitan.

1219-1221
Soumission du shah turc du Kharezm.

1221-1223
Expédition de Jebe et Subedei au-delà du Caucase. Victoire à la Kalka contre les Kiptchak.

1226
Soulèvement tangout en Chine du Nord.

1227
Mort de Gengis Khan. Annexion de l'empire tangout.

1229
Ögödei élu grand khan.

1234
La Chine du Nord est entièrement soumise.

▶▶▶ de créer une forme de dépendance économique. Parallèlement, les Jürchen renforcent leurs liens avec les Tatars, eux-mêmes en conflit avec Kabul Khan. Cette alliance Jürchen-Tatars va briser la première union des Mongols.

Vers 1160 les Tatars réussissent à capturer le successeur de Kabul Khan, Ambagai, et le livrent aux Jürchen. A Zhongdu (Pékin), Ambagai est supplicié à mort – cloué sur un âne de bois. Avant de mourir, il appelle les Mongols à poursuivre sans relâche ceux qui l'ont humilié, jusqu'à ce que leurs doigts *« soient usés jusqu'à l'os »*[2]. Dans la steppe, la vengeance est un devoir d'honneur que se transmettent les générations. Mais les guerriers d'Ambagai ne font pas le poids face aux Tatars et l'union des Mongols se délite progressivement. C'est dans ce contexte que Yesügei prend la tête de plusieurs clans mongols. Ses contemporains le présentent comme un petit-fils de Kabul Khan, une ascendance prestigieuse peut-être construite par des biographes soucieux de confirmer la noblesse de son lignage. En fait, l'autorité de Yesügei est limitée à la vallée de l'Onon. Sa réputation est certes celle d'un chef valeureux, capable d'affronter les Jürchen, ce qui lui vaut son titre de Baghatur (grand guerrier), mais, défait par les Tatars, il ne peut prétendre au titre de khan.

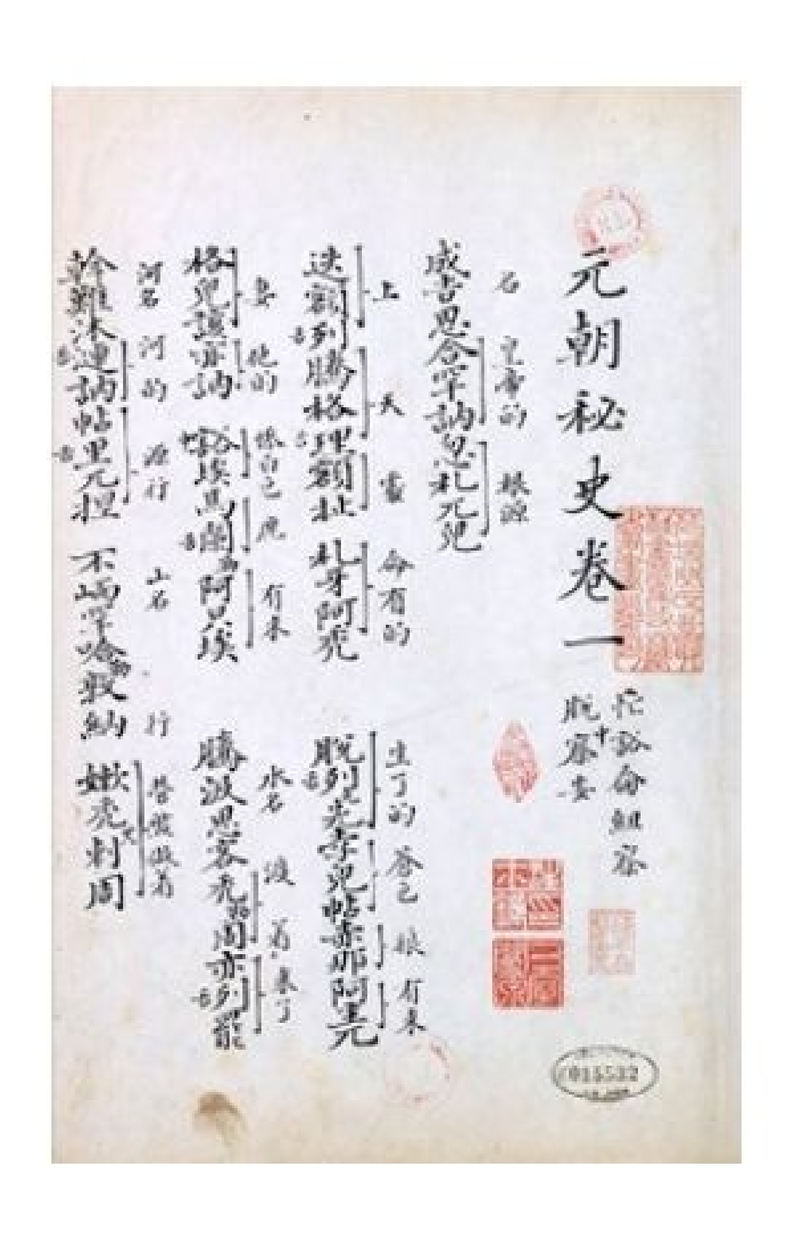
Dans la steppe, le pouvoir ne s'acquiert pas durablement par les armes mais par un subtil jeu d'alliances politiques. L'éducation de Temüjin se fait dans ce sens. Dès l'enfance, il s'allie avec Jamuqa, d'un autre clan mongol, qui devient son *anda*, « frère juré ». Il suit l'exemple de Yesügei qui lui aussi a un *anda* : Ong Khan, souverain des puissants Kereit qui occupent la vallée voisine de l'Orkhon.

Fiancé à 9 ans et exilé avec sa mère

Pour les Mongols, l'Orkhon est une région sacrée où, depuis un millénaire, des empires se sont succédé – celui des Xiongnu, puis des Göktürk, enfin des Ouïgours. Les Kereit tirent un bénéfice considérable des retombées du commerce continental et entretiennent des liens forts avec les Jürchen. Mais ils ne sont pas les seuls à occuper la vallée de l'Orkhon : au nord, à la lisière entre steppe et forêt, vivent les Merkit, dont les Mongols convoitent le territoire et les alliances. Ainsi, Höelün, la mère de Temüjin, fut mariée au chef des Merkit, avant d'être enlevée par Yesügei. Pour un chef nomade, étendre son influence passe par des alliances matrimoniales ; Mongols et Merkit veulent des épouses de haut rang mais ils doivent les chercher au loin. Chez eux, l'exogamie est une règle essentielle, deux époux ne devant pas être de même sang. Pour renforcer son prestige, Yesügei décide de conclure un accord matrimonial avec les Khongirad, lointains parents de Höelün, qui vivent à des centaines de kilomètres à l'est des Mongols. Temüjin a environ 9 ans quand Yesügei

Quelles sources ?

Pour écrire la biographie de Gengis Khan, les historiens disposent de sources variées, à commencer par la plus ancienne histoire en langue mongole, l'*Histoire secrète des Mongols*, anonyme, rédigée entre 1228 et 1252. L'original ayant été perdu, les versions connues dérivent d'une transcription en caractères chinois de la fin du XIVe siècle (au centre). On y découvre les luttes internes, l'accession au pouvoir du jeune Temüjin, sa gouvernance et son art de la conquête. Il ne s'agit pas pour autant d'une biographie élogieuse mais d'un texte destiné à la famille régnante, reflétant les nouveaux enjeux de l'Empire mongol.



■ Il existe d'autres sources officielles : l'*Histoire du conquérant du monde*, rédigée vers 1257 par Ata Malik Juvayni, historien et ministre persan au service des Mongols, qui fait la part belle aux conquêtes. Et le *Véritable Récit de Gengis Khan*, préservé à travers deux textes : le *Shengwu qingzheng lu* (composé en chinois vers 1275, partiellement traduit en français) et la *Somme des histoires* de Rashid al-Din (en persan, achevée en 1304).

■ On retrouve également des traces d'autres récits, aujourd'hui perdus, dans des sources plus tardives comme le *Yuan shi*, histoire de la dynastie mongole Yuan compilée en 1370 sous les Ming, et des chroniques en turc oriental datant des XVIe et XVIIe siècles.

■ Les historiens disposent aussi de récits produits par les voisins, ennemis ou sujets des Mongols, parfois contemporains de Gengis Khan comme Li Zhichang, disciple taoïste qui rencontra le conquérant près de Samarkand, ou par des musulmans comme Muhammad al-Nasawi (secrétaire du shah du Kharezm), Juzjani (réfugié à Delhi) et Ibn al-Athir (au service du prince de Mossoul). Nous avons enfinquelques sources diplomatiques émanant d'envoyés chinois (Song) qui visitèrent la cour mongole dans les années 1220-1240.

BNF, CHINOIS 11003 FASCICULE 1 FOLIO 2



Première étape : la mongolisation de la steppe

Jusqu'au début du XIIIe siècle, la steppe orientale est un espace divisé entre pouvoirs nomades. Le tour de force de Temüjin, du lignage des Kiyad-Borjigid, est de parvenir à réunir les clans mongols de la vallée de l'Onon, puis de rallier sous son autorité les nomades des autres vallées, par le biais d'une diplomatie subtile ou par la force. Au fur et à mesure qu'il soumet les peuples de la steppe, nomades et sédentaires, il les assimile aux Mongols. Une entreprise qui lui prend vingt ans. En 1206, devenu Gengis Khan, le seul souverain des « peuples aux tentes de feutre », il peut désormais s'attaquer à des espaces plus lointains.

l'emmène chez les Khongirad pour y sceller ses fiançailles avec Börte, la fille du chef. Vers 1175 il passe plusieurs mois dans sa future belle-famille. Le mariage est considéré comme une alliance à long terme entre les deux lignages, qui se doivent solidarité. Les Khongirad sont riches, ils apporteront un soutien financier et militaire à Temüjin le temps venu.

Peu après son séjour chez les Khongirad, Yesügei meurt, empoisonné par les Tatars. Temüjin, très jeune, ne peut briguer sa succession. Le pouvoir passe aux mains des Taïdjoutes. Il ne s'agit pas d'une usurpation de pouvoir, bien que cela soit présenté ainsi dans la version officielle. En effet, chez les Mongols, plusieurs lignages peuvent prétendre diriger la communauté : les Taïdjoutes, descendants d'Ambagai, sont égaux en prestige aux descendants de Kabul Khan et Yesügei. De plus, la primogéniture ne constitue pas une règle de succession même si le fils aîné est souvent favorisé. Il n'y a donc rien d'obligatoire à ce que Temüjin succède à son père. Dans l'*Histoire secrète*, c'est sa mère, Höelün, qui refuse d'abandonner le pouvoir. En représailles, les Taïdjoutes l'excluent du clan et menacent Temüjin de mort.

Les années qui suivent, Temüjin, sa mère et ses frères et sœur vivent isolés. Höelün devient alors le chef de famille qui pourvoit aux besoins et décide pour tous, « *attachant bien* ►►►

Les peuples

Kereit
Les plus puissants, ils règnent sur la vallée de l'Orkhon. On compte parmi eux des chrétiens nestoriens et des turcophones. Alliés des Mongols avant de se retourner contre eux.

Khongirad
Liés avec le clan de la mère de Gengis Khan (les Olqunuud). Temüjin épouse Börte, fille du chef des Khongirad.

Kiptchak
Ils refusent la tutelle de Gengis Khan et font alliance avec les Merkit, puis les Russes. Ils se soumettent aux Mongols dans les années 1250.

Merkit
Chasseurs et cultivateurs, à la frontière entre forêt et steppe. Leur conflit avec Gengis Khan provoque la conquête mongole de la steppe occidentale.

Mongols
Leur nom apparaît dans les sources chinoises du Xe siècle sous la forme Mengwu Shiwei. Vers la fin du XIIe siècle ils forment une quarantaine de clans. A partir du XIIIe siècle, le lignage de Gengis Khan (Kiyad-Borjigid) l'emporte en prestige. Les Mongols absorbent les peuples des steppes, alliés ou ennemis.

Naïman
Turcophones et en partie christianisés, riches et influents, ils ont une administration lettrée. Ils s'opposent à Gengis Khan, qui les écrase en 1204. Leur chef s'allie aux Kara-Kitan, entraînant l'invasion de l'Asie centrale par les Mongols.

Öngüt
D'origine turque et christianisés, ils gardent la frontière des Jürchen. Vers 1206, ils se rallient à Gengis Khan.

Ouïgours
Au IXe siècle leur empire (vallée de l'Orkhon) s'effondre et ils migrent à l'ouest. Au XIIe siècle ils vivent dans l'actuel Xinjiang. Ces turcophones lettrés se rallient à Gengis Khan et participent à l'administration mongole.

Tatars
Alliés des Jürchen. Guerriers et commerçants, ils sont riches et nombreux (70 000 foyers), mais pas unis politiquement. Gengis Khan les intègre de force.



Siège Trébuchets et catapultes font tomber l'une après l'autre les villes d'Asie centrale. Réputés pour leur cavalerie légère et leurs archers exceptionnels, les Mongols ont aussi des compétences en guerre de siège, qu'ils développent au fil de leurs conquêtes, en intégrant des ingénieurs chinois et tangout à leurs armées. Ci-dessus : des Mongols attaquent une ville à l'aide de trébuchets (miniature, Istanbul, musée d'Art turc et islamique).

▸▸▸ *serrée sa coiffure d'épouse, retroussant dans sa ceinture les pans de sa robe, elle parcourait la rivière Onon en amont et en aval »*[3] – rappelant le rôle dominant qu'a pu jouer par la suite la veuve du khan dans les phases d'interrègne, un rôle qui devint structurel dans l'Empire mongol.

Compagnons d'armes et discipline de fer

Temüjin réussit à sortir de cette période sombre en tissant habilement et progressivement un premier réseau d'alliances. Il s'appuie d'abord sur le chef des Khongirad, qui accepte de confirmer son mariage avec Börte et lui offre en dot une pelisse de zibeline noire (la reine des fourrures valant jusqu'à 2000 besants d'or d'après Marco Polo). Il voyage jusqu'à la cour d'Ong Khan, le chef des Kereit, et lui offre la dot de Börte en échange de son soutien et de sa protection. Ainsi lorsqu'en 1184 les Merkit attaquent son campement et capturent Börte pour se venger de l'enlèvement de Höelün par Yesügei vingt ans plus tôt, Temüjin peut compter sur des alliés solides. Les Kereit lui fournissent 20000 guerriers, de même qu'à son « frère juré » Jamuqa, lui aussi ennemi des Merkit. Les Mongols remportent leur première victoire et Temüjin retrouve Börte.

A 17 ou 18 ans, Temüjin exerce une influence croissante sur de jeunes guerriers indépendants qui forment son armée naissante. Ces compagnons d'armes *(nökör)* le rejoignent de leur plein gré sans l'accord de leur clan et en coupant leurs attaches familiales. Les plus courageux – Boorchu, Jebe, Subedei, Muqali – deviennent par la suite ses généraux. Une hiérarchie émerge, fondée sur l'obéissance à un seul chef, Temüjin, et sur l'appartenance à un seul groupe, les Mongols, supplantant toute autre forme de solidarité, même celle du lignage.

Pour Temüjin le temps est venu d'affronter les Tatars. Son armée est réduite en nombre mais ultra-disciplinée : le jeune chef a mis en place des règles strictes de répartition du butin. Piller est interdit tant que la victoire n'est pas acquise et toutes les prises de guerre doivent lui être remises. Il les redistribue ensuite lui-même, non en fonction de l'origine des guerriers mais de leur valeur au combat et de leur rang dans son armée. C'est grâce à cette discipline de fer qu'en 1202 les Mongols éliminent définitivement les Tatars – plus nombreux mais fragmentés.

D'après l'*Histoire secrète*, Temüjin aurait fait massacrer tous les prisonniers dont la taille excédait la hauteur du moyeu d'un chariot tandis que femmes et enfants étaient répartis dans

A 18 ans il domine une petite troupe de jeunes guerriers qui deviendront des généraux

les familles des vainqueurs. En fait, un certain nombre de guerriers tatars furent graciés et devinrent par la suite des « Mongols ». Temüjin lui-même a adopté Shigi Qutuqu, le fils d'un chef tatar, auquel il confiera de grandes responsabilités. Cette victoire définitive sur les Tatars permet à Temüjin de contrôler les régions de l'Est. Militairement, il est devenu aussi puissant qu'Ong Khan et son prestige est grandissant. Il décide alors de renégocier sa position vis-à-vis des Kereit et leur propose une alliance matrimoniale d'égal à égal. Les Kereit refusent. C'est la guerre.

Après de nombreux combats, en 1203, Ong Khan finit par se rendre. Temüjin et ses fils épousent des princesses kereit, tandis que généraux et guerriers kereit sont graciés et intégrés aux troupes mongoles. Temüjin monte sur le trône d'Ong Khan. Cette victoire retentissante lui donne la suprématie sur le centre de la Mongolie et lui ouvre des portes économiquement et politiquement. En absorbant l'héritage impérial associé à la vallée de l'Orkhon, il fait des Mongols les successeurs des Göktürk, des Ouïgours et des Kereit.

Comme après chacune de ses victoires, Temüjin renégocie ses relations avec les autres.

Notes

2. Cf. *Histoire secrète, op. cit.*, p. 48.
3. Cf. *Histoire secrète, op. cit.*, p. 58.
4. Cf. *Histoire secrète, op. cit.*, p. 82.

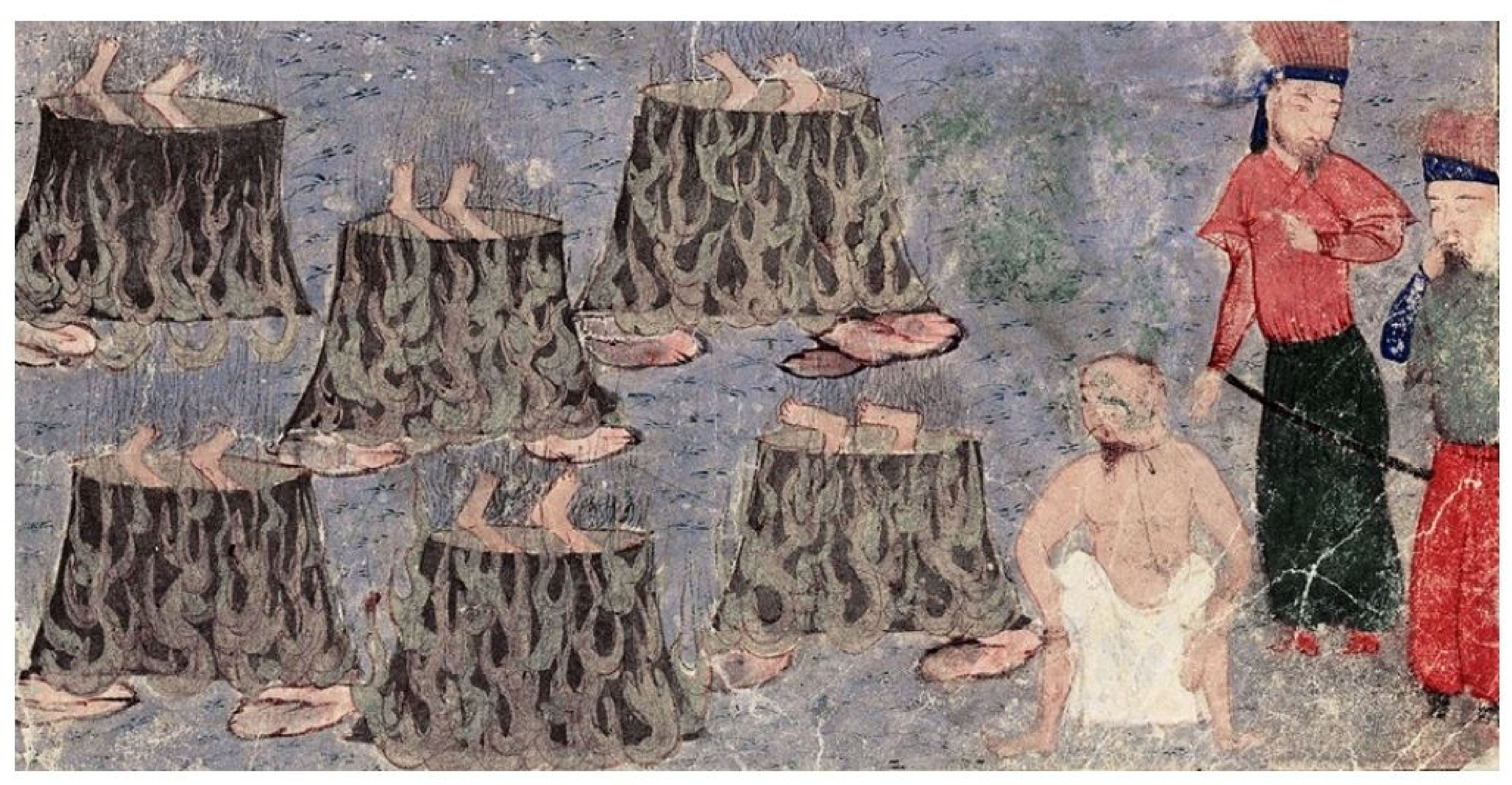
Il envoie des messagers aux quatre coins de la steppe pour convaincre les élites nomades de se ranger sous son étendard, promettant qu'en contrepartie leurs statuts seront maintenus, leurs familles protégées et leurs richesses décuplées. Seuls les nomades de l'Ouest lui résistent encore. Ils sont dominés par les Turcs Naïman dont le souverain Tayang Khan est en train de fédérer tous les opposants au régime de Temüjin, des Merkit jusqu'à Jamuqa.

L'alliance avec son frère juré Jamuqa a fait son temps. Temüjin l'a affronté plusieurs fois sans prendre le dessus. Jamuqa est un chef de guerre plus expérimenté et ses troupes sont plus nombreuses. Dès 1201 il se fait élire Gür Khan, un titre d'origine türk qui signifie « souverain universel ». Jamuqa a la même ambition que Temüjin et il est son rival le plus dangereux au sein des Mongols. Mais Temüjin gagne en popularité. Il a la réputation de partager le butin plus équitablement ; on dit aussi qu'il épargne les prisonniers et qu'il intègre les guerriers ennemis à ses troupes. Plus encore que sa valeur au combat, c'est son art du commandement qui attire les nouvelles recrues.

Temüjin s'autoproclame *« désigné par le Ciel puissant »* et *« porté par la Terre nourricière »*[4]. Il trouve bientôt un soutien en la personne du chaman Teb-Tengri, qui répand la nouvelle que le fils de Yesügei a reçu un mandat du dieu du Ciel Tengri pour réunir les Mongols et régner sur les steppes. Pourtant, militairement, face aux Naïman et à Jamuqa, Temüjin ne peut l'emporter. Il bénéficie alors d'une aide inattendue : celle des Jürchen, qui n'ont aucun intérêt à ce que les Turcs Naïman deviennent les maîtres de la steppe. Ils informent Temüjin du plan de guerre qui se trame contre lui. Celui-ci décide de réorganiser son armée en *tümen* (unités d'une capacité maximale de 10 000 hommes chacune, subdivisées en groupes de 1 000, de 100 et de 10 guerriers). Il crée aussi son premier *keshig* (« garde et administration impériales »), composé à l'origine d'une centaine de membres mais amené à s'agrandir pour faire face aux besoins grandissants de l'empire. Il ne s'agit pas seulement d'une élite martiale dévolue à la protection du campement impérial mais d'une véritable administration comprenant des chambellans et des comptables.

Fondation de l'empire

Lors de la bataille finale qui se déroule au pied des monts Altaï en 1204, les Mongols sont prêts. En face, les Naïman, sûrs de leur victoire, s'exposent imprudemment et sont surpris par la discipline et le nombre des Mongols. Enfin, une partie des hommes de Jamuqa, eux-mêmes des Mongols, refusent de combattre contre Temüjin. En fuite, Jamuqa est capturé par ses propres guerriers et amené devant son rival. Après avoir mis à mort les hommes qui ont trahi leur chef, un acte qu'il considère comme inacceptable, Temüjin fait exécuter son frère juré en 1205. Cette victoire fait de lui le leader le plus respecté de toute la steppe orientale. ▸▸▸



Du bon usage de la terreur

Sur cette miniature tirée de la *Somme des histoires* de Rashid al-Din (vers 1430) des prisonniers sont suppliciés, jetés vivants dans des chaudrons par Jamuqa, le « frère juré » de Gengis Khan devenu par la suite son rival. Ces exactions ne correspondent pas à de vrais supplices mais sont typiques de l'image barbare des Mongols qui ont la réputation d'exercer une violence particulière sur leurs ennemis, une réputation qu'ils ont eux-mêmes construite : ils cherchaient à inspirer la peur en commettant de réelles violences ou en faisant courir des rumeurs terrorisantes afin de conquérir plus efficacement, certaines villes se soumettant sans même tenter de combattre.

MOTS CLÉS

« Anda »
Le « frère juré » ou « allié juré », est une personne issue d'un autre clan avec laquelle un pacte d'amitié a été scellé par un échange de cadeaux. Les frères jurés se doivent mutuellement loyauté et protection.

Clan
L'*oboq* est une des formes de l'organisation sociale des peuples nomades. Avec *ayil* (famille) et *irgän* (peuple) il désigne des degrés d'appartenance au sein d'un même groupe. Une famille peut transhumer indépendamment de son clan pour des raisons économiques ou politiques.

« Keshig »
A la fois garde d'élite, gouvernement et noyau central de l'administration, le *keshig* de Gengis Khan comprend des gardes de jour (jusqu'à 8 000 hommes), des gardes de nuit (jusqu'à 1 000) et des porte-carquois (jusqu'à 2 000). Chaque khan a son propre *keshig*, qui inclut aussi des « otages », fils des vassaux envoyés à la cour pour prouver leur loyauté aux Mongols.

« Tümen »
Unité la plus importante de l'armée mongole, théoriquement composée de 10 000 hommes, subdivisée en groupes de 1 000, 100 et 10 guerriers. Plus largement il s'agit du système de conscription et de redistribution du butin dans les empires nomades.

▶▶▶ Le régime qu'il est en train de mettre en place prend une dimension nouvelle. Mais il nécessite maintenant des compétences administratives particulières. C'est alors qu'il enrôle Tata Tonga, le chancelier ouïgour du souverain naïman, à qui il demande de créer la première écriture mongole, inspirée de l'alphabet ouïgour, et de l'enseigner à ses fils *(cf. p. 41)*. Les deux langues, turque-ouïgoure et mongole, sont dorénavant utilisées pour les communications officielles internes et diplomatiques. Les messages écrits sont portés par des cavaliers à travers le *yam*, une poste à relais dont les Mongols vont étendre le réseau au fur et à mesure de leurs conquêtes.

Au printemps 1206 Temüjin convoque à nouveau tous les membres influents des peuples ralliés ou soumis. La cérémonie, orchestrée par le chaman Teb-Tengri, est d'une envergure inédite : Temüjin met en scène la fondation de l'Empire mongol devant une grande assemblée *(khuriltaï)*, réunie aux sources de l'Onon. Il est alors proclamé Gengis Khan, « empereur océanique » ou « puissant », et son étendard de paix aux neuf queues blanches est dressé. Temüjin est devenu l'unique khan des peuples, de la Chine à l'Altaï. Il est plus puissant que ne l'ont jamais été les souverains kereit et naïman. Son ambition est de forger un régime nouveau. Durant la cérémonie, les postes de l'armée et de l'administration sont redistribués entre ses compagnons, les membres de son lignage et ses proches. Le *keshig* est agrandi et Temüjin crée la fonction de juge suprême, confiée à son fils adoptif Shigi Qutuqu. Celui-ci doit superviser l'établissement d'un registre qui recense les possessions (territoires, villages, troupeaux, revenus des taxes) et les répartit entre les bénéficiaires (membres de l'armée, de l'administration, de la famille régnante). Cette nouvelle élite est en passe de devenir une aristocratie impériale, car tous les bénéfices sont déclarés héréditaires. Quant au chaman Teb-Tengri, il est rapidement éliminé. Devenu Gengis Khan, Temüjin n'a plus besoin d'intercesseur entre lui et le Ciel. Tengri lui délivre directement son mandat de souverain universel. Une ère nouvelle s'ouvre, celle de Gengis Khan. Il a environ 44 ans.



Couronnement Temüjin prend le titre de Gengis Khan au *khuriltaï* de 1206. A droite, son *tug*, étendard de paix aux neuf queues blanches de cheval (miniature tirée de la *Somme des histoires* de Rashid al-Din, vers 1430).

Devenu Gengis Khan, Temüjin n'a plus besoin d'intercesseur entre lui et le Ciel, Tengri lui délivre directement son mandat de souverain universel

Souverain océanique

Sur leur frontière sud, les Mongols côtoient à présent les Tangout, un empire vieux de plus

À SAVOIR

La religion des steppes



Il y a une religion des Mongols avant et après Gengis Khan. Sur la première on sait seulement qu'ils croient en un panthéon de dieux dominés par le Ciel (Tengri) et la Terre (Etügen) ainsi qu'aux esprits de la nature et des morts. Leur spiritualité est liée à la chasse, au pastoralisme et à la métallurgie. Ils vénèrent les ancêtres fondateurs, les montagnes et les hauteurs (où les élites sont enterrées) et pratiquent des sacrifices, principalement de chevaux. Ils érigent aussi des *balbal*, ces stèles à visage humain qui jalonnent la steppe jusqu'à la mer Noire, une pratique mystérieuse datant du Néolithique (ci-contre sur la seconde plus haute montagne de Mongolie, dans l'Altaï). Après Gengis Khan, cette spiritualité commune au monde nomade perdure mais le culte du lignage d'or (les Kiyad-Borjigid) prend une place centrale : sous les grands khans des statues d'ancêtres sont placées sur des chariots près de la tente impériale ; de grands portraits des empereurs et des impératrices sont suspendus dans des temples et vénérés ; enfin, en l'honneur de Gengis Khan, se développe le culte « des huit tentes blanches », symbolisant les yourtes des épouses et de la famille du fondateur. Au XIVe siècle, même si les Mongols se convertissent au bouddhisme, au christianisme ou à l'islam, ils continuent de pratiquer le culte de Gengis Khan et de son lignage.

de deux siècles, centré sur l'actuelle province chinoise de Gansu.

Majoritairement bouddhistes et originaires du plateau tibétain, les Tangout ne sont pas chinois (ces derniers les appellent les Xia occidentaux). Ils ont leur propre écriture, des administrateurs lettrés, des cités fortifiées, une économie florissante fondée sur l'agriculture et le commerce. Dès 1205 les Mongols effectuent des raids dans l'empire des Tangout. Les relations entre eux sont particulièrement tendues depuis qu'ils ont accueilli le prince kereit en fuite. Par ailleurs, les Tangout sont proches des Jin, théoriquement en paix avec les Mongols mais dont Gengis Khan se méfie. En 1210 le souverain tangout consent à signer avec Gengis un traité, une paix qui permet à ce dernier d'envisager concrètement la conquête de la Chine du Nord.

Nombreux sont ceux parmi leurs sujets qui veulent voir tomber les Jürchen – en particulier les Kitan et les Han qui poussent les Mongols à attaquer et les informent de l'intérieur. En 1211, fort du ralliement d'un nombre croissant de petits pouvoirs frontaliers dont les Kirghiz, les Ouïgours, les Karluk et les Öngüt, Gengis Khan lance enfin sa première campagne de Chine. Elle culmine en 1215 avec la prise de Zhongdu (Pékin) – après un siège éprouvant, les habitants périssent par milliers durant les combats de rue et les pillages. Cette fois, il n'est pas question de négocier un traité de paix : les Mongols occupent la Chine du Nord et forcent l'empereur jürchen à abdiquer – c'est la première conquête de Gengis Khan en pays sédentaire. Il domine à présent des millions de citadins et d'immenses territoires agricoles. Le régime nomade des Mongols prend alors une dimension impériale. Pour autant, Gengis Khan considère les régions chinoises comme des satellites, le cœur de l'empire reste sa région natale du Khentii, où les fleuves Onon, Kerülen et Toula prennent leur source. Il confie donc la pacification de la Chine au général Muqali et sa réorganisation administrative à des Kitan musulmans. Il faudra encore dix-neuf ans aux Mongols pour contrôler l'ancien Empire jürchen.

Conquérir l'Asie centrale

Dans la steppe, des mouvements de rébellion sont déjà à l'œuvre. Les fils des chefs merkit et naïman organisent la résistance des nomades contre Gengis Khan. Tandis que les Merkit parcourent des centaines de kilomètres à ▸▸▸

MOTS CLÉS

Chaman
Homme ou femme, il assure la médiation en particulier avec les esprits malfaisants pour les apaiser. Le chamanisme n'est pas associé à une religion (il y a des chamans musulmans, bouddhistes, etc.), mais à une spiritualité et à des pratiques thérapeutiques spécifiques. Dans les sources médiévales, les chamans *(qam)* sont surtout des devins et des astrologues qui guident les khans dans leurs décisions politiques.

Khan
Titre accordé au souverain dans les empires des steppes. Chez les Mongols le processus de sélection est à la fois héréditaire (il faut être un descendant patrilinéaire de Gengis Khan) et électif (c'est à l'issue d'un *khuriltaï* que le khan est désigné). Le titre de « grand khan » est réservé à l'empereur mongol et, à partir de Möngke, monopolisé par les Toluides.

« Khuriltaï »
Assemblée des élites mongoles où se prend toute décision importante pour la communauté (élection du khan, procès politique, départ en guerre, etc.).

Tengri
« Le Ciel éternel » représente la divinité principale des peuples turc et mongol. Les nomades le craignent et cherchent à attirer sa protection et sa force.

« Mongol bichig », un alphabet de 33 lettres

La langue mongole, dont la plus ancienne attestation remonte à la période Ruanruan (IVe-VIe siècle), appartient à la famille des langues altaïques, à l'instar du turc, du japonais ou du coréen. Elle compte une multitude de dialectes, de la Mandchourie jusqu'à l'Afghanistan, une pluralité inhérente au nomadisme des Mongols, qui ont répandu leur langue au gré de leurs conquêtes. Cette langue n'a semble-t-il que peu évolué depuis, si bien que les Mongols d'aujourd'hui pourraient comprendre environ 80 % du mongol de la période de Gengis Khan.

***Mongol bichig*, l'alphabet mongol, dont l'origine remonterait au Ve siècle, était déjà en usage chez certains khanats mongols au XIIIe siècle. En 1204, lorsque Gengis Khan conquit le peuple naïman, il comprit l'utilité de l'écriture pour administrer son empire et demanda au scribe Tata Tonga de la diffuser.**

Cette écriture se pratique de haut en bas, de gauche à droite, et son alphabet compte 33 lettres. En Mongolie, l'écriture officielle est désormais le cyrillique mongol, imposé par le régime soviétique dans les années 1940 : si le *mongol bichig* y est de nouveau autorisé depuis 1990, il n'est utilisé que par une minorité de la population. En Chine, dans la province de Mongolie-Intérieure, le territoire où résident le plus grand nombre de Mongols dans le monde, l'alphabet mongol est utilisé en tandem avec les caractères chinois. Mais le pouvoir chinois menace : en septembre 2020, sous couvert d'une politique de « bilinguisme », Pékin y a instauré le mandarin comme langue officielle d'enseignement au détriment du mongol qui primait jusque-là. Cette langue (et tout l'héritage millénaire qu'elle charrie), déjà considérée « en danger » par l'Unesco, s'expose à une perte potentielle de près de 70 % de ses locuteurs dans le monde.



■ Lettre du 20 mai 1393 envoyée par le khan de la Horde d'or à Ladislas II Jagellon, roi de Pologne (à lire de haut en bas, de gauche à droite).

Nomindari Shagdarsuren
Traductrice et chargée de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco)

▶▶▶ l'ouest et s'allient avec les Kiptchak, des nomades vivant au-delà du lac Balkhach, le prince naïman fait alliance avec les Kara-Kitan, voisins des Mongols. Issus des élites kitan qui ont fui la Chine des Jürchen, les Kara-Kitan sont des bouddhistes qui règnent sur des cités où les populations sont en majorité musulmanes. En 1211 le prince naïman monte sur le trône des Kara-Kitan à Balasagun (actuel Kirghizstan) ; il ne cache pas son ambition de souder sous son nom la rébellion contre Gengis Khan. Mais il est peu soutenu par les élites kitan, qui le voient comme un usurpateur et il est détesté de ses sujets musulmans pour sa politique répressive envers l'islam. Ces derniers prennent contact avec Gengis Khan et se disent prêts à accepter la tutelle mongole en échange d'une plus grande liberté religieuse.

En 1217, estimant les conditions réunies pour une victoire rapide, Gengis Khan ordonne au général Jebe d'attaquer les Kara-Kitan. Les Mongols capturent le prince naïman au nord-est de l'Afghanistan ; il est décapité et sa tête est promenée sur une pique dans les rues de Kachgar. Dans la plupart des cités, les populations musulmanes se rendent aux Mongols. Comme promis, Gengis Khan met en œuvre une politique tolérante envers l'islam : en échange de leurs prières et de leur soutien au régime, les religieux acquièrent le statut de *darkhan*, « protégé », qui les exempte de taxes et de service militaire. Quant aux Kitan, ils sont massivement intégrés à l'armée et à l'administration. En 1219 l'Empire kara-kitan est absorbé par l'Empire mongol après une campagne qui reste comme la moins sanglante du règne de Gengis Khan.

C'est à cette époque qu'un grave incident se produit sur la frontière occidentale de l'Empire mongol. A Otrar (actuel Kazakhstan), le gouverneur ordonne l'assassinat de plusieurs centaines de marchands et les dépouille de leurs biens. Financés par Gengis Khan, ces marchands se rendaient à Samarkand et Boukhara pour y développer les activités commerciales des Mongols. Le gouverneur d'Otrar agit sur l'ordre de son maître, le shah du Kharezm. Souverain turc, il règne sur l'empire le plus étendu du monde musulman à cette époque. Il voit cependant d'un très mauvais œil l'ascension des Mongols et met un brutal point d'arrêt à tout échange marchand avec eux. Or, pour Gengis Khan, le commerce est aussi l'expression d'un rapport de force qui doit être favorable aux Mongols. L'embargo et la spoliation sont des actes de guerre qu'il ne peut laisser impunis. Une campagne contre le shah nécessite cependant d'importants préparatifs.

L'expérience chinoise a marqué Gengis Khan – il ne veut plus de ces assauts interminables qui épuisent ses guerriers et dévastent les richesses des cités. Il recrute dès lors des artilleurs han et kitan qui étaient au service des Jürchen. L'armée mongole n'est plus seulement faite de cavaliers et d'archers, elle comporte à présent les meilleurs ingénieurs militaires du monde. Les machines mises au point pour démolir les enceintes d'Otrar, de Samarkand et Boukhara sont les plus perfectionnées de leur temps, comme les trébuchets à contrepoids tirés par des chameaux, des catapultes qui font jusqu'à 8 mètres de hauteur et dont le tir précis peut lancer des projectiles d'environ 50 kg sur une portée de 150 mètres. Résultat : les villes tombent les unes après les autres. Les fils de Gengis Khan l'accompagnent et se chargent de conquérir la capitale du Kharezm, Ourguentch.

Parallèlement, Gengis Khan ordonne à Jebe et Subedei de poursuivre le shah jusqu'à sa mort. A Samarkand, Gengis Khan force les notables à lui rendre la valeur de ses marchandises. Lancée en

À SAVOIR

Un secret bien gardé

Les Mongols ne voulaient pas qu'on puisse retrouver la sépulture de Gengis Khan : selon les sources, tous les témoins des funérailles furent exécutés, des milliers de chevaux auraient piétiné sa tombe pour en effacer la trace ou le lit de l'Onon aurait été détourné pour l'ensevelir… Dès le XIIIe siècle le culte des reliques de Gengis Khan se développe au sud du fleuve Jaune. Au XVIe siècle les Mongols le transportent dans la province d'Ordos (actuelle Mongolie-Intérieure) : c'est là que Gengis Khan serait mort durant la campagne contre les Tangout et que, selon la croyance locale, il serait enterré. Les Mongols y installent huit yourtes blanches, l'une d'entre elles contenant ce qu'ils considèrent comme les cercueils de Gengis Khan et Börte. Quant aux historiens, ils pensent que le corps fut rapatrié en 1227 vers son lieu de naissance et qu'il fut enseveli sur le sommet le plus élevé des monts Khentii. Mais, dans cette région, les fouilles sont interdites : pour les Mongols, la profanation de la tombe de Gengis Khan provoquerait de graves désordres cosmiques, sociaux et politiques. Cela n'empêche pas aventuriers et archéologues amateurs d'y mener, depuis la chute de l'URSS, des prospections illégales – sans succès.



Obsèques imaginaires S'il n'existe aucune représentation contemporaine des funérailles de Gengis Khan, musulmans et chrétiens les ont dépeintes selon leurs traditions : ici, une version musulmane de son inhumation, tirée de la *Somme des histoires* de Rashid al-Din.

1219, cette campagne s'achève en 1221. Gengis Khan intègre les territoires du shah à son empire et en prévoit la complète réorganisation. Avec ses nouveaux voisins abbassides et ayyoubides il passe des accords commerciaux à l'avantage des Mongols. Plus au nord, dans la steppe occidentale, seuls les Kiptchak échappent encore à l'emprise mongole. Jebe et Subedei partent en éclaireurs à la tête de 30 000 cavaliers et tentent la traversée du Caucase pour les prendre à revers – une expédition de deux ans dont les Mongols sortent vainqueurs. Mais ces campagnes de l'ouest ont un coût très lourd, certaines cités ont âprement résisté et des régions entières ont été dévastées, en particulier le Khorassan. Gengis Khan voit comme un échec la prise d'Ourguentch, qui entraîna des milliers de morts, et tient son fils aîné Jochi pour responsable. Enfin, cette guerre l'a conduit trop longtemps loin des steppes et le conquérant se fait vieux.

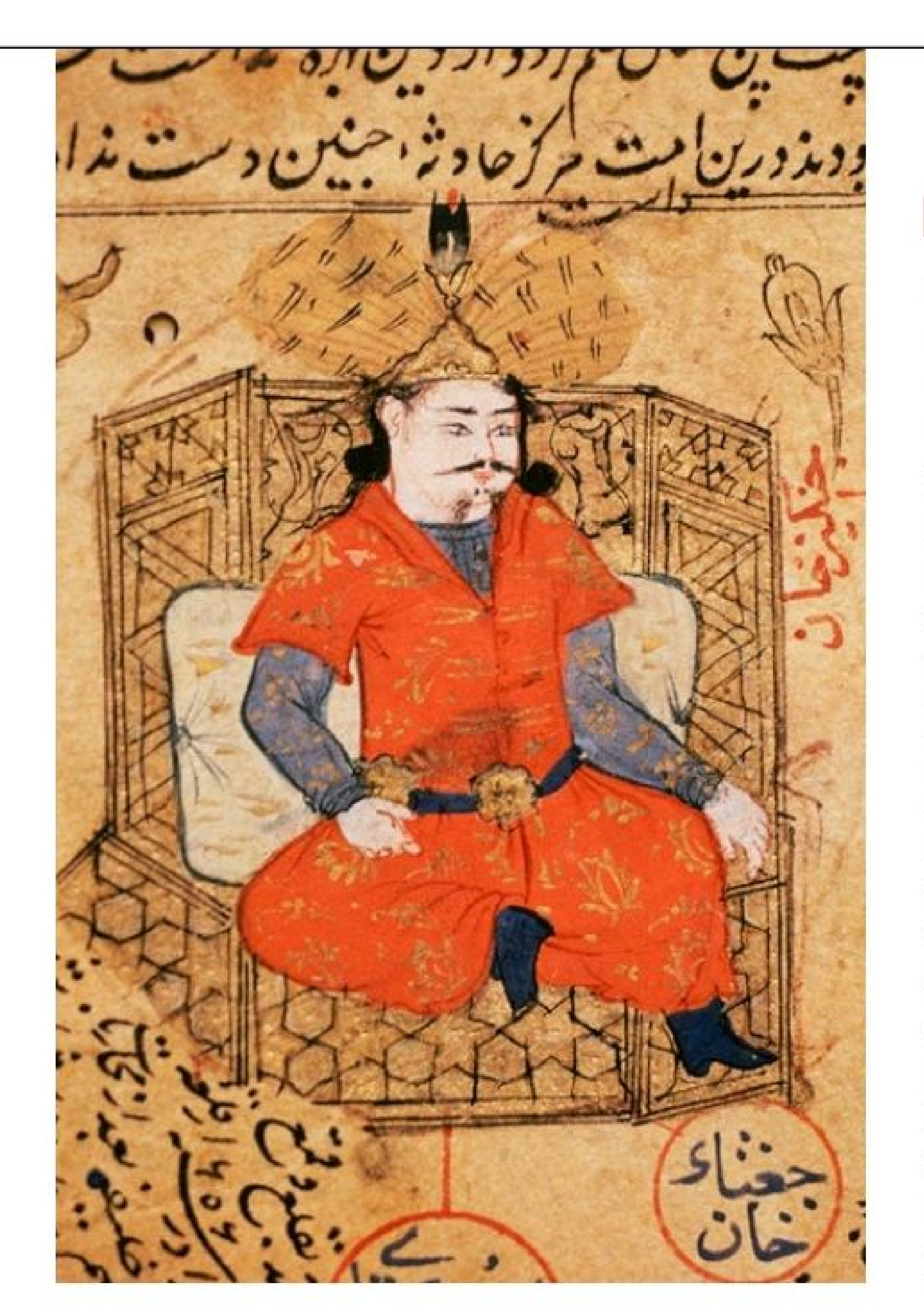
Profitant de l'absence de Gengis Khan, les Tangout se rebellent. Eux qui ont toujours refusé d'envoyer des troupes pour soutenir les campagnes mongoles rompent ostensiblement les accords de 1210. Le soulèvement des Tangout est pris très au sérieux par Gengis Khan. En Chine, depuis la mort de Muqali en 1223, plusieurs foyers de rébellion sont apparus et, sans la base arrière que constitue le royaume tangout, l'empire est coupé des troupes qui manœuvrent en Chine du Nord. Les premières batailles contre les Tangout sont favorables aux Mongols mais, alors que ses armées assiègent la capitale, Gengis Khan est pris d'une forte fièvre. Il se retire dans les monts Liupan, au sud du royaume tangout où il décède peu après. Sa mort serait due à une blessure mal cicatrisée, mais d'autres légendes circulent – on raconte notamment que la veuve du roi tangout l'aurait assassiné dans son lit.

On raconte que la veuve du roi tangout aurait assassiné Gengis Khan dans son lit

Quoi qu'il en soit, il trépasse, en août 1227, à environ 65 ans. La mort du conquérant est tenue secrète pendant plusieurs mois, de même que le lieu exact de sa sépulture. Il y a à cela des raisons militaires (les Mongols continuent la guerre contre les Tangout), politiques (afin d'éviter que les princes mongols se disputent la succession) et religieuses (le corps du khan est sacré et quiconque s'en approche risque de déclencher des phénomènes dangereux qui s'abattraient sur l'ensemble du peuple mongol). Le nom de Gengis Khan également devient tabou. Ainsi, contrairement à la tradition politique des steppes qui recycle et réinvestit les titres des souverains, nul n'osera porter après lui celui de « Gengis Khan ».

Quand Gengis Khan meurt, son empire est en pleine expansion – une dynamique qui se poursuivra sous ses descendants, qui vont conquérir la Corée, la Russie, l'Iran, l'Irak et la Chine méridionale. Il aura fallu plus de temps à Temüjin pour prendre la tête des nomades de la steppe qu'il ne lui en fallut pour conquérir le tiers de l'Eurasie – sans doute était-il plus simple de faire tomber ces colosses aux pieds d'argile qu'étaient les Empires jürchen, kara-kitan et kharezmien – que de contraindre une multitude de petits pouvoirs mobiles et indépendants à s'unifier.

Au-delà de ces faits d'armes, le règne de Gengis Khan dessine les prémices d'un régime politique d'un genre nouveau. Parmi les règles qu'il établit (appelées *yasa* ou *yasaq*), les Mongols conservent : le partage équitable des ressources impériales selon une stricte hiérarchie, la prédominance absolue du lignage Kiyad-Borjigid (seul un descendant de Gengis Khan peut régner), la nécessité de réunir une assemblée *(khuriltaï)* pour donner force de loi aux décisions du khan et la tolérance pour les religieux bouddhistes, taoïstes, confucianistes, chrétiens, musulmans et juifs. L'héritage politique de Gengis Khan est particulièrement fécond pour le monde musulman médiéval, qui sort de l'expérience du pouvoir mongol profondément changé. Mais il a aussi continué à tisser entre l'Islam et la Chine des liens culturels forts que ses successeurs ne cesseront de raviver. ■



À SAVOIR

Cengiz, héros turc

Lorsque le musée Sakip Sabanci d'Istanbul inaugura en 2006 une exposition consacrée à Gengis Khan, une première sur le sol turc, sa dynamique directrice Nazan Ölçer présenta le grand conquérant comme *« un membre de notre famille », « un héros populaire »*, ajoutant : *« Regardez le succès du prénom Cengiz chez les enfants de ce pays, et vous comprendrez ! »* Mettant en valeur le multiculturalisme de l'empire fondé huit cents ans auparavant et les bienfaits de la *Pax mongolica*, l'exposition rappelait aussi, à un moment où l'ambition européenne de la république était dans l'impasse, les parentés orientales et centre-asiatiques à tous les jeunes Cengiz, Timour (autre prénom très populaire qui évoque Tamerlan) et aux autres. Ci-dessus : une miniature turque du XVIe siècle représentant Gengis Khan comme un sultan ottoman. ***Huguette Meunier-Chuvin***

L'hypothèse climatique

Les historiens ont longtemps présumé que la sécheresse avait poussé les Mongols à sortir de la steppe. De nouvelles données paléoclimatiques laissent penser au contraire que ce sont des pluies exceptionnelles qui ont déclenché la conquête.

Par Nicola Di Cosmo

Comment Gengis Khan a-t-il rassemblé des forces suffisantes pour défaire trois puissants empires ? Avant les Mongols, d'autres peuples nomades avaient menacé leurs voisins, des deux côtés de l'Eurasie, mais jamais aucun ne s'était montré capable d'une telle réussite. Or, aucune théorie satisfaisante n'explique ni leur succès ni les raisons pour lesquelles ils menèrent tant de campagnes militaires en dehors de la Mongolie. Les explications climatologiques sont longtemps restées à l'arrière-plan. Dans les années 1940-1950, l'historien britannique Arnold J. Toynbee avait avancé l'idée que les cycles de sécheresse réduisaient les ressources disponibles sur les terres des nomades, les conduisant à se déplacer. Puis, dans la deuxième moitié du XXe siècle, l'historien russe Lev Goumilev soutenait que c'étaient les cycles de pluie dans les steppes qui avaient poussé les nomades hors de leur niche écologique. Cependant, ces hypothèses climatologiques se fondaient sur des convictions et un raisonnement déductif. Les preuves manquaient.

Dans les années 1970 les données climatologiques extraites des carottes de glace du Groenland ont apporté de nouveaux éléments en paléoclimatologie. Une théorie inédite fut alors formulée par un chercheur britannique, Gareth Jenkins[1], qui faisait de la sécheresse une raison possible de l'ébranlement des Mongols et de leur invasion des terres voisines. C'était la première théorie climatique de la conquête mongole à utiliser des données vérifiables extraites des « archives naturelles ». Il est vrai que la Mongolie de la fin du XIIe siècle connut une période sèche et nous pouvons même supposer que les crises politiques qu'elle traversa alors étaient liées à la dégradation des conditions environnementales. L'hypothèse était séduisante, à deux fortes réserves près. En premier lieu, les données dont Jenkins disposait ne concernaient pas spécifiquement la Mongolie. Ensuite, la résolution chronologique était floue et ne signalait pas avec précision les conditions climatiques des campagnes militaires conduites par Gengis Khan.



L'AUTEUR
Professeur à l'Institute for Advanced Study (Princeton), Nicola Di Cosmo a notamment publié **Ancient China and Its Enemies. The Rise of Nomadic Power in East Asian History** *(Cambridge University Press, 2002) et, avec Dalizhabu Bao* **Manchu-Mongol Relations on the Eve of the Qing Conquest** *(Brill, 2003).*

Des recherches menées en Mongolie par une équipe de paléoclimatologues ont fait émerger depuis quelques années une nouvelle hypothèse[2]. Les reconstructions climatiques fondées sur l'analyse des cernes de croissance des arbres de la vallée de l'Orkhon en Mongolie centrale ont mis en évidence une période d'environ quatorze ans, entre 1211 et 1225, marquée par une forte augmentation des pluies. C'est en fait le plus long épisode pluvieux de l'histoire climatique de la Mongolie du dernier millénaire. Les conquêtes de Gengis Khan, du moins entre 1211 et sa mort, ne pouvaient donc plus être expliquées par un environnement ravagé par la sécheresse – et la famine qui se serait ensuivie. Fallait-il renoncer à l'idée d'une corrélation entre un changement climatique brutal et le succès inouï des Mongols ? Pas si sûr, et ceci pour trois raisons.

La première est qu'un climat humide et relativement chaud, tel que le restitue la dendrochronologie, favorise la production d'herbages : on peut ainsi supposer qu'en période de précipitations plus élevées que la moyenne la steppe a

DAN KAMODA



PHILIPPE MICHEL/AGE FOTOSTOCK – WORLD HISTORY ARCHIVE/ABACA

MOT CLÉ



Dendrochronologie

Méthode scientifique qui permet de dater les pièces en bois et d'obtenir des informations sur la pluviométrie en comptant et en analysant la morphologie des anneaux de croissance des arbres (les cernes). Ci-dessus : vallée de l'Orkhon (Mongolie, 2016). Des recherches, menées par une équipe de paléoclimatologues, ont mis en évidence une forte augmentation des pluies durant la période 1211-1225.

également connu une production herbacée accrue, ce qui a augmenté la capacité de charge de la terre. Si la terre pouvait nourrir un plus grand nombre de bêtes, l'économie pastorale s'était naturellement développée. De plus, dans une économie nomade qui ne peut garder de fourrage pour l'hiver, les animaux sont généralement moins vulnérables à la baisse des températures en hiver s'ils ont fait des réserves pendant l'été et l'automne. Dans ces conditions, même sans données précises sur les températures hivernales, nous pouvons inférer que la mortalité des animaux a probablement beaucoup baissé. Dans une alternance plus ou moins normale d'années sèches et d'années humides, un déséquilibre entre les animaux et les ressources foncières peut engendrer un surpâturage et une baisse de la biomasse de la steppe. Mais la hausse de la production pastorale permet également d'alimenter une population plus nombreuse et permet donc à davantage d'individus de se détacher de l'économie d'élevage pour s'engager dans l'activité militaire.

Une deuxième supposition, dérivée de la première, est que Gengis Khan pouvait compter sur un surplus de chevaux, de moutons et autres bêtes pour fournir montures et nourriture à son armée. La situation eut un impact sur la planification et l'exécution des campagnes militaires en permettant aux Mongols de déployer une armée plus nombreuse sur une période plus longue. La mobilisation, qui a été continue pendant les affrontements avec les Xi-Xia, les Jin et les sujets du shah du Kharezm, et étalée sur plusieurs vagues saisonnières, ne s'expliquerait pas si l'économie de la Mongolie s'était contractée à cause de sécheresses graves et de grande ampleur.

La pluie, l'herbe et les chevaux

Un troisième élément renvoie aux opérations militaires et à la stabilité politique. Des zones comme la vallée de l'Orkhon pouvaient, lorsque la végétation était luxuriante et abondante, nourrir une forte densité de personnes et de chevaux, et favoriser ainsi la centralisation au cœur du processus d'unification sous Gengis Khan. Il aurait été difficile au contraire de concentrer un appareil de cour en plein développement et le personnel militaire – auquel s'ajoutaient des dizaines de milliers de chevaux et autres animaux – dans une vallée aussi restreinte, sauf si la capacité de charge totale du pâturage avait augmenté. La saisonnalité est aussi un aspect central de l'art mongol de la guerre, parce que le cycle de production pastorale signifie que les animaux sont plus robustes vers la fin de l'été et en automne, après avoir regagné les forces perdues pendant l'hiver et le printemps. Mener une campagne à l'étranger comprenait parfois de longues traversées du désert et requérait donc des bêtes en bonne santé et bien nourries, qui n'auraient autrement pas survécu à la marche ou seraient arrivées trop affaiblies pour être utiles.

Des conclusions analogues à celles-ci furent proposées par une étude climatologique du bassin du Tarim (Xinjiang, Chine)[3]. S'il reste hasardeux de trouver là une clé unique d'interprétation historique, disposer de données climatologiques plus fiables permet d'éliminer certaines hypothèses antérieures et d'ouvrir de nouvelles questions. Il est certain que le climat ne fut pas « la » cause des attaques mongoles contre les empires et royaumes voisins, mais ne serait-il pas possible que le développement de l'économie pastorale à partir d'une croissance de la production d'herbages ait étendu la portée et les capacités de l'armée mongole ? De la même façon, si une dégradation des conditions climatiques peut changer une simple crise socio-économique en catastrophe, un climat plus favorable ne peut-il pas transformer un succès politique ou militaire limité en un triomphe bien plus grand et plus durable ?

L'exceptionnalité de cette « saison des pluies » du début du XIIIe siècle n'est peut-être pas sans rapport avec l'exceptionnalité des exploits militaires mongols. Le génie de Gengis Khan peut également se voir gratifié d'avoir su exploiter un changement de climat opportun et de l'avoir transformé en une série éclatante de succès qui ont posé les fondations d'un empire. ■

(Texte traduit par Marie Chuvin.)

Notes

1. G. Jenkins, « A note on climatic cycles and the rise of Chinggis Khan », *Central Asiatic Journal* n° 18, 1974, pp. 217-226.
2. Cf. N. Pederson *et al.*, « Pluvials, droughts, the Mongol Empire, and modern Mongolia », *Proceedings of the National Academy of Sciences* n° 111/12, mars 2014, pp. 4375-4379.
3. Cf. A. E. Putnam *et al.*, « Little Ice Age wetting of interior Asian deserts and the rise of the Mongol Empire », *Quaternary Science Reviews*, 131/A, janvier, 2016, pp. 33-50.

La horde

Administrer un empire nomade

L'expérience politique des Mongols montre qu'un empire peut se construire et se développer dans la longue durée sans vraie capitale ni centre fixe de gouvernement : la horde, à la fois ville et appareil d'État mobiles, se déplaçait au rythme des saisons tout en administrant d'immenses territoires.

Par Marie Favereau

Pourquoi un empire devrait-il être l'œuvre de sédentaires et nécessairement centré autour d'une capitale ? Plus ou moins consciemment, Rome a servi de modèle à notre définition d'empire. Les nomades créèrent pourtant des structures politiques complexes, les hordes, qui se développèrent sur la longue durée. Leurs ambitions ne s'arrêtaient pas à mener des raids pour piller les richesses des citadins et saccager les récoltes : il s'agissait aussi de mettre en place des pratiques de gouvernement pour administrer la steppe et les territoires conquis. La domination des hordes reste un phénomène peu étudié et mal compris de l'histoire mondiale. En déchiffrer le fonctionnement est essentiel si l'on veut comprendre les sociétés des steppes, avant et après Gengis Khan.



L'AUTEURE
Maîtresse de conférences à l'université Paris-Nanterre, Marie Favereau vient de publier The Horde *(Harvard University Press, 2021).*

Après la mort de Gengis Khan, l'Empire mongol continue de s'étendre. Les opérations vers l'ouest se poursuivent : les Kiptchak (dans la steppe occidentale), les Bulgares de la Volga et les Slaves contre lesquels Jebe et Subedei, les généraux de Gengis Khan, avaient combattu, sont progressivement incorporés à l'empire entre 1236 et 1241. En 1242 la frontière occidentale des Mongols se situe au niveau du royaume de Hongrie, à moitié conquis par les Mongols, et qui conserva par la suite un statut autonome. En 1243 l'Anatolie seldjoukide passe sous leur domination. Ils s'attellent ensuite à la conquête de toutes les terres d'Islam à travers une campagne massive contre les Ayyoubides et les Abbassides, dont le point culminant reste la prise de Bagdad et l'exécution du calife en 1258. Au même moment, à l'est, ils achèvent la conquête du royaume de Goryeo (Corée) et soumettent le royaume de Dali, sur les marches du plateau tibétain. La Chine méridionale, dominée par les Song, est leur dernière grande campagne. Menée par le petit-fils de Gengis Khan, Kubilaï Khan, elle s'achève en 1279, date de la soumission officielle des Song. Une centaine d'années après la première victoire de Temüjin contre les Merkit, les frontières de l'Empire mongol se stabilisent. Plus de la moitié

À SAVOIR

« Ordo » ou horde

C'est la principale institution de la steppe. Le mot apparaît dans les sources chinoises vers 200 av. J.-C. pour désigner un camp défensif des populations nomades. Au XIIIe siècle il qualifie le centre du gouvernement et campement palatial temporaire qui se déplace au fil des nécessités économiques, militaires et politiques du khan. Les campements impériaux du XIIIe siècle pouvaient comprendre des milliers de tentes. Les tentes d'apparat du khan (pour la chasse, les réceptions diplomatiques, les banquets) abritaient jusqu'à 2 000 personnes. Lorsque le campement se déplace, ce sont des familles entières, des marchands, des artisans, des troupeaux ainsi que le trésor, la garde impériale et toute l'administration palatiale qui se mettent en marche.



des conquêtes ont été réalisées sous les successeurs de Gengis Khan. Ces derniers ont enchaîné les victoires militaires alors que leurs armées étaient bien moins nombreuses que celles de leurs adversaires slaves, musulmans et chinois. Plusieurs raisons expliquent leur succès : la qualité de leur armement, l'endurance de leurs guerriers, l'efficacité de leurs équipes d'éclaireurs et de leur système de renseignement mais aussi leur capacité à mettre en scène la violence et distiller la peur.

Les Mongols terrorisent afin de négocier, le plus souvent possible, une soumission volontaire des populations. Ils cachent leur infériorité numérique en fabriquant des figurines de feutre qu'ils placent sur des chevaux, ils attaquent de préférence la nuit, par surprise, et cherchent toujours à imposer le lieu et l'heure de la bataille ; ils mettent leurs prisonniers en première ligne, commettent des violences ouvertement sur ceux qu'ils capturent ou font courir la rumeur qu'ils le font. Leurs adversaires se sentent démunis devant une manière de combattre qu'ils ne comprennent pas. Cette peur que les Mongols inspirent délibérément permet de saisir, en partie, la fulgurance de leur progression car certaines villes coopèrent par peur des représailles, comme Tabriz ou Novgorod.

Le khan à cheval
Le khan, chevauchant avec les membres de sa garde, est abrité sous un parasol, emblème du pouvoir impérial. A l'avant de la procession un personnage officiel porte à la ceinture un *paiza*, laissez-passer (*albums* Diez, début du XIVe siècle, Staatsbibliothek de Berlin).

Mais ce qui explique leur succès sur le long terme c'est leur capacité à obtenir le soutien et la collaboration de leurs sujets, notamment sédentaires. En effet, les Mongols sont des colonisateurs qui veulent s'imposer dans la durée. Pour cela, ils recrutent dès que possible un personnel local dont ils s'attachent la loyauté par tous les moyens – titres, salaires, chevaux, promotion sociale. Ces administrateurs étant leurs principaux intermédiaires avec les peuples conquis, ils recrutent en priorité ceux qui connaissent à la fois le monde des steppes et celui des villes, ceux qui maîtrisent les langues importantes – le mongol, le turc (ouïgour, kiptchak), le kitan, le persan et le latin – et ceux qui savent compter. Ainsi, c'est tout au long des conquêtes, et non après, que les Mongols réorganisent les administrations locales. Leur régime de domination est en constante évolution et s'adapte aux besoins de leur expansion.

Les secrétariats mobiles

Une des principales tâches des administrateurs est le recensement et le recouvrement des taxes. Les sujets sont répartis en fonction de leur mode de vie : d'un côté, les nomades, qui sont ►►►

DATES CLÉS

1235
Ögödei fait construire Karakorum.

1236
Campagne de l'ouest contre les Kipchak, les Bulgares de la Volga et les princes russes.

1241
Mort d'Ögödei.

1242
Stabilisation de la frontière au niveau du royaume de Hongrie.

1243
Conquête de l'Anatolie seldjoukide.

1251
Möngke élu grand khan. Campagne contre les pouvoirs musulmans de l'Ouest.

1253
Conquête du royaume de Dali (Yunnan).

1258
Prise de Bagdad. Conquête du royaume de Goryeo (Corée).

1259
Mort de Möngke. Conflit pour sa succession.

1264
Kubilaï devient l'unique grand khan après sa victoire contre Arigh-Böke.

1269
Les lignages de Jochi, Djaghataï et Ögödei affirment leur autonomie vis-à-vis des Toluides

1271-1272
Kubilaï fonde le Grand État Yuan et fait de Zhongdu (Pékin), rebaptisée Dadu, sa capitale d'hiver.

1279
Fin de la campagne contre les Song, annexion de la totalité de la Chine.

▸▸▸ intégrés aux armées mongoles, de l'autre, les sédentaires. Le traitement des nomades vaincus est plus violent que celui des sédentaires car il implique l'éclatement des familles, la négation des anciennes solidarités et l'enrôlement forcé dans l'armée. Les villageois et les citadins sont, eux, soumis à une conscription plus limitée et à une taxation adaptée à leurs systèmes de production (en fourrures, argent, soie, grains, etc.).

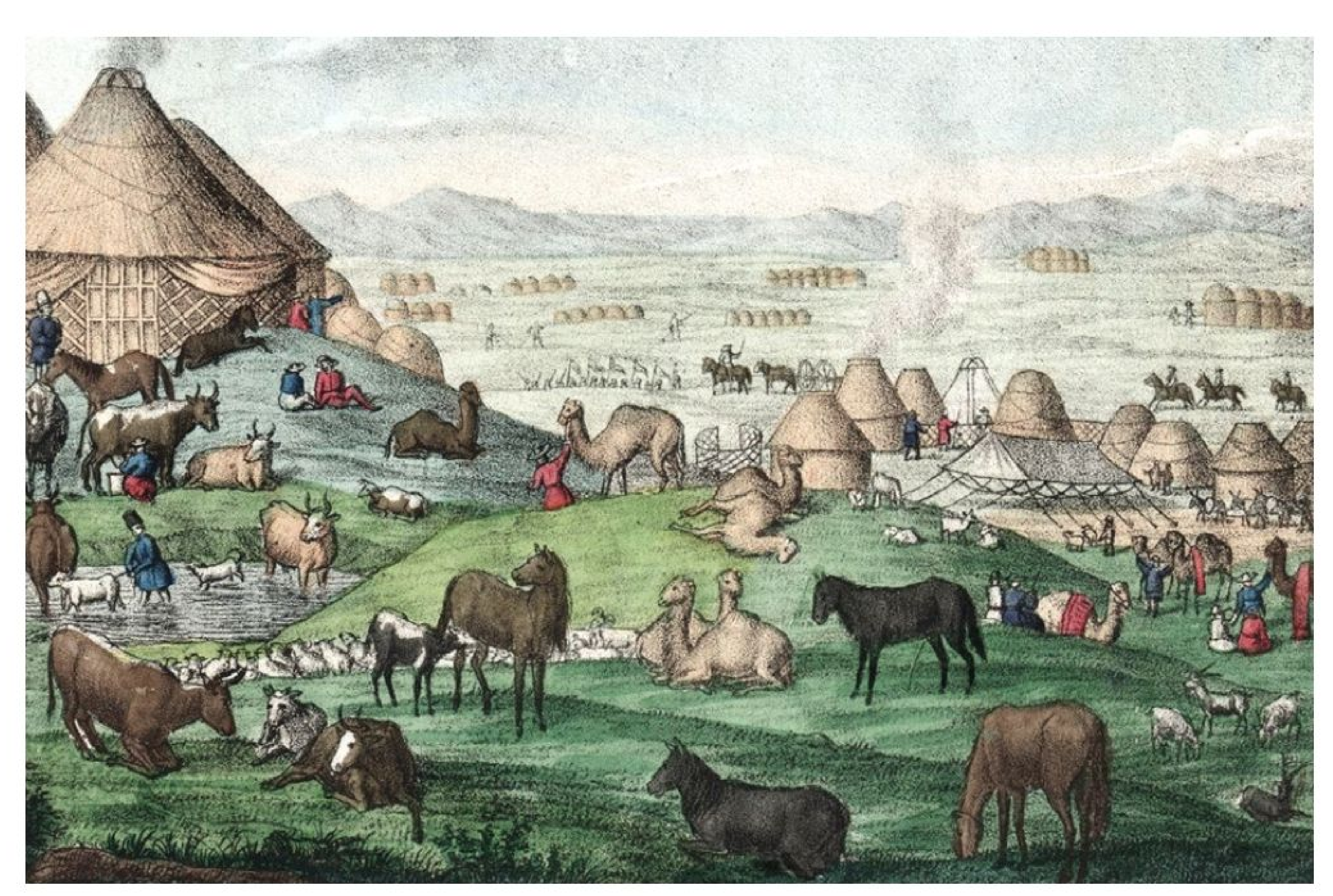
Entre les années 1220 et 1250, les Mongols créent des institutions spécifiques pour gouverner les provinces sédentaires : trois grands « secrétariats mobiles », qui font le lien entre le secrétariat central, initialement en Mongolie, et les administrations locales. Au sud des steppes (en Chine et en Asie centrale) ce dispositif s'avère porteur de grandes transformations car il établit une gouvernance directe des Mongols et remplace les systèmes existants. Au nord de l'empire l'administration mongole demeure indirecte et intermittente. L'agriculture y est plus précaire et moins productive qu'au sud, les populations moins nombreuses et les organisations politiques plus fragmentaires. En conséquence, les Mongols adoptent une autre logistique. L'exemple le plus significatif est celui des principautés russes que les khans gouvernent par l'intermédiaire des élites locales, tout en envoyant ponctuellement des représentants officiels pour recouvrer les taxes.

Monnaie d'or Pièce frappée aux noms de Gengis Khan et du calife abbasside à Ghazni (Afghanistan) en 1221. Quand l'Asie centrale et l'Iran passent sous sa domination, Gengis Khan fait immédiatement frapper des monnaies pour que les taxes soient payées par ses nouveaux sujets.

Le partage hiérarchique

Dès le début des années 1220 Gengis Khan avait assigné des guerriers, des peuples, des territoires et des revenus à chacun des fils qu'il eut avec Börte (Jochi, Djaghataï, Ögödei et Tolui). Au fur et à mesure que l'empire incorpore de nouvelles conquêtes, le fruit des taxes et tributs est réparti entre les membres de sa descendance, les Kiyad-Borjigid (ou le lignage d'or – l'or est le métal et la couleur par excellence du pouvoir), et le personnel impérial en fonction du statut et de l'âge.

Après la mort de leur chef en 1227, les Mongols privilégient cette organisation socio-économique fondée sur un partage hiérarchique. Il en va de même de leurs institutions politiques : en 1229 le successeur de Gengis Khan est élu lors d'une assemblée *(khuriltaï)* qui, pour être valide, requiert la présence de toutes les grandes familles mongoles et des chefs de l'armée. C'est Ögödei qui est désigné pour succéder à son père et prend le titre de grand khan. Le principe est dès lors posé que seul un descendant de Gengis Khan et Börte peut prétendre au



Campement S'il n'existe aucune représentation des hordes de l'Empire mongol, on peut imaginer qu'elles ressemblaient à ce campement du XVIIIe ou XIXe siècle de Kalmuk ou d'Oïrat (Mongols) avec leurs troupeaux de museaux « chauds » (chevaux et ovins) et « froids » (bovins, caprins et chameaux).



1279 : le plus grand empire du monde

Avec l'accession au pouvoir de Möngke, petit-fils de Gengis Khan, les conquêtes reprennent. Bagdad tombe en 1258, mettant un terme au califat abbasside, tandis qu'à l'est les royaumes de Dali (Yunnan) et de Goryeo (Corée) sont conquis par le frère de Möngke, Kubilaï. Celui-ci lui succède et, en 1279, achève la soumission de la Chine méridionale. A la fin du XIIIe siècle sont fixées les limites de l'empire, subdivisé en quatre domaines principaux, chacun régi par un descendant d'un des fils de Gengis Khan et Börte. Jusqu'au XIVe siècle la paix mongole autorise la multiplication des échanges transcontinentaux.

trône, mais le candidat doit aussi emporter l'adhésion de l'ensemble des élites mongoles. Après la mort d'Ögödei et une période de régence sous l'égide de sa veuve, c'est Güyük, leur fils, qui est choisi pour monter sur le trône impérial.

En 1251 Möngke, fils aîné de Tolui, est élu grand khan. Rapidement, les Toluides écartent du pouvoir central les autres branches de la famille. En réaction, chaque lignage se cristallise sur ce qu'il estime être son domaine légitime. Les territoires que Gengis Khan avait attribués de son vivant ne sont pas contestés mais le statut des nouvelles conquêtes, entreprises collectivement, ne fait pas consensus. A la mort de Möngke, en 1259, un conflit éclate ouvertement entre les Mongols. Leur désaccord ne porte pas seulement sur la succession au trône mais sur le partage des revenus impériaux. Pour sortir de cette crise, l'empire se subdivise en plusieurs domaines qui prennent une forme quasi définitive dans les années 1260 : le lignage de Jochi, connu par la suite comme « la Horde d'or », se réserve la Russie et l'Europe orientale, celui de Djaghataï domine l'Asie centrale et celui de Tolui garde la Mongolie et la Chine (créant la dynastie Yuan, 1271-1368), mais aussi les terres du shah du Kharezm, des Abbassides et des Seldjoukides, où prend forme, de l'Indus à l'Anatolie, ce qu'on appelle l'Ilkhanat. Le lignage d'Ögödei, qui a perdu ses droits sous Möngke, se taille un nouveau domaine autour de Talas (ulus de Qaidu) au détriment des Djaghataïdes et des Toluides avec lesquels il reste en compétition.

Malgré les tensions persistantes, cette nouvelle territorialisation va stabiliser les rapports de force entre les descendants de Gengis Khan et reconstituer l'unité politique des Mongols sous un format inédit : les Toluides conservent le titre de grand khan et le prestige du trône mais n'interviennent plus directement dans le gouvernement des autres lignages, qui élisent chacun leur propre khan[1].

Décentralisé, le nouveau régime permet de maintenir la dynamique de l'expansion (les conquêtes mongoles se poursuivent à l'est), et

Les Mongols encouragent la reconstruction des villes et protègent marchands, savants et religieux

d'adapter les administrations locales à l'évolution de l'empire. A la fin du XIIIe siècle ce dernier s'étend sur la majeure partie de l'Eurasie, un immense espace où, après la brutalité des conquêtes, les villes et villages incendiés ou inondés et les déplacements de populations, une nouvelle prospérité se fait jour. Les Mongols encouragent la reconstruction des villes et protègent artisans, marchands, savants et religieux. Les populations sédentaires sont devenues de loin les plus nombreuses, représentant plus de 80 % des habitants de l'empire. Pour les administrer plus efficacement, les cours des khans ▸▸▸

À SAVOIR

Un empire 4 domaines

Horde d'or

Jochi, premier fils de Gengis Khan, conquiert et administre le nord de l'empire ; à sa mort, en 1227, son fils Batu lui succède et inclut au domaine les principautés russes.

« Ulus » (domaine) de Djaghataï

Le lignage de Djaghataï, deuxième fils de Gengis Khan, règne sur l'Asie centrale. Qaidu, descendant d'Ögödei, se taille son propre « sous-domaine » autour de Talas.

« Ulus » (domaine) du Grand Khan

Le trône de Gengis Khan revient d'abord à son fils Ögödei et à son lignage, centré sur la Mongolie et Karakorum. En 1251 il passe dans les mains des descendants de Tolui, un autre fils de Gengis Khan. Sous Kubilaï, qui fonde la dynastie Yuan et prend comme capitale Zhongdu (Pékin), rebaptisée Dadu, le territoire intègre la Chine méridionale.

Ilkhanat

Hülegü, fils de Tolui et frère de Möngke et Kubilaï, est chargé d'achever la conquête du monde musulman. Il se constitue un domaine au sud et à l'ouest de l'empire, ses descendants prennent le titre d'*ilkhan*.

Note

1. En Iran et Azerbaïdjan, le souverain mongol prend le titre d'*ilkhan*, qui signifiait peut-être « vice-grand khan ».

▶▶▶ établissent des contacts réguliers avec leurs sujets sédentaires et la transhumance des nomades renforce les liens entre les steppes du Nord et les régions du Sud – chinoise et moyen-orientale – qui ont la plus forte densité démographique. S'ils investissent dans les constructions urbaines – Karakorum, la première ville fondée par les Mongols *(cf. p. 53)*, Saray (en basse vallée de la Volga), Maragheh (en Iran), Shangdu (en Chine) –, ils maintiennent toutefois leur mode de vie nomade et leurs cours restent mobiles. Contrairement à bien des idées reçues, gouverner une majorité de sujets sédentaires n'implique pas nécessairement de se sédentariser : cette forme particulière de gouvernement, c'est la horde.

Une institution sociale de la steppe

Dans le langage courant, la horde désigne un groupe de personnes ou d'animaux primitifs, sauvages, violents, errants, voire simplement une multitude inorganisée. Associée au mode de vie nomade, elle est considérée par les sédentaires comme une société à part, qui fait obstacle au processus de civilisation ou est antérieure à celui-ci : les nomades sont souvent perçus comme des prédateurs économiques, réfractaires à toute forme de centralisation, de hiérarchie et de discipline. Pourtant, la horde est indissociable du pouvoir des empires nomades, c'est un type de régime politique né bien avant les Mongols mais qu'ils vont porter à un niveau de développement inédit.

Le mot *ordo* est mentionné dans les sources chinoises datant de la dynastie des Han (fondée en 206 av. J.-C.) pour désigner des camps défensifs établis par les Huns et les Donghu, nomades du nord-est de la Chine. Le terme apparaît aussi dans les inscriptions turques de l'Orkhon (VIIIe siècle) pour être utilisé ensuite par les Ouïgours (744-848), qui nommèrent leur première capitale Ordu-Baliq. Souvent associée à la défense du territoire et à l'armée, une horde désignait aussi dans ce cas le camp où se trouvaient les femmes et les enfants du souverain nomade, ou même le lieu où était dressée sa tente de chasse. Sous les Kitan, fondateurs de la dynastie Liao (Xe-XIIe siècle), qui dominèrent les steppes d'Asie orientale et le nord de la Chine, l'*ordo* est attesté à nouveau. La horde émerge ainsi comme une institution sociale de la steppe dont le statut, le fonctionnement et l'organisation interne évoluèrent au gré des empires.

Il faut attendre le XIIIe siècle pour voir le terme apparaître dans les langues européennes, ainsi qu'en persan, en arabe et en russe sous les formes *ordo, orda* et *ordu*. Il est alors directement lié à l'expansion guerrière des Mongols. Sous Gengis

MOT CLÉ

Yourte

Habitat nomade de forme arrondie composé de feutre et d'une armature en bois. La yourte est un modèle réduit du cosmos : à l'intérieur, les circulations, les places et les actes ont un sens et peuvent affecter l'équilibre de l'univers. Au XIIIe-XIVe siècle les Mongols ont une préférence pour les tentes indémontables qu'ils transportent sur des chariots.



Tente Au XIIIe siècle les yourtes sont souvent composées de treillis de bois sur lesquel sont posées des perches encastrées dans une couronne qui forme la toiture. Des piliers soutiennent le sommet de la tente, entourée de feutre, isolant phonique et thermique fait de fibres de laine. Ci-dessus : Hügelü, le petit-fils de Gengis Khan, représenté dans son campement (*Sommes des histoires* de Rashid al-Din, XVe siècle).



Khan et ses descendants le mot se diffuse de Pékin à Venise. Le terme prend un « h » dans les langues européennes à partir du xve siècle. Mais quelles que soient la langue et la graphie, il ne fut pas traduit, comme si aucune organisation sédentaire n'avait rien produit de similaire.

Les Mongols distinguaient les hordes impériales, ces « cours mobiles » menées par les khans et leurs épouses, qui pouvaient rassembler plusieurs milliers de personnes, des dizaines d'autres hordes qui se répartissaient le territoire de l'empire. Ils appelaient *yeke ordo*, « la grande horde », le campement impérial au complet réunissant le khan et les cours de toutes ses femmes et concubines. *Yeke ordo* pouvait aussi désigner le quartier central et protégé qui comprenait les tentes du khan où son administration logeait et officiait. Les hordes des autres chefs nomades, *noyan* mongols ou *beg* turcs, suivaient leurs propres routes migratoires.

Une ville qui marche

Les hordes mongoles n'étaient pas fermées aux visiteurs pacifiques et certains d'entre eux ont laissé des descriptions quasi ethnographiques de *« cet autre monde »*. Dans les années 1230 deux envoyés du royaume des Song du Sud auprès de leurs alliés mongols décrivent les chariots des hordes, se mouvant par rangs de cinq, en longues files, *« comme des colonnes de fourmis »*.

Dans les années 1250 le franciscain Guillaume de Rubrouck, envoyé de Louis IX venu prendre langue avec les Mongols, rapporte : *« Je crus voir s'avancer vers moi une grande cité »*, avec les chariots *« portant leurs maisons »*, *« la quantité de bétail, bœufs et chevaux »* et *« la multitude de moutons »*. Il s'étonne de voir si peu d'hommes, et en particulier d'hommes en armes, tandis que les femmes sont très actives dans le campement – elles sont capables de tenir tous les rôles quand la plupart des hommes sont à la chasse ou en préparatifs de guerre. Presque un siècle plus tard, un même étonnement se dégage du récit du voyageur musulman Ibn Battuta : lors de son séjour à travers les steppes de basse Volga, il croit lui aussi apercevoir *« une grande ville qui se meut avec ses habitants »*.

Ce sont non seulement des familles avec maisons, mobiliers, outils, biens et troupeaux qui se mettent en marche, mais aussi le trésor impérial et toute l'administration : scribes, secrétaires, comptables, artisans graveurs de matrice ou de coins monétaires, peseurs, juristes. Au xve siècle cette institution est encore appelée *ordo bazar*. Il ne s'agit pas d'un marché géant accompagnant la horde, mais d'un espace où interagissent marchands, banquiers, artisans, administrateurs, notaires et écrivains publics. Dans les années 1430, le diplomate espagnol Pero Tafur, en voyage en Crimée, décrit *« Lordo basar »* du descendant de Gengis Khan qui règne sur les steppes de la mer Noire : *« Cet endroit est comme une large cité où ils organisent le* mercado*, comme ils l'appellent, et où le grand cadi est en charge de la surveillance des gens* […]. *Leurs maisons sont mobiles ; certaines sont faites de toile, les autres de baguettes. »*

Dans la steppe, les nomades utilisent divers types de tentes avec une préférence pour les yourtes indémontables posées sur des chariots tirés par des chameaux, des chevaux ou des bœufs. Les Mongols modifient aussi leur environnement naturel en construisant des ponts, en creusant des puits et en aménageant des pistes. Ils adaptent les chariots, dont la taille des roues varie ; celles qui ont le plus grand diamètre leur permettent de traverser de larges cours d'eau.

Ces hordes, immenses masses en mouvement accompagnées par les animaux de bât transportant les coffres et tirant les chariots, suivies par les troupeaux, se déplacent avec les saisons – l'été au nord ou en altitude, l'hiver au sud ou dans les vallées. Les déplacements sont parfois quotidiens et ne suivent pas d'itinéraire strictement préétabli. Les raisons de se mouvoir sont multiples. Les nomades tiennent compte de l'état du sol, du climat, des cycles de gestation des bêtes, mais ils se déplacent aussi en fonction des rassemblements politiques et des festivals, le plus important étant, tous les ans, celui de la lactation des juments et de la production d'*aïrag*[2] aux alentours de ▸▸▸

Administrateur
Un cavalier de l'élite mongole et un administrateur, probablement un musulman du Kharezm. Tel était sans doute Mahmud Yalavach, gouverneur en charge de la création des secrétariats mobiles au xiiie siècle (peinture sur soie, dynastie Yuan, Smithsonian Institution, Washington).

Note
2. L'aïrag est une boisson fermentée à base de lait de jument *(cf. p. 54)*.

DANS LE TEXTE

L'étonnement d'un voyageur vénitien

“Dès que la horde s'installe, les gens défont leurs bagages, et laissent de larges espaces entre les logements. Si c'est en hiver, les animaux sont en tel nombre qu'ils transforment le sol en boue et, si c'est en été, le sol devient poussière *[…]*. Dans cette armée, il y a des artisans tels que des tailleurs, des forgerons et des armuriers, et d'autres travaillant sur tout ce dont ils ont besoin. Et si vous me demandiez si *[ces gens]* voyagent comme les gitans, je vous répondrais par la négative car leurs installations, mis à part qu'elles ne sont pas entourées de murs, ressemblent à de grandes et belles cités.”

D'après Giosafat Barbaro (1413-1494), homme d'affaires et diplomate vénitien voyageant en basse Volga, traduit de l'italien par Marie Favereau.




Passeport
Ces laissez-passer ou passeports *(paiza, gerege)* étaient portés à la ceinture par les fonctionnaires impériaux. Ils permettaient d'accéder au *yam*. Ils portent une inscription (ici en caractères Phags-Pa, une écriture inventée par un lama tibétain au service de Kubilaï) enjoignant d'obéir aux ordres du khan sous peine de mort (XIII[e] siècle, musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg).

▸▸▸ juin. Les hordes ont cependant des territoires délimités, notamment par les fleuves.

La mobilité particulière des nomades intrigue les voyageurs. Pero Tafur note encore : *« Parfois, lorsque le sol est épuisé, ils se déplacent et s'installent en un autre lieu. Quand ils se meuvent, ils mettent leurs affaires dans des chariots et les déchargent toujours dans le même ordre, comme s'il ne leur était pas possible d'en changer. »* Dans les hordes chacun a une place attribuée en fonction de son âge, de son sexe et de son statut social. Un riche Mongol a autant d'épouses et de concubines que ses finances et ses alliances le lui permettent, mais les femmes entre elles respectent une stricte hiérarchie qui se reflète dans l'ordonnancement des tentes. L'épouse principale s'installe la première avec sa suite, ses dames de compagnie et ses serviteurs, ses coffres, chariots et bêtes, par centaines. Une femme de second rang ou une jeune concubine dépend directement de la première épouse.

Le campement est un microcosme social où la préséance est un critère majeur d'organisation ; à la différence d'une ville, sa plastique est souple, ses enceintes mouvantes, son agencement éphémère. Celui-ci change de forme en fonction des saisons, de la guerre ou de la paix, de la chasse,

Le campement est un microcosme social où la préséance est un critère majeur d'organisation

d'un décès ou d'un mariage, de la présence du souverain, d'une manifestation officielle ou du terrain. En période de guerre, c'est l'organisation défensive en forme de cercle qui prévaut, tandis qu'en temps de paix c'est un déploiement linéaire avec les tentes du khan au centre, les autres s'installant au nord et au sud.

Dès le vivant de Gengis Khan, les membres influents de son lignage reçoivent les meilleures aires de pâturage attribuées nominalement. Une territorialité suscita des frictions, en particulier dans le Caucase et le bassin du Tarim, mais, à l'origine, seul un successeur de Gengis Khan avait assez d'autorité pour changer les aires de nomadisme.

Les nomades étaient conscients des dangers provoqués par l'élevage intensif et développèrent des stratégies pour préserver les cheptels et les sols. Ils se déplaçaient très souvent pour ne pas épuiser les ressources naturelles, pratiquaient l'élevage de troupeaux mixtes, mêlant bœufs, moutons, chèvres, chevaux, chameaux et, dans certains cas, cochons. Enfin, ils développèrent des camps satellites qui étaient rattachés à une horde mais se déplaçaient à un autre rythme. Cela permettait d'éloigner, pour des raisons à la fois sanitaires, écologiques et économiques les membres fragiles des troupeaux comme les femelles et leurs petits, mais aussi les oiseaux de proie et les félins, élevés en très grand nombre pour la chasse et réservés aux khans.

Commerce de luxe

Les hordes suscitèrent la création de plaques tournantes commerciales en plein cœur des steppes. Ces stations saisonnières, comme Karakorum ou Saray, devinrent progressivement permanentes et une population croissante de marchands, de religieux et d'artisans s'y installait, attendant le retour des nomades.

Les élites mongoles, riches depuis les conquêtes, étaient intéressées par les objets de luxe et les tissus précieux, qu'elles redistribuaient à leurs gens ou au sein de leur cercle de connaissances. Temporairement, elles thésaurisaient ; et quantité de biens étaient transportés au fil des pérégrinations saisonnières. Plusieurs témoins rapportent qu'une femme de l'élite faisait suivre dans ses déplacements jusqu'à 200 coffres harnachés sur des chameaux. Les Mongols savaient attirer les marchands et proposaient d'avantageuses conditions d'échange : leurs infrastructures comprenaient caravansérails et quartiers protégés pour les étrangers, les khans imposaient des taxes peu élevées pour ne pas freiner les échanges, remboursaient les dettes impayées et les frais de voyage à ceux qui faisaient affaire avec eux. Pendant plus d'un siècle ils furent les maîtres dans une grande partie de l'Eurasie. Leur système était suffisamment rigoureux, efficace et inventif pour susciter la confiance des marchands et des banquiers, notamment génois, vénitiens, pisans et florentins.

Pour communiquer entre eux, les Mongols développèrent le *yam*, un réseau de poste et de ravitaillement dont les stations jalonnaient la steppe tous les 30-35 km. Ce réseau était constitué de plusieurs itinéraires et certaines portions étaient tenues secrètes car réservées aux messagers impériaux. Les étrangers n'avaient pas accès au *yam*, à l'exception des marchands travaillant pour les Mongols et des diplomates. On sait par exemple que Guillaume de Rubrouck put emprunter un des itinéraires du *yam* grâce à l'intervention d'un chef mongol qui le guida d'une station à l'autre jusqu'à Karakorum.

Les nomades articulèrent étroitement mobilité et pouvoir. En investissant dans la construction d'installations permanentes, religieuses et commerciales, en changeant leurs routes migratoires, en connectant des lieux à travers le *yam*, en assemblant ou dispersant les hordes, les Mongols modifiaient leurs territoires (ils créaient de la distance ou de la proximité). Cette gestion très élaborée de l'espace fut un des modes de domination les plus créatifs de la horde. ■

MOT CLÉ

« Yam »
Réseau de relais de poste et de ravitaillement des villes et des garnisons de l'Empire mongol. Il permet à des cavaliers de porter rapidement des messages d'une horde à l'autre, ainsi qu'aux élites mongoles, aux diplomates et aux marchands officiels de voyager en toute sécurité. Seuls les détenteurs de sauf-conduits ou passeports (*paiza* ou *gerege*) y ont accès.

Karakorum

Pourquoi une ville ?

L'empereur y résidait un mois par an. Karakorum regroupait alors toutes les fonctions urbaines d'une capitale d'empire. La ville, néanmoins, demeura toujours un corps étranger dans la steppe.

Entretien avec Jan Bemmann



Tortue
Ci-contre : l'une des quatre tortues de pierre *(Bixi)* qui déterminaient les limites de l'ancienne capitale. Ci-dessus : un bracelet en or du XIVe siècle retrouvé en 2001 lors des fouilles du quartier des artisans (musée de Karakorum).

Située sur la rive droite du fleuve Orkhon au pied des monts Khangaï, Karakorum fut l'un des sièges du pouvoir des Mongols. Depuis les travaux du grand sinologue français Paul Pelliot il y a une centaine d'années, les historiens débattent de sa date de fondation.

Des sources chinoises et persanes indépendantes sont catégoriques : c'est Ögödei Khan qui a fait construire la ville, ses remparts et son somptueux palais en 1235 et fait venir pour cela 1 500 ouvriers et artisans depuis la Chine. Mais c'est Gengis Khan qui est qualifié de père fondateur, sur l'inscription d'une stèle sino-mongole de 1346 ou dans des textes relatant des événements antérieurs. Comme on trouve aussi bien 1219 que 1220 dans différentes sources et que Gengis Khan dirige la campagne de Transoxiane et du Khorassan en 1220, le spécialiste en études est-asiatiques Nicola Di Cosmo retient la date de 1219. La stratigraphie complexe de l'implantation de Karakorum, analysée par l'archéologue Susanne Reichert il y a peu, indique que les premiers travaux de construction à côté de la route principale remontent aux années 1230. La recherche récente lève ainsi cette controverse apparente en considérant qu'il y a eu deux fondations. Gengis Khan a choisi le site pour y établir un campement impérial *(ordo)* et il a laissé à Ögödei le soin d'y édifier une ville afin de consolider l'empire.



L'AUTEUR
Archéologue, professeur à l'université de Bonn, Jan Bemmann a notamment publié* Steppenkrieger. Reiternomaden des 7.-14. Jahrhunderts aus der Mongolei *(Primus Verlag, 2012).

Ögödei a en effet saisi l'intérêt d'un lieu habité en permanence pour y installer son ►►►

▶▶▶ administration, le trésor impérial et des compétences étrangères, mais aussi d'une architecture distinctive pour accueillir hôtes et émissaires. L'Orkhon voisin assurait un approvisionnement en eau douce tout au long de l'année, et la région était connue pour ses sols fertiles. La vallée de l'Orkhon n'a pas été choisie par hasard : elle était autrefois l'épicentre des empires göktürk et ouïgour, dans les montagnes de l'Ötükän, qui promettaient prospérité à leurs occupants. Le lieu avait un pouvoir de légitimation pour les autorités régnantes. Cependant, la cour du khan demeurait itinérante, et ne résidait dans la capitale qu'entre le 21 mars et le 21 avril, la quittait pour une résidence plus au nord, puis revenait à Karakorum début juin. L'empereur passait ensuite quelques jours dans son palais, puis rejoignait une station dans la montagne, probablement pour échapper à la chaleur de l'été.

Karakorum a été érigée *ex nihilo* sur un site vierge. En termes d'urbanisme, la ville tient plus de Brasilia que de Paris. S'il existait une grande diversité de sites en Mongolie où l'on trouve une architecture permanente (des résidences, des villages consacrés à la production manufacturière, des lieux de culte comme des temples bouddhiques), une seule autre ville, Khar Khul Khaany Balgas, à 180 km au nord-ouest de la capitale, avait une configuration similaire. Mais elle était beaucoup plus petite, dépourvue d'enceinte. Autrement dit, l'architecture de Karakorum n'avait pas d'équivalent 1 000 kilomètres à la ronde.

Cette création était une démonstration évidente de puissance : elle se devait d'être un lieu d'exception avec ses édifices emblématiques visibles de loin dans la steppe, où aucun arbre ne fait écran. Le somptueux palais du khan se dressait ainsi, isolé, à l'extrémité sud de la ville, à l'intérieur d'une muraille dont l'épaisseur atteignait les 8 mètres. Au sein de cette enceinte palatiale était installée la yourte impériale. Les autres habitations se trouvaient au nord. La charge symbolique de cette configuration se retrouve dans l'orientation nord-sud des sépultures : les morts regardent toujours vers le sud.

La ville même (135 hectares) était entourée par un mur, qui n'avait pourtant pas de fonction défensive, mais semble souligner la volonté du souverain de marquer sa propriété. A l'extrémité sud-ouest s'élevait l'édifice le plus imposant de la ville après le palais, un pavillon, dont une stèle se tenant autrefois devant le bâtiment indique qu'il mesurait près de 90 mètres de haut. La densité des habitations *intra-muros* était variable, certains endroits n'étaient pas construits.

Les photographies aériennes et les sondages révèlent différents tracés au sol. D'abord, il y a des structures entourées par un petit mur carré, avec en leur centre un socle, qui soutenait en général un édifice de style chinois, en bois avec un toit habillé de tuiles en terre cuite. On suppose que ces édifices étaient destinés aux élites et aux dignitaires de l'empire. Ensuite, on trouve des restes de maisons en briques de terre sèche. Elles laissent un tas de gravats sensiblement plus important en se désagrégeant. Plusieurs grosses artères, pavées à l'instar des routes romaines, et un réseau de rues secondaires s'entrecoupaient. Elles se rejoignaient au niveau des principales portes d'entrée de la ville, puis s'éloignaient à nouveau les unes des autres. Au nord de l'enceinte, on trouve notamment un grand cimetière musulman. De nombreux bâtiments ont aussi été construits le long des routes conduisant, à l'est et au sud-est, à la Chine.

Qui habitait la capitale ? Un observateur moderne parlerait volontiers de Karakorum comme d'un melting-pot, d'une cité cosmopolite, en raison des origines très diverses de sa population. Ce serait toutefois ignorer que la plupart des habitants de la ville (une dizaine de milliers peut-être) avaient été conduits de force dans la steppe mongole. Au cours de leurs campagnes, les Mongols ont recruté à tour de bras des artisans, qu'ils transféraient dans la capitale. Lors de la première phase d'expansion, ils ont recruté dans les régions voisines de Mandchourie et du Xinjiang puis en Asie centrale, en Perse et en Europe. Certains ont fait carrière et ont accédé à des postes élevés dans l'administration ou l'armée.



ADOC-PHOTOS

La fontaine argentée de Boucher

Cette gravure, tirée d'un livre imprimé en 1634 ou 1735, a été réalisée d'après la description de la cour du khan que le franciscain Guillaume de Rubrouck visita en 1254 : dans le palais, le Français Boucher avait construit une fontaine argentée en forme d'arbre, composée de quatre lions en argent, surmontés par quatre serpents dorés versant chacun un nectar différent : du vin, du lait de jument, une boisson au miel et de la cervoise de riz.

MOT CLÉ

Aïrag ou kumis

Le lait de jument fermenté est une boisson produite au printemps et en été. Symbole de fertilité et de vitalité, excellente pour la santé, elle permet aussi d'équilibrer le régime alimentaire très carné des Mongols. A la cour du khan l'*aïrag* coule à flot et les visiteurs de marque se voient offrir des litres de ce breuvage lors de somptueux banquets.

Le destin de Guillaume Boucher a particulièrement retenu l'attention des Européens. Orfèvre à Paris, il a été capturé près de Belgrade et conduit à Karakorum. Son œuvre la plus célèbre, un distributeur de boissons en forme d'arbre, a été réalisée pour le palais du khan. Guillaume de Rubrouck, émissaire de Louis IX arrivé à Karakorum en 1254, livre un récit détaillé du sort réservé à Boucher et de ses conditions de vie. Rubrouck évoque également un quartier chinois et un quartier musulman. Les Chinois, nous apprend-il, étaient presque tous artisans, les musulmans, commerçants au long cours. Outre l'imposant temple bouddhique, la ville possédait deux mosquées et un lieu de culte pour les nestoriens.

500 chariots de nourriture chaque jour

La ville a fait un usage intensif de son environnement immédiat, surtout au moment de sa construction. Les carrières de la vallée de l'Orkhon, où travaillaient des ouvriers chinois, fournissaient le granite et les pièces d'ardoise ; les tuiles pour les toits et les sols ou les diverses pièces pour orner les édifices sortaient de batteries de fours disposés le long de la rivière. Les monts Khangaï étaient quant à eux riches en bois de construction et de chauffe.

Karakorum était le premier centre de production pour les fournitures militaires et les biens de prestige ; elle drainait un commerce sur de longues distances et attirait des ambassadeurs venus de tout l'empire et d'ailleurs. Les preuves archéologiques d'activités manufacturières, commerciales et religieuses sont légion. Les tablettes écrites à l'encre sont quant à elles vraisemblablement liées aux activités administratives.

La Mongolie fournissait généralement à la ville des denrées animales en abondance aussi bien pour la production (laine, peaux, os, cuir, etc.) que pour l'alimentation. La disponibilité en grains constituait en revanche un point faible : mauvaises récoltes et famines se sont produites à cause des conditions climatiques difficiles. La Chine compensait. Sous le règne d'Ögödei Khan, on rapporte que 500 chariots, chacun tiré par 6 bœufs et rempli de nourriture, approvisionnaient la ville quotidiennement. Cet exemple montre que la ville avait un accès quasi illimité aux ressources.

Un trésor bien rempli permettait de payer le prix fort. Les grandes routes terrestres, *via* le système de communication du *yam* (*cf. p. 52*), reliaient Karakorum aux marches de l'empire et au-delà en garantissant sécurité et rapidité aux transports. Le célèbre réseau de relais ne servait pas uniquement à l'approvisionnement mais aussi aux émissaires et aux marchands.

La question de la relation entre les pasteurs nomades et la ville fait débat. Les sources écrites n'évoquent pas de nomades dans les villes ; leur sédentarisation, apparemment, n'a pas été prévue. A l'exception de la cour et de la garde impériale (*keshig*), aucun Mongol n'habitait en ville. A mon sens, deux systèmes économiques à peine connectés existaient en parallèle. D'un côté, il y avait les pasteurs nomades, qui achetaient quelques produits comme la soie et la porcelaine de Chine, mais qui ne dépendaient pas des villes pour leur survie. De l'autre, il y avait le système économique impérial qui concernait la cour, l'armée et l'administration. Guillaume de Rubrouck rapporte que les nomades vendaient leurs produits aux portes de Karakorum, et non dans la ville.

Les sources écrites n'évoquent pas de nomades dans les villes ; leur sédentarisation n'a pas été prévue

Karakorum n'était cependant pas simplement une résidence avec zone de production adjointe ; elle est demeurée capitale de l'Empire mongol unifié, le *Yeke Mongol Ulus*, aussi longtemps que celui-ci a existé. Kubilaï, le petit-fils de Gengis Khan, transféra dès son avènement en 1260 la capitale à Pékin, mais, un siècle plus tard, quand la dynastie mongole fut expulsée de Chine, Karakorum redevint un camp de base important de la cour, sans toutefois retrouver son statut de capitale. On sait par la suite que la ville accueillait une garnison militaire au XIVe siècle puis qu'elle fut peu à peu abandonnée.

Aucun trait spécifique ne permet de différencier les villes des steppes de celles nées dans des sociétés sédentaires et agraires : elles remplissent tous les critères et les fonctions qu'on utilise pour définir les autres villes dans le monde. Karakorum, comme les établissements urbains qui l'ont précédée dans la steppe mongole, procède d'une impulsion et d'une nécessité politiques. Elle périclite lorsque les institutions qui la sous-tendaient se désagrègent. Il n'y a pas de processus d'urbanisation dans la steppe. Les villes, peuplées par une majorité d'étrangers probablement, demeurent un corps étranger. Mais ce phénomène n'est pas propre à la Mongolie, on le retrouve aussi en Amérique du Sud par exemple et dans bien des régions islamiques. ■

(Propos recueillis et traduits par Lucas Chabalier.)

DANS LE TEXTE

Des musulmans et des Chinois

“Il y a là deux quartiers : celui des sarrasins où sont les marchés *[...]* ; l'autre quartier est celui des habitants du Catay *[Chine]*, qui sont tous des artisans. En dehors de ces quartiers, il y a des grands palais qui sont destinés aux secrétaires de la cour. Il y a douze temples d'idolâtres de diverses nations, deux mosquées où est proclamée la loi de Mahomet, et une église de chrétiens *[nestoriens]* à l'extrémité de la ville.”

G. de Rubrouck, *Voyage dans l'Empire mongol, 1253-1255,* traduit, annoté et commenté par Claire et René Kappler, Payot, « PBP », 2019, p. 237.

Un empereur chinois ?

L'histoire du grand conquérant mongol est étroitement surveillée par le régime chinois. Une suspicion qui tient autant à la conquête de la Chine par les Mongols au XIIIe siècle qu'à la situation des minorités nationales dans la République populaire de Chine.

Entretien avec Timothy Brook



Un mausolée en Chine Depuis le XVIe siècle, une croyance locale prétend que Gengis Khan serait mort dans d'Ordos, en Mongolie-Intérieure. Entre 1954 et 1956 le pouvoir communiste chinois a construit sur ce lieu de culte un immense mausolée qui abrite les cercueils vides du conquérant et de son épouse et des objets qui lui auraient appartenu (dont son arc et ses flèches).

En octobre 2020 le directeur du musée d'Histoire de Nantes Bertrand Guillet annonçait le report en 2023 de l'exposition qui devait y être consacrée à Gengis Khan prévue au premier semestre 2021, en partenariat avec le musée de Mongolie-Intérieure à Hohhot qui devait prêter les œuvres présentées. En cause, la *« censure des autorités chinoises »* : interdiction des termes « Gengis Khan » ou « mongol », contrôle des pièces exposées et proposition d'un nouveau synopsis écrit par le Bureau du patrimoine de Pékin visant selon Bertrand Guillet *« à faire disparaître totalement l'histoire et la culture mongoles au bénéfice d'un nouveau récit national » (cf. p. 58)*.

Cette pression politique est symptomatique de la place dévolue à l'histoire, depuis 1949, dans la Chine communiste : l'histoire a vocation à légitimer l'existence de la République populaire de Chine (RPC). C'est cette perspective téléologique qui oriente le récit historique officiel. La comparaison avec le passé sert notamment à souligner la capacité du régime communiste à améliorer le niveau de vie, à réduire les inégalités entre les sexes, et à conforter surtout le statut de la Chine dans le monde : le « siècle de l'humiliation[1] » qui aurait précédé la victoire communiste de 1949 – marqué par les agressions occidentales depuis les guerres de l'opium, la défaite humiliante face au Japon et la guerre civile – offre ainsi un repoussoir des plus utiles pour faire ressortir les mérites du régime communiste. Mais le récit historique officiel ne se limite pas à l'histoire récente, et remonte au contraire de plus en plus loin dans le passé : le Parti n'hésite pas aujourd'hui à se réclamer d'une histoire chinoise ininterrompue de 5 000 ans. Peu importe que cette continuité soit largement fantasmée, et que ces « 5 000 ans d'histoire » tiennent plus du slogan politique qu'ils ne reflètent les résultats de la recherche : la RPC veut pouvoir se présenter comme l'aboutissement logique de l'histoire chinoise, et la concrétisation des ambitions qui l'ont animée.

Consolider l'État

Pour le président Xi Jinping l'enjeu véritable de ce récit officiel est bien sûr de consolider l'État. Or, à ses yeux, l'un des principaux dangers pour l'État chinois, ce sont maintenant les minorités nationales du pays, et trois d'entre elles surtout : les Tibétains, les Ouïgours et les Mongols. Ces trois peuples ont leur langue, leur culture, leur histoire, distinctes de la langue, de la culture et de l'histoire chinoises ; leur présence au sein de l'Empire chinois est le résultat d'un processus colonial relativement récent, celui des conquêtes menées par l'empire des Qing au XVIIe-XVIIIe siècle ; mais, pour le régime communiste, ce sont des Chinois, et il est donc inconcevable de leur laisser développer un discours historique propre, à même de conforter leurs rêves d'indépendance. Cette question brûlante, le régime communiste s'y est retrouvé confronté dès son arrivée au pouvoir. Au Tibet comme en Mongolie, la chute de l'empire en 1912 et les difficultés du régime républicain à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire avaient favorisé les ambitions autonomistes. En 1912 le Tibet, qui dès 1910 avait entamé un rapprochement stratégique avec l'Inde britannique, proclamait son indépendance ; de même que la Mongolie-Extérieure, passée rapidement sous protection russe. En 1945, à la faveur de la conquête puis de la déroute japonaises, la Mongolie-Intérieure – qui constitue aujourd'hui une province chinoise – vivait à son tour deux mois d'indépendance, avant qu'un fonctionnaire du Parti communiste, Ulanhu, vienne dissoudre le régime et proclamer le rattachement à la Chine – sa famille, depuis, n'a cessé d'occuper le poste de gouverneur de la région. Quant au Tibet, dès 1950, le régime communiste nouvellement installé partait le reconquérir et, malgré les protestations de la communauté internationale, il n'a pas depuis retrouvé l'indépendance.

Dans ce contexte, il était crucial pour le régime d'insister sur l'histoire partagée qui inclurait de plein droit ces peuples dans l'histoire chinoise – et les placerait donc sous l'autorité légitime de l'État chinois. C'est cet enjeu qui anime la rhétorique des 56 nationalités chinoises (les Han et ▶▶▶

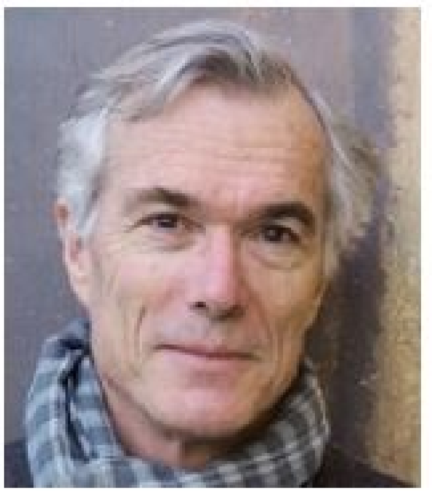
À SAVOIR

La Mongolie-Intérieure sous surveillance

Le territoire mongol fut peu à peu conquis aux XVIIe et XVIIIe siècles par la dynastie chinoise Qing. A la chute de l'empire Qing, en 1912, une partie de la Mongolie devint indépendante, tandis qu'une autre partie, appelée la Mongolie-Intérieure, demeura dans le giron de la nouvelle République de Chine. Brièvement indépendante lors de l'invasion de la Chine par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, la Mongolie-Intérieure est, depuis 1949, une région autonome de la République populaire de Chine (RPC). Près de 6 millions de Mongols y vivent aujourd'hui (contre environ 3,2 millions en Mongolie et environ 700 000 en Russie). En Chine, les Mongols ont été pour la plupart contraints de se sédentariser.

RUSSIE
Oulan-Bator
MONGOLIE
Xinjiang
Ouïgours
Hohhot
Mongolie-Intérieure
Pékin
Ordos
Xizang (Tibet)
CHINE
Guangxi
Empire Qing (1644-1912)
Chine en 2021
Région autonome chinoise
1000 km
Légendes Cartographie

Par ailleurs, au même titre que les Tibétains et les Ouïgours du Xinjiang, les Mongols sont hautement surveillés par le régime chinois. Ainsi, dans le cadre de la politique d'assimilation forcée qui a cours, depuis septembre 2020, le gouvernement de Xi Jinping a annoncé vouloir imposer le mandarin dans les cursus scolaires.



L'AUTEUR
Professeur à l'université de Colombie-Britannique, à Vancouver, Timothy Brook a récemment publié **Le Léopard de Kubilai Khan. Une histoire mondiale de la Chine** *(Payot, 2019).*

Note
1. Cf. « Les guerres de l'opium », dossier, *L'Histoire* n° 467, janvier 2020, pp. 28-53.

▸▸▸ 55 nationalités minoritaires), laquelle ne fait d'ailleurs que prolonger le discours nationaliste du régime républicain : dès les années 1910, Sun Yat-sen insistait sur les cinq peuples (Han, Mandchous, Mongols, Hui et Tibétains) qui formaient la nation chinoise, et dont le drapeau de la République chinoise symbolisait l'union.

C'est ce même enjeu qui explique, aussi, le statut accordé à Gengis Khan. Sa vénération par les Mongols comme la plus importante figure de leur histoire nationale représente un véritable danger pour le régime. Quand bien même ses armées ont conquis Pékin (Zhongdu) en 1215, Gengis Khan n'a jamais vécu en Chine ni parlé chinois. Pourtant les Chinois veulent l'assimiler à tout prix à leur histoire. Puisque les Mongols le reconnaissent pour ancêtre, et que l'histoire des Mongols doit conforter leur intégration à la nation chinoise, il importe ainsi d'incorporer leur héros national à l'histoire chinoise : dans le récit officiel du Parti communiste, Gengis Khan n'est pas mongol, c'est un empereur chinois.

Cette colonisation de l'histoire de Gengis Khan est flagrante dès un poème écrit en 1936 par Mao Zedong *Neige*, où le conquérant mongol est inclus dans une succession d'empereurs chinois : « *Dommage que l'empereur des Qin et le conquérant des Han/ N'aient pas brillé par leur culture ;/ Que l'ancêtre des Tang et le fondateur des Song/ Aient quelque peu manqué de talents poétiques ;/*

Dans le récit officiel du Parti communiste, Gengis Khan n'est pas mongol, c'est un empereur chinois

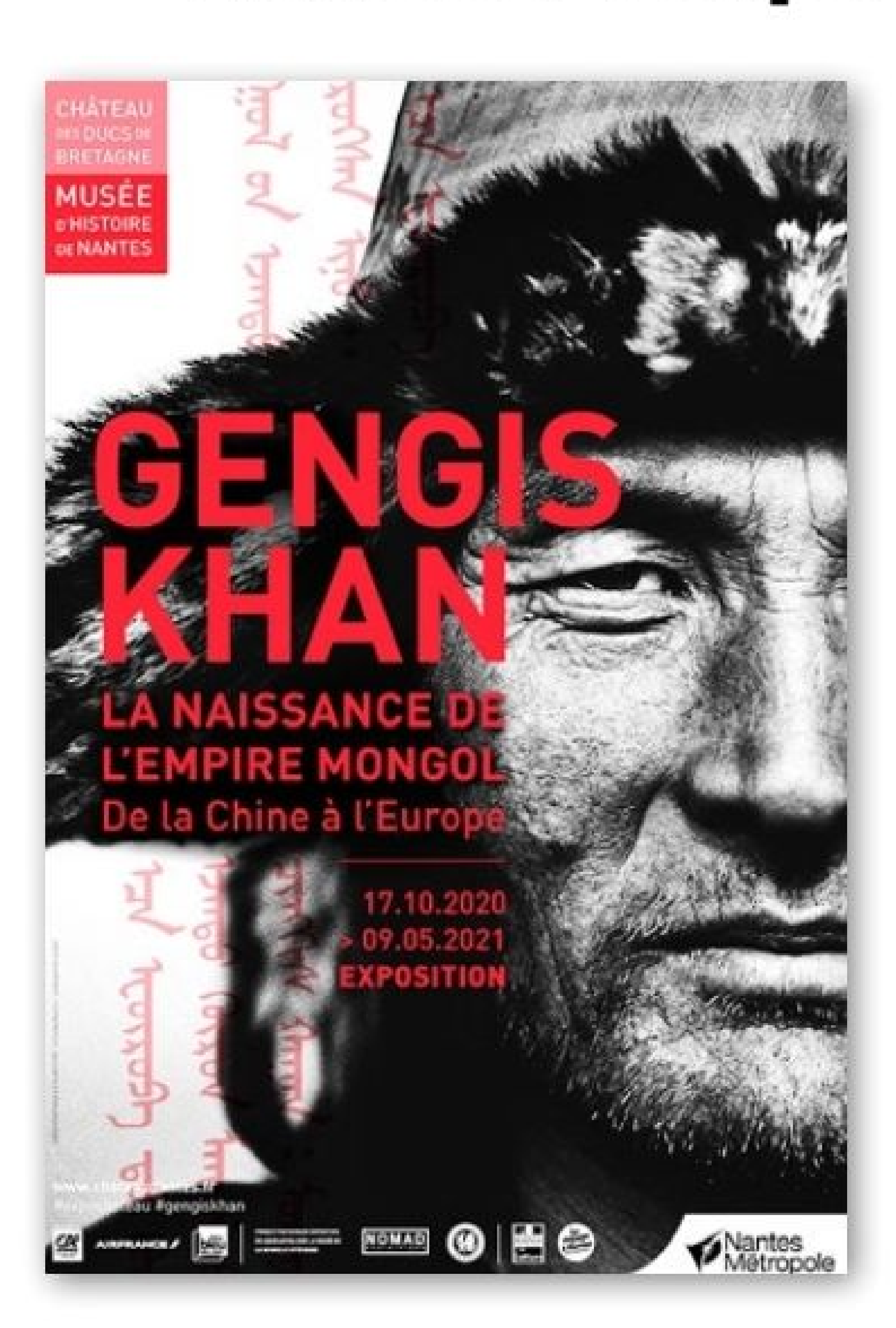
Et qu'en son temps, béni par le Ciel, Gengis Khan/ N'ait su que bander son arc et tirer le grand aigle royal./ Mais tout cela est du passé./ Pour dénombrer les grands hommes,/ Tournons plutôt notre regard vers le présent. »

Cette incorporation de l'Empire mongol à l'histoire chinoise est d'autant plus commode qu'elle permet d'éluder une question des plus

Nantes : l'exposition censurée



Bertrand Guillet
Directeur du château des ducs de Bretagne-musée d'Histoire de Nantes où devait avoir lieu en 2020-2021 l'exposition sur Gengis Khan (affiche, ci-contre).



OLIVER LANRIVAIN/PHOTOPQR/PRESSE OCÉAN/MAXPPP

Le plus étonnant, dans cette affaire, ce sont la nouveauté et le caractère soudain de la censure exercée par les autorités chinoises. Le point de départ de l'exposition que nous avions organisée à Nantes était une première exposition organisée en 2017 au Musée national militaire des Pays-Bas (Soest) avec, déjà, la participation du musée de Hohhot, en Mongolie-Intérieure. Aucun problème alors, ni pour nommer Gengis Khan ni pour assumer de mettre en scène une histoire mongole. Je n'ai d'ailleurs jamais rencontré la moindre difficulté du côté du musée de Hohhot, pas même lorsque je proposai de compléter son fonds par d'autres pièces, tirées des collections des musées Guimet, de Sèvres, des Archives nationales et du Louvre, pour atténuer un certain tropisme chinois que j'avais déploré dans la première exposition. Les choses ne se sont compliquées que lorsqu'il a fallu obtenir pour les œuvres un visa de sortie du territoire chinois, délivré par le Bureau du patrimoine de Pékin. Tout est allé très vite : dans une série d'échanges indirects, *via* le musée de Hohhot, on m'a successivement demandé de renoncer au nom de « Gengis Khan » dans le titre, puis à l'emploi des termes « empire », « mongol », « Golden Family » et « dynastie Yuan » dans l'exposition, avant de m'imposer un nouveau synopsis, au titre irréel de « Convergence, apprentissage mutuel et intégration dans les plaines du nord de la Chine depuis le XIIe siècle ». Plus un mot sur la culture ni sur les conquêtes mongoles : rien que l'histoire de l'intégration progressive de populations périphériques à la civilisation chinoise. Sans pour autant que le choix des objets – mis à part ceux figurant Gengis Khan – ait été modifié !

Notre refus d'accepter ce tour de force a eu aussitôt un écho médiatique, scientifique et politique en France, mais également diplomatique : nous avons appris fin mars 2020 que la Mongolie-Extérieure soutiendra officiellement la nouvelle mouture de notre exposition, qui doit être lancée en 2023. Fondée cette fois sur des objets de Mongolie, de France et d'autres pays européens, l'exposition (dont Marie Favereau sera la commissaire scientifique et dont Timothy Brook a intégré le comité scientifique) ne fera pas l'impasse sur les enjeux contemporains qui entourent aujourd'hui la mémoire de Gengis Khan en Chine, en Russie mais aussi en Turquie, les trois puissances intégrant le passé mongol à leur récit national, au point qu'il devient de plus en plus difficile pour la Mongolie de faire entendre sa voix dans cette lutte des mémoires. »

Bertrand Guillet, *propos recueillis par Clément Fabre*

embarrassantes pour le récit national chinois : l'héritage de la période de domination mongole sur la Chine. Au XIIIe siècle le petit-fils de Gengis Khan Kubilaï Khan conquiert toute la Chine et y installe la dynastie des Yuan, qui domine le pays pendant un siècle, de 1271 à 1368. Cette dynastie, le récit officiel en reconnaît bien sûr l'existence : elle participe de cette histoire partagée qui fonde aujourd'hui l'évidence de l'appartenance des Mongols à la nation chinoise. Mais suivant ce récit historique officiel, les nationalités minoritaires sont censées être venues se couler dans le moule de l'Empire chinois : elles ont contribué à l'histoire chinoise, mais ce ne sont pas elles qui l'ont façonnée.

Or ce que montrent les travaux sur la dynastie des Yuan, c'est à quel point elle a constitué un tournant déterminant dans l'histoire impériale chinoise. C'est sous les Yuan seulement que s'impose le corpus des « Quatre Livres » qui, avec les « Cinq Classiques », servent dès lors de base à l'enseignement et au recrutement des fonctionnaires (*Les Entretiens* de Confucius, le *Mengzi*, *La Grande Étude* et *L'Invariable Milieu*). Le statut des fonctionnaires, également, est profondément transformé : alors qu'ils jouaient auparavant un rôle de conseiller auprès des dirigeants, qu'ils étaient choisis pour leur sagesse et leur érudition, et disposaient d'une véritable liberté intellectuelle, ils tendent à devenir de simples exécutants, dépendant plus étroitement du trône, et la RPC poursuit cette tradition de contrôle étroit sur ses fonctionnaires.

Conception universelle du pouvoir

Plus déterminant encore, c'est sa conception même du pouvoir que la Chine contemporaine doit à l'influence mongole. J'ai choisi l'expression de « Grand État » pour désigner cette conception du pouvoir que l'Empire mongol diffuse à partir du XIIIe siècle dans l'ensemble de l'Asie. C'est au départ la traduction du *Yeke Ulus* des Mongols, mais on retrouve symptomatiquement des expressions similaires dans d'autres langues asiatiques, et notamment *Da Guo* en chinois : les Yuan sont ainsi les premiers à se désigner comme *Da Yuan*, « le Grand État Yuan », et les dynasties suivantes ne manquent pas de se faire appeler *Da Ming* puis *Da Qing*. Au cœur du Grand État, l'idée de pouvoir absolu, universel : le Grand État a vocation à s'étendre sans limite sur les territoires avoisinants, et son dirigeant à recevoir l'allégeance des puissants du monde entier. C'est ironiquement cette conception universelle du pouvoir, héritée des Mongols, qui détermine au XVIIe-XVIIIe siècle la conquête par les Qing des actuelles Mongolie-Intérieure et Mongolie-Extérieure. C'est elle qui, aujourd'hui encore, détermine les ambitions hégémoniques de la Chine dans le monde, ainsi que son refus de laisser ses minorités nationales s'émanciper du Grand État chinois. ■

(Propos recueillis et traduits par Clément Fabre.)

POUR EN SAVOIR PLUS

Gengis Khan

M. Biran, *Chinggis Khan*, Oxford, Oneworld, 2007.

M.-D. Even, *La Mongolie de Gengis Khan*, Les Belles Lettres, 2014.

M. Hoàng, *Gengis Khan*. Fayard, 1988.

J. Man, *Genghis Khan, Life, Death, and Resurrection*, Londres, Bantam Books, 2005.

P. Ratchnevsky, *Genghis Khan. His Life and Legacy*, Oxford-Cambridge (Mass.), Blackwell, 1991.

J. Weatherford, *Genghis Khan and the Making of the Modern World*, New York, Crown, 2005.

L'Empire mongol et son héritage

C. P. Atwood, *Encyclopedia of Mongolia and the Mongol Empire*, New York, Facts on File, 2004.

J. Bemmann *et al.* (dir.), *Mongolian-German Karakorum Expedition.* V. I. *Excavations in the Craftsmen Quarter at the Main Road*, Wiesbaden, Reichert, 2010 ; avec S. Reichert, « Karakorum, the first capital of the mongol world empire: an imperial city in a non-urban society », *Asian Archaeology*, 4/2, mars 2021,, pp. 121-143.

M. Biran, J. Brack, F. Fiaschetti (dir.), *Along the Silk Roads in Mongol Eurasia. Generals, Merchants, and Intellectuals*, Oakland (Calif.), University of California Press, 2020.

T. Brook, *Sous l'œil des dragons. La Chine des dynasties Yuan et Ming*, Payot, 2012 ; *Le Léopard de Kubilai Khan. Une histoire mondiale de la Chine*, Payot, 2019.

I. Charleux, « On worshipped ancestors and pious donors. Some notes on mongol imperial and royal portraits », *National Palace Museum Bulletin* n° 40, décembre 2007, pp. 17-36.

N. Di Cosmo, M. Maas (dir.), *Empires and Exchanges in Eurasian Late Antiquity. Rome, China, Iran, and the Steppe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

N. Di Cosmo, « Why Qara Qorum? Climate and geography in the early Mongol empire », *Archivum Eurasiae Medii Aevi*, 21/2014-2015, pp. 67-78, 2014 ; avec U. Büntgen, « Climatic and environmental aspects of the Mongol withdrawal from Hungary in 1242 CE », *Scientific Reports*, vol. 6, 25606, 2016 ; *et al.* « Environmental stress and steppe nomads: Rethinking the history of the Uyghur empire (744-840) with paleoclimate data », *The Journal of Interdisciplinary History* 48/4, 2018, pp. 439-463.

M. Favereau, *La Horde d'or. Les héritiers de Gengis Khan*, Saint-Saturnin, La Flandonnière, 2014 ; *The Horde. How the Mongols Changed the World*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2021.

R. Grousset, *L'Empire des steppes. Attila, Gengis Khan,Tamerlan*, Payot & Rivages, [1938] , 2001.

P. Jackson, *The Mongols & the Islamic World*, New-Haven, Yale University Press, 2017.

T. May, *The Mongol Conquests in World History*, Londres, Reaktion Books, 2012 ; *The Mongols*, Leeds, Arc Humanities Press, 2019.

D. Morgan, *The Mongols*, [1986], Hoboken (N. J.), Blackwell, 2007.

D. M. Robinson, *Empire's Twilight. Northeast Asia Under the Mongols*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2009.

Sources écrites et visuelles

L. Komaroff, S. Carboni (dir.), *The Legacy of Genghis Khan*, New Haven, Yale University Press, 2002.

J. de Plancarpin, *Dans l'Empire mongol*, Toulouse, Anacharsis, 2018.

G. de Rubrouck, *Voyage dans l'Empire mongol, 1253-1255*, trad. C. et R. Keppler, Payot, 2019.

Rashid al-Din, *Rashiduddin Fazlullah's Jami'u't-tawarikh. Compendium of chronicles. A history of the Mongols*, W. Thackston, 3 vol., Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 1998-1999.

Histoire secrète des Mongols. Chronique mongole du XIIIe siècle, trad. M.-D. Even, P. Rodica, Gallimard, 1994.

The Secret History of the Mongols. A Mongolian Epic Chronicle of the Thirteenth Century, 2 vol., trad., I. de Rachewiltz, Leyde, Brill, 2004.

Un ambassadeur du Khan Argun en Occident. Histoire de Mar Yahballaha III et de Rabban Sauma. 1281-1317, P. G. Borbone (éd.), L'Harmattan, 2008.

Deux bandes dessinées

M. Favereau, D.-P. Filippi, M. Garcia, *Gengis Khan*, Glénat-Fayard, 2014.

M. Favereau, L. Seigneuret, *Gengis Khan et l'Empire mongol*, Rouen, Petit à Petit, 2020.



« L'Histoire » a publié

« Les Mongols. Le plus grand empire du monde », dossier, n° 392, octobre 2013, pp. 40-83.

L'Atelier des CHERCHEURS

Du bouffon au joker

Le bouffon est né au Moyen Age comme un roi comique, capable d'inverser les codes. Passant de la cour au jeu de cartes, le joker est devenu, en traversant les siècles et l'Atlantique, une figure indéboulonnable de la subversion.

Par Pierre Serna



L'AUTEUR
Professeur à l'université Paris-I, Pierre Serna est commissaire de l'exposition « Le Joker, un fou au pays des cartes » qui se tient au Musée français de la carte à jouer à Issy-les-Moulineaux (92).

Une fois le Capitole de Washington envahi le 6 janvier 2021 par une horde embrasée par les propos de Donald Trump, enjoignant à ses partisans de marcher contre le sanctuaire du pouvoir législatif, fleurit sur la Toile le visage du président grimé comme le bouffon dangereux qu'il était devenu. Désordre du siècle naissant : qui est le fou ? qui est le roi ?

Les pitreries d'Haincelin-Coq

Le personnage du bouffon ou du fou (les deux termes sont synonymes), figure subversive du pouvoir, n'est pas nouveau. Depuis la fin du Moyen Age se tissent des liens complexes entre le sommet de l'État et la figure de son double déchu. Parallèlement, dans l'histoire des jeux de cartes et particulièrement du tarot, apparait une figure déviante : le Fol, ou Mat, carte sans chiffre, et gagnant progressivement en autonomie pour devenir, au XIXe siècle aux États-Unis, le Joker puis accéder à l'hyper-célébrité cinématographique avec le personnage symbole de la subversion face à Batman, l'ennuyeux redresseur de torts.

Décryptage

Pierre Serna s'intéresse aux marges du politique et à l'influence que les exclus, animalisés, racialisés ou présentés comme fous, ont pu avoir sur les discours et les pratiques politiques. Par extension, le bouffon du roi et la question du rire ont amené l'auteur à interroger cette figure dégradée et aujourd'hui omniprésente du Joker dans la culture iconologique.

C'est à la fin du XIVe et tout au long du XVe siècle que se codifie plus précisément le personnage du fou du roi, désormais qualifié de « fou en titre d'office ». S'il n'est pas le premier – succédant notamment à Thevenin Saint Léger, fou du roi de Charles V –, Haincelin-Coq, bouffon chargé de distraire Charles VI par ses pitreries entre 1383 et 1407, dut former un drôle de couple avec un souverain lui-même atteint de démence.

Le personnage du fou est issu de plusieurs traditions : celle, aristocratique, des amuseurs de cour, conteurs, saltimbanques, farceurs, comédiens, et celle, populaire, des carnavals ou des fêtes de Fou (ou fêtes des Innocents). Ces fêtes exutoires durant lesquelles on élit pour quelques heures un roi comique disparaissent avec l'apparition au XVe siècle des polices et des organisations urbaines plus disciplinées – la dernière est attestée en janvier 1552 à Dijon.

A cette époque le fou s'incarne et s'individualise auprès des princes ou des rois. Des gravures le présentent, au XVe siècle, avec son habit désormais invariant qui renvoie à la symbolique de la folie. Sur la tête, il porte le coqueluchon à grelots qui indique le vide de son esprit. Longtemps, d'authentiques handicapés mentaux ont joué ce rôle. Mais, vers la fin du XVe siècle, ce sont des hommes qui feignent la folie. Une casaque verte et jaune coupée en dents de scie, puis rouge et jaune, symbolise l'instabilité du personnage, avec des couleurs criardes mal assorties, signe ►►►

DR

Rictus En haut, un fou de cour (peinture de Reichlich, 1519-1520). En bas, l'acteur Joaquin Phoenix incarnant le Joker dans le film de Todd Phillips (2019). La même force subversive s'affiche sur le visage. Le rire bienfaisant cède au rire diabolique, moqueur, stigmate de folie.

▶▶▶ de mauvais augure. Surtout, il porte une marotte, dont l'extrémité est son portrait, comme un miroir infini. Cette figure de l'anti-sceptre est glissée à sa ceinture, où pend généralement une bourse, emplie de ce que l'on veut bien lui donner. Des chausses pointues finissent de compléter son inclassable costume.

La carte ou lame du Fol ou du Mat dans les jeux de tarot de l'époque présente elle aussi ces attributs, fixant visuellement cette figure au-delà des cours royales. Par ailleurs, comme dans les inversions propres au carnaval, la prétendue folie des bouffons leur donne l'autorisation de dire la vérité, parfois offensante, mais nullement blessante car prononcée par un fou. Leur rôle est de faire rire le roi et sa cour par des traits, des saillies, des réparties, des potins. Monteurs de grosses farces, ils peuvent aussi se permettre de rire du souverain, de l'interrompre ou de lui donner leur avis.

Le fou du roi peut aussi bien dire la vérité que des contre-vérités. Il peut incarner le rire du Malin et la perfidie des influences diaboliques qu'il vaut mieux avoir en permanence devant les yeux pour s'en prémunir. Cela ne l'empêche pas d'être choyé par le souverain comme l'attestent les relations de proximité entre Triboulet et François Ier, au moins jusqu'en 1530. Ce fol-sage incarne un nouveau style. Pondéré et plus calme, redouté pour ses réparties, il confère plus d'épaisseur au bouffon, devenant un modèle pour ses successeurs : Brusquet avec Henri II et Charles IX, ou bien la folle Mathurine auprès d'Henri IV (la charge n'était pas réservée aux hommes).

Le « fou en titre » a un coût. Payé sur la caisse des menus plaisirs, il reçoit des cadeaux, un budget est réservé pour son accoutrement. L'avarice fait partie de ses attributs en opposition à la générosité du souverain. Pour autant, les bouffons ne sont pas des personnages politiques : leur insolence ne relève pas d'une critique du pouvoir. Bien au contraire, leur désordre apparent renforce la puissance du monarque. Le fou est dépendant du roi dont il est l'émanation. A aucun moment il n'est une figure de révolte.

Cette stricte dépendance au bon caprice du prince explique pourquoi le rôle du fou change au XVIIe siècle avec la mise en place de la monarchie administrative. Son ridicule entretenu devient une forme d'incongruité plus difficilement acceptable dans les codes curiaux. Angoulevent, bouffon de Louis XIII, se fait même rappeler à l'ordre pour assumer une fois par an son rôle de « *prince des sots* ». Le fou change et Sauvage, bouffon du prince d'Orléans, lui confère une nouvelle identité par la publication de lettres, imitation des

MOTS CLÉS

Joker
L'étymologie est discutée. Sans doute dérivée du jeu allemand de l'*Euchre*, prononcé « juker » ou du mot anglais *joke* (« plaisanterie »). Cette carte à jouer apparue vers 1868-1870 a une valeur qui varie au gré de son détenteur, avant de s'imposer comme la plus forte des cartes.

Marotte
Sceptre orné d'une tête de fou. Avec le capuchon à oreilles d'âne (parodie de la mitre épiscopale), le costume à grelots, bigarré et à dents de scie, elle forme les attributs du *fol*.

◀ **« Fol »**
La carte du Fol ou du Mat, la seule qui ne porte pas de numéro au tarot, est une des origines du joker (gravure d'une carte, 1780). Ci-contre, l'un de ses attributs : la marotte (1856, Louvre).



▶ **Nain jaune**
Au XIXe siècle, ce jeu popularise l'idée d'une carte plus forte que les têtes couronnées : le sept de carreau, qui joue le fou du roi (plateau de jeu de la fin du XIXe siècle).

Gazettes burlesques en vogue après 1630, dans lesquelles canulars, mystifications et fausses nouvelles distraient un nouveau public lettré en quête de ragots. La presse satirique est née. C'est l'Angely qui incarne le dernier fou de cour auprès de Louis XIV. Mais, désormais, le rictus a remplacé le rire. Il n'est plus amuseur et sûrement pas impudent avec le Roi-Soleil. Il manie l'ironie mordante, la saillie blessante. Il devient une figure double, dans l'ombre du roi, persifleur et redouté des courtisans dont il fait l'éloge ou la critique et qui le rétribuent suffisamment pour ne pas devenir la cible de ses traits.

Au siècle des Lumières, le Nain jaune fait le lien entre le fou et le jeu de cartes

Il faut attendre le XVIIIe siècle pour que Voltaire finisse de discréditer les fous du roi, les renvoyant à un Moyen Age obscurantiste insupportable aux Lumières[1]. Pourtant, les amuseurs de prince n'ont pas entièrement disparu au XVIIIe siècle. A la cour de Stanislas Leszczynski, duc de Lorraine et beau-père de Louis XV, le nain Lindor, de son vrai nom Nicolas Ferry, acquiert une célébrité dans le royaume de France et au-delà. Ce n'est plus son esprit mais son nanisme qui en fait un personnage pour lequel on se déplace. A sa mort, c'est comme objet digne d'un cabinet de curiosités qu'il est traité, son corps envoyé à Paris pour y être disséqué. Tout le monde le connaissait pour son surnom de « Nain Jaune ».

Or c'est au même moment qu'apparaît dans le monde des joueurs, des portefaix aux salons aristocratiques, un jeu du même nom. La règle, dévoilée dans *L'Avant-Coureur* des 27 octobre et 3 novembre 1760, explique que le modeste sept de carreau est désormais la carte maîtresse devant les rois et reines car il possède *« le privilège de représenter toutes les cartes qui manquent »*[2].

Alors que le bouffon s'invisibilise dans l'espace politique, la dissidence se transforme de façon inoffensive dans la règle d'un jeu qui renverse les codes. Un plateau de jeu, édité régulièrement par Mandrou entre 1754 et 1796, présente en son centre un personnage habillé en fou, tenant un hochet d'une main, le sept de carreau de l'autre. Désormais le Nain jaune fait explicitement le lien entre le fou et le jeu de cartes. On y joue massivement tout au long du XIXe siècle, dans les casernes, les cabarets, les salons et les familles. Des milliers de plateaux de jeu font entrer dans la culture visuelle le personnage du bouffon, se jouant des têtes couronnées.

La presse entre dans le jeu

En faisant table rase du passé, la Révolution française impose la Constitution comme rationalité gouvernante rêvée par les réformateurs du XVIIIe siècle. Mais elle invente un autre rire : celui de la caricature. Le rire politique devient, par la démocratisation de la presse, un phénomène de société. D'ailleurs *Le Nain jaune*, journal se donnant pour objectif de dénoncer par le rire toutes les girouettes du jour, apparaît en décembre 1814, et ne tarde pas à faire des émules, dès la fin de l'année 1815, avec *Le Nain vert*, *Le Nain couleur de rose* ou *Le Nain tricolore*. Censurée, pourchassée, exilée parfois, la presse satirique assume tout au long du siècle le rôle de perturbatrice de l'ordre par le dévoilement comique de la vérité.

Le plus souvent la verve insolente consiste à se moquer des grands du jour. *Le Triboulet*, journal satirique dont les heures de gloire se situent entre 1878 et 1898, renoue avec cette tradition du bouffon du roi, mais cette fois ouvertement monarchiste et antirépublicain.

Entre-temps, avec le romantisme, le renouveau de l'art néogothique et la réinvention du Moyen Age, le fou reconquiert une place dans les arts. Le principal acteur de ce retour en force ►►►

Le Roi s'Amuse.

COMÉDIE-FRANÇAISE. — Deuxieme représentation du *Roi s'amuse* de Victor Hugo. — Il y a eu juste cinquante années révolues mercredi dernier de la premiere representation du *Roi s'amuse* à la *Comédie francaise*, le 22 novembre 1832.

On sait que le drame n'eut qu'une seule représentation et fut interdit presque aussitôt par la censure. Par un hommage délicat envers le maître, la *Comédie française* a voulu choisir la date même de la première pour nous jouer la pièce de Victor Hugo et les affiches portaient la mention : *Deuxième Représentation.*

Dans le numero prochain nous rendrons compte du *Roi s'amuse*, la piece n'ayant pas encore été représentée au moment où nous ecrivons ces lignes.

En revanche et malgré toute l'admiration qu'en dépit de ses enormes erreurs politiques nous ressentons pour le plus illustre de nos poetes, tout particulièrement en dépit des nombreuses beautés dont étincelle le *Roi s'amuse*, nous devons à notre conscience de Français, à notre honneur de royaliste, de protester avec indignation contre le rôle odieux joué par l'immortel vaincu de Pavie dans la pièce d'Hugo, contre ce travestissement ignoble d'une des plus chevaleresques figures de notre vieille France, contre ce parti-pris de dénigrement systématique qui nous force tout en rendant hommage au génie de l'auteur de flétrir, les mensonges effrontés du falsificateur révolutionnaire de notre histoire.

Encore un détail qui a son intérêt pour le lecteur. A l'origine, les principaux rôles étaient tenus par MM. Ligier, qui jouait Triboulet, Joanny et Perrier, Mmes Anais et Arnoud. Aujourd'hui c'est l'illustre doyen de la Maison de Molière à qui est échu l'honneur de *créer* en quelque sorte à nouveau ce rôle écrasant de Triboulet. M. Got a été assisté dans cette tâche difficile mais non au-dessus de son immense talent par Mmes Bartet et Samary, MM. Mounet-Sully et Febvre.

HENRI DE VALGORGE.

Triboulet
La presse satirique de droite antiparlementaire s'empare de la figure de Triboulet, fou du roi de Louis XII et François Ier, héros de la pièce *Le roi s'amuse* (V. Hugo, 1832) tournant la République en ridicule. Ci-dessus, un numéro du journal *Triboulet* (1882).

Notes
1. Voltaire, Lettre à Horace Walpole du 15 juillet 1768, *Œuvres complètes*, Garnier, 1878, t. XLVI, p. 80.
2. Cf. G. Perrot, F. Mahy, *L'Imagerie des jeux de société au XIXe siècle*, Caen, la Maison du document, 2012.

C'est une carte providentielle qui ne respecte aucune règle, ruinant les efforts rationnels pour gagner

▸▸▸ est Victor Hugo. Entre 1831 et 1869, il construit trois figures qui vont marquer l'univers mental de plusieurs générations et fonder le succès du joker aujourd'hui : Quasimodo dans *Notre-Dame de Paris* (1831), Triboulet dans *Le roi s'amuse* (1832) et Gwynplaine dans *L'Homme qui rit* (1869). Avec Gwynplaine, Victor Hugo invente une icône de la modernité : le visage barré du rire désespéré dû à l'*« exploitation des malheureux par les heureux »,* selon son expression. Exilé, alors que l'empire semble désormais installé durablement, Hugo construit ce personnage *« infernalement bouffon »*, tenu à la marge de la société, projection de lui-même.

Des *comprachicos* (trafiquants d'enfants) ont enlevé Gwynplaine pour le mutiler et lui infliger sur le visage une balafre fendant le plus possible ses lèvres et lui conférant un rire éternel qui permet à Hugo de placer une âme torturée derrière cette hilarité forcée. Saltimbanque et comédien, Gwynplaine devient le fou de la société londonienne, autre monde gourmand de fous comme le théâtre de Shakespeare les met en scène. Or, il est lui-même, par sa filiation biologique, l'égal d'un roi : seigneur de Clancharlie. Réhabilité à la Chambre des lords, il y dénonce la misère. Son discours provoque l'hilarité générale, finissant de l'accabler de désespoir.

Victor Hugo vient de poser le fondement de la figure du joker contemporain. Un homme ignoré de tous porte les stigmates de la misère sociale qui le ridiculise aux yeux du monde. Sa fonction sociale devient un combat politique, celui de tous les déshérités du monde dont il porte de façon tragique la parole contre un monde insupportable d'inégalités.

Le joker naît aux États-Unis

Ce n'est point un hasard si les premières cartes de joker apparaissent aux États-Unis entre 1868 et 1870 : se réalise alors la jonction sur la même carte du mot « joker », dont l'étymologie est discutée *(cf. p. 62)*, avec la figure d'un bouffon clairement reconnaissable avec ses grelots et sa marotte. Il y a ici la trace d'un univers esthétique commun aux deux rives de l'Atlantique. A partir de 1850, de nombreuses troupes londoniennes viennent jouer des pièces de Shakespeare, apportant de l'autre côté de l'Atlantique l'image du bouffon. Toute une imagerie transporte le mythe de Faust, de Méphistophélès, autre figure de duplicité conquérante au XIXe siècle.

Et voilà que, les migrants apportant leur jeu, les cartes deviennent à leur tour un des passe-temps préférés des nouveaux Américains. Le joker va naître comme une carte supplémentaire, capable de se substituer aux autres, comme le sept de carreau du Nain jaune. Il devient une *extracard* supérieure à toutes les autres. Désormais le joker est une carte encore plus redoutable, figure possible d'un monde à l'intérieur duquel, même si les règles existent, l'opportunité et le hasard peuvent dans cette jungle violente, capitaliste et sauvage que sont les États-Unis des années 1870, transformer le destin de celui qui l'a dans sa main.

Le joker est une carte providentielle qui ne respecte aucune règle, les supplante toutes et peut, posée à n'importe quel moment, remporter le pli ou la partie sans autre justificatif que celui d'être, ruinant tous les efforts rationnels pour gagner selon les règles. Les graveurs américains vont s'ingénier à dessiner des figures de joker-bouffon, avec des variantes de clowns, de Faust. Cet imaginaire va à nouveau traverser en sens inverse l'Atlantique et envahir les jeux de cartes européens. Ainsi, dans *Le Journal du dimanche* du 13 juillet 1902, il est annoncé en France l'invention d'une 53e carte *« innovée par les Américains* […] *joker signifie à peu près valet farceur* […]. *Heureux celui des partenaires qui la possède* […] *il remplace toutes les cartes* […] *on voit quelle est son importance et à quel point elle bouleverse toutes les combinaisons »*.

Depuis, le joker-fou du roi ne se soumet à aucune règle de représentation. Il peut prendre toutes les formes possibles : cartes publicitaires ou cartes puisant dans un lointain imaginaire médiéval dans la reproduction des bois gravés allemands du XVe siècle.

Au printemps 1940 paraît dans une revue américaine de bande dessinée un nouveau personnage. Ses créateurs, Bill Finger, Bob Kane et Jerry Robinson, imaginent un adversaire de valeur à Batman, inventé un an plus tôt. Là où le justicier, roi sombre de la nuit, impose sa loi, le Joker





Apparence
Le rire monstrueux masquant le malheur inspire à Victor Hugo le personnage de Gavroche, qu'il dessine ébouriffé à droite. Une idée qu'il amplifie dans *L'homme qui rit* (1869), interprété ci-dessus par Conrad Veidt dans un film de Paul Leni en 1928.



Comics Joker, célèbre ennemi de Batman, apparaît dans cette BD de 1940. L'homme qui rit et la carte du joker sont réunies. Le premier joker officiel français représente Haincelin, bouffon de Charles VI (ci-contre, carte de 1902).

a des costumes extravagants où domine le vert de ses cheveux, pathologie due à des produits chimiques utilisés dans une usine de fabrication de cartes ! Dès la première case, les liens d'une culture visuelle se tissent et relancent la figure du bouffon, maléfique cette fois. Le personnage tient une carte joker dans la main. Psychopathe, son visage est barré d'un rictus qui est désormais sa marque de fabrique et le lien pluriséculaire avec les autres bouffons.

Mais ce rire, de l'aveu même des créateurs, est directement inspiré d'un film de 1928 : *The Man Who Laughs* (L'homme qui rit). Paul Leni, le réalisateur allemand, maître de l'expressionnisme venu en Amérique, trouve en l'acteur Conrad Veidt un interprète spectaculaire de Gwynplaine qui inspira directement les créateurs du Joker. Il incarne, dans l'exagération, tous les codes des bouffons dans le registre de la perfidie, conférant au personnage la quintessence du vilain, signant toujours ses méfaits en laissant une carte joker sur le lieu du crime.

Loin de marginaliser le jeu de cartes, le XXIe siècle a relancé, par le biais d'Internet, des jeux de paris. La carte aux mille figures a conservé le thème du bouffon comme thème de prédilection, y rajoutant, comme par couches successives d'une longue histoire de culture iconologique partagée par toutes les classes d'âge et sociales, la figure de la mort et celle du saltimbanque devenu clown. Le joker a-t-il acquis une quelconque puissance de déstabilisation politique ? La réponse est négative. Il ne déconstruit jamais les règles des jeux de cartes, tout comme le personnage du Joker n'est rien sans l'ordre de la ville.

Le dernier avatar du Joker, interprété en 2019 de façon magistrale par Joaquin Phoenix dans le film de Todd Phillips, incarne un malade psychiatrique qui porte tous les stigmates des victimes d'une société néolibérale d'une violence sans égale. Pauvre, acteur raté, malade, broyé par la cité, humilié par les jeunes, enfant battu par sa mère, abandonné par son père, il se grime en clown avant de semer le chaos dans la ville après le meurtre de trois traders et d'un présentateur télé, figure inversée du roi du petit écran. Une émeute urbaine, conduite par des femmes et des hommes qui portent le masque du joker, relève du carnaval exutoire, plus que de l'action politique concertée.

Le joker ne porte aucune revendication collective, ni aucun espoir d'émancipation historique. Mais il traverse les siècles comme la figure indéboulonnable de la subversion. ■







POUR EN SAVOIR PLUS

T. et J. Dawson, ***The Hochman Encyclopedia of American Playing Cards*****, Stanford, US Games Systems, 2000.**

B. Guenée, « Fous du roi et roi fou. Quelle place eurent les fous à la cour de Charles VI ? », ***Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*****, 146/2, 2002.**

M. Lever, ***Le Sceptre et la Marotte. Histoire des fous de cour*****, Fayard, 2000.**

P. Serna (dir.), ***La Politique du rire. Satires, caricatures et blasphèmes, XVIe-XXIe siècle*****, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2015.**

T. Silec, « Le fou du roi : un hors-la-loi d'un genre particulier », ***Camenulae*** **n° 2, juin 2008.**

J. Talbot (dir.), ***Fabuleuses cartes à jouer*****, Gallimard-BNF, 2018.**

Catalogue de l'exposition, ***Le Joker un fou au pays des cartes,*** **Issy-les-Moulineaux, Musée français de la carte à jouer, 2021.**

Le dictateur romain, un magistrat (presque) ordinaire

Le mot crée l'effroi et renvoie à un pouvoir arbitraire octroyé en situation d'exception. C'est de tout autre chose qu'il s'agit à Rome, au moins jusqu'au dévoiement de l'institution au dernier siècle de la république.

Par Yann Rivière

Les exemples de Sylla en 82 av. J.-C. puis de César qui devint « dictateur perpétuel » un mois avant son assassinat en mars 44 av. J.-C., ont conduit les Modernes, depuis la Renaissance au moins, à concevoir la dictature romaine comme le recours à des *« moyens extraordinaires »* dans *« les besoins urgents »* et *« les dangers pressants »* puisque, *« dans les républiques, les institutions ordinaires sont lentes dans leur démarche »*, comme le souligne ici Machiavel. A l'âge des Lumières, Rousseau cite le modèle romain pour estimer que, *« si le péril est tel que l'appareil des lois soit un obstacle à s'en garantir, alors on nomme un chef suprême qui fasse taire toutes les lois et suspende un moment l'autorité souveraine »*.

Montesquieu, particulièrement attentif au conflit entre patriciens et plébéiens (de 494 à 287 av. J.-C.), envisage le cas où *« la constitution de l'État est telle qu'il a besoin d'une magistrature qui ait un pouvoir exorbitant »*. Et d'ajouter aussitôt deux modèles historiques : *« Telle était Rome avec ses dictateurs, telle est Venise avec ses inquisiteurs d'État ; ce sont des magistratures terribles, qui ramènent violemment l'État à la liberté. »*



L'AUTEUR
Directeur d'études à l'EHESS, Yann Rivière a notamment publié **Histoire du droit pénal romain. De Romulus à Justinien** *(Les Belles Lettres, 2021).*

A la fin du XIXe siècle, c'est l'héritage des révolutions et l'inspiration des Constitutions naissantes de l'Europe des nations, avec leurs articles d'exception, qui ont conduit l'historien allemand Mommsen à prétendre que « [la dictature] *est destinée à permettre, lorsque quelques citoyens mettent l'État en danger, de leur appliquer légalement toute la rigueur du droit de la guerre. La dictature est donc assurément un pouvoir d'exception, à peu près ce que sont aujourd'hui la suspension de la justice civile et la proclamation de l'état de siège* »[1]. Depuis, c'est au prisme de l'*Ausnahmerecht* (« l'état d'exception ») ou du *Notstandsrecht* (« l'état de nécessité ») que la dictature romaine a été interprétée par la philosophie politique comme un paradigme des pouvoirs extraordinaires et de la « suspension » de la légalité, tout particulièrement lorsqu'elle est associée au *iustitium*, une suspension des activités du Forum. Cette charge est aujourd'hui devenue indissociable de ce que l'on entend communément par l'exercice d'un « pouvoir dictatorial », marqué du sceau de la tyrannie.

Pourtant, il ne s'est jamais agi de cela à Rome. Jamais la désignation d'un *dictator* n'a conduit à la suppression des autres organes de l'État : ni les autres magistratures ni le sénat, ni les assemblées du peuple. Le grand historien Polybe (v. 200-v. 120 av. J.-C.) s'est trompé à ce sujet – il est vrai qu'à son époque la dictature traditionnelle n'existait plus – et, dans son erreur, il a entraîné les meilleurs auteurs grecs. Examinons donc les faits avec la sérénité qui s'impose, à partir des quelque 80 cas de dictature répertoriés au cours des trois premiers siècles de la République ►►►

DR

Décryptage

Face à l'explosion des discours sur l'état d'exception et l'instauration de pouvoirs exceptionnels pour faire face à des périls, Yann Rivière s'interroge à propos des institutions en temps de crise telles qu'elles sont attestées dans la documentation depuis l'Antiquité. Il examine notamment la manière dont les discours autour de la dictature romaine se sont produits et transmis.



Cincinnatus, modèle de vertu

Lucius Quinctius Cincinnatus (qui serait né vers 520 av. J.-C.) constitue, aux yeux des auteurs de la fin de la république, une figure emblématique de « la coutume des ancêtres ». La conduite de ce patricien devenu laboureur, mais sauveur de la cité face à l'ennemi, constitue un modèle de *virtus* (« courage », « vertu ») comme les affectionnent les Romains.

La tradition rapporte qu'il se serait ruiné en versant une caution destinée à sauver l'un de ses fils poursuivi devant le tribunal du peuple. Appauvri, Cincinnatus était « à sa charrue » ou « à sa bêche » (comme ici sur cette fresque du XVIIe siècle de Romanelli, musée du Louvre), lorsqu'en 458 av. J.-C. une délégation de sénateurs vint le trouver pour lui proposer la dictature. Une armée consulaire était en effet encerclée par les Èques et l'autre consul avait été rappelé à Rome : il fallait un troisième commandant. Victorieux, Cincinnatus abdiqua seize jours plus tard sa dictature, célébra son triomphe et retourna à sa charrue.

Un deuxième épisode rapporté dans les Annales est plus sujet à caution. En 439 av. J.-C., à 80 ans, Cincinnatus aurait été à nouveau sollicité pour la charge de dictateur afin de réprimer les ambitions d'un aspirant à la tyrannie, Spurius Maelius. Celui-ci aurait finalement été mis à mort par Servilius Ahala, le maître de la cavalerie de Cincinnatus. Au Ier siècle, l'historien Denys d'Halicarnasse reconnaît que dans les sources les plus anciennes il n'a jamais été question ni de dictateur ni de maître de cavalerie. L'assassinat politique commis par Ahala, un jeune noble, aurait été simplement commandité par le sénat. Cet habillage institutionnel bien postérieur est contemporain du siècle des guerres civiles et il est sans doute inspiré de Sylla. Une manière de faire de la dictature la garantie légitime de toute violence politique.

MOTS CLÉS

Auspices

La prise d'auspices signifie initialement l'observation *(spectio)* des oiseaux *(aves)*. Cette pratique divinatoire destinée à recevoir l'accord des dieux s'est étendue à l'interprétation d'autres présages. Les « auspices d'investiture » visaient à obtenir l'assentiment de Jupiter pour l'entrée en charge d'un magistrat. La désignation d'un dictateur et d'autres décisions guerrières se déroulaient *« dans le silence de la nuit »*.

Imperium

Pouvoir de commandement illimité dans son principe. L'*imperium* caractérise le pouvoir des magistrats supérieurs sous la république (dictateur, consuls, préteurs). Ce pouvoir s'exprime par l'escorte des licteurs porteurs de faisceaux qui précède le magistrat. Pour les dictateurs, ces faisceaux sont munis de haches y compris à l'intérieur du *pomerium* (le territoire urbain). Le dictateur était sans doute précédé de 24 licteurs, autant que les deux consuls réunis. Ces derniers devaient baisser leurs faisceaux en sa présence, pour signifier qu'ils lui obéissaient.

Note

1. T. Mommsen, *Le Droit public romain*, A. Fontemoing, 1907, p. 187.

▶▶▶ (de 509 à 202 av. J.-C.) : 49, pour mener la guerre ; 23, pour procéder aux élections ; 4 (ou 3) pour « planter le clou » ; 3 pour célébrer les jeux ; une seule *« pour mener la guerre et apaiser une sédition »*[2] est signalée dans *Les Fastes*.

Une charge de six mois

Le *dictator* est désigné par l'un des consuls. Chaque désignation est accompagnée d'une qualification précise de la mission qu'il doit accomplir. C'est là une caractéristique essentielle de la limitation de son pouvoir. La charge est restreinte dans le temps à six mois : seul Lucius Papirius Cursor, en 313 av. J.-C., tenta de « s'accrocher » à sa dictature afin de s'illustrer au combat. Mais la brutalité dont il fit preuve dans la levée militaire fut aussitôt réprouvée, et les institutions régulières, toujours actives, le menèrent à abdiquer. Ainsi, comme l'écrit Jean le Lydien au VIe siècle : *« Une fois les problèmes réglés, grâce à la raison et à elle seule, celui qu'on avait promu retourne à sa condition antérieure. Dès que le dictateur a remédié à ce qui n'allait pas, il met aussitôt fin à sa charge. »*

Sa désignation relève d'un mécanisme de droit public destiné à la bonne marche des institutions, perturbée par la guerre

Un dictateur est généralement désigné pour « mener une guerre », c'est-à-dire pour procéder à une levée militaire dans l'urgence, en supplément des effectifs déjà mobilisés par les armées consulaires, et élargir sans risque le théâtre des opérations. Il peut l'être également pour « organiser des élections » et c'est le cas le plus fréquent hors guerre, ou encore pour veiller à une cérémonie religieuse ou accomplir un rite singulier, le « plantage d'un clou ». En l'état de nos connaissances, il ne l'a été qu'une seule fois pour « apaiser une sédition et mener une guerre » *(seditionis sedandae et rei gerundae causa)*. Ce fut le cas lors d'une manifestation de la plèbe en 368 av. J.-C. : cet « apaisement » *(sedatio)* fut obtenu par la négociation, par des concessions accordées à la plèbe, et sans recourir à la moindre répression violente.

La dictature aurait été créée en 501 (Tite-Live) ou en 498 av. J.-C. (Denys d'Halicarnasse). Mais le mot *dictator* lui-même est plus ancien : il est attesté chez les Latins pour désigner le détenteur d'une autorité fédérale, militaire ou religieuse. Chez les Étrusques on l'appelait « maître du peuple » *(magister populi)* car ce chef éminent dirigeait le *populus* (c'est-à-dire l'infanterie), au-dessus du « maître de cavalerie » *(magister equitum)*. Sauf exception, la désignation par un consul d'un dictateur a toujours été suivie de la désignation d'un maître de cavalerie par le dictateur. La vocation guerrière est alors première et sans doute la seule (le verbe *populare* qui a donné le substantif *populus* signifie dans son acception guerrière « massacrer », « dépeupler », « ravager »).

Lorsque la plèbe fit sécession en 494 av. J.-C., c'est-à-dire lorsqu'elle cessa le combat au beau milieu d'un conflit contre des peuples voisins pour obtenir l'égalité des droits avec les patriciens, un dictateur vint à sa rencontre car il était responsable de la levée militaire, dont les plébéiens décidaient de s'écarter pour des raisons politiques[3].

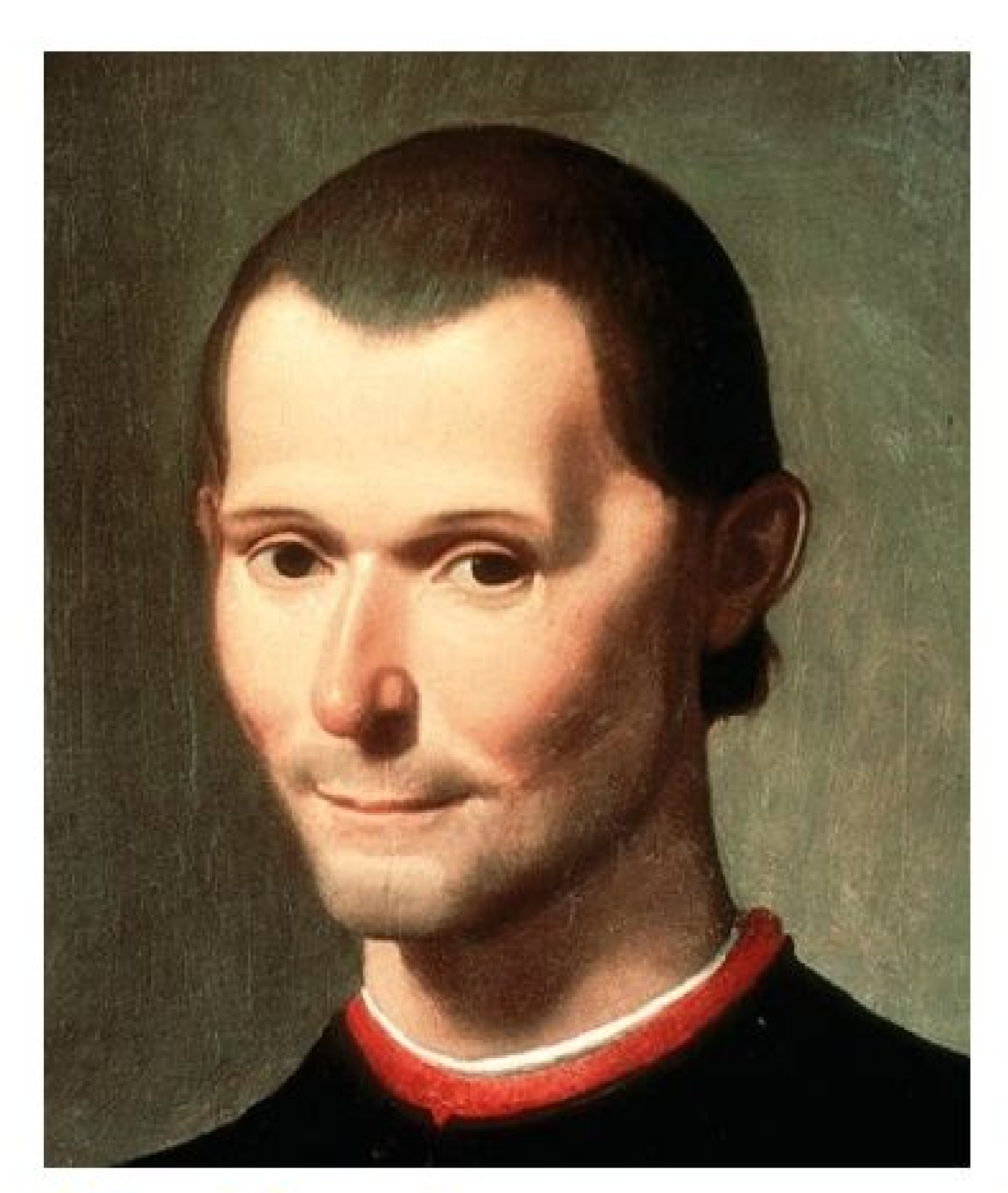
Mais le premier demi-siècle d'existence de cette magistrature offre des faux-semblants dans la mesure où la reconstitution de ce passé lointain puise dans la légende, produisant autant d'archétypes que d'anachronismes. Ainsi, Cincinnatus, le plus fameux des dictateurs romains des premiers siècles de la république, est une figure légendaire *(cf. p. 67)*. Il a nourri, comme un exemple édifiant, la biographie du président des États-Unis George Washington (1732-1799). Il a également donné son nom à une ville aux États-Unis (Cincinnati, Ohio), qui conserve une statue représentant ce chef romain la main gauche sur l'araire, la main droite recevant un faisceau de verges pourvu de la hache.

Dans les décennies suivantes, celles de la conquête de l'Italie, et des guerres entre Rome et des peuples voisins, tout particulièrement les Samnites (de 343 à 290 av. J.-C.), les désignations d'un dictateur ne sont jamais dissociables de ce contexte guerrier. Mais précisons : ce n'est pas la gravité ou « l'urgence » d'une situation militaire désespérée qui appellent en chaque occasion et « en dernier recours » ce commandement unique face à l'ennemi. La désignation du dictateur est bien plus banale. Alors que les consuls commandent eux aussi, elle répond le plus souvent à un effort de répartition du commandement par l'ajout d'une armée. Un dictateur est désigné (et il désigne à son tour un « maître de cavalerie ») car un consul est blessé, malade ou mort, ou bien parce que les deux consuls ont fort à faire et

Notes

2. Cf. F. Bandel, *Die römischen Diktaturen*, Breslau, Korm, 1910.

3. Cf. T. Lanfranchi, « Le vrai visage des tribuns de la plèbe », *L'Histoire* n° 478, décembre 2020.



Machiavel

Sans le recours à un dictateur lors de périls urgents *« les républiques s'écroulent »*, écrit le Florentin dans ses *Discours* (1531).



Montesquieu

Pour lui, ce *« pouvoir exorbitant »* est le moyen dont disposent les patriciens pour arrêter les révoltes du peuple (*De l'esprit des lois*, 1748).

qu'il faut ouvrir un troisième front – au nord, face aux Étrusques ou aux Gaulois, par exemple, alors que les armées consulaires sont retenues au sud face aux Samnites ou aux Lucaniens.

Dans le silence de la nuit

Généralement, la désignation du dictateur relève d'un simple mécanisme de droit public destiné à la bonne marche des institutions, perturbée par la guerre : les deux consuls sont face à l'ennemi, chacun dans son camp, à l'extérieur de l'*Urbs*, il faut donc un autre détenteur de l'*imperium* pour organiser à Rome les élections (celles des consuls de l'année suivante). Un dictateur est alors désigné *« dans le silence de la nuit »*, afin d'éviter tout signe, tout bruit, qui rendrait cette désignation « viciée » au regard des auspices. Une fois nommé, il dispose tout de même d'un « pouvoir » ou d'une « compétence » *(potestas)* qui le place au-dessus des consuls[4]. Ce dictateur « chargé de la tenue des comices électoraux » est le plus répandu dans l'histoire de cette institution, après celui chargé de « mener la guerre ». Jamais avant l'épisode de Sylla un dictateur n'a été désigné pour rédiger les lois ou pour rétablir l'État.

C'est au cours de cette période de guerre en Italie centrale que la mission confiée en urgence à un dictateur fut celle de « planter un clou » *(clavi figendi causa)* ! Il s'agissait là d'un rite propitiatoire fréquent dans l'Antiquité. Ce geste est bien connu des anthropologues, qui observent son usage dans les sociétés de différents continents, et à travers les âges : fixer le mal en le plantant symboliquement et instrumentalement à un endroit. Ainsi, en 331 av. J.-C., une mortalité élevée, causée apparemment par une épidémie *(pestilentia)*, aurait eu pour origine les pratiques magiques de matrones du plus haut rang, qui recouraient à l'empoisonnement *(veneficium)*. Or, écrit Tite-Live, *« avant ce jour, jamais, à Rome, on n'avait mené d'enquête au sujet de poisons. Cette affaire de prodige fut considérée comme le résultat d'esprits possédés, plutôt que souillés par un crime. C'est pourquoi, grâce aux annales, le souvenir étant revenu que lors des sécessions de la plèbe un clou avait été planté par un dictateur, afin que les esprits des hommes aliénés par la discorde fussent rendus à eux-mêmes par cette expiation, il parut bon de créer un dictateur chargé de planter un clou. Cn. Quinctilius fut créé dictateur et il désigna L. Valerius comme maître de cavalerie. Ceux-ci, une fois le clou planté, abdiquèrent leur magistrature »* (Tite-Live, VIII, 18, 11-13).

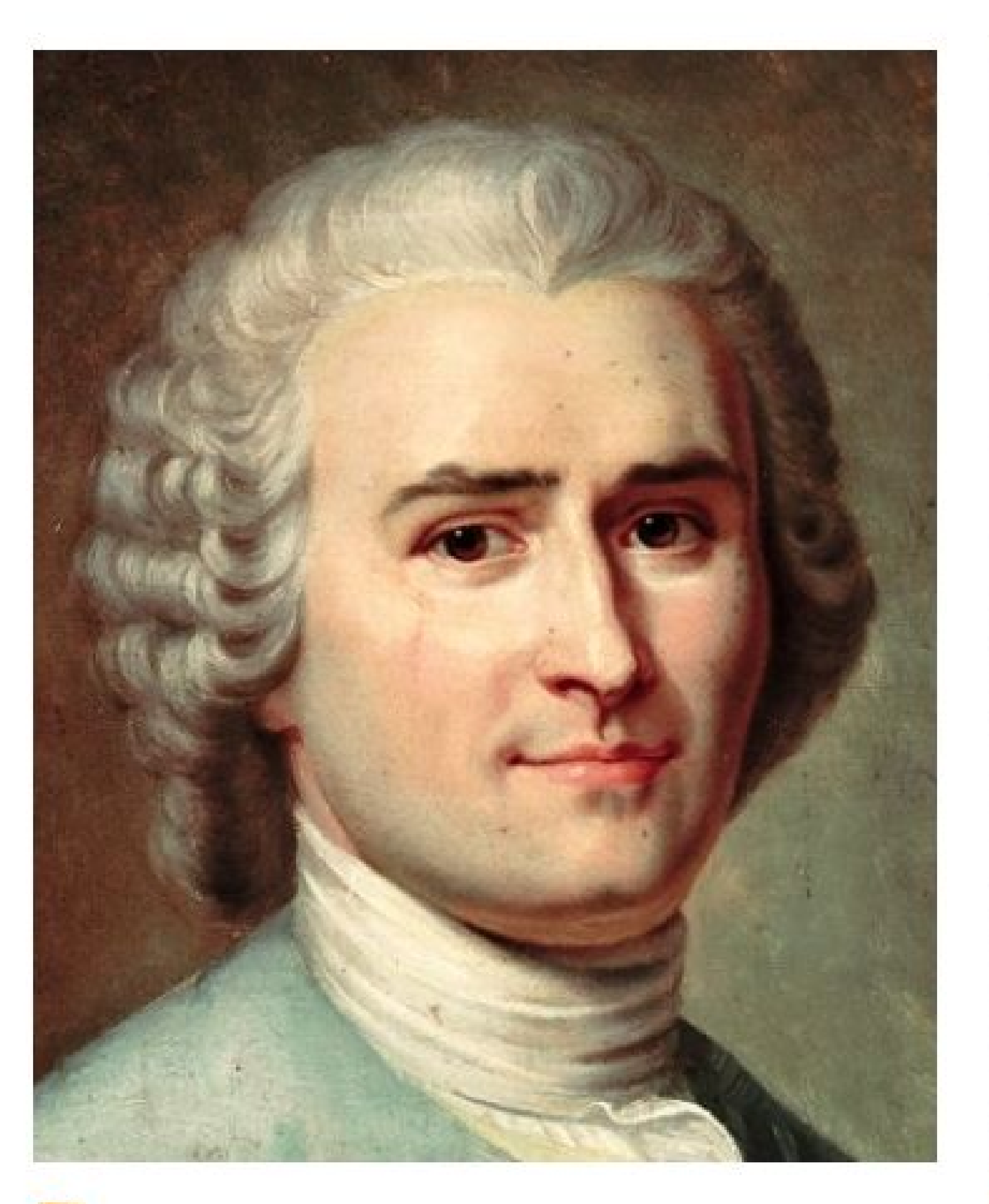
Durant la première guerre punique qui opposa Rome et Carthage (264-241 av. J.-C.), le recours à une dictature est attesté trois fois : pour le plantage d'un clou en 263 av. J.-C., pour célébrer des Féries latines en 257 av. J.-C., puis au lendemain de la défaite de Drépane en 249 av. J.-C en Sicile. Serait-ce, dans ce dernier cas, la gravité du désastre qui aurait rendu nécessaire un commandement unique, libéré de toute contrainte ou de tout contrepoids ? Aucunement. Le consul Claudius Pulcher, responsable de la défaite, fut sommé par le sénat de se démettre de sa charge (il avait négligé les auspices, puis il avait presque fui le combat) et de désigner un dictateur pour le remplacer, conformément au mécanisme habituel, en attente des prochaines élections consulaires. Par dérision et ressentiment, ce haut patricien désigna son secrétaire, Marcus Claudius Glicia, lequel dut se démettre pour laisser place à Aulus Atilius Calatinus, le premier dictateur désigné hors du sol italien. ►►►



« Dictator » : d'où vient le mot ?

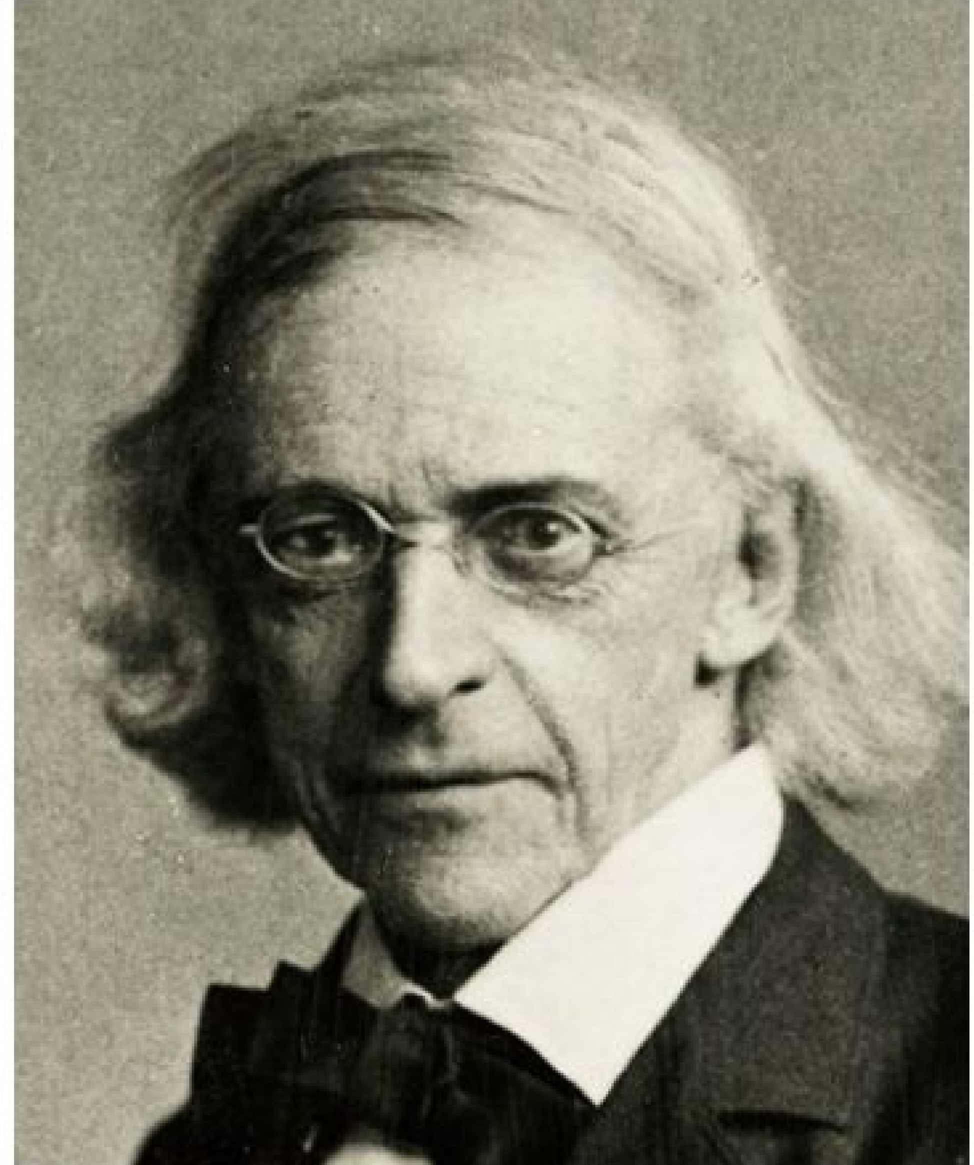
« A Hercule, ceci est sacré. Marcus Minucius, fils de Caïus, dictateur, l'a voué » **: cette dédicace remonte à 220 av. J.-C. Le dictateur portait à l'origine le nom de « maître du peuple ». Sa vocation à la tête des fantassins était à ce point inhérente à sa fonction que seul le vote d'une loi lui permettait de monter à cheval ! Les Anciens ont avancé deux étymologies au mot *dictator* : le *dictator* serait ainsi appelé car il n'est pas « élu » mais « désigné » *(dictus)*, ce qui est impossible linguistiquement car la terminaison en *tor* reflète une forme active et non passive ; d'autres l'ont rapproché des édits *(edicta)* dont il était l'auteur, au lieu de faire voter des lois. Le rapprochement le plus sûr est avec le verbe *dictare* : « dicter », « prescrire », « ordonner ».**

Note
4. L'hypothèse d'un pouvoir de « commandement plus grand » demeure très fragile (en dépit de Tite-Live). Cf. T. Corey Brennan, *The Praetorship in the Roman Republic*, I, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 38-43.



Rousseau

Le philosophe aussi défend la dictature car, en cas de péril, *« la première intention du peuple est que l'État ne périsse pas »*.



Mommsen

Un *« pouvoir d'exception »* comme le serait aujourd'hui *« la suspension de la justice civile »* écrit l'historien à la fin du XIXe siècle.

▸▸▸ Trois décennies plus tard, le déclenchement de la deuxième guerre punique (218-201 av. J.-C.), avec la traversée des Alpes par Hannibal et son surgissement en Italie, a d'abord mobilisé deux armées consulaires. Ce ne fut qu'au lendemain de la mort de l'un des deux consuls de l'année 217 av. J.-C., Caius Flaminius, à la bataille de Trasimène, que Quintus Fabius Maximus *Verrucosus* (« le Verruqueux »), surnommé ensuite *Cunctator* (« le Temporisateur »), fut désigné dictateur. Durant six mois et en compétition avec son maître de cavalerie Minucius, il imposa sa stratégie (gagnante) de « temporisation ».

Il y eut encore un dictateur l'année suivante, après la mort d'un autre consul à la bataille de Cannes (2 août 216 av. J.-C.). L'institution disparaît ensuite : les dictateurs des dernières années de la deuxième guerre punique furent seulement désignés pour réunir le peuple en comices électoraux, en l'absence de consul à Rome. Le dernier, Cnaeus Servilius Geminus, fut nommé en 202 av. J.-C. Et puis, plus de dictateur ensuite, durant cent vingt ans.

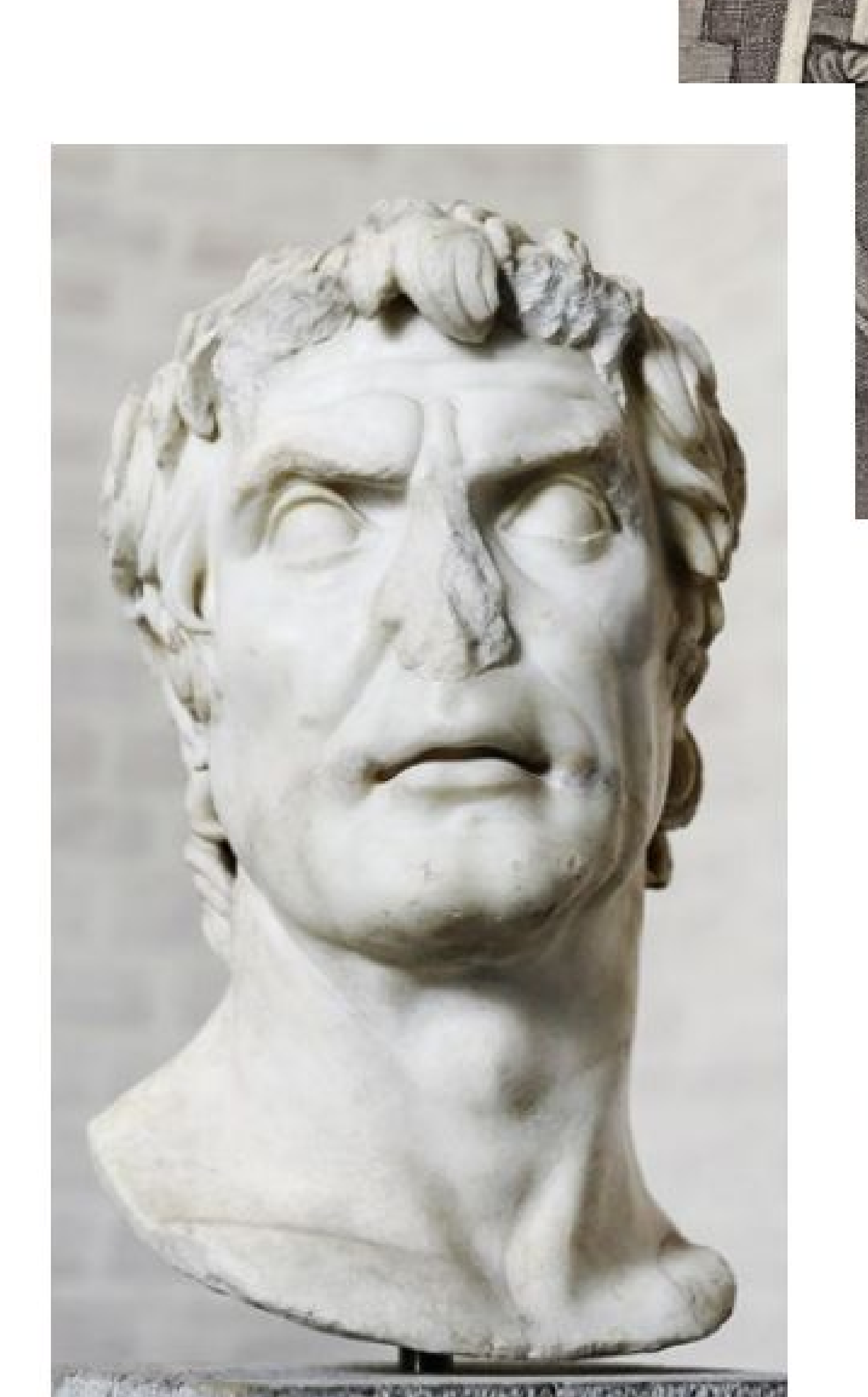
C'est avec Sylla puis César que le mot est devenu synonyme de pouvoir absolu, arbitraire et violent

133 av. J.-C. Changement de décor. Le tribun de la plèbe Tiberius Gracchus est assassiné pour avoir tenté de faire passer en force ses réformes contre l'opposition conservatrice sénatoriale. La guerre civile est déclenchée. Douze ans plus tard, en 121 av. J.-C., Caius Gracchus, son frère, tribun lui aussi, est assassiné à son tour, cette fois en vertu d'un mandat du sénat qui donnait quartier libre à la répression. Un biographe, Plutarque, un historien, Appien, qui détaillent ces événements trois siècles plus tard, mais en puisant à de bonnes sources, s'étonnent l'un et l'autre, chacun à sa façon mais avec la même insistance, que la dictature n'ait pas été recréée en cette circonstance.

Le premier écrit, au sujet de la répression de 121 av. J.-C. : *« Cet Opimius fut le premier à exercer, étant consul, le pouvoir d'un dictateur. Il fit mourir 3000 citoyens sans jugement et, avec eux, Caius Gracchus, et Fulvius Flaccus »* (Plutarque, *Caius Gracchus*, XVIII, 1). Le second s'adresse au lecteur : « *Je suis singulièrement étonné qu'on n'ait point songé alors à nommer un dictateur, mesure qui, plusieurs fois, dans des circonstances semblables, avait sauvé la république à la faveur de la toute-puissance attachée à cette magistrature* » (Appien, *Les Guerres civiles à Rome*, I, 16).

L'étonnement d'Appien pourrait nous étonner à son tour car jamais, aux siècles précédents de l'histoire de Rome, un dictateur n'avait été

Postérité
César, dictateur perpétuel, gravure flamande de 1633. Ci-dessous : buste posthume de Sylla (vers 20 av. J.-C.).



Note
5. Cf. T. Mommsen, *op. cit.*, p. 187.

César refuse le diadème royal

C'est Sylla, le premier, qui revêtit en 82 av. J.-C. une dictature constituante, mais il abdiqua dès la fin de 81 av. J.-C. Les pouvoirs de César au contraire ne cessèrent d'augmenter : dictateur durant 11 jours en 49 av. J.-C., consul en 48 av. J.-C., dictateur constituant pour dix ans à partir de 47 av. J.-C., il détient le pouvoir suprême, qu'il ne partage avec personne la plupart du temps. Surtout, le 14 février 44 av. J.-C., César accepte la charge de dictateur perpétuel. Ce nouvel accroissement de son pouvoir coïncide avec un geste symbolique interprété par les républicains comme une tentative de restauration de la monarchie. Les ides de février étaient à Rome le jour des Lupercales, qui commémoraient un rite très ancien lié au mythe de la fondation de Rome. Partant de l'emplacement supposé de la grotte où la louve avait allaité Romulus et Rémus, les luperques, jeunes aristocrates, couraient vêtus de peaux de bêtes. Parmi eux Marc Antoine, qui partageait avec César le consulat cette année-là, déposa une couronne sur la tête du dictateur et tenta de le saluer du titre de roi. L'assistance s'émut et César s'empressa de rejeter la couronne pour la faire porter à Jupiter. Mais le mal était fait. ***Catherine Virlouvet***

désigné pour mener une répression. Le raccourci de Plutarque est plus surprenant encore car, à l'exception de l'épisode isolé (et apocryphe) de Cincinnatus approuvant le geste de son maître de cavalerie Ahala *(cf. p. 67)*, jamais un dictateur n'avait fait couler le sang. L'interprétation de Mommsen (autour de l'année 1890) pourrait alors sembler déroutante si ce savant hors pair n'était ici rattrapé, plutôt que par un souci d'exactitude juridique ou philologique, par la pensée de son époque sur l'état d'exception : *« La portée politique de la dictature se manifeste peut-être plus clairement que partout ailleurs dans le fait que les actes illégaux commis par le consul pendant et après la chute des Gracques sont représentés comme entrant légalement dans les pouvoirs du dictateur*[5]*. »*

Dictateur à 67 ans ?

De Gaulle en conférence de presse le 19 mai 1958, en pleine crise algérienne : *« Croit-on qu'à 67 ans je vais commencer une carrière de dictateur ? »* Le 2 juin, l'Assemblée lui confère les pleins pouvoirs pour mettre en place les institutions nouvelles.



82 av. J.-C. Nouveau changement de décor et commencement d'une explication. De retour de la guerre victorieuse qu'il a menée contre Mithridate, le roi du Pont, Sylla débarque à Brindes. Après une marche victorieuse sur Rome et une entrée sanglante dans la Ville, il revêt une dictature « pour rédiger des lois et donner des fondements à l'État » *(legibus scribundis et rei publicae constituendae)*, une mission sans précédent cette fois. Il a fait voter auparavant la loi déclenchant les proscriptions (chasses à l'homme, dénonciations, assassinats récompensés sur trophées de têtes). Dans les années qui suivirent, le mot « dictature » prit évidemment une autre connotation : celle d'un pouvoir absolu, arbitraire (en dépit des apparences légales), violent et sans limites.

Trois décennies plus tard, en janvier 49 av. J.-C. César franchit le Rubicon. La « dictature » lui sert d'abord, conformément à la tradition, toujours revendiquée même en temps de guerre civile, à poursuive le déroulement de la normalité institutionnelle. Et puis soudain, comme l'écrit Dion Cassius, la « tyrannie » qui existait en puissance ou larvée dans la « dictature » créée au commencement de la république s'est révélée lorsque César la revêtit *« contrairement aux usages »*.

En 44 av. J.-C. César fut assassiné car il aurait voulu devenir roi, comme le faisait comprendre son titre de « dictateur perpétuel ». Au lendemain de sa mort, Marc Antoine fit opportunément une proposition de loi visant à abolir la dictature. Plus tard, le fils adoptif du « dictateur » (son petit-neveu), Octavien Auguste, prit bien garde de ne pas revêtir ce titre. Lorsque le peuple le lui proposa en 22 av. J.-C., il se livra à une mise en scène que l'on dirait shakespearienne, mais qui témoigne sans doute de la volonté du premier empereur de se présenter seulement comme le « premier » de tous les citoyens (le *princeps*), toute idée de la « monarchie » mise à part : *« La dictature lui ayant été offerte avec une grande insistance par le peuple, il se mit à genoux, rejeta sa toge de ses épaules, et, la poitrine découverte, l'adjura de ne pas la lui imposer »* (Suétone, *Auguste*, 52).

Cette hantise du nom de dictateur chez les Romains a depuis fait florès. ■

À SAVOIR



Giorgio Agamben et l'état d'exception

« La confusion entre état d'exception et dictature est la limite qui a empêché aussi bien Schmitt en 1921 que Rossiter et Friedrich après la Seconde Guerre mondiale de venir à bout des apories de l'état d'exception. Dans les deux cas l'erreur était intéressée, puisqu'il était certainement plus facile de justifier juridiquement l'état d'exception en l'inscrivant dans la tradition prestigieuse de la dictature romaine qu'en le restituant à son authentique, mais plus obscur, paradigme généalogique dans le droit romain : le **iustitium.** ***Dans cette perspective, l'état d'exception ne se définit pas, selon le modèle dictatorial, comme une plénitude de pouvoir, un état plératique du droit, mais comme un état kénomatique, un vide et un arrêt du droit »*****, écrit le philosophe italien Giorgio Agamben dans *État d'exception. Homo sacer*, II (Seuil, 2003, pp. 81-82). L'historien pourrait objecter d'abord que la dictature romaine (limitée dans le temps, dans sa mission, n'effaçant aucunement les autres organes de l'État) ne constituait pas véritablement une « plénitude de pouvoir ». Surtout, le *iustitium*, attesté en cas de guerre seulement pour répondre au « trouble » causé par l'approche de l'ennemi, consistait en une suspension des activités du Forum (justice civile, enchères, élections…) et non en une situation d'abolition du droit. On libère l'espace pour les manœuvres et les gardes militaires, plutôt qu'on ne crée un « espace anomique » et cela pour quelques jours seulement.**

POUR EN SAVOIR PLUS

F. Bandel, *Die römischen Diktaturen*, Breslau, Korn, 1910.

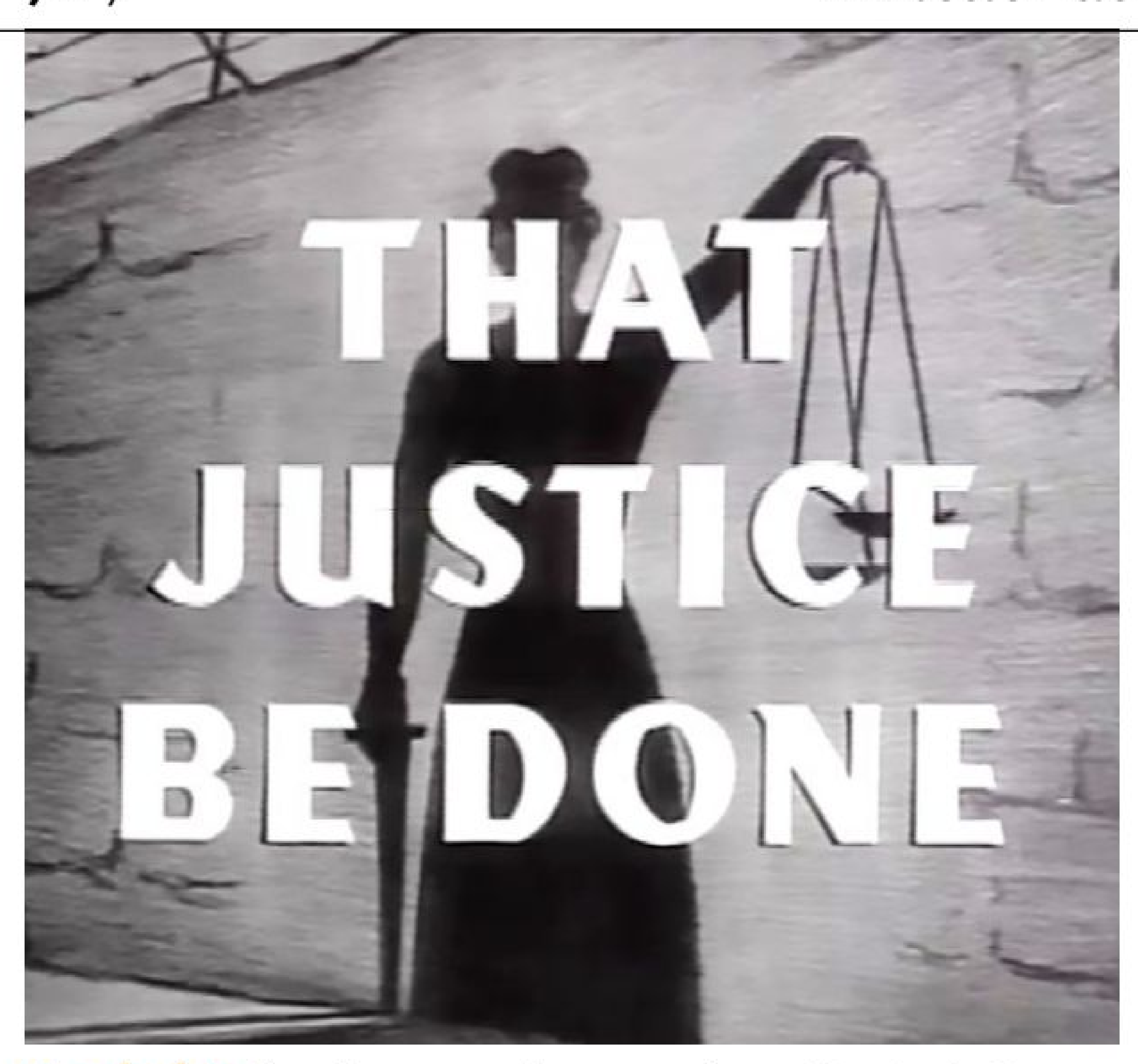
F. Hinard (dir.), *Histoire romaine. T. I, Des origines à Auguste,* Fayard, 2000.

T. Mommsen, « La dictature », *Le Droit public romain*, [1907], De Boccard, 1984.

C. Nicolet, *Rome et la conquête du monde méditerranéen,* T. I, *Les Structures de l'Italie romaine,* PUF, 2021.

Y. Rivière, *Histoire du droit pénal romain. De Romulus à Justinien,* Les Belles Lettres, 2021.

C.-G. Schwentzel, *Manuel du parfait dictateur,* Vendémiaire, 2021.



Symboles Plan d'ouverture du court-métrage *That Justice Be Done* réalisé en vue du procès de Nuremberg. Il vante les valeurs démocratiques de la justice américaine.



Robert Jackson Nommé procureur général des États-Unis au sein du futur tribunal de Nuremberg par le président Truman en mai 1945, il apparaît ici dans le court-métrage *That Justice Be Done*.

Nuremberg, un procès spectacle ?

Les Américains voulaient faire du procès des criminels nazis le show médiatique du siècle à la gloire de la démocratie états-unienne. En vain.

Par Sylvie Lindeperg

En octobre 1945, un mois avant l'ouverture du Tribunal militaire international de Nuremberg, un sergent de la Navy écrivait à sa femme : *« Le procès devrait être conduit avec une simplicité spartiate. Mais ce n'est pas le style des Américains* […]*. Et à notre manière juvénile exubérante, nous transformons Nuremberg en Coney Island. Le procès ne tournera pas à la farce, mais il deviendra un sacré bon spectacle, aucun doute là-dessus. »*

L'auteur de ces lignes s'appelait Stuart Schulberg. Il était membre de l'Office of Strategic Services (OSS), l'ancêtre de la CIA. William Donovan, son patron, secondait le procureur Robert Jackson dans la préparation du procès. Ce flamboyant général entendait faire de Nuremberg un immense show médiatique qui transmettrait au monde *« le plus grand conte moral jamais raconté »*[1]. Si le procès ne tourna pas au Luna Park judiciaire, les Américains le préparèrent bel et bien comme un « procès spectacle ». Leurs folles ambitions éclairent d'un jour nouveau l'histoire de Nuremberg.



L'AUTEURE
Membre honoraire de l'Institut universitaire de France, professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Sylvie Lindeperg vient de publier **Nuremberg. La bataille des images** *(Payot, 2021).*

Un récit autant qu'un verdict

En mai 1945, lorsque le président Truman le nomme procureur général des États-Unis au sein du futur tribunal, Robert Jackson éprouve le vertige des pionniers. Il sera le maître d'œuvre d'un procès sans précédent : pour la première fois, les hauts responsables d'un État répondront de leurs crimes devant une cour de justice internationale. Cette entreprise inédite soulève des problèmes inédits.

Les premiers sont d'ordre politique et juridique. Pendant l'été 1945, les délégués américains, britanniques, soviétiques et français, réunis à Londres, s'emploient à surmonter leurs



William Donovan Héros de 14-18, procureur, avocat puis patron de l'OSS (ancêtre de la CIA), il seconde le procureur Jackson dans la préparation du procès (ici, assis, dans *That Justice Be Done*).



Preuves visuelles Le photographe de Hitler, Heinrich Hoffmann, analyse des négatifs entouré des frères Schulberg, chargés par l'armée américaine de rassembler des preuves visuelles.

différends pour rédiger la charte du Tribunal, pierre angulaire de la future justice internationale. Les obstacles linguistiques ne sont pas moindres : le procès devra être conduit en quatre langues sans que sa durée engendre pour autant de *« retard déraisonnable »*. Pour relever cette gageure, Jackson fait le choix audacieux d'adopter le système d'interprétation simultanée qui en est encore à ses balbutiements : Nuremberg en deviendra l'acte de naissance officiel.

Les défis sont aussi d'ordre logistique. Les États-Unis, pays hôte du procès, doivent fournir aux délégations alliées les conditions de travail et d'hébergement *ad hoc*. Le palais de justice de Nuremberg, miraculeusement épargné par les bombes, doit être rénové. A Stein, dans les décors d'opérette du château Faber, l'armée américaine dresse le camp de presse qui accueillera photographes, cameramen et journalistes dépêchés par plus de vingt nations. Ces reporters ne sont pas tous chroniqueurs judiciaires. Ils comptent de nombreux correspondants de guerre et de grands noms de la littérature, tels John Dos Passos, Victoria Ocampo, Joseph Kessel ou Alfred Döblin.

Tous sont conscients que le jugement de Nuremberg appelle un récit autant qu'un verdict. Les Américains l'envisagent comme un drame moral, un acte de rédemption. Il s'agira de dénoncer le complot nazi en vue de commettre des guerres d'agression, de vanter l'équité d'une justice vertueuse triomphant du Mal et de promouvoir les valeurs de la démocratie états-unienne. En ce sens, Nuremberg s'inscrit dans la catégorie des « procès spectacles libéraux », définis par Mark Osiel comme des procédures qui débordent la question du sort des accusés pour accomplir des desseins politiques, pédagogiques, historiques, mémoriels[2]. Ces enjeux conduisent les procureurs et les juges à transfigurer le procès en « spectacle public » et « théâtre d'idées », dans le strict respect des droits de la défense que bafouent les mises en scènes glaçantes des régimes totalitaires.

C'est donc sur une mince ligne de crête qu'évoluent les Américains pour concevoir Nuremberg et en imposer le récit au monde.

Le procureur et le chef des espions

Les premiers mois de préparatifs s'inscrivent sous le signe d'un mariage de raison entre le procureur américain et le chef de l'OSS. Tout ou presque oppose les deux hommes.

Au moment de sa nomination, Robert Jackson, 53 ans, est juge assesseur à la Cour suprême. Il a mené une brillante carrière dans l'administration fédérale : ardent défenseur du New Deal, il fut un proche du président Roosevelt. Ce « romantique de la loi » est un brillant orateur ; il est en revanche moins à l'aise devant les micros et les caméras et entretient des relations ambivalentes avec la presse.

Sa personnalité et son parcours contrastent avec ceux du bouillonnant républicain William Donovan. Héros de la Grande Guerre où ses exploits militaires lui ont valu une pluie de décorations et le surnom de « Wild Bill », il a ►►►

Notes
1. Cité par M. Salter, *Nazi War Crimes, US Intelligence and Selective Prosecution at Nuremberg. Controversies Regarding the Role of the Office of Strategic Services*, Abingdon, Routledge, 2007, p. 404.
2. M. Osiel, *Juger les crimes de masse. La mémoire collective et le droit*, Seuil, 2006.

Décryptage

Sylvie Lindeperg a mené en historienne un programme de recherche sur le filmage des grands procès pour crimes contre l'humanité. On a longtemps pensé que le procès de Nuremberg avait été filmé par John Ford. Or, en se plongeant dans les archives américaines, l'auteure a découvert que les images avaient été tournées par des cameramen militaires. Elle montre surtout l'écart entre ce que les Américains avaient imaginé lors des préparatifs de cet événement et la réalité du tournage.

▸▸▸ été procureur puis avocat dans un cabinet florissant de Wall Street. En 1941 Roosevelt l'a chargé d'organiser la nouvelle agence de renseignements des États-Unis. Un an plus tard naissait l'OSS. Ce service n'est pas composé uniquement d'espions professionnels. Donovan a attiré à lui des profils aussi variés que les tâches à accomplir – renseignement, opérations paramilitaires, propagande, analyse. Ses recrutements trahissent une prédilection pour les intellectuels, les scientifiques et les artistes de renom. « Wild Bill » a appelé à ses côtés le psychiatre Carl Gustav Jung, le juriste Franz Leopold Neumann, le philosophe Herbert Marcuse, le cinéaste John Ford ou encore l'écrivaine Ève Curie, fille du célèbre couple de physiciens. Adulé par ses agents, l'homme est charismatique, indiscipliné et fantasque.

Sa coopération avec Jackson a donc toutes les apparences d'une mésalliance. Elle se justifie toutefois par des intérêts mutuels bien compris. Le chef de l'OSS rêve de nouveaux horizons pour son agence en perte de vitesse et il compte exercer ses talents à la tribune des procureurs. De son côté, Jackson a pris la mesure de l'immensité de sa tâche et de l'insuffisance de ses moyens. Il lui faut tout à la fois préparer le dossier d'accusation américain et organiser, au nom des quatre pays membres, le procès international dont il sera le metteur en scène.

Début juin 1945, la priorité est à la collecte des archives : les Américains se lancent dans une course de vitesse pour réunir les preuves écrites qui permettront d'incriminer les chefs nazis. Le service du réalisateur John Ford – la Field Photographic Branch – est lui aussi sollicité. Donovan a en effet proposé à Jackson une imbrication ambitieuse et originale des usages du cinéma. Le groupe Ford collectera et assemblera les images susceptibles de prouver les crimes nazis ; il réalisera un court-métrage présentant les enjeux du Tribunal international ; il filmera les audiences du procès et concevra, à l'issue du jugement, un grand documentaire tirant les leçons de Nuremberg.

MOT CLÉ

Crimes contre l'humanité

Définis dans l'accord de Londres signé par les Alliés le 8 août 1945 en vue du procès de Nuremberg, les crimes contre l'humanité forment une nouvelle catégorie juridique internationale, sanctionnant notamment *« l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre »*. Il est rétroactif, devenu imprescriptible en 1964 en France.

Des bobines secrètes

La recherche de films commence en juin sous la direction du scénariste et romancier Budd Schulberg, auteur du best-seller *Qu'est-ce qui fait courir Sammy ?* A New York, le frère aîné de Stuart Schulberg visionne patiemment les images susceptibles d'incriminer les leaders du IIIe Reich. Sa quête se poursuit tout l'été sur le territoire allemand. L'aventure tourne au road-movie pour tenter de retrouver les bobines secrètes sur les

Le précédent soviétique

Avant Nuremberg, les pratiques de filmage des procès divergent fortement entre Soviétiques, Américains, Britanniques et Français. En URSS une forte tradition cinématographique émerge dans les années 1920. En 1928 des opérateurs soviétiques filment le procès de Chakhty intenté contre 53 ingénieurs et techniciens des mines du Donbass accusés de sabotage pour justifier les ratés du plan d'industrialisation ; l'observateur américain Eugene Lyons forge à cette occasion la notion de « procès spectacle ». En 1943, les Soviétiques organisent et filment à Kharkov, en Ukraine, le tout premier procès contre des criminels nazis. Ces images seront montées par Ilya Kopaline dans un documentaire qui marquera le public occidental.



■ Image tirée du procès de Kharkov (1943), le premier contre des criminels nazis. Les exécutions ont été filmées.

■ De leur côté, les Américains filment les procès depuis les années 1920 pour les journaux d'actualités. Mais en 1935, le jugement du meurtrier de l'enfant Lindbergh est l'occasion de tels débordements médiatiques que les opérateurs sont bannis des prétoires. En France, pendant la même période, les caméras sont autorisées ; mais elles tournent de manière sporadique et en muet. C'est dans ces conditions que les Actualités françaises enregistrent les audiences du procès Pétain. Quant aux Britanniques, ils ont interdit dès 1925 les preneurs d'images dans leurs tribunaux.

En 1945-1946, le procès de Nuremberg a pour forte singularité d'être filmé conjointement par les militaires américains du Signal Corps, les cameramen soviétiques et une poignée d'opérateurs des actualités occidentales.

■ Le jugement d'Eichmann, en 1961, à Jérusalem, marque une nouvelle étape : c'est le premier procès filmé intégralement (par Leo Hurwitz), pour les besoins de la télévision et grâce aux techniques de la vidéo.

■ Depuis les années 1990, les procès devant les tribunaux de la justice internationale sont eux aussi enregistrés *in extenso* (Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie ; Tribunal d'Arusha pour le Rwanda, etc.). Mais les fonctions assignées à ces images sont multiples et souvent contradictoires.

■ En France, le filmage des procès, interdit en 1954, est de nouveau autorisé en 1985 par la loi Badinter, dans des conditions très strictes et dans le seul but de constituer des « archives historiques de la justice ». Depuis le procès de Klaus Barbie en 1987, treize ont été enregistrés. Celui des attentats du 13 novembre, qui devrait s'ouvrir en septembre, sera lui aussi filmé intégralement.



La cour cède sa place à un écran géant

Au centre de la salle 600 du palais de justice de Nuremberg, un écran est installé à la place habituelle des juges (dont l'estrade est décalée à droite, où se tiennent habituellement les jurés) pour projeter les preuves visuelles. Très novateur, l'aménagement dévie du schéma traditionnel des tribunaux anglo-saxons. Seule la barre des témoins demeure à sa place, à la vue de tous.



Scénographie La mission d'aménagement du prétoire est confiée au jeune architecte Dan Kiley. On le voit ici à gauche examinant la maquette du tribunal.

atrocités des camps que les nazis ont dissimulées dans une carrière de granite et une mine de sel. Elle se conclut sur un accord d'échange avec les Soviétiques, qui ont mis la main sur les studios de Babelsberg, où sont entreposés les riches fonds du Reichsfilmarchiv.

A l'automne 1945, tandis que la Field Photographic Branch commence le montage des « films-preuves » américains, son chef par intérim, Ray Kellogg, réalise le court-métrage *That Justice Be Done* (« Que justice soit faite ») écrit par Budd Schulberg, pour préparer l'opinion à l'ouverture du Tribunal. Le film se veut un hymne aux idéaux de la démocratie américaine, qu'il oppose à la barbarie des nazis. Ces valeurs sont symbolisées par une chaîne de figures tutélaires – Washington, Jefferson, Lincoln – instituant Jackson et Donovan en héritiers des pères fondateurs. *That Justice Be Done* sort aux États-Unis le 18 octobre 1945. La date ne doit rien au hasard : elle coïncide avec la séance inaugurale du Tribunal militaire international réuni à Berlin. Le court-métrage conquiert des millions de spectateurs.

Pendant l'été, un autre service de l'OSS, la Presentation Branch, conçoit la salle d'audience. Cette importante mission a été confiée au jeune architecte Dan Kiley, qui sera le premier scénographe du procès. Le prétoire est un lieu symbolique autant qu'un espace matériel : son organisation spatiale reflète les conceptions de la loi, établit une hiérarchie des pouvoirs, conditionne les échanges entre les parties. La Presentation Branch fait savoir qu'il lui faudra dévier du schéma traditionnel des tribunaux anglo-saxons pour installer l'écran qui permettra de présenter films, photos, cartes et organigrammes conçus par l'OSS. Un plan d'aménagement très novateur est adopté.

L'écran est en effet placé face au public, au point focal de la salle, à la place traditionnellement dévolue à la cour. L'estrade des juges a été décalée sur la droite, tirant profit de l'absence de jury. Cette rotation entraîne dans son mouvement les tables de la défense et de l'accusation. Seule la barre des témoins demeure à sa place habituelle, en fond de salle, à la vue de tous. Ce schéma d'aménagement sert les desseins de Donovan : la position centrale de l'écran mettra à l'honneur les images de son agence ; la position prééminente de la « barre » lui offrira un décor à la mesure de ses ambitions. Car le général pense avoir convaincu Jackson d'accorder une place de choix aux témoignages et il se voit déjà au pupitre, mettant ses dons d'interrogateur au service du théâtre de la justice.

Le procureur Jackson doit préparer le dossier d'accusation et organiser le procès dont il sera le metteur en scène

Reste encore à choisir les emplacements des photographes et des cameramen, Jackson ayant décidé qu'ils ne pourraient se mouvoir librement dans le prétoire afin de garantir la dignité des débats. Cette question ne peut être résolue tant que le choix de la salle n'est pas arrêté. C'est chose faite dans les derniers jours de juillet. Sur proposition américaine, malgré les réticences soviétiques, Nuremberg est retenue comme la ville du procès. Dan Kiley découvre alors la salle 600 du palais de justice sur laquelle Jackson a jeté son dévolu. Son exiguïté l'inquiète : le modeste prétoire pourra difficilement accueillir le nombre pléthorique des participants (22 accusés et leurs 16 avocats allemands, 8 juges, 4 équipes ►►►

Notes
3. Cité par D. Waller, *Wild Bill Donovan. The Spymaster Who Created the OSS and Modern American Espionage*, New York, Free Press, 2011, p. 347.
4. Citée par S. Felman, « Traumatisme à la cour », S. Lindeperg, A. Wieviorka (dir.), *Le Moment Eichmann*, Albin Michel, 2016, p. 190.
5. Cf. O. Kirchheimer, *Political Justice: The Use of Legal Procedure for Political Ends*, Princeton University Press, 1961, p. 324.

▶▶▶ d'accusation) auxquels l'OSS veut adjoindre 600 spectateurs et 500 journalistes.

Il propose de tenir plutôt le procès dans la salle de l'Opéra de Nuremberg, qui lui permettrait d'installer confortablement les protagonistes et de favoriser une mise en scène *« grandiose et palpitante »*. Kiley ne s'exprime pas à la légère : il fait suivre sa proposition d'un plan d'aménagement. Son ambition wagnérienne séduit plusieurs membres de l'équipe américaine mais les proches conseillers de Jackson l'en dissuadent : ils redoutent un effet miroir avec la justice soviétique qui offrirait au monde une « version hollywoodienne » des procès spectacles staliniens.

Kiley doit se contenter de la salle 600, qu'il parvient à optimiser ingénieusement. Faisant abattre une cloison et récupérant la hauteur du grenier, il construit une galerie de presse de 205 sièges, un balcon pour les visiteurs et des cabines pour les reporters radio. Au parterre, 3 emplacements – dont deux cabines vitrées et insonorisées – sont aménagés pour les opérateurs et les photographes.

Pendant l'été, les membres de la Field Photographic Branch ont arrêté un dispositif de filmage d'une immense ambition. Sur le fond, les cinéastes assument la subjectivité d'un tournage qui servira la cause des États-Unis : leurs images valoriseront les discours du procureur Jackson et produiront *« des archives pour l'histoire qui demeureront comme une justification permanente de notre démocratie américaine »*. Sur la forme, le projet se nourrit d'un imaginaire de la justice qui puise dans le genre des films de prétoire hollywoodiens auquel John Ford a brillamment contribué. Les opérateurs surligneront la théâtralité des audiences, joueront sur les effets de suspense, filmeront en gros plan *« les visages décharnés des victimes des camps »*. Cette vision du procès s'accorde en tous points avec celle de Donovan, qui souhaite calquer la dramaturgie de Nuremberg sur le *« style des dossiers criminels américains »*.

Mais en août 1945, alors que les cameramen du groupe Ford entrent dans la phase active de ses préparatifs, c'est le coup de théâtre : le filmage est retiré aux cameramen du groupe Ford pour être confié aux militaires du Signal Corps avec lesquels ils furent en concurrence pendant toute la durée de la guerre. Ce dessaisissement intervient au moment même où pâlit l'étoile de Donovan, dont le concours apparaît désormais moins crucial à Jackson. En mai 1945 le procureur général avait un besoin vital du personnel de l'OSS ; 172 de ses membres avaient rejoint son staff. Mais à la fin de l'été, le rapport de forces a changé : Jackson bénéficie d'une équipe étoffée dans laquelle les hommes de l'agence sont en minorité. L'accusation américaine a par ailleurs accumulé une riche documentation dont il entrevoit la force probatoire : *« Je ne pensais pas*, confie le procureur à ses homologues, *que des hommes puissent être assez stupides pour coucher sur le papier certaines des choses que les Allemands ont écrites.* » Cette moisson d'archives l'incite à réviser sa stratégie d'accusation en optant pour un procès centré sur la lecture des documents nazis. A la différence des témoins, ils constitueront des preuves incontestables. Ils offriront aux chercheurs des sources précieuses pour étayer le crime de complot contre la paix, rendre les guerres d'agression illégitimes et arrêter « le verdict ultime de l'histoire ».

Jackson choisit donc d'appeler à la barre un nombre réduit de témoins dont la tâche se limitera à combler les lacunes des écrits. Cette vision « documentaire » du procès est en phase avec les méthodes des cameramen du Signal Corps dont le plan de tournage s'émancipe nettement de celui du groupe Ford.

Pour Donovan, la défaite tactique intervient au pire moment. Depuis l'été, son agence est la cible de violentes attaques dans les cercles de Washington qui prônent une réorganisation drastique des services de renseignements. Hoover, le patron du FBI, est à la manœuvre : il lance une campagne de dénigrement contre les méthodes de l'OSS qu'il agrémente de rumeurs sur la vie privée de son patron. La presse s'en fait le relais. Le coup de grâce arrive sans tarder : le 20 septembre le président des États-Unis signe le décret de dissolution de l'OSS et remercie sèchement le général espion.

Donovan réinvestit son indomptable énergie dans la préparation du procès. Il multiplie les initiatives, suggérant même de négocier avec les accusés vedettes pour en obtenir des confessions spectaculaires. Ses démarches indisposent toujours plus Jackson dont elles menacent le leadership. Aussi, le 26 novembre, six jours après l'ouverture du procès, le procureur prive-t-il Donovan de sa position prééminente dans une lettre qui

À SAVOIR

Verdicts

22 criminels nazis furent jugés : **Robert Ley** s'est suicidé avant l'ouverture du procès, **Martin Bormann** fut jugé par contumace.

Les quatre chefs d'accusation étaient :

1. Complot ou plan concerté.
2. Crimes contre la paix.
3. Crimes de guerre.
4. Crimes contre l'humanité.

12 ont été condamnés à la peine de mort par pendaison : **Göring** (qui se suicida avant l'exécution de la sentence), **Ribbentrop, Keitel, Rosenberg, Kaltenbrunner, Frank, Frick, Streicher, Sauckel, Jodl, Seyss-Inquart, Bormann** (par contumace).

7 à une peine d'emprisonnement : **Dönitz, Funk, Neurath, Schirach, Speer, Hess, Raeder.**

3 furent déclarés non coupables : **Schacht, Fritzsche et Papen.**



Hermann Göring A la barre des témoins ici en 1946, Göring est jugé comme dirigeant de premier plan du IIIe Reich (fondateur de la Gestapo, chef de la Luftwaffe, plusieurs fois ministre…). Il sera condamné à mort.



Archives
Cette photo, prise par un soldat américain à la fin du procès, montre les feuilles du jugement jonchant le sol du palais de justice. Le verdict consacre 28 pages aux crimes de guerre et seulement 2 aux crimes contre l'humanité.

sonne comme un adieu : *« Franchement, Bill, vos vues et les miennes paraissent si éloignées que je considère impossible de vous confier l'interrogatoire ou le contre-interrogatoire des témoins »*[3]. Piqué au vif, le général quitte Nuremberg avec fracas quelques jours plus tard.

Déconfiture politique et morale

Des immenses ambitions du patron de l'OSS ne devait finalement subsister qu'une scène construite à sa main et une puissante dramaturgie des images. Car si les quatre « films-preuves » des Américains eurent des effets juridiques très inégaux, ils offrirent, chacun à leur manière, des moments de spectacle qui captivèrent la presse et donnèrent corps au grand conte moral que l'équipe d'accusation peinait à incarner. Le grand souffle du récit américain, porté avec éloquence par Jackson dans son discours d'ouverture, s'était peu à peu éteint dans le froissement des pages et la lecture monotone des archives. Au fil de prestations sans éclat, le « procès du siècle », qui dura presque un an, tourna au monument d'ennui : il s'avéra, selon la romancière anglo-irlandaise Rebecca West, l'un *« de ces événements qui ne deviennent pas une expérience »*[4].

Les opérateurs devaient jouer sur le suspense, filmer en gros plan les visages décharnés des victimes des camps

La stratégie de Jackson buta également sur la ligne de défense du *Reichsmarschall* Göring. Doté d'un sens aigu de l'auto-mise en scène, l'accusé numéro un usa des registres de la farce et de la tragédie pour contrer le drame moral américain. Sans illusion sur son verdict, l'inculpé vedette joua pleinement la carte du spectacle. Lors de son contre-interrogatoire par Jackson, Göring prit l'accusateur au piège de ses ambitions multiples. *« Ce sera un duel à mort entre le champion des valeurs de la civilisation et le dernier survivant important parmi les protagonistes des forces du Mal »,* avait prédit le juge britannique Norman Birkett. Ce fut une déconfiture politique et morale pour Jackson qui, de l'avis de tous, perdit alors la bataille de l'image et de l'opinion.

Après cet échec humiliant, le procureur bouda les journalistes qu'il traita avec dédain, se plaignant de leur ignorance en matière de droit : privé des conseils de Gordon Dean, son fidèle attaché de presse rentré aux États-Unis, Jackson saborda la campagne d'information qu'il jugeait pourtant indispensable à la réussite du procès.

La déconvenue américaine se manifesta aussi sur les écrans. Le filmage du Signal Corps ne fut pas, en effet, à la hauteur des attentes et ses déficiences entravèrent la couverture du procès dans les journaux d'Actualités. Le travail des opérateurs fut bridé par les problèmes d'éclairage, la rigueur du dispositif et les restrictions draconiennes imposées par le président de la Cour, le juge britannique Geoffrey Lawrence. Le tournage du Signal Corps manqua par ailleurs de cohérence et de coordination. Sur ce plan, l'équipe soviétique, qui tournait en parallèle sous la conduite de Roman Karmen, fut nettement plus ingénieuse. Le célèbre cinéaste russe monta ces images dans *Le Tribunal des peuples*, qui sortit en URSS peu après l'énoncé du jugement. Il prit ainsi de vitesse le documentaire américain réalisé par Stuart Schulberg dont la mise en œuvre s'enlisa jusqu'en 1949 en raison de querelles intestines au sein du camp américain et qui ne sortit jamais aux États-Unis.

Les tensions de la guerre froide firent le reste et achevèrent de contrarier les ambitions de Jackson : la coalition quadripartite avait éclaté avant *« que l'encre du jugement ait eu le temps de sécher »*[5] ; elle emportait dans sa chute la promesse idéaliste d'une paix mondiale assurée par le droit. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

J.-C. Klotz, *Nuremberg, des images pour l'histoire* (documentaire), 52 min., 2020.

S. Lindeperg, *Nuremberg. La bataille des images*, Payot, 2021.

M. Osiel, *Juger les crimes de masse. La mémoire collective et le droit*, Seuil, 2006.

T. Taylor, *Procureur à Nuremberg*, Seuil, 1992.

A. Wieviorka, *Le Procès de Nuremberg*, Liana Levi, 2017.

@ Pour en savoir plus sur le procès, retrouvez l'article d'Annette Wieviorka, « Le procès de Nuremberg » (n° 136, septembre 1990) sur www.lhistoire.fr



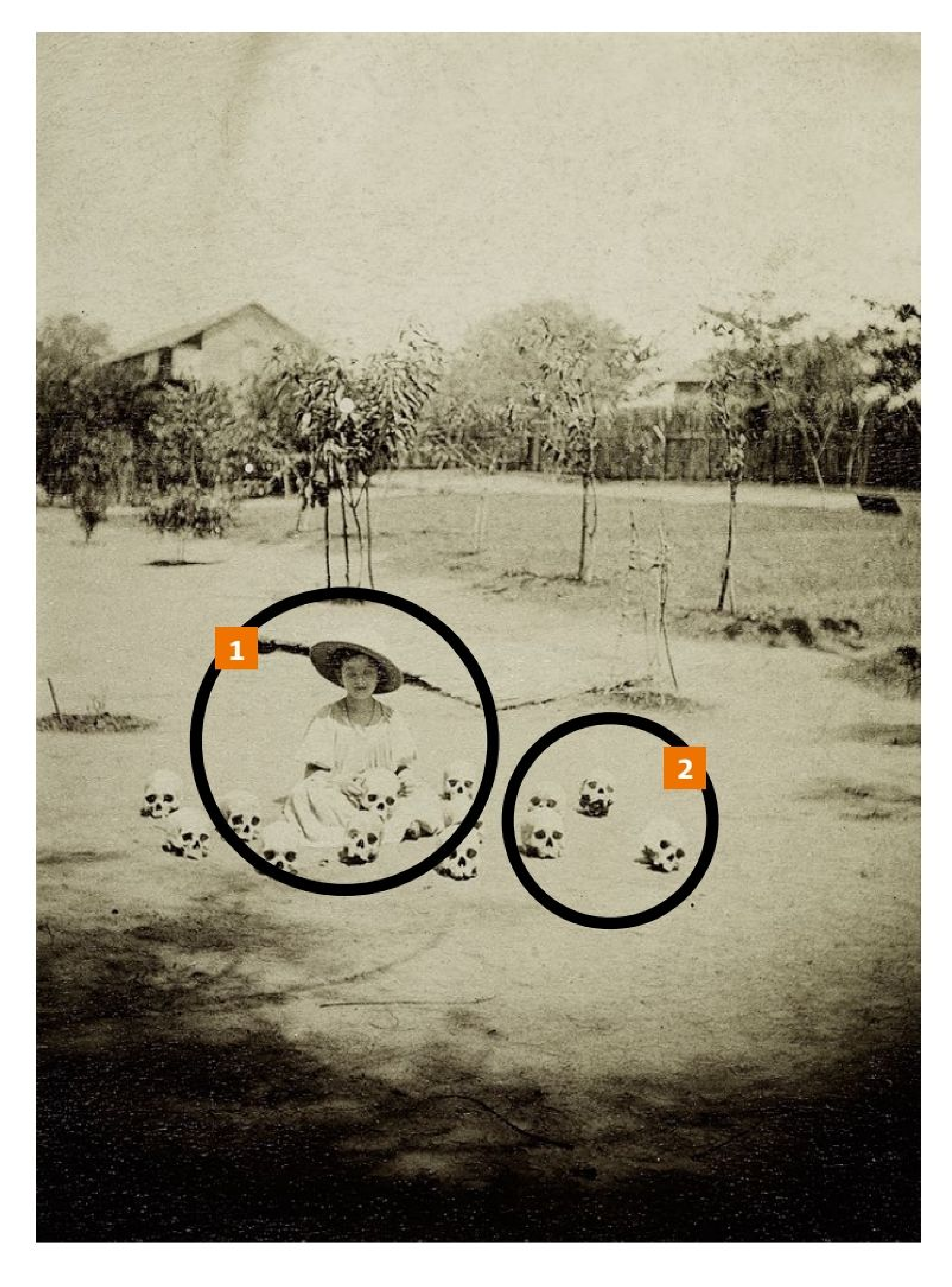
L'AUTEUR
Maître de conférences à l'université Paris-Nanterre, Daniel Foliard a notamment publié **Combattre, punir, photographier. Empires coloniaux, 1890-1914** *(La Découverte, 2020).*

Soudan français
La jeune fille aux crânes

Par Daniel Foliard

Le Soudan français (actuel Mali) devient une colonie au début des années 1890. La phase d'expansion militaire dans l'Afrique de l'Ouest est toutefois loin d'être terminée. Ahmadou Tall a échappé aux troupes françaises après la prise de Ségou, sa capitale, en 1890. Plus au sud, les soldats français luttent contre l'empire de Samory Touré, qui n'est capturé qu'en 1898. C'est dans cet environnement instable que Paul Bonnetain, un ancien des troupes de la Marine passé à la littérature, est envoyé en 1892 par le sous-secrétariat d'État aux Colonies pour étudier les populations autochtones.

Il embarque avec sa fille Renée, âgée de 7 ans, et sa femme Raymonde. Cette dernière, la première Européenne à atteindre la région, publie à leur retour *Une Française au Soudan*. La famille repart en Afrique en 1894 quand Paul est nommé à Kayes, capitale du Soudan français, avec un poste officiel. Le couple pratique avidement la photographie lors de ces séjours. Plusieurs tirages viennent ensuite illustrer leurs écrits. Tous n'ont pas vocation à circuler publiquement, à l'instar de cette image montrant leur fille posant avec des crânes de soldats africains, qui n'a eu de visibilité que par ses remédiatisations récentes. Mais cette photographie est plus ambiguë qu'elle ne le laisse paraître : la lire vraiment, c'est aussi se plonger dans les contradictions du colonialisme. ■



Fiche technique

Ce tirage de 16,5 x 11,2 cm sur papier albuminé est monté sur un carton aux coins abîmés. Il a été pris vers 1893-1895 par Raymonde Bonnetain au Soudan français. Visiblement régulièrement manipulée, la photographie n'a pas été exposée. Elle est conservée par la bibliothèque Marguerite-Durand à Paris. Pionnière du féminisme en France, Marguerite Durand connaissait le couple Bonnetain. Elle avait salué dans son journal *La Fronde* le récit de voyage de Raymonde. Le cliché a donc bien circulé au sein d'un cercle de proches des Bonnetain.



1 ◂ Une jeune fille endimanchée

Cette jeune fille, Renée Bonnetain, accompagne ses parents comme un symbole : partisans d'une colonie de peuplement, ils défendent une autre expansion impériale que celle soutenue par les armes et les hommes. L'image est savamment composée : l'enfant est habillée avec soin ; un chapeau l'endimanche. Elle pose au milieu d'un parterre de crânes. Elle en tient même un sur ses genoux. Elle semble plus âgée que sur les photographies du premier voyage, ce qui laisse penser que ce cliché fut bien réalisé lors du second séjour (1894-1895).

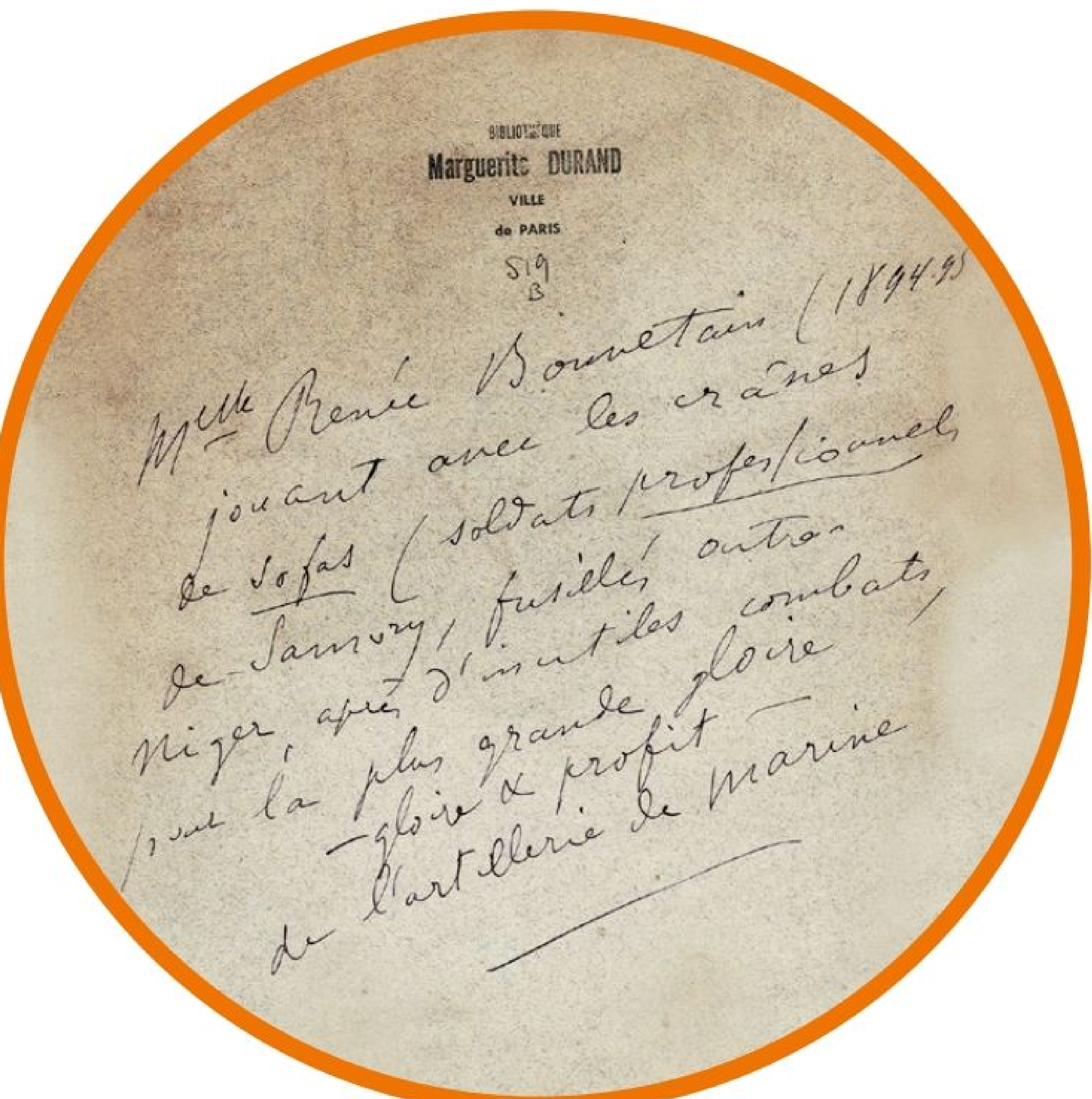


2 ◂ Le prêt d'un collectionneur

Confiés à Raymonde pour cette étrange scène, ces restes humains sont ceux de soldats combattant pour Samory Touré. Ils ont été exécutés par les Français lors d'une de leurs campagnes contre l'empire de ce résistant à la conquête coloniale, sans doute au début des années 1890, sur le territoire de l'actuelle Guinée. Un collectionneur a conservé ces ossements devenus spécimens. De telles récoltes sont bien documentées dans les guerres coloniales. Qui est ce collectionneur ? Il s'agit probablement du docteur Sarrazin, vétérinaire qui occupe alors la villa de Kayes où fut prise la photo. En 1901 il publiera *Races humaines du Soudan français*, livre rempli de mesures anthropométriques. La photographie articule ici le mépris des corps africains, la violence de la conquête et l'obsession anthropologique.

3 ▸ Une dénonciation ?

Au dos, une note rédigée au crayon, sans doute par Raymonde, complique le sens de l'image. *« Mlle Renée Bonnetain (1894-95) jouant avec les crânes de sofas (soldats professionnels de Samory), fusillés outre-Niger, après d'inutiles combats, pour la plus grande gloire – gloire et profit – de l'artillerie de marine. »* L'auteure dénonce les campagnes brutales qui ont été menées par le commandant Archinard dans la région sans en aviser Paris. Tout en militant pour l'empire et exprimant leur mépris à l'égard des populations locales, le couple Bonnetain instrumentalise son exposition médiatique contre certaines politiques coloniales. Ils faciliteront d'ailleurs par leurs écrits la chute d'Archinard.



Mlle Renée Bonnetain (1894-95)
jouant avec les crânes
de sofas (soldats professionnels
de Samory, fusillés outre-
Niger, après d'inutiles combats,
pour la plus grande gloire
– gloire & profit –
de l'artillerie de marine

GUIDE *Culture*

La malédiction du pétrole

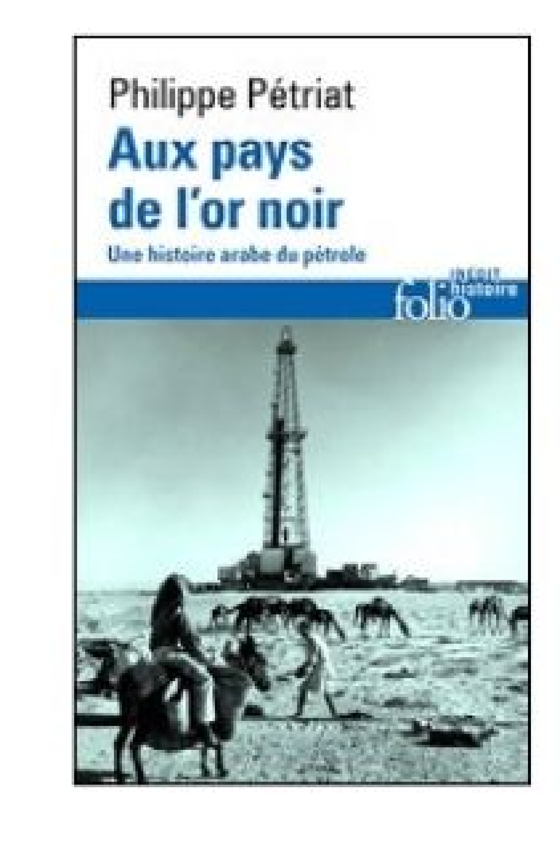
Le boom de l'industrie pétrolière a profondément et rapidement transformé le Proche-Orient, aussi bien sur le plan économique que social et politique. Philippe Pétriat retrace ces bouleversements du point de vue des pays arabes.

Par Maurice Sartre*

Aux pays de l'or noir. Une histoire arabe du pétrole
Philippe Pétriat Gallimard, « Folio histoire », 2021, 468 p., 9,20 €.

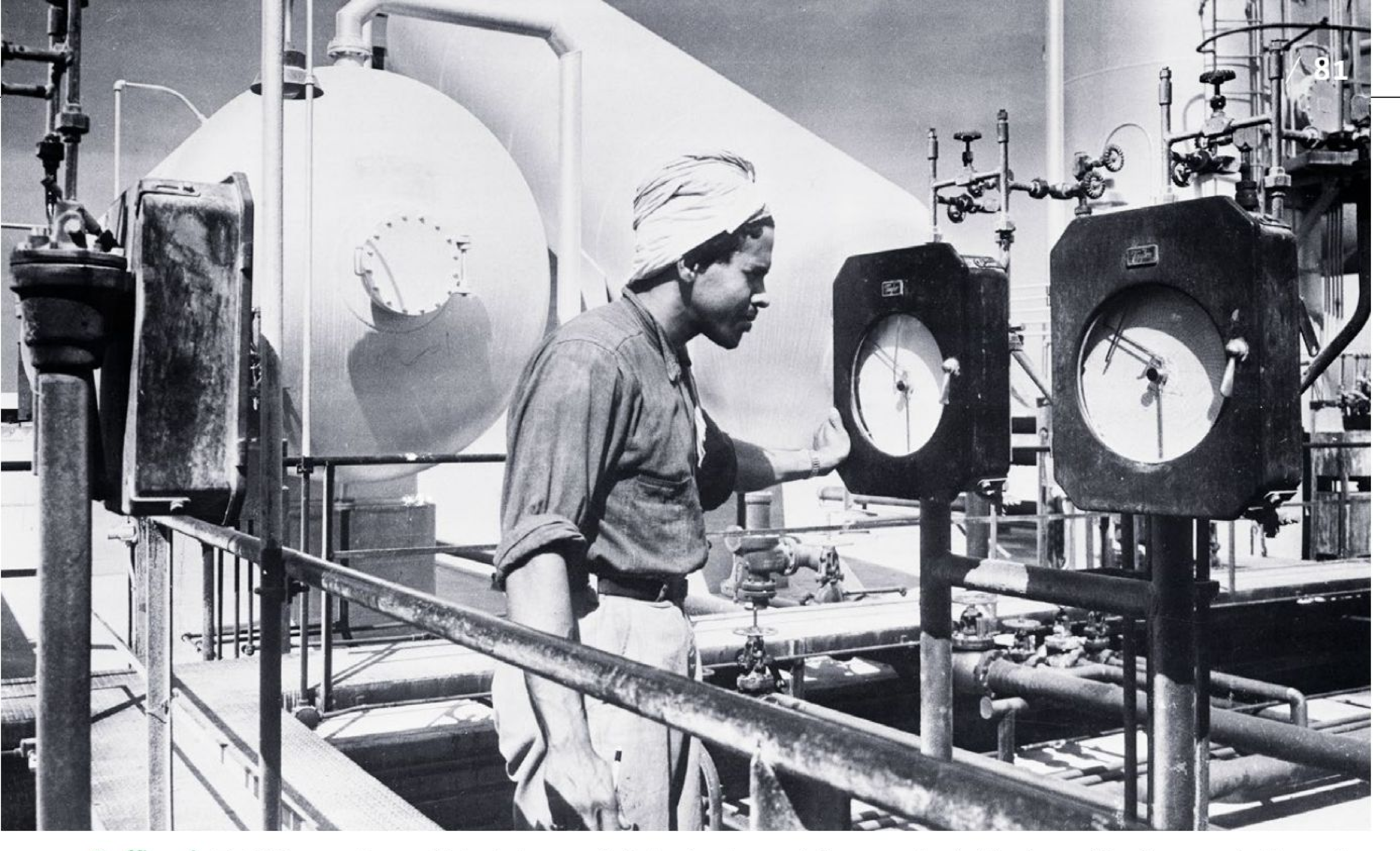
Comment les Arabes ont-ils vécu l'avènement de l'ère du pétrole depuis plus d'un siècle ? Question rarement posée et souvent réduite à la caricature. Philippe Pétriat, maître de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le montre avec force arguments : les Arabes ne se sont pas contentés de jouir de la manne ainsi déversée qui bouleversa l'organisation sociale, économique et politique du Proche-Orient puis de l'Afrique du Nord. C'est une tout autre histoire que raconte cet ouvrage passionnant et novateur qui, appuyé sur une solide connaissance de l'histoire du pétrole arabe, scrute sur un bon siècle des centaines d'articles de la presse arabe, des conférences, des romans ou des poèmes, des tracts ou des thèses universitaires soutenues par des Arabes pour tenter de saisir la complexité des situations et l'importance des mutations au sein du monde arabe.

Ceux qui vivaient depuis des millénaires à proximité des affleurements de naphte en connaissaient les usages mais aussi les méfaits, notamment la pollution des sols. Dès les débuts de la mise en œuvre d'une exploitation industrielle confiée par les Ottomans à une société occidentale, les riverains se plaignirent du bruit, des odeurs, de la pollution des eaux et des terres. Après la Première Guerre mondiale, dans un monde arabe débarrassé des Ottomans mais placé sous la tutelle des Occidentaux, il va de soi que les pouvoirs arabes prétendus indépendants ne représentent rien. Toutefois, dès cette période, le pétrole suscite de profonds changements.



Dans les années 1930 se déroulent les premières grèves contre les conditions de vie et les salaires de misère des Arabes par rapport au personnel expatrié, et même aux Indiens amenés par les Britanniques, alors que la prise de conscience d'une classe ouvrière arabe (inexistante en dehors de l'Égypte) ne survient que dans les années 1950. D'autres s'inquiètent de la présence de tous ces étrangers, y compris des chrétiens. Au contraire, des jeunes issus des milieux négociants traditionnels se lancent très tôt dans des études autour du pétrole en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, aboutissant dès les années 1960 à des thèses remarquées qui les conduisent rapidement dans l'entourage de dirigeants arabes peu au fait de ces questions. Ainsi, l'histoire arabe du pétrole doit prendre en compte dès les débuts ou presque l'influence majeure d'un groupe de spécialistes arabes compétents et décidés. Très vite tous les pays sont concernés, soit comme producteurs, soit comme lieux de passage des oléoducs, soit comme fournisseurs de main-d'œuvre. Philippe Pétriat ne masque rien de la variété des situations dont il rend parfaitement compte.

Les besoins de la reconstruction après 1945 changent la nature même du phénomène et c'est souvent sous l'influence de ces jeunes experts relayée par la presse arabe que la pression croît sur les potentats désormais milliardaires pour obtenir une part plus grande des revenus. Peu à peu, tous les États, « modérés » ou révolutionnaires, poursuivent cet objectif dans les années 1960-1970, jusqu'à la nationalisation pour certains (Irak, Algérie, Libye) ou la prise de contrôle majoritaire pour les autres. Les intellectuels arabes jouent un rôle essentiel dans cette prise de conscience. Mais,



Raffinerie En 1949, un ouvrier surveille les équipements de l'usine de traitement de la compagnie pétrolière Aramco à Ras Tanura, en Arabie saoudite.

dans le même temps, l'irruption de revenus inimaginables nourrit les fantasmes, les projets pharaoniques que dénoncent les mêmes intellectuels déjà conscients qu'il y aura un « après-pétrole » qu'il faut préparer. La dénonciation récurrente de régimes corrompus, voire mafieux, qu'ils soient monarchiques ou révolutionnaires, s'accompagne du triste constat de bouleversements qu'ils regrettent : dédain pour les travaux agricoles, échec des politiques d'industrialisation (Algérie) ou totale soumission des « citoyens » entretenus à grands frais (États du Golfe).

Si les convergences sont réelles malgré des relations très tendues entre les États, jamais, sauf une seule fois, les experts arabes du pétrole ne parvinrent à convaincre leurs dirigeants de parler d'une même voix. Et si, à l'issue de la guerre d'octobre 1973, tous les pays se mirent d'accord pour prononcer un embargo total, cette unité ne tint pas plus de cinq mois : la dépendance alimentaire où s'était placé le monde arabe la rendait intenable. Et les divisions reprirent le dessus. Les augmentations jugées faramineuses en Occident (le « choc pétrolier » de 1974) furent bien vite gommées : avec la complicité manifeste de l'Arabie saoudite, les compagnies occidentales parvinrent à faire baisser le prix du pétrole au-dessous de ce qu'il avait été avant le choc ! Mais l'ère de la *tafta* (« du bond, du saut ») incitait à l'optimisme et on oublia. Pourtant, les économistes arabes mesuraient combien cet enrichissement accroissait la dépendance et des voix s'élevaient pour qu'on apprenne au plus tôt à se passer du pétrole. Oman et Bahreïn n'en produiraient bientôt plus, et les réserves évaluées restaient incertaines. Beaucoup s'inquiétaient de la dégradation morale qu'entraînait cette richesse sans effort ; les écarts de revenus, modestes jusque dans les années 1950, bondirent : 1 à 120 entre les revenus moyens d'un Koweïtien et d'un Yéménite.

Un révélateur des tensions sociales et politiques

La fin de la *tafta* survient de fait dans les années 1990 et des États habitués au luxe durent emprunter. Les mentalités changent, la solidarité semble plus nécessaire, les intellectuels s'inquiètent de la faiblesse des indicateurs de développement (santé, éducation, consommation) de tous les États arabes. Il faut vraiment sortir de la dépendance au pétrole. Quelques États riches (Koweït fut le premier) créèrent des fonds souverains pour placer et investir les gigantesques revenus pétroliers, d'autres amorcèrent des reconversions économiques (Bahreïn) ou l'adaptation de leur population nationale à un mode de vie plus sobre (Oman). Mais, dans le même temps, les monarchies du Golfe se lancent à corps perdu dans le soutien à l'islamisme pour détourner l'attention et échapper aux critiques. Il est vrai aussi que le néolibéralisme économique de tous les régimes arabes favorise un développement de l'initiative privée qui conduit à une diversification de la production.

Du pétrole l'auteur fait une sorte de révélateur des tensions profondes qui divisent les sociétés comme les appareils politiques. Il montre combien les Arabes sont nombreux à comprendre la fin du pétrole et parfois à l'espérer, même si une dimension religieuse vient troubler le débat. Des courants de pensée novateurs existent partout, s'expriment depuis longtemps dans la presse arabe comme non arabe, surtout à l'étranger en raison de la censure quasi générale des médias, et les révolutions populaires ont montré l'étendue et l'intérêt des prises de position des Arabes sur la société, la vie politique et économique comme sur le pétrole. Peut-on pourtant dire qu'une partie de la population est prête à se réjouir de voir de l'eau jaillir à la place du pétrole, comme jadis les bédouins qui campaient à proximité des premiers pétroliers ? ■

---

* *Membre du comité scientifique de* L'Histoire

L'islam : une passion protestante

A partir du XVIe siècle, la tradition protestante s'est de plus en plus intéressée à l'islam,son prophète et son livre saint.

Luther et Mahomet. Le protestantisme d'Europe occidentale devant l'islam, XVIe-XVIIIe siècle Pierre-Olivier Léchot
Cerf, 2021, 564 p., 29 €.

L'intérêt de l'Occident chrétien pour l'islam n'a pas attendu le XVIe siècle pour se manifester. Déjà vers 1140 l'abbé Pierre de Cluny commandait une traduction du Coran destinée à identifier l'ennemi qu'il fallait combattre autrement que par la seule violence. Reste que la conjonction de la Réforme et de la pression militaire turque conduisit à chercher plus sérieusement à qui l'on avait affaire. Par crainte d'être assimilés aux Turcs hérétiques et pour certifier l'excellence de la Bible, seule expression de la vérité divine, les réformés tenaient à vérifier que le Coran était bien, selon Luther, *« un livre exécrable, honteux et mensonger »* dont l'étude dévoilerait l'imposture. Or, tout restait à faire.
Dès lors s'engagea sur plus de deux siècles un mouvement animé largement par les protestants européens. Car le travail sur les textes, parfois avec l'aide de Turcs ou de Marocains, l'immense entreprise philologique menée par des érudits à Bâle, Leyde, Oxford, Weimar, les éditions et traductions multiples, dont la véritable encyclopédie islamique de Theodor Bibliander publiée en 1542 avec le soutien de Luther, modifièrent en profondeur le regard des protestants sur l'islam. Sur sa langue d'abord, car la parenté entre l'hébreu biblique et l'arabe coranique donnait à réfléchir. Sur son histoire ensuite, qui montrait que la religion musulmane procédait du judéo-christianisme primitif. Sur ses mœurs enfin, caractérisées par la simplicité du culte rendu à un Dieu vraiment unique dont Jésus était un grand prophète, et surtout la tolérance envers les chrétiens, au point qu'un protestant était plus en sécurité à Istanbul qu'à Rome. Mais confronter l'islam au christianisme conduisait à relativiser, voire critiquer, ce dernier : à partir de Pierre Bayle, les philosophes tirèrent les leçons du savoir érudit. S'achevant, avec les Lumières, sur l'idée d'une religion naturelle et universelle chez Lessing, et une conception culturaliste et déterministe de l'islam oriental chez Herder, ce grand livre met en lumière la rencontre troublante et les affinités paradoxales entre le protestantisme et l'islam à l'Époque moderne. ■

Laurent Theis
Membre du comité scientifique de L'Histoire



Un monde fractionné

Les archives de l'ONU révèlent que les blocs de l'Est et de l'Ouest coopérèrent sur bien des points entre 1945 et 1991.

Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide
Sandrine Kott
Seuil, 2021, 328 p., 23,50 €.

Du rideau de fer au mur de Berlin en passant par la ligne de démarcation séparant la Corée et le Vietnam, la mémoire de la guerre froide est profondément marquée par l'imaginaire du cloisonnement. A ce stéréotype tenace Sandrine Kott, professeure à l'université de Genève, oppose la force d'un idéal, celui de l'internationalisme qui eut cours au sein des organisations internationales nées après 1945. Loin de n'être que des arènes où se donnaient à voir les clivages entre blocs, ces instances permirent l'expression de voix spécifiques remettant en cause la binarité du monde, comme celles des pays d'Europe centrale qui servirent souvent de ponts entre Est et Ouest, ou encore des pays du Sud, promoteurs d'un « troisième internationalisme » fondé sur l'anti-impérialisme et la redistribution des richesses mondiales.
Sans verser dans un irénisme naïf, le livre montre surtout qu'en dépit des divergences idéologiques et des objectifs politiques sous-jacents la myriade de fonctionnaires internationaux, d'experts et de militants qui s'y fréquentaient partagèrent un projet d'organisation rationnelle du monde s'appuyant sur la discussion collective, la production de savoirs transnationaux et la croyance dans les bienfaits de la modernité technique et économique.



A partir des années 1980, le naufrage du modèle communiste entraînant celui des politiques keynésiennes qui étaient au cœur de ce projet, l'internationalisme s'effaça devant un « globalisme » néolibéral consistant en une dérégulation généralisée des échanges et un retrait des États. Le point de départ d'une crise du multilatéralisme étatique dont nous sommes aujourd'hui les héritiers. ■

François Mathou
Doctorant à l'université de Lille

Antiquité

De belles histoires

Ainsi parlent les dieux. Comment Grecs et Romains pensaient leurs mythes Jean-Louis Poirier
Les Belles Lettres, 2021, 216 p., 21 €.

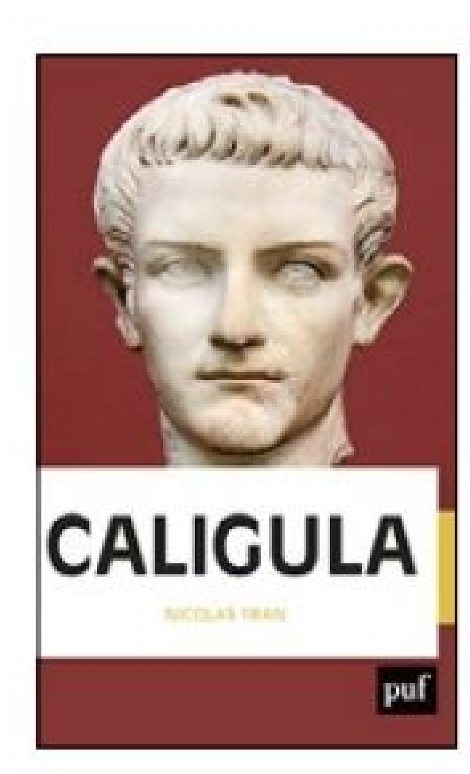


Quiconque imagine la mythologie grecque ou romaine comme un ensemble structuré que les fidèles des polythéismes antiques recevaient comme un guide moral ou spirituel doit sans tarder lire l'ouvrage de Jean-Louis Poirier. D'une plume alerte, il déconstruit au mieux les fausses approches de ce monde si étrange pour nous. Certes, les Anciens baignent dans les mythes, mais l'abondance des variantes, des contradictions et des histoires choquantes interdit toute harmonisation en vue d'une version « de référence », malgré l'autorité d'Homère ou des grands tragiques. D'ailleurs, très tôt, le doute règne chez quelques-uns et les opinions s'opposent. Incrédules, critiques, ironiques, tous les Grecs ne s'en laissent pas conter. Les philosophes brodent sur ces thèmes riches de possibilités et créent de nouveaux mythes (Platon est passé maître dans cet art), parfois plus efficaces. D'autres versent dans l'exploration allégorique des mythes. Quant aux chrétiens, ils sont les premiers à jeter un regard extérieur sur des mythes pour eux sans valeur, voire ridicules, poussant hors du champ du religieux des récits désormais réduits à n'être que de belles histoires.

Antiquité

Était-il fou ?

Caligula Nicolas Tran
PUF, 2021, 176 p., 14 €.



L'historien, écrit Nicolas Tran, n'est *« ni juge, ni procureur, ni avocat »*. La vie de Caligula (12-41 ap. J.-C.) mérite d'être érigée en cas d'école du décryptage des sources auquel le spécialiste de l'Antiquité doit se livrer. Parvenu au pouvoir en 37 alors qu'il avait seulement 25 ans, porteur de l'espoir des Romains après le règne de Tibère, empereur vieillissant et lointain, Caligula périt en 41 sous les coups de soldats de sa garde, avec la complicité de nombre de ses proches. Les textes antiques livrent leur explication : une mystérieuse maladie survenue à l'automne 37 l'aurait plongé dans la folie et transformé en tyran monstrueux. L'auteur entreprend de démonter cette fiction dans ce livre issu d'une collaboration entre les PUF et l'éditeur sonore Frémeaux & Associés, sans pour autant réhabiliter un empereur brutal.
Car rien ne permet d'affirmer que Caligula fut fou. Il imposa un style de gouvernement qui choqua l'aristocratie, si bien que les auteurs anciens, issus ou proches de ce milieu, en firent un monstre au cerveau dérangé. L'anecdote du titre de consul qu'il aurait donné à son cheval, si elle est vraie, est ainsi plutôt l'illustration d'un profond mépris pour le sénat et une affirmation de toute-puissance. Le basculement dans la tyrannie était une dérive possible du régime instauré au tournant de notre ère par Auguste, qui respecta lui-même l'État de droit. Le règne de Caligula marque une étape dans l'évolution du principat vers la monarchie. Mais sa politique à l'égard du peuple ou des territoires placés sous la domination de Rome présente une cohérence certaine et ne relève pas d'un dément. Belle leçon d'histoire livrée par Nicolas Tran que l'on a parfois l'impression d'entendre autant que de lire.

Antiquité

Le banquet des lettrés

Faut-il prendre les *Deipnosophistes* au sérieux ? Christian Jacob
Les Belles Lettres, 2021, 304 p., 21 €.



Christian Jacob ne prend pas l'œuvre d'Athénée de Naucratis – une encyclopédie de la gastronomie antique sur le mode burlesque – comme une satire contre les excès de l'érudition. Il s'est plongé dans *Le Banquet des sages* comme un ethnographe part en expédition. Il ne l'a pas fait pour mieux connaître l'auteur de ce festin : un Grec né en Égypte sous le règne de Marc Aurèle, venu sur le tard à Rome, après avoir enseigné à Alexandrie. L'historien a fait le pari de considérer ces conversations sur les plaisirs de la table comme un moyen de découvrir un milieu : celui d'une vingtaine de lettrés qui se réunissent lors de banquets organisés, au début du IIIe siècle de notre ère, par Larensis, un chevalier romain qui est aussi un collectionneur.
On croise chez ce haut fonctionnaire de l'empire des poètes, des rhéteurs, des musiciens, des philosophes et des médecins. Certains sont connus, comme Gallien ou Ulpien. Ces convives, qui accomplissent le rituel du *symposion*, le banquet grec, sont là pour célébrer leur vraie passion : la lecture. Chacun ne parle que par citations, tirées des rouleaux de sa bibliothèque. Grâce à Athénée ont ainsi échappé à l'oubli le nom de près de 1 000 auteurs et plus de 10 000 vers. Mais à entendre ces invités qui dissertent avec autant d'entrain sur la vaisselle que sur les courtisanes, on est pris par la nausée de la grande bouffe. On est englouti sous des montagnes de fruits et de légumes, des monceaux de poissons et de salaisons. On est accablé par le nombre des devinettes et des énigmes. Reste l'amitié qui unit ce petit monde. A croire que ce cercle de banqueteurs improbables préfigure les académies de la Renaissance italienne.

Moyen Age

Une invention médiévale ?

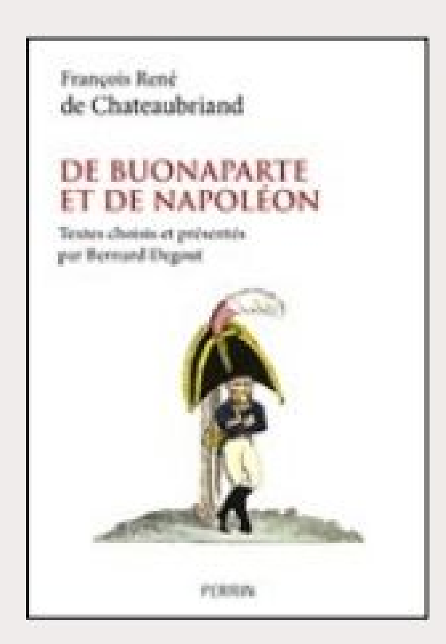
La Pensée économique au Moyen Age. Richesse, pauvreté, marchés et monnaie Paolo Evangelisti
traduit de l'italien par Jacques Dalarun, Classiques Garnier, 2021, 288 p., 36 €.



Les hommes du Moyen Age ont pensé l'économie. Telle est la thèse développée par Paolo Evangelisti, professeur à Rome, à partir de l'analyse minutieuse des textes produits au fil des siècles par des penseurs religieux, mais aussi de plus en plus souvent laïques. L'idée que la circulation des richesses est bonne pour l'ensemble de la société, à condition qu'elle évite l'usure et l'avarice

Le coup de cœur de Jean-Pierre Rioux

« L'un grand, l'autre petit » : les deux Napoléon



Celles et ceux qui seraient las des polémiques autour de la commémoration du bicentenaire de la mort de Napoléon pourront se mettre au vert en allant visiter Chateaubriand. Car, comme on ne le sait plus, M. le Vicomte a fait de l'Empereur un personnage majeur, après lui-même, de ses *Mémoires d'outre-tombe*, qui furent la première grande orchestration des assauts de mythologie et d'histoire suscités depuis 1821 par le disparu de Sainte-Hélène ; ceux que Natalie Petiteau a naguère si bien décrits (*Napoléon, de la mythologie à l'histoire*, Seuil, 1999). Bernard Degout, l'hôte du lieu merveilleux qu'est la maison de René à la Vallée-aux-Loups, a eu l'heureuse idée de rassembler pour nous les meilleures pièces du dossier, dans une édition critique et allègre à la fois.

Tout a commencé en 1814, à l'heure de l'abdication de l'Aigle et du retour de Louis XVIII, par la publication à succès du pamphlet *De Buonaparte et des Bourbons*. Chateaubriand y vide son sac d'ancien émigré, d'opposant depuis l'assassinat du duc d'Enghien, de diplomate déçu, d'écrivain et de publiciste mal aimé aux Tuileries et, surtout, de belle âme convaincue de *« la nécessité de se rallier à nos princes légitimes, pour le bonheur de la France et celui de l'Europe »*. Sa condamnation de l'usurpateur du trône de France, de l'étranger à l'accent corse (d'où le « u » ajouté à son nom de famille), du corrupteur des mœurs ancestrales, du Néron incendiaire de l'Europe, de « l'Ogre de Corse » dévoreur de conscrits, bref du faux grand homme et du tyran enfanté par la Révolution, est sans appel : *« Né surtout pour détruire, Buonaparte porte le mal en son sein.* […] *Il a horreur du bonheur des hommes. »* Par contre, lui, le contre-révolutionnaire, s'installe sans hésiter dans le rôle de « contre-figure impériale » et de Tacite « vengeur des peuples », en héraut de la liberté en France.

Mais son fiel s'est tari. En 1824 Montholon a rapporté que l'Empereur captif avait eu des paroles flatteuses pour le pamphlétaire. Aussitôt celui-ci s'est vanté que, *« du haut de son rocher, avant de mourir, il a conclu la paix entre nous et pour toujours »*. Et les chapitres XIX à XXIV des *Mémoires d'outre-tombe*, achevés en 1838, ont bouclé l'évolution de l'écrivain revenu de tout, des Bourbons, de Louis-Philippe, de ses charges de ministre et de pair de France. Dès lors que la légende napoléonienne a pris son envol et que Balzac, en 1833, a su dire sa force jusqu'au fond de la Chartreuse dans son *Médecin de campagne*, François René a fait de *« l'histoire portée en croupe par le roman »* et inventé ce *« légendaire poétique »* que nous n'aimons plus aujourd'hui. Mais il avait conclu : *« Qu'il n'ait été qu'un tribun déguisé en tyran, c'est une supposition qu'il m'est impossible d'adopter »*, parce qu'*« il y a toujours eu deux Bonaparte : l'un grand, l'autre petit »*, et que *« Napoléon était toutes les misères et toutes les grandeurs de l'homme »*.

Conclure la paix *« entre nous et pour toujours »*. Après tout, c'est sans doute le rôle d'une commémoration. ■

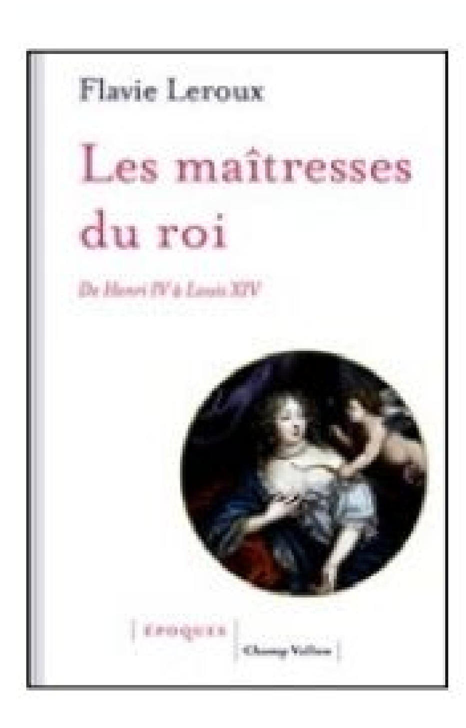
De Buonaparte et de Napoléon François René de Chateaubriand textes choisis et présentés par Bernard Degout, Perrin, 2021, 256 p., 18 €.

et respecte le juste prix, apparaît ainsi comme une constante de la pensée médiévale. Elle s'accompagne d'évolutions et approfondissements liés notamment à l'affirmation des marchands et à la réflexion sur le rôle de la monnaie et donc sur le pouvoir du prince. On oscille, à la lecture de ce texte, entre incompréhension devant certaines thèses – le marchand image du Christ chez Raymond Lulle – et fascination devant les échos que d'autres théories trouvent dans la situation contemporaine : les intermédiaires important et revendant à prix d'or des masques sanitaires au printemps 2020 sont-ils des marchands œuvrant pour le bien commun ou des accapareurs ? Il n'est pas certain que nous ayons plus la réponse que nos ancêtres…

XVIe-XVIIIe siècle

Reines de cœur

Les Maîtresses du roi. De Henri IV à Louis XIV Flavie Leroux Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020, 424 p., 27 €.



Sur un sujet longtemps considéré comme frivole, Flavie Leroux nous propose une étude solide : un portrait de groupe finement ciselé de ces femmes d'exception que sont les maîtresses royales sous Henri IV et Louis XIV. Toujours issues de la noblesse et richement dotées par leur royal amant, ces scandaleuses ont beaucoup fait parler les contemporains. Si elles se montrent des gestionnaires habiles à faire fructifier leur capital, elles ne peuvent cependant accélérer l'ascension de leur lignage que si ses membres ont déjà fait leurs preuves au service du roi. Reste que, en affichant des amours contraires à la morale chrétienne et en fondant des familles parallèles, les deux Bourbons semblent perturber sciemment les traditions. Cette toute-puissance supposée du vouloir royal se révèle, en réalité, une transgression tempérée, car raisonnée : les souverains sont les garants d'un équilibre qu'ils ne peuvent menacer outre mesure, ce qui les contraint à ne pas outrepasser certaines limites. Y compris dans ses amours, le roi absolu l'est bien moins qu'il ne le prétend.

XIXe-XXIe siècle

Archives juives

Aux sources juives de l'histoire de France Mathias Dreyfuss
préface de Yann Potin, CNRS Éditions, 2021, 420 p., 26 €.



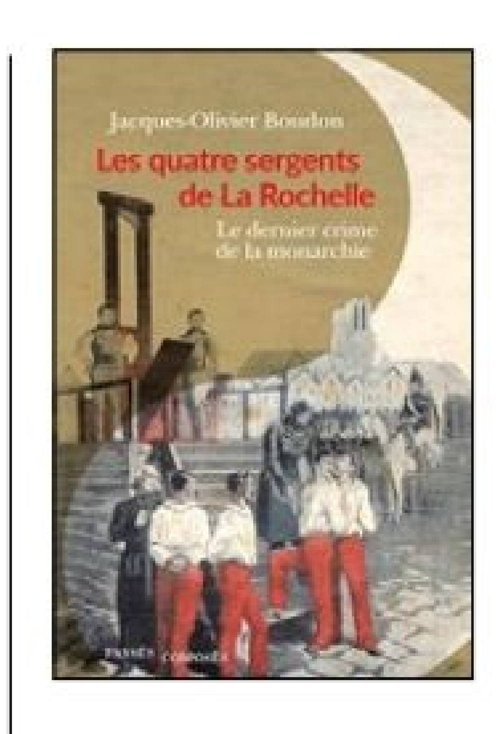
Quelle place les Juifs ont-ils occupée dans le récit national ? Quel type d'histoire que celle des Juifs : une histoire « ghettoïsée » ou intégrée à celle de la France ? Ce sont les questions que pose de façon neuve l'ouvrage érudit de Mathias Dreyfuss en étudiant les sources juives de l'histoire de France, en l'occurrence les archives. L'auteur rappelle que les collections d'archives sont construites, réaménagées, que les documents sont classés, triés, inventoriés, et que c'est de ces diverses opérations que dépend d'abord l'écriture de l'histoire. Des documents concernant les Juifs sont présents dans un des fleurons des Archives nationales, le Trésor des chartes, à la fonction éminemment politique. Or les documents conservés sont ambivalents : s'ils permettent de renseigner sur la politique juive des Capétiens, ils détachent dans le même temps les Juifs de la mémoire nationale. La Révolution française marque l'entrée des Juifs dans la nation. L'auteur insiste sur ses effets paradoxaux : en intégrant les Juifs, elle pose les conditions de leur exclusion de l'histoire nationale. Ainsi les divers registres des « nations juives » sont-ils laissés aux mains des communautés juives et non, à la différence de celles des congrégations catholiques, versées aux Archives nationales.

XIXe-XXIe siècle

Martyrs républicains

Les Quatre Sergents de La Rochelle. Le dernier crime de la monarchie Jacques-Olivier Boudon
Passés composés, 2021, 283 p., 22 €.

Avec *Les Naufragés de la Méduse* (Belin, 2016) Jacques-Olivier Boudon faisait l'histoire d'un monument national (le tableau de Géricault), mais aussi des défaillances de la Restauration, qui rétablissait dans des fonctions de commandement

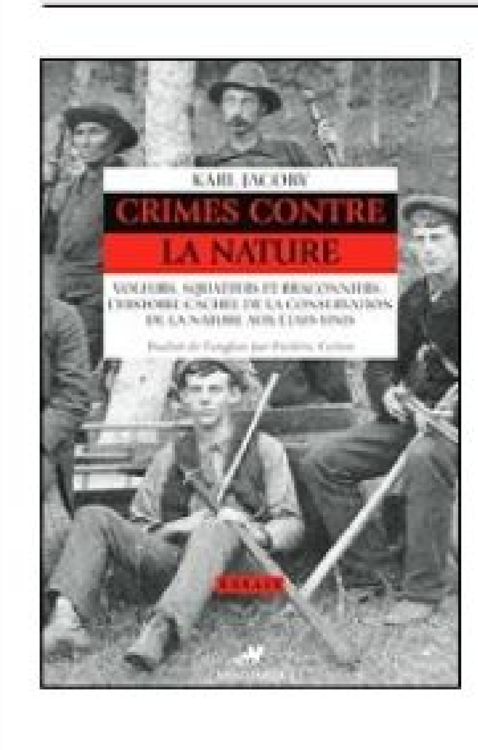


des hommes inaptes, aigris et usés par l'exil. Ce que fut Chaumareys à la *Méduse*, le marquis de Toustain le fut au 45e régiment auquel appartiennent quatre conjurés, tentés par la société secrète de la Charbonnerie, et révoltés contre le népotisme veule d'une monarchie obsolète. Ce livre nous expose les voies et les moyens de conjurations républicaines qui ont rythmé le siècle, ainsi que la réaction, implacable, d'une monarchie d'autant plus encline à faire un exemple qu'elle se savait faible. Il montre également la force du mythe mémoriel pour tous les amoureux de la liberté, à commencer par ce cafetier de la rue Descartes qui rebaptisa son estaminet, appelé « Au Roi Clovis », à l'enseigne des « Quatre Sergents de La Rochelle ». Mythe vivace jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, où d'autres martyrs de la liberté allaient supplanter les victimes du « dernier crime de la monarchie ».

XIXe-XXIe siècle

Parcs, lieux de luttes

Crimes contre la nature. Voleurs, squatters et braconniers. L'histoire cachée de la conservation de la nature aux États-Unis Karl Jacoby
traduit de l'anglais par Frédéric Cotton, Toulouse, Anacharsis, 2021, 448 p., 23 €.

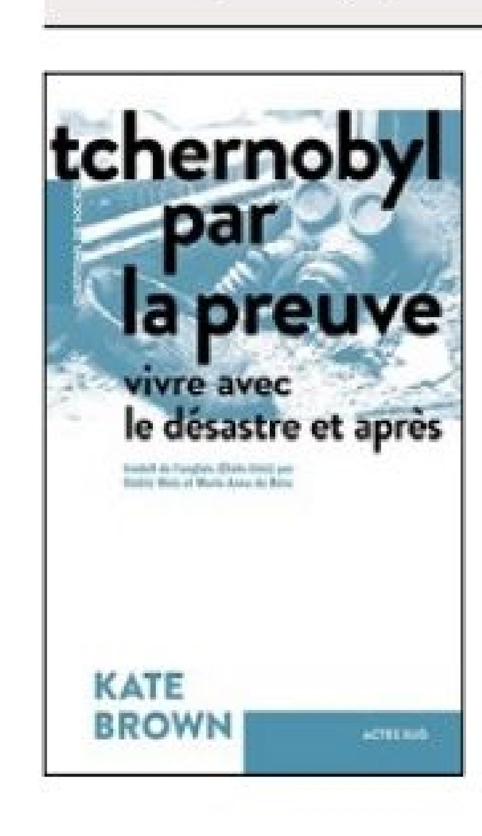


Au départ de ce livre, un récit admis par tous. Celui du second XIXe siècle états-unien, de ses vastes espaces naturels, de ses prophètes conservationnistes comme John Muir et de leur lutte triomphante à la fin des années 1920 : avoir su imposer dans le pays une attitude protectrice de l'environnement. Mais dans ce monument qu'est devenu *Crimes Against Nature* depuis sa parution en 2001, Karl Jacoby lève le voile sur une mise en parc de la nature qui consiste à créer de nouvelles lois et, dès lors, de nouveaux délits : la chasse et la pêche devenues « braconnage », l'abattage d'arbres désormais qualifié de « vol de bois », la cueillette une « atteinte à la propriété privée ». Pour raconter cette histoire au ras du sol, l'auteur nous emmène dans les monts Adirondacks, la montagne de Yellowstone puis dans le désert du Grand Canyon. Ici, des habitants se retrouvent unis contre les lois conservationnistes mais, surtout, divisés par celles-ci. Car là où certains s'estiment dépossédés de « leurs » forêts et « leur » gibier, d'autres espèrent pouvoir enfin partager avec ces puissants d'hier des ressources qu'ils jugent communautaires. Ailleurs, la protection d'espèces comme le wapiti élève leur valeur marchande et le braconnage devient un moyen de se tenir à distance de l'éthique morale qui soutient l'essor d'une nouvelle économie capitaliste et nationale. Et, partout, l'histoire de la conservation est celle d'une lutte entre des populations rurales désormais coupables de « banditisme environnemental » et un État pour lequel protéger la nature sert aussi (d'abord ?) à gouverner les hommes.

XIXe-XXIe siècle

Écrits nucléaires

Tchernobyl par la preuve. Vivre avec le désastre et après Kate Brown
traduit de l'américain par Cédric Weis et Marie-Anne de Béru, Arles, Actes Sud, 2021, 528 p., 25 €.



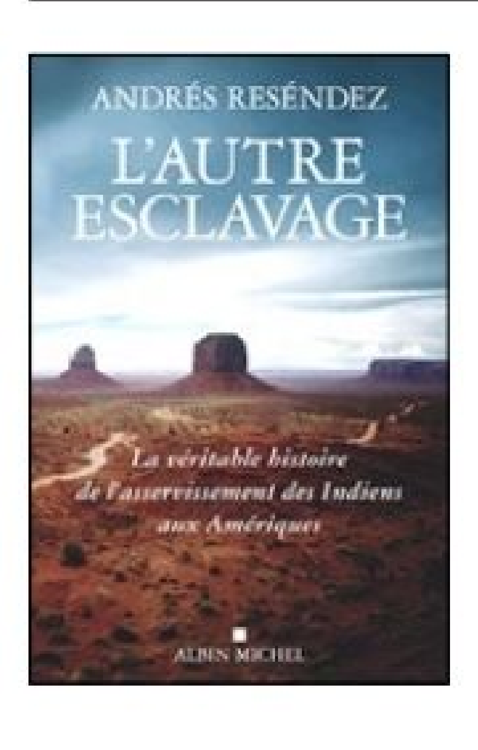
Tchernobyl, le plus grand accident nucléaire civil jamais survenu, a fait l'objet de plusieurs études importantes qui ont pointé la réaction totalement inappropriée de la direction soviétique face à cette catastrophe inédite ainsi que les conséquences politiques, sociales, environnementales et de santé publique de cet événement qui a été aussi un « accident de société » révélateur de l'état de délabrement avancé de l'URSS au milieu des années 1980. Dans sa magistrale synthèse, Kate Brown va plus loin dans l'analyse. Première historienne occidentale à avoir travaillé dans les archives du ministère ukrainien de la Santé, elle a eu accès à de nombreux dossiers ultrasecrets qui dévoilent les actions entreprises par les autorités régionales et locales pour masquer l'ampleur de la catastrophe

et « rassurer » les habitants des zones contaminées. Plusieurs chapitres relatent le quotidien des survivants, à la suite d'entretiens et d'enquêtes menés sur le terrain : ils mettent en relief les conséquences irréversibles des niveaux élevés de radioactivité sur l'ensemble de la chaîne du vivant, de l'homme au végétal. Kate Brown souligne encore – et c'est sur ce point peut-être que son analyse est la plus nouvelle – comment des agences de l'ONU et des scientifiques du monde entier liés aux lobbies de l'industrie nucléaire ont éludé ou minimisé les effets à long terme de cette catastrophe incalculable dans ses dimensions anthropologique, symbolique, philosophique.

Général

Esclaves amérindiens

L'Autre Esclavage. La véritable histoire de l'asservissement des Indiens aux Amériques
Andrés Reséndez Albin Michel, 2021, 544 p., 25 €.

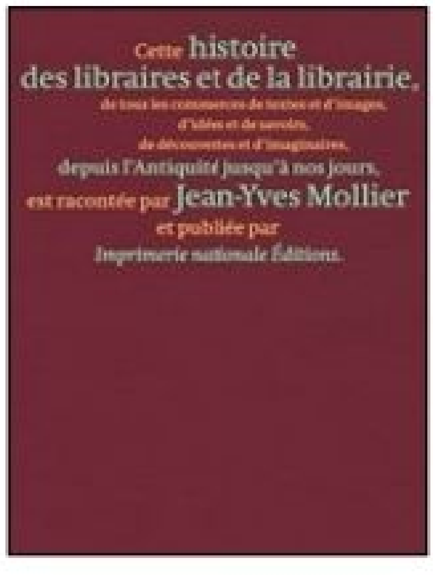


En 1495 Christophe Colomb arrache 550 Amérindiens de l'île d'Hispaniola pour les vendre comme esclaves en Espagne. Si la couronne espagnole proscrit cette traite atlantique à rebours puis l'asservissement des Amérindiens en 1542, on compterait pourtant aux Amériques entre 2,5 et 5 millions d'esclaves natifs du Nouveau Monde de la fin du XVe à la fin du XIXe siècle. Andrés Reséndez livre ici une étude stimulante de ces « autres esclaves », en majorité des femmes et des enfants. Il détaille les régimes de travail non libre auxquels les colons espagnols astreignent les indigènes afin de contourner l'interdiction royale : de l'exploitation dans les *encomiendas* de la Caraïbe au XVIe siècle au péonage dans l'Ouest américain au XIXe siècle en passant par le *repartimiento* dans les mines du Mexique et du Pérou. Abordant aussi bien les phénomènes de résistance des Amérindiens à leur asservissement que leur implication dans la traite continentale des indigènes, à l'instar des Comanches pourvoyeurs d'esclaves apaches dans la région des Plaines aux XVIIe et XVIIIe siècles, l'ouvrage redonne toute sa place à un phénomène encore sous-estimé par les historiens. D'hier à aujourd'hui, la frontière entre esclavage et travail forcé y apparaît bien ténue.

Général

La passion des livres

Histoire des libraires et de la librairie, de l'Antiquité jusqu'à nos jours **Jean-Yves Mollier** Arles, Actes Sud, 2021, 216 p., 29,90 €.
Petite Histoire de la librairie française **Patricia Sorel**
La Fabrique, 2021, 248 p., 15 €.

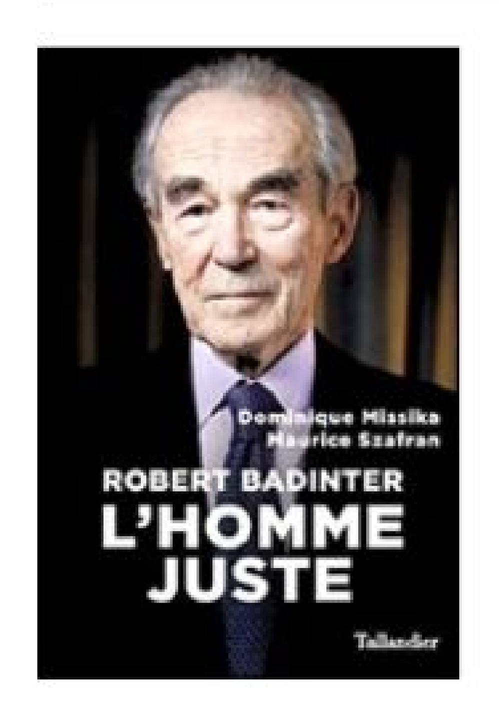




Derrière le libraire se cachent bien des métiers, copiste et calligraphe, archiviste et bibliothécaire, parcheminier et relieur, correcteur, imprimeur, éditeur, diffuseur et bien sûr commerçant, en boutique et itinérant. Jusqu'au XVIIIe siècle, c'est avant tout une affaire d'hommes, puis les femmes investissent le secteur, des salons des Lumières aux bibliothèques de gare tenues par des épouses de cheminots. Face à l'offensive de la Netéconomie, nouvelle métamorphose, les libraires s'organisent, touchent de nouveaux publics. Le personnage du libraire investit aussi le cinéma et même Netflix avec la série *You* (2018). Aucun risque de s'ennuyer à suivre Jean-Yves Mollier, qui n'oublie aucun aspect, du syndicalisme au commerce d'occasion, et nous fait voyager de la Chine à l'Afrique francophone et au Brésil.
Patricia Sorel circonscrit ses recherches à la France, depuis le premier règlement de l'université de Paris, le 8 décembre 1275, précisant le rôle et les devoirs des *« stationnaires, vulgairement appelés libraires »*. On croise les auteurs dans les salons, les cabinets de lecture, *« machines à lire et à rêver »*, les boîtes vertes des bouquinistes sur les quais de la Seine. Face à Internet, leur meilleur atout reste le choix et le conseil. C'est la passion des libraires qui a fait émerger des auteurs à la voix singulière, tels Modiano ou Le Clézio – deux Prix Nobel de littérature.

Général

Robert Badinter, l'homme juste
Dominique Missika, Maurice Szafran
Tallandier, 2021, 271 p., 19,90 €.



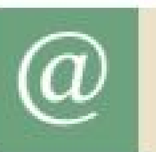
Livrer les secrets d'un homme qui n'aime pas se livrer, même en secret : tel est le défi que se sont lancé une historienne, Dominique Missika, et un journaliste, Maurice Szafran, dans cette traversée du XXe siècle guidée par Robert Badinter depuis 1928. Habiles à rassembler les sources, évitant le piège hagiographique bien tentant lorsqu'on s'attache à dresser le portrait d'une conscience morale, nos auteurs nous proposent une biographie sensible et rythmée par les aléas de l'histoire. C'est d'abord le choix de la France fait par les parents de Robert, tous deux Juifs nés en Bessarabie alors russe. C'est le drame familial des persécutions antisémites sous l'Occupation puis une vie, après guerre, consacrée à l'enseignement du droit et au barreau. Avocat d'affaires prospère, Robert Badinter marque surtout les esprits par son engagement contre la peine de mort. Pour la postérité, il reste *« un repère, une vigie »*, rayonnant bien au-delà de la gauche dont il accompagna fidèlement le héraut François Mitterrand et marqua la présidence par son discours de garde des Sceaux du 17 septembre 1981. Les auteurs racontent aussi, au fil des pages, une *« icône imparfaite »*, un homme inséparable de sa femme Élisabeth Bleustein-Blanchet. Ils forment un couple amoureux des belles lettres, tout spécialement de Hugo. ■

En poche

La Peur en Occident **Jean Delumeau**
Fayard, « Pluriel », 2020.

L'État contre les Juifs. Vichy, les nazis et la persécution antisémite
Laurent Joly Flammarion, « Champs histoire », 2020.

Clovis. De l'histoire au mythe
Laurent Theis CNRS Éditions, « Biblis », 2021.



D'autres comptes rendus à lire sur www.lhistoire.fr

AUX ORIGINES D'UN EMPIRE MILLÉNAIRE

Dans la même collection

De Caracalla à Théodoric
212-fin du ve siècle
ROME, LA FIN D'UN EMPIRE
MONDES ANCIENS
Sous la direction de Joël Cornette
Claire Sotinel

De César à Caracalla
70 av. J.-C.-212 apr. J.-C.
ROME, CITÉ UNIVERSELLE
MONDES ANCIENS
Sous la direction de Joël Cornette
Patrice Faure
Nicolas Tran
Catherine Virlouvet
Belin

De Romulus à Pompée
753 - 70 av. J.-C.
ROME, NAISSANCE D'UN EMPIRE
MONDES ANCIENS
Sous la direction de Joël Cornette
Stéphane Bourdin
Catherine Virlouvet
Belin

MONDES ANCIENS

belin-editeur.com





Revues

Des archives pour l'histoire urbaine

La revue Histoire urbaine *fête ses 20 ans. L'occasion de démontrer la richesse des archives des villes, plus anciennes et plus variées qu'on ne l'imagine.*

Histoire urbaine n° 59, déc. 2020

Un tampon sur la couverture *« 20 ans »* et deux anniversaires : celui de la revue, créée en 2000, celui de son éditrice, la Société française d'histoire urbaine. Fondée en 1998, la SFHU publie dans ce numéro les textes issus de la rencontre organisée en 2018 au Collège de France pour ses 20 ans. Rassemblés par Denis Menjot, les résumés des tables rondes reviennent sur certains grands chantiers porteurs d'histoire urbaine.

A raison de trois parutions par an, la revue *Histoire urbaine* continue de revendiquer une interdisciplinarité et un décloisonnement des périodes académiques. Le dossier de ce numéro doublement spécial se penche sur les documents produits *« sur la ville, dans la ville ou par la ville »*, comme l'introduisent Florence Bourillon et Laurent Coudroy de Lille. Dans une première partie intitulée « Archives à l'œuvre » sont réunis des textes sur leur production. Antoine Chabot s'attarde par exemple sur la naissance d'un archivage athénien à la fin du ve siècle av. J.-C., lorsque la cité se dota d'un dépôt de documents, le Metrôon. De leur côté, Michela Barbot et Robert Carvais montrent comment des expertises privées peuvent devenir des archives à part entière : rédigées entre 1690 et 1790 par les greffiers des bâtiments de Paris, elles permettent d'écrire l'histoire des limites matérielles séparant la capitale de sa banlieue et la banlieue de la province.



La deuxième partie, « Archives en creux », renvoie aux lacunes et défaillances archivistiques. Maïté Recasens s'y intéresse à une lacune de 1562 dans les délibérations municipales de Toulouse, pourtant préservées avec soin depuis la fin du Moyen Age. Témoignant de la « Délivrance », victoire du camp catholique sur les réformés, l'historienne propose de comprendre comment la gestion des écrits administratifs participe à l'élaboration d'un discours mémoriel.

Face aux ravages de la peste, Marseille se dote en 1720 d'un réseau hospitalier – des structures précaires qui laissent peu de traces dans les archives. Grâce à des sources éparses, Fleur Beauvieux révèle la logique d'isolement qui le structure, tant dans la forme architecturale que dans l'aménagement des bâtiments. ■

Le mois prochain dans « L'Histoire »

EN VENTE DÈS LE 27 MAI



RMN-GP (PARIS, MUSÉE DU LOUVRE)/MICHEL URTADO

1830 révolutions et liberté

Paris, Varsovie, Bruxelles, Bologne… l'Europe s'enflamme

Chronique des Trois Glorieuses

Naissance de la « question sociale »

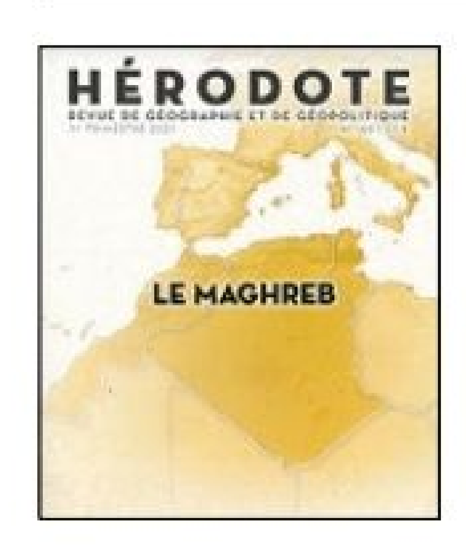
Comment Louis-Philippe a manœuvré

L'heure de gloire des journalistes

L'Internationale des combattants de la liberté

Géopolitique du Maghreb

Hérodote n° 180, 1er trimestre 2021



Le Maghreb a désormais son numéro dédié, dirigé par Béatrice Giblin et Yves Lacoste. Myriam Benraad se penche sur la violence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et sur la « vengeance de sang » (cycle meurtrier de représailles) qui pourrait expliquer sa durabilité. Kamal Kajja revient quant à lui sur la rivalité historique entre le Maroc et l'Algérie, exacerbée par les questions frontalières du Sahara. Dernier rebondissement ? Une vidéo où le consul marocain à Oran qualifierait l'Algérie de « pays ennemi ». Les surenchères du président algérien bloquent tout espoir de coopération. Ali Bensaâd expose les prémices du Hirak dans trois villes pourtant considérées comme loyales au régime : Kherrata, Khenchela, Ouargla, analysant sur le temps long les moteurs de la colère.

Exils protestants

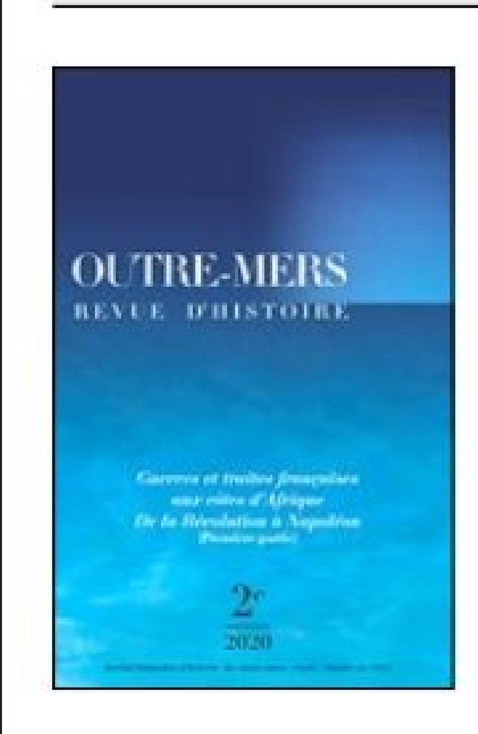
L'Alpe n° 92, printemps 2021



La revue *L'Alpe* présente un splendide dossier « Terre de protestantismes ». Certes, les États alpins demeurent catholiques, mais la Réforme connaît une forte implantation territoriale sous la forme du calvinisme (Genève, Dauphiné). A la fin du XVIIe siècle, avec le durcissement de l'application de l'édit de Nantes, puis sa révocation, nombreux sont les protestants dauphinois (13 % de la population) qui prennent le chemin de l'exil. Yves Krumenacker montre que la plupart vont en Suisse, d'autres en Allemagne : Francfort, la Hesse, le Wurtemberg. Certains se réfugient en Angleterre, en Afrique du Sud, ou en Indonésie. Grenoble est la plaque tournante de l'exil. Le duc de Savoie, bien que catholique, permet le passage des réfugiés à travers ses États jusqu'à Genève (par hostilité à Louis XIV), acceptant même que des Savoyards leur servent de guides.

La traite française

Outre-Mers. Revue d'histoire n° 408-409, 2020



Avec la loi du 4 février 1794 la Révolution abolit l'esclavage sans dire mot de la traite. Entrepris dans les années 1970-1980 par Serge Daget et Jean Mettas, le répertoire des voyages de traite français aux XVIIIe et XIXe siècles comportait un maillon manquant : les années 1789-1813. Le vide est comblé grâce au patient travail d'Éric Saugera. De la Révolution à Napoléon la traite persiste donc, avec des périodes de recul dû à la guerre sur mer. Recensant les départs depuis 21 ports français, mais aussi les États-Unis et le Portugal, Éric Saugera restitue le destin de 20 000 à 25 000 Africains déportés par les capitaines français. Aux futurs historiens d'entreprendre ce travail de recension pour les expéditions du XVIIe siècle.

Forcer le destin

Revue d'histoire moderne & contemporaine n° 67, 2020/4



Claire-Lise Gaillard explore le marché de la rencontre amoureuse dans les années 1840. Son traitement quantitatif à partir de trois répertoires d'agence matrimoniale révèle les ramifications d'un réseau dont l'essentiel de l'activité est de permettre à des hommes nourrissant des espoirs d'ascension sociale de conclure des mariages favorables. Les critères privilégiés sont le nom, le capital économique, l'apparence physique. Les femmes y sont l'objet d'une manœuvre pragmatique et stratégique : souvent ignorantes de leur inscription sur les registres de l'agence, elles sont observées et reportées par des informateurs rémunérés. De quoi alimenter la défiance envers un métier « louche » que l'on dissimule à la future épousée. ■

Lettres de l'étranger

Indiens d'Amérique : un génocide ?

Les historiens américains sont de plus en plus nombreux à considérer que les Indiens ont été, au fil du temps, victimes d'un génocide. Dans le premier tome d'une vaste synthèse, Jeffrey Ostler, de l'université de l'Oregon, étudie minutieusement le sujet pour la région qui s'étend de l'Atlantique au Mississippi. *« Les Français et les Anglais veulent tuer tous les Indiens »,* alertent déjà les chefs delaware en 1754. Ostler aligne les déclarations de responsables anglais puis américains témoignant explicitement d'un désir d'extermination. Jefferson et Franklin compris. Au-delà du racisme brutal des propos cités, Ostler montre que la méthode de colonisation de la « Frontière » n'a jamais été d'exploiter et d'assimiler, comme dans d'autres formes de colonialisme, mais de refouler et si possible d'éliminer. En 1900 on ne comptait plus que 237 000 Indiens aux États-Unis, contre 12 à 15 millions en 1492… *The New York Review of Books*, 2 juillet 2020.

Une « Vie de Jésus » pas comme les autres

Marie était une jeune femme séduisante. Elle attira la convoitise d'un officier romain qui forniqua avec elle alors qu'elle était d'abord fiancée, puis mariée, et même pendant ses périodes de menstruation. Quand elle enfanta, pour étouffer le scandale elle inventa une belle histoire, qui prit racine… Ce récit, avec d'autres du même tonneau concernant la vie de Jésus, apparaît dans diverses versions d'un best-seller méconnu du Moyen Age, le *Toledot Yeshu*. Il se lisait ou se racontait dans les chaumières juives d'un bout à l'autre de l'Europe et jusqu'à Bagdad. On en ignore l'auteur ainsi que la date de composition.
On en trouve des citations dans l'œuvre d'Agobard, évêque de Lyon, vers 800.
A lire dans *Books*, mai-juin 2021.

Olivier Postel-Vinay

Perdues dans Berlin

Alors que le IIIe Reich agonise, le destin de deux femmes dans la capitale allemande.

Seules à Berlin Nicolas Juncker
Casterman, 2020.

Nicolas Juncker fait partie de cette nouvelle génération d'auteurs de bande dessinée – scénaristes comme dessinateurs – qui sont entrés dans la carrière lestés d'une vraie formation d'historien. La plupart de ses scénarios entretiennent un rapport étroit avec l'histoire, à commencer par un de ses plus réussis, qui portait sur la conspiration du général Malet (*Malet*, Glénat, 2005). Après *Immergés*, ambitieuse trilogie claustrophile sur un équipage de sous-marin allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, le voici, toujours guilleret, qui nous plonge dans le Berlin des derniers jours du IIIe Reich mais aussi des premiers jours sans IIIe Reich puisque le récit, commencé le 20 avril 1945, s'arrête le 18 mai suivant. Cette chronologie change tout puisque ce que Nicolas Juncker nous raconte conjoint deux destins de femmes jetées dans la fournaise de ces journées d'absolue destruction. Pour cela, il s'inspire de deux témoignages d'époque : d'abord du Journal d'une Berlinoise, longtemps restée anonyme, publié en 1954 sous le titre *Une femme à Berlin* ; ensuite des Carnets d'une interprète soviétique, Elena Rjevskaïa. Cet ancrage documentaire est le sceau du vrai historien mais il permet aussi à l'auteur de s'adosser à des faits crédibles et au dessin de Juncker, entre le grotesque et le macabre, d'alterner avec des extraits de ces archives, parfois plus violents que ce que les images montrent.





De l'oppression sexiste

Sans doute faut-il cet adossement pour que l'on n'accuse pas l'auteur de complaisance. Car ce qu'il nous raconte est non seulement d'une extrême violence – on serait surpris du contraire –, mais d'une violence dont les auteurs ne sont pas seulement des nazis. Dans la première partie du livre placée sous l'égide d'« Ingrid », on observe en direct l'effondrement d'une société totalitaire de droite. Dans la seconde partie placée sous l'égide d'« Evgeniya », on assiste au triomphe d'une société totalitaire de gauche. Ce qu'il reste de la société berlinoise à quelques jours de la chute du Reich est résumé en ces mots : *« Nous sommes replongés dans une telle obscurité que les barbares de l'Est n'auront bientôt plus rien à déshonorer. »* La métaphore des « rats » résume le regard d'Ingrid sur ses compagnons de cave. Mais elle ne se ménage pas non plus. Vaguement épargnée de la stigmatisation antifasciste en tant qu'employée de la Croix-Rouge, elle doit bien s'avouer qu'elle a participé de l'enthousiasme commun, d'autant plus que son amoureux, le beau Werner, est un SS. Evgeniya, quant à elle, est « officier-interprète au sein du NKVD », autrement dit de la police politique. Situation de médiatrice grossièrement symétrique de celle d'Ingrid, sauf que la Soviétique est plus engagée qu'Ingrid – qui n'a jamais appartenu au NSDAP. Evgeniya est aussi le vivant témoignage de ce que la dictature bolchevique a permis la promotion des femmes jusqu'à des postes de responsabilité sans équivalent du côté nazi – et ce d'autant plus qu'elle est juive. Reste que ses Carnets témoignent également du sexisme version communiste. Et même bien au-delà. Dans une page terrible consacrée aux « femmes de l'Armée rouge » promises en cas de capture par les nazis à être *« empalées, yeux crevés, seins coupés »*, le lecteur découvre qu'elles sont obligées de *« se protéger aussi de* [leurs] *propres soldats »*, elles *« que toute la Russie considère comme des putains à soldats »*.

La rencontre des deux femmes permettra la confrontation de deux propagandes, dans une communion de deux souffrances. Nicolas Juncker ne porte pas le féminisme en écharpe mais, par-delà l'oppression des dictatures, c'est bien de l'oppression sexiste qu'il s'agit car si la souffrance d'Evgeniya tient dans le contrôle absolu de son administration sur ses moindres faits et gestes, avec la menace permanente de la liquidation, celle d'Ingrid se résume dans le mot « viol ». ■

Pascal Ory
Professeur émérite à l'université Paris-I









À LIRE AUSSI CE MOIS-CI

La Chasse
A. Vazquez, Rackham, 2021.

Une histoire du nationalisme corse
B. Adès, H. Constanty,
La Revue dessinée-Dargaud, 2021.

Classique

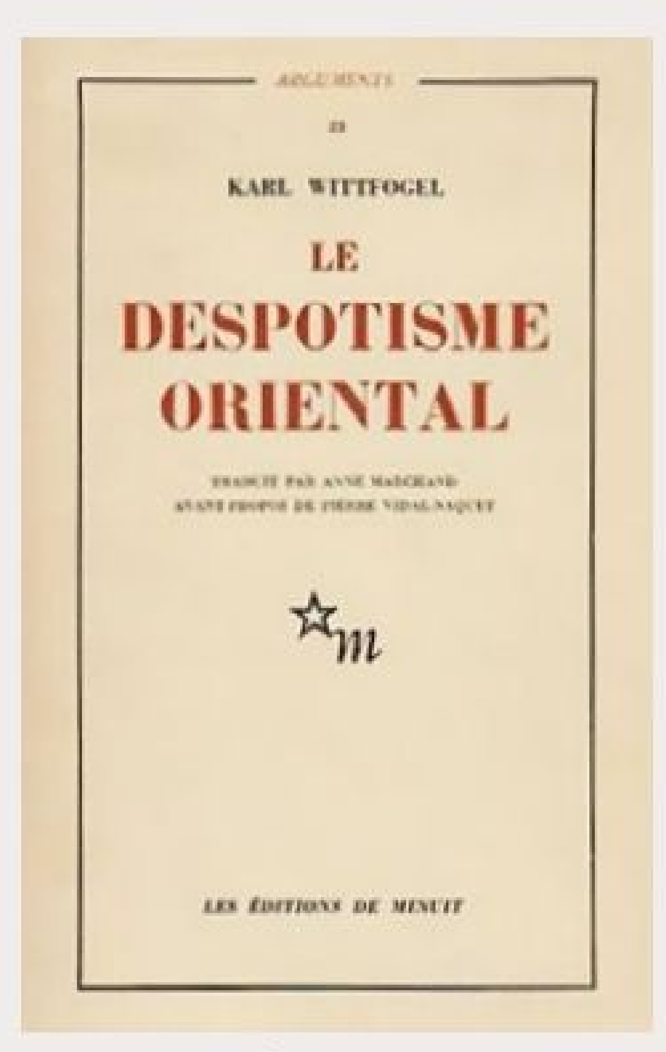
« Le Despotisme oriental » de Karl Wittfogel

En 1957 l'historien allemand théorisait la forme du pouvoir inhérent, selon lui, aux sociétés hydrauliques.

Par Pierre-François Souyri*

LA THÈSE

Paru en 1957 aux États-Unis, le maître livre de Karl Wittfogel fut publié en France par Pierre Vidal-Naquet en 1964, qui lui ajouta un avant-propos si critique que l'auteur réagit en y insérant une lettre au lecteur. Empruntant aussi bien à Marx qu'à Weber, Wittfogel entreprend là une analyse systématique des structures des sociétés « asiatiques », un concept plus qu'une réalité géographique puisqu'il y inclut l'Égypte ancienne, les sociétés précolombiennes ou l'Afrique orientale, mais pas le Japon féodal. Dans ce type de société, l'État, principal propriétaire foncier, a été contraint de s'appuyer sur une économie agricole qui nécessite des travaux d'irrigation et de régulation des inondations sur une grande échelle. Ces « sociétés hydrauliques », opposées aux sociétés féodales ou industrielles, ont une influence décisive sur de vastes espaces intermédiaires.



Les Éditions de Minuit,1964.

En spécialiste de la dynastie « semi barbare » des Liao, Karl Wittfogel insiste sur l'importance des relations entre le centre et la périphérie d'une « société hydraulique ». Celle-ci tend à engendrer une bureaucratie qu'il qualifie d'« agro-managériale », agissant hors de tout contrôle réel et reproduisant partout un pouvoir de nature despotique, incarné par le souverain tout-puissant. Ces sociétés s'appuient, pour contrôler les eaux, sur une hiérarchie de fonctionnaires possédant un point de vue général (au niveau d'un bassin fluvial entier par exemple) qui ne peut tolérer la remise en question locale des décisions globales. Le surproduit dégagé devenu gigantesque permet la construction d'immenses structures défensives, de routes, de temples et de palais somptueux… L'État devient alors plus fort que la société. Dans la dernière partie, l'auteur propose une analyse du totalitarisme stalinien comme une variante moderne du despotisme oriental qui a tant marqué l'histoire de la Russie, « pays semi-asiatique ».

CE QU'IL EN RESTE

Ce travail constitue la première étude comparative sérieuse d'un type de société dont la place dans l'histoire de l'humanité est considérable. Il inspira de nombreuses recherches, comme celles d'Étienne Balazs sur la « bureaucratie céleste » en Chine ou de Bernard-Philippe Groslier sur la société angkorienne. Mais cette thèse pèche parfois par une certaine rapidité, voire une volonté de faire entrer à toute force des sociétés parfois très différentes dans un modèle unique. A vouloir identifier des « structures », le modèle wittfogelien manque sans doute de dynamique. Enfin, Wittfogel est obsédé par la grande question de son temps : comprendre le caractère totalitaire des États communistes russe et chinois. S'il a attiré l'attention sur le lien entre la domination de l'eau, les grands travaux et le caractère despotique de l'État, son idée européocentrique de formations sociales stables et figées en Asie face à des sociétés occidentales plus ouvertes est aujourd'hui abandonnée. ■

* *Professeur honoraire à l'université de Genève*



Karl August Wittfogel

Karl August Wittfogel (1896-1988) est un historien et sinologue allemand *(cliché d'August Sander, 1926)*. Il rejoint l'USPD (le Parti social-démocrate indépendant) en 1918 puis adhère au Parti communiste allemand, au sein duquel il joue un rôle important pendant les années 1920. Il se spécialise ensuite dans l'histoire de la dynastie barbare des Liao (907-1125) au nord de la Chine. Arrêté par les nazis en 1933, il fait une brève expérience du système concentrationnaire avant d'être libéré et de se réfugier en 1934 aux États-Unis, où il est accueilli dans plusieurs universités (Columbia notamment). Il rompt avec le communisme après le pacte germano-soviétique de l'été 1939. Après guerre, il évolue vers des positions conservatrices très anticommunistes, allant jusqu'à dénoncer certains collègues dans le cadre des purges maccarthystes (suite à son témoignage, l'historien antiquisant Moses Finley est contraint de s'exiler en Angleterre). *Le Despotisme oriental* reste son principal ouvrage.


Retrouvez tous les « Classiques » sur www.lhistoire.fr

Terra nostra

A la croisée de l'archéologie, de l'anthropologie et de l'art contemporain, une exposition phare au musée lyonnais des Confluences.

Tout commence avec la « marche des hommes », une foule de silhouettes métalliques qui entraîne le visiteur vers un globe animé. Là, des vues satellites, des chiffres et des images projetés établissent le bilan santé de la planète. On le sait, l'expansion mondiale d'une culture industrielle fondée sur les énergies fossiles, à l'impact sans précédent sur la biosphère, a désormais inscrit notre histoire dans une nouvelle ère géologique : l'Anthropocène. Mais l'ambition de l'exposition est de replacer cette évolution dans un temps très long, en faisant dialoguer notre époque avec le Néolithique.

Se nourrir, posséder, occuper

Car se nourrir, posséder, occuper (les trois espaces thématiques de l'exposition), constituent des constantes dans le rapport de l'homme à la planète, même si les agressions sont évidemment plus lourdes de conséquences à mesure que la démographie galope et que la technique avance – façonnée en terre cuite, la bouteille ne pollue pas, en plastique, elle met des siècles à disparaître.

Une illustration en est donnée aussi par la confrontation entre un vase égyptien à engobe du IV[e] millénaire av. J.-C. et la célèbre petite bouteille Coca-Cola à usage unique « Easy-Goer » – et on pense au film de 1980 *Les dieux sont tombés sur la tête*, où une tribu de Bushmen du Kalahari voit son équilibre bouleversé par la chute d'une telle bouteille.

Rien de comparable *a priori* entre la hache d'abattage en pierre emmanchée de bois de cerf et les engins qui dévastent la forêt amazonienne ? Sinon le déboisement « massif » (relativement à chaque période) permis par cette nouvelle technique et déterminé par la volonté humaine. Le petit couteau à moissonner en aulne et silex présenté dès l'entrée semble anecdotique face à une moissonneuse actuelle ; il témoigne pourtant de la sédentarité qui, peu à peu, devient la norme dans la presque totalité des sociétés.

■ Palette à fard servant à broyer les pigments, probable offrande funéraire (v. 3800-3100 av. J.-C., Égypte).

Homo sapiens développe progressivement l'agriculture et l'élevage mais aussi une nouvelle vision du monde. L'humanité, qui se percevait sans doute comme une espèce parmi les autres, se place désormais dans un rapport de domination. Une esthétique (voir la superbe palette à fard égyptienne en forme de poisson, v. 3800-3100 av. J.-C.) et, partant, une idéologie néolithiques se diffusent, perceptibles à travers les représentations qui se multiplient. Les statues-menhirs, présentes dans toute l'Europe à partir de 3500 av. J.-C., sont les attributs d'une société explicitement guerrière et hiérarchisée. La nécropole de Varna (Bulgarie) recèle les plus anciens objets en or retrouvés, preuve de l'existence à la fois d'une élite riche et puissante et d'artistes chevronnés.

La nécropole de Varna recèle les plus anciens objets en or retrouvés

Vertèbre malade

Il arrive cependant que la nature maltraitée se rebiffe, comme l'illustre la pandémie actuelle. Ce phénomène aussi est ancien : la grotte d'Urio (Pyrénées-Atlantiques) a livré une vertèbre humaine de 4 000 ans attaquée par la brucellose, maladie infectieuse transmise par des animaux domestiqués ou leur lait contaminé.

Cette exposition doit beaucoup à son comité scientifique aux compétences complémentaires : les néolithiciens Jean-Paul Demoule et Muriel Gandelin (Institut national de recherches archéologiques préventives), le géographe Michel Lussault (école normale supérieure de Lyon, directeur de l'école urbaine de Lyon), l'historien Jean-Baptiste Fressoz (CNRS), le géopoliticien de l'environnement François Gemenne et le géologue Nicolas Kramar (directeur du musée de la Nature du Valais, Suisse).

Point d'orgue d'une saison scientifique et culturelle 2021 que l'Inrap a consacrée au Néolithique, cette exposition trouve dans le musée lyonnais un lieu parfaitement adapté. ■

Huguette Meunier

À VOIR

La Terre en héritage, du Néolithique à nous
jusqu'au 31 janvier 2022
au musée des Confluences, Lyon (69).


Retrouvez toutes les informations à jour à propos des expositions sur www.lhistoire.fr

LYON, MUSÉE DES CONFLUENCES/PATRICK AGENEAU – PRÊT DU MUSÉE RÉGIONAL D'HISTOIRE, VARNA/EMIL SPASOV – SION, MUSÉES CANTONAUX DU VALAIS/ALEXANDRE DE TORRENTÉ
PRÊT DU MUSÉE FENAILLE, RODEZ (COLLECTION SOCIÉTÉ DES LETTRES DE L'AVEYRON)/PIERRE SOISSONS – PRÊT DU MUSÉE RÉGIONAL D'HISTOIRE, VARNA/EMIL SPASOV



▲ Objet représentant un bovin trouvé dans la nécropole de Varna (Bulgarie) qui a révélé « le premier or de l'humanité » (IVe millénaire av. J.-C.) témoignant d'une élite fortunée et d'artistes virtuoses.



◄ Ce cerf est mort d'épuisement, ses bois accrochés à des piquets et filets de ski : triste trophée illustrant l'empreinte de l'homme sur la nature (A. de Torrenté, Suisse).



▼ Bracelet en or exhumé à Varna (IVe millénaire av. J.-C.) dans une tombe contenant aussi une très longue lame en silex trop fragile pour servir mais signe évident de prestige.

▲ Statue-menhir en grès « de Pousthomy 2 », haute de 1,67 mètre, munie d'attributs militaires, représentant un ancêtre vénéré ou une divinité (IIIe millénaire av. J.-C., Aveyron).

Amos Gitai, au nom de Rabin

Le réalisateur israélien a versé à la BNF les archives de ses œuvres consacrées à Yitzhak Rabin. Elles sont exposées.

Dans *L'Arène du meurtre* (1996), réalisé en état de choc, Amos Gitai installe un travelling qui pénètre dans un parking avant de s'arrêter sur une place vide où l'on peut lire : *« Tu es tombé lors de la bataille pour la paix. »* Là, dans un sous-sol de la place des Rois-d'Israël à Tel-Aviv, Yitzhak Rabin a été assassiné de trois coups de feu le 4 novembre 1995 par Yigal Amir, un jeune Juif fondamentaliste. Chef du gouvernement israélien (1992-1995), il avait porté les accords d'Oslo qui, signés le 13 septembre 1993 avec Yasser Arafat, ouvraient enfin la voie à la naissance d'un État palestinien.



Yitzhak Rabin (à gauche) interviewé par Amos Gitai en 1994.

Le fantôme de Rabin hante le cinéaste israélien depuis vingt-cinq ans et fonde à l'intérieur de son cinéma ce que l'on peut nommer une véritable « œuvre Rabin ». Près de dix heures d'images. Elle se compose de la série de quatre documentaires *Give Peace A Chance* (1994) qui relate le processus des négociations de paix du vivant de l'homme politique. Du journal filmé *L'Arène du meurtre*. Du spectacle et de l'exposition « Yitzhak Rabin, chronique d'un assassinat » (2016). Et bien sûr du *Dernier Jour d'Yitzhak Rabin*.

Réalisé en 2015, ce film-fleuve apparaît comme le cœur de cet ensemble. Il est sans doute l'expression la plus concentrée et expérimentale de son cinéma, mêlant documentaire et fiction, documents d'archives et scènes reconstituées, divers formats et types d'image. Le cinéaste décide en quelque sorte de « ne pas couper », afin qu'entre les archives qu'il utilise et celles qu'il a remises en scène circulent la crise et la continuité dans l'histoire. Entre 1995 et aujourd'hui il n'y a pas de rupture ; à ce mouvement Amos Gitai donne forme cinématographique. Comme si, sur deux décennies, s'était mis en place un dialogue constant entre la grande figure disparue et l'artiste citoyen.

Réparer l'histoire de son pays

En se passionnant pour l'un des pères de la nation israélienne, seul capable de proposer une vraie paix et un État à ses ennemis palestiniens d'hier, Amos Gitai conçoit une œuvre qui s'apparente moins à un hommage classique qu'à une manière de réparer l'histoire de son pays. Une manière d'actualiser l'assassinat de Rabin en révélant le coupable : le climat de haine et de sédition qui a armé le bras du meurtrier.

En mars 2018 le cinéaste israélien a fait don de tous ces documents au département des Arts du spectacle de la Bibliothèque nationale de France. Ce fonds essentiellement numérique possède de plus une transdisciplinarité exemplaire, réunissant au cinéma les arts du spectacle, l'écriture, la télévision, la photographie, la presse, la muséographie… Le tout commenté par une abondante correspondance de courriels, dans une diversité de langues où dominent l'hébreu, l'anglais et le français.

C'est ce fonds et ce cinéma qu'Amos Gitai fait désormais vivre dans l'allée Julien-Cain de la BNF et le livre *Chroniques d'un assassinat* chez Gallimard-BNF. Exposition et ouvrage sont exemplaires de ce qu'une création peut produire comme accès à la connaissance et aux sources de l'histoire. Dans la première, les figures et les images défilent, découpées en relief sur les murs. Comme si elles « sortaient » littéralement de l'actualité, des films, de l'esprit du cinéaste, pour recomposer des scènes traumatiques en « ronde bosse », donnant force d'apparition aux fantômes politiques et historiques qui hantent la vie israélienne.

Dans le second, Amos Gitai propose deux longs poèmes qui illustrent son lien avec Rabin et sa méthode de cinéaste. *« Comment coudre ensemble ces fragments ?* se demande-t-il. *Comment relier les archives filmées et les scènes rejouées ? Comment tout cela fonctionne-t-il dans un cerveau créatif ? »* Entre « éléments de savoir » et « sensations, intuitions », l'exposition de la BNF et le livre-catalogue divulguent quelques-uns des « secrets » d'Amos Gitai. ■

Antoine de Baecque

Une manière d'actualiser l'assassinat de Rabin en révélant le coupable : le climat de haine qui a armé le bras du meurtrier

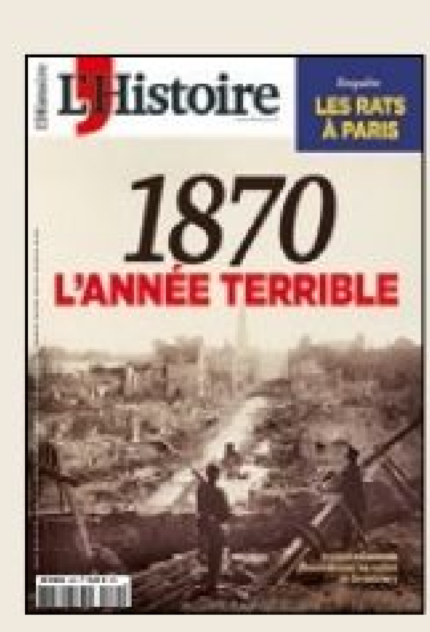
À VOIR ET À LIRE

Yitzhak Rabin/Amos Gitai
jusqu'en novembre, BNF, Paris.
Chroniques d'un assassinat
A. Gitai, Y. Rabin, Gallimard-BNF, 2021.



Complétez votre collection

LE MENSUEL
6,40€ le numéro





ANNÉE 2019

- **N°455 janvier 2019**
  Les Irlandais, 200 ans de rébellion.
- **N°456 février 2019**
  L'Inquisition contre les sorcières.
  Un féminicide ?
- **N°457 mars 2019**
  La France noire.
- **N°458 avril 2019**
  Le corps en Islam.
- **N°459 mai 2019**
  La Chine à la conquête du monde.
- **N°460 juin 2019**
  L'Empire perse au temps du Roi des rois.
- **N°461-462 juillet-août 2019**
  Les mondes du Goulag.
- **N°463 septembre 2019**
  Lire et écrire au Moyen Âge.
- **N°464 octobre 2019**
  La chute du mur, et après ?
- **N°465 novembre 2019**
  Révolution et terreur en Amérique latine.
- **N°466 décembre 2019**
  Manger de la viande

ANNÉE 2020

- **N°467 janvier 2020**
  Les guerres de l'opium
- **N°468 février 2020**
  L'empire des Sioux
- **N°469 mars 2020£**
  La guerre de 1870
- **N°470 avril 2020**
  Angkor : comment meurt un empire
- **N°471 mai 2020**
  1420 : la France anglaise
- **N°472 juin 2020**
  Coran, la fabrique d'un livre
- **N°473-474 juillet-août 2020**
  Vivre avec les morts
- **N°475 septembre 2020**
  Comment une pandémie change le monde
- **N°476 octobre 2020**
  L'énigme Magellan
- **N°477 novembre 2020**
  1885 : conférence de Berlin

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE
6,90€ le numéro

De véritables livres
au prix d'un magazine.





ANNÉE 2019

- **N° 82 :** Homère, le nouveau visage du poète
- **N° 83 :** L'antisémitisme en France
- **N° 84 :** Le génie de l'Italie
- **N° 85 :** L'Afrique du Sud

ANNÉE 2020

- **N° 86 :** 5000 ans de catastrophes
- **N° 87 :** Spinoza
- **N° 88 :** Les populations qui ont fait la France
- **N° 89 :** Puissance des cathédrales

Conserver vos numéros dans l'un de ces élégants coffrets réalisés dans une matière à la fois robuste et raffinée.
l'écrin 12 nos ou **l'écrin 12 nos + 4 nos des Collections :**

21€ chacun (hors frais de port)

Retrouvez l'intégralité des numéros disponibles sur le site www.lhistoire.fr

Bon de commande

À renvoyer sous enveloppe affranchie à : Sophia Publications - L'Histoire - VPC
8 rue d'Aboukir 75002 PARIS - commandes@sophiapublications.fr - 01 70 98 19 24

VPC483

J'indique mes coordonnées : ☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom : Prénom :

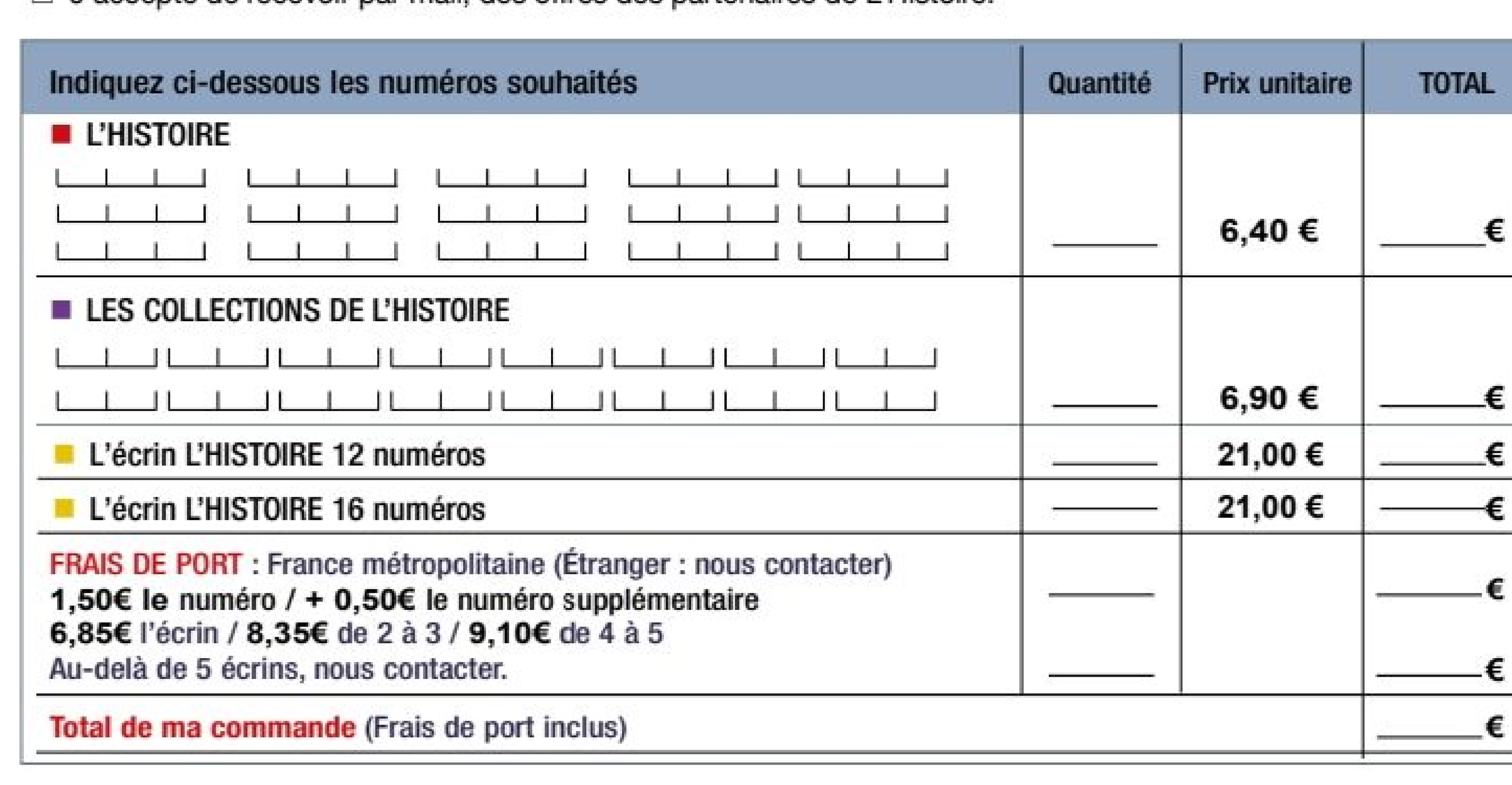
Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Tél. : E-mail : @

Pour une meilleure gestion de votre commande, merci de nous indiquer votre e-mail

☐ J'accepte de recevoir par mail, des offres des partenaires de L'Histoire.



Indiquez ci-dessous les numéros souhaités	Quantité	Prix unitaire	TOTAL
■ L'HISTOIRE	______	6,40 €	______€
■ LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE	______	6,90 €	______€
■ L'écrin L'HISTOIRE 12 numéros	______	21,00 €	______€
■ L'écrin L'HISTOIRE 16 numéros	______	21,00 €	______€
FRAIS DE PORT : France métropolitaine (Étranger : nous contacter) **1,50€** le numéro / **+ 0,50€** le numéro supplémentaire **6,85€** l'écrin / **8,35€** de 2 à 3 / **9,10€** de 4 à 5 Au-delà de 5 écrins, nous contacter.	______ ______		______€ ______€
Total de ma commande (Frais de port inclus)			______€

Oui, je souhaite recevoir dans les 10 jours la commande ci-contre

Je règle aujourd'hui par chèque à l'ordre de L'Histoire

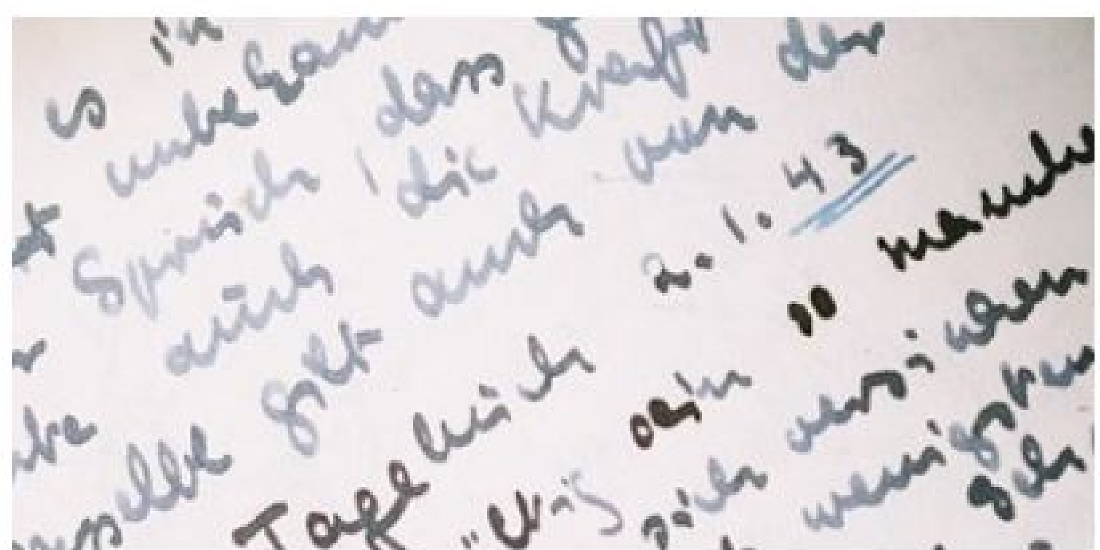
Pour tout paiement par CB, rendez-vous sur le site www.lhistoire.fr

Votre commande sera expédiée à réception de votre règlement.

Le Reich vu d'en bas

A partir de divers témoignages, Jérôme Prieur raconte le quotidien d'Allemands pendant la guerre.





■ Le documentaire de Jérôme Prieur s'appuie sur des témoignages écrits, par exemple les journaux intimes de gens ordinaires : Liselotte Purper (en haut).

En 2017, *La Guerre allemande*, ouvrage de Nicholas Stargardt, professeur à l'université d'Oxford, est traduit en français. Dans cette fresque de près de 800 pages l'historien britannique a l'ambition de raconter l'Allemagne de 1939 à 1945 en s'appuyant sur les témoignages d'une vingtaine de gens ordinaires. Un récit par le bas dont le documentariste Jérôme Prieur s'inspire pour réaliser *Vivre dans l'Allemagne en guerre*.

Journaux intimes et correspondances, auxquels s'ajoutent des films amateurs sont la matière première de ce documentaire qui retrace le quotidien d'un pays s'enfonçant toujours plus profondément dans la guerre. Les lettres échangées par des jeunes filles comme Irène Reitz ou Liselotte Purper avec leurs fiancés qui combattent en France ou en Union soviétique sont un mélange d'amour, d'impatience, parfois même de frivolité qui cèdent le pas à l'angoisse et au désespoir.

A côté de l'enthousiasme et de la ferveur nazis, certains se persuadent, par patriotisme ou par crainte du communisme, que la guerre est une bonne chose. Les premières conquêtes les confortent mais ils espèrent que le conflit se terminera vite.

D'autres récits montrent les doutes, l'incompréhension ou la colère de gens du peuple. L'écrivain Jochen Klepper, luthérien ardent, s'inquiète pour sa femme et sa belle-fille, d'origine juive. Mathilde Wolff consigne tout par écrit car elle souhaite que plus tard – quand tout sera fini – ses enfants exilés hors d'Allemagne puissent connaître la vérité.

Le vendredi 19 septembre 1941, journaliste à Berlin, Ruth Andreas-Friedrich écrit dans son journal intime : *« Ça y est, les Juifs sont mis hors-la-loi. Ouvertement. Marqués par l'étoile de David qu'ils doivent porter sur la poitrine. Je partage la honte de ceux que je croise qui ont la tache jaune. L'étoile jaune facilite le triage. Elle éclaire le chemin qui mène aux ténèbres. On déporte les Juifs vers une destination inconnue. Dans des camps en Pologne, disent ceux qui s'en félicitent. Vers une mort certaine, prophétisent les autres. »*

Des destins individuels qui s'accomplissent jusqu'aux décombres du Reich. *« Est-il toutefois permis de souhaiter la défaite de son propre pays*, s'interroge Ursula von Kardorff. *N'est-ce pas contre-nature ? »* ■

Olivier Thomas

À VOIR

Vivre dans l'Allemagne en guerre J. Prieur, le dimanche 9 mai à 20 h 40 sur France 5.

Radio-Télé

Concordance des temps

Jean-Noël Jeanneney consacre son émission : le 8 mai à « Dictature. Les leçons de Jules César » avec Christian-Georges Schwentzel ; le 15 aux « Restaurants, voici longtemps… » avec Antoine de Baecque ; le 22 à « Être préfet, jadis et naguère » avec Pierre Karila-Cohen.
Tous les samedis à 10 heures sur France Culture.

Intelligence Service

Jean Lebrun propose des émissions consacrées à Louise Michel le 1er mai et à Marie Bonaparte le 8 mai.
Tous les samedis à 18 heures sur France Inter.

Portraits de la Commune

En mars 1871, lorsque la Commune est proclamée, le photographe Bruno Braquehais décide d'immortaliser les événements. Sillonnant les rues de la capitale, il réalise plus de 150 clichés. Ce documentaire de Cédric Condon rend hommage à son « journal photographique ».
Le dimanche 2 mai à 22 h 40 sur France 5.

L'ex-Yougoslavie en procès

A partir de 1991 la guerre sévit au cœur de l'Europe. Plus de 130 000 personnes meurent dans ce conflit des Balkans. En 1993 les Nations unies créent le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. C'est la première fois, depuis les procès de Nuremberg et de Tokyo, que les crimes de guerre sont punis au niveau international.
Le mardi 4 mai à 22 h 20 sur Arte.

De la Perse à l'Iran

Au carrefour de l'Orient et de l'Occident, depuis quatre millénaires, la Perse a été façonnée par de multiples cultures. Des influences déterminantes et aujourd'hui encore présentes dans l'art, l'architecture, la poésie et la littérature d'Iran.
Le samedi 15 mai à 20 h 50 sur Arte.



Plus d'émissions sur www.lhistoire.fr

ROCHE PRODUCTIONS

Femmes nazies

Un documentaire retrace la place des femmes dans le IIIe Reich.

Sans la participation des femmes, explique Johann Chapoutot, *le IIIe Reich n'aurait jamais existé.* » Profondément misogyne, le régime hitlérien ne les intègre pas dans ses organes de pouvoir. Elles ont pourtant un rôle dans le projet nazi, comme le montrent les historiens Christian Delage et Johann Chapoutot dans ce documentaire en deux parties.

Bien sûr, il y a Leni Riefenstahl qui collabore avec le parti national socialiste dès 1933 et réalise le documentaire *Les Dieux du Stade* sur les Jeux olympiques de Berlin en 1936. Mais en douze années, le NSDAP a transformé de manière paradoxale le statut des femmes dans la société allemande. Il souhaitait leur assigner des missions traditionnelles : la responsabilité du foyer et l'enfantement. Il leur confiait également la tâche d'assister les hommes car c'est à eux qu'incombait le devoir de faire la guerre. Le régime va pourtant se révéler émancipateur puisque la guerre qui s'éternise oblige les femmes à remplacer les hommes partis au front. Mais les femmes vont aussi participer aux crimes du IIIe Reich. ■

Olivier Thomas

À VOIR

Les Femmes dans le projet nazi
C. Delage, J. Chapoutot, le 25 mai à 20 h 50 sur Histoire.

Mai

Faire l'histoire sur Arte

Le buste de Néfertiti, naissance d'une icône
par **Bénédicte Savoy**
le samedi 1er mai à 18 h 15.

Le costume-cravate, l'uniforme du monde moderne
par **Manuel Charpy**
le samedi 8 mai à 18 h 15.

Le passeport, la frontière de papier
par **Delphine Diaz**
le samedi 15 mai à 18 h 15.

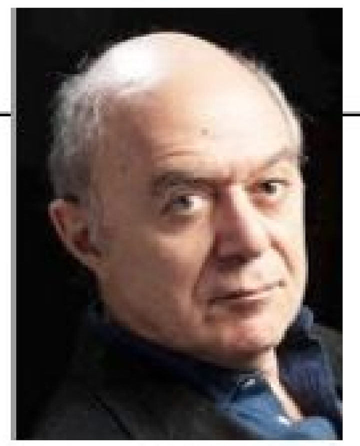
L'extrait de viande Liebig, quand l'alimentation devient chimique
par **Jakob Vogel**
le samedi 22 mai à 18 h 15.

Le manteau de Roger II de Sicile, le pouvoir endossé
par **Valérie Theis**
le samedi 29 mai à 18 h 15.

Chaque semaine, sur ***www.lhistoire.fr****, l'historien ou l'historienne invité(e) répondra à la question « Pourquoi j'ai choisi cet objet ? »*



Plus d'émissions sur **www.lhistoire.fr**



La loi Lang-Lindon

Il y a quarante ans, la loi sur le prix unique du livre était votée à l'unanimité.

C'était il y a dix ans à Nancy pendant la grande manifestation du « Livre sur la place ». Juste avant de monter à la tribune pour y débattre en public des vices cachés et des vertus publiques du prix unique du livre, l'ancien ministre de la Culture me prit à part et me murmura à l'oreille : *« S'il vous plaît, durant notre échange, ne dites pas loi "Lang" mais loi "Lang-Lindon" : ce ne serait que justice pour lui… »* Sur ce plan-là, au moins, on ne prendra pas Jack Lang en défaut de gratitude.

« Lui », c'était Jérôme Lindon (1925-2001), le directeur historique des Éditions de Minuit, qui avait lancé dès 1979 une Association pour le prix unique du livre. Il eut bien du mérite car même la Fédération française des syndicats de libraires refusait de lui apporter son soutien au motif que tout libraire devait avoir le droit de fixer librement le prix de sa marchandise, comme n'importe quel commerçant. Appelé à la rescousse, l'État se manifesta par le biais d'un arrêté instaurant *« le prix net »* qui laissait le libraire libre de fixer le prix de vente des livres.

En ce temps-là, le diable, ce n'était pas Amazon mais la Fnac et les rayons de librairie des hypermarchés

Il en fallait davantage pour décourager un homme aussi fidèle à ses convictions et aussi tenace dans ses combats que Jérôme Lindon. Comme il correspondait avec François Mitterrand depuis 1977, il convainquit le premier secrétaire du Parti socialiste de faire figurer la question parmi les « 110 propositions pour la France » de son programme de gouvernement. Et il eut gain de cause : *« 100. La libération du prix du livre sera abrogée. »* Outre l'égalité de tous les citoyens face au coût du livre (le prix serait fixé par l'éditeur et le rabais ne pourrait excéder 5 %), l'éditeur de Samuel Beckett et de Claude Simon avait plaidé la nécessité de préserver et de redynamiser le réseau des librairies indépendantes. Celles-ci proposaient, en plus des best-sellers, des livres de plus faible tirage à la fortune plus incertaine et étalée dans la durée ; surtout, l'absence de risque pour les premiers devait permettre de financer la prise de risque pour les seconds.

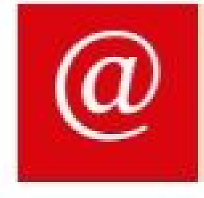
En ce temps-là, le diable, ce n'était pas Amazon mais la Fnac, grande surface qui faisait perdre 10 % de parts de marché aux librairies indépendantes En 1974, l'ouverture par la Fnac d'un magasin rue de Rennes, dans le VIe arrondissement de Paris, fut aussitôt perçue comme une vaste librairie en self-service offrant un rabais de 20 % sur tous les livres, au cœur même d'un quartier réputé pour ses librairies. Dans le même temps, supermarchés et hypermarchés créaient des rayons de librairie surenchérissant sur l'importance de la ristourne (40 % !).

Le ralliement croissant de libraires et d'éditeurs, notamment Gallimard et Albin Michel, à l'entreprise de Jérôme Lindon, l'élection de François Mitterrand en mai 1981 et la nomination de Jack Lang au ministère de la Culture changèrent la donne. La loi sur le prix unique du livre fut promulguée à l'unanimité le 10 août 1981. En 2011 une autre loi en étendit le principe au livre numérique. Aujourd'hui, l'Allemagne, l'Autriche, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Norvège, l'Espagne, la Slovénie, les Pays-Bas, Israël, l'Argentine, le Mexique et la Corée du Sud ont mis en place le prix unique du livre sur le modèle de l'exception française. Pourtant, quarante ans après, les adversaires de la loi Lang n'ont pas désarmé.

A l'heure du bilan, quand d'autres se réjouissent de la résistance du tissu des libraires, eux le déplorent au motif que leur survie est artificielle, qu'elles ne sont pas assez modernisées et que leur existence est obsolète à l'ère d'Internet. Et de dénoncer l'*« archaïsme corporatiste français »* ! Au fond, ils reprochent aux libraires indépendants de s'être reposés sur la loi Lang pour se dispenser de toute ambition, pour ne pas investir et finalement rater le virage technologique. Pour preuve, l'échec retentissant en 2012 du réseau « 1001 libraires » censé rivaliser avec Amazon. Ces mêmes libraires ont cependant su faire preuve de réactivité pendant la crise de la Covid-19. Depuis novembre, ils ont obtenu d'être reconnus comme « commerce essentiel ». Une façon encore de justifier un prix fixé pour le livre ?

Ce n'est pas Internet qui tranchera. L'algorithme de Google réserve une surprise au chercheur qui tape les mots « loi » et « Lang » puisque surgit alors la couverture du livre du critique Michel Ciment : *Fritz Lang. Le meurtre et la loi* – ce qui, à la réflexion… Une loi dite « Lang-Lindon » lèverait toute ambiguïté. ■

Pierre Assouline est membre du comité scientifique de L'Histoire, *il a publié* Tu seras un homme, mon fils *(Gallimard, 2020)*

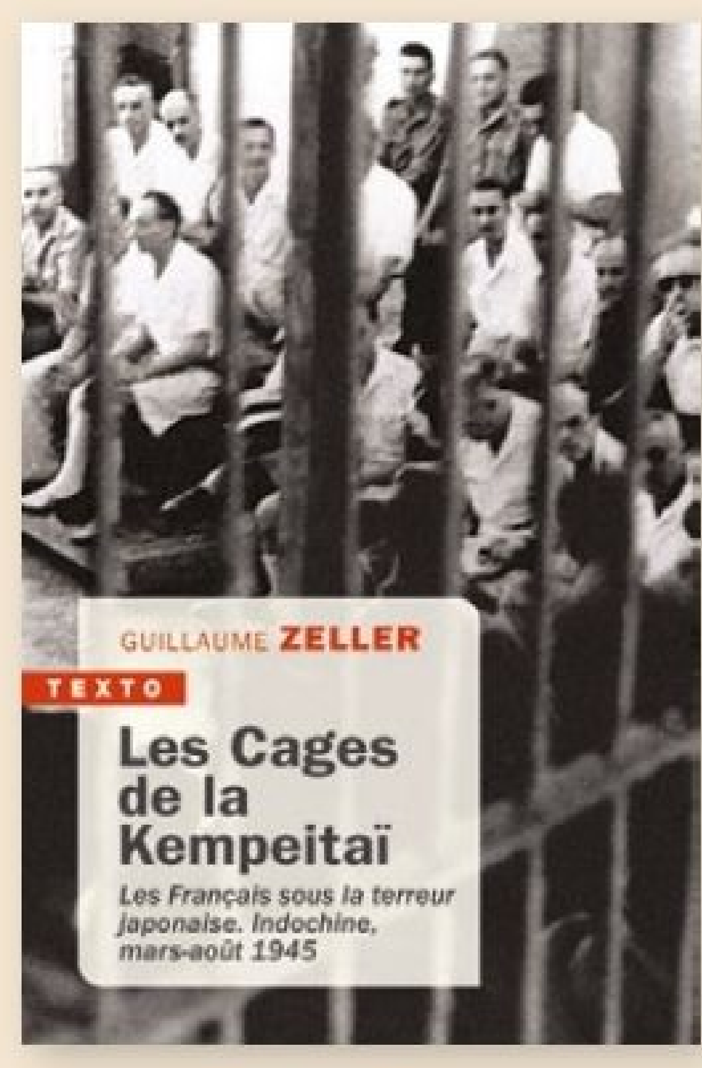


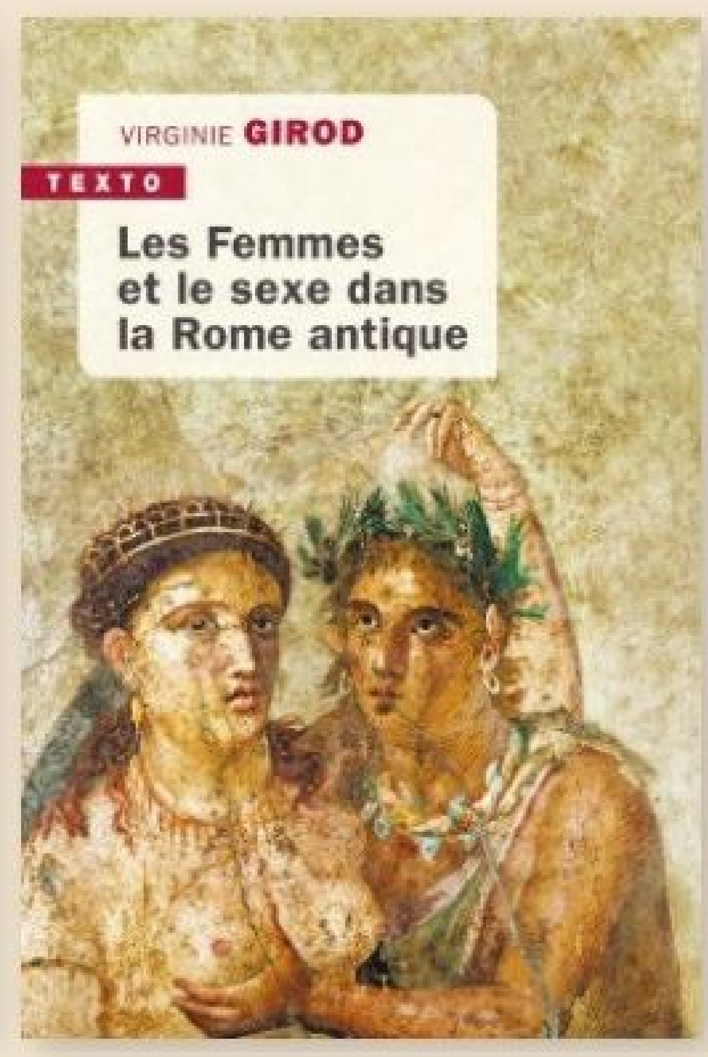
Retrouvez toutes les Cartes blanches sur **www.lhistoire.fr**
A suivre également sur **www.larepubliquedeslivres.com**

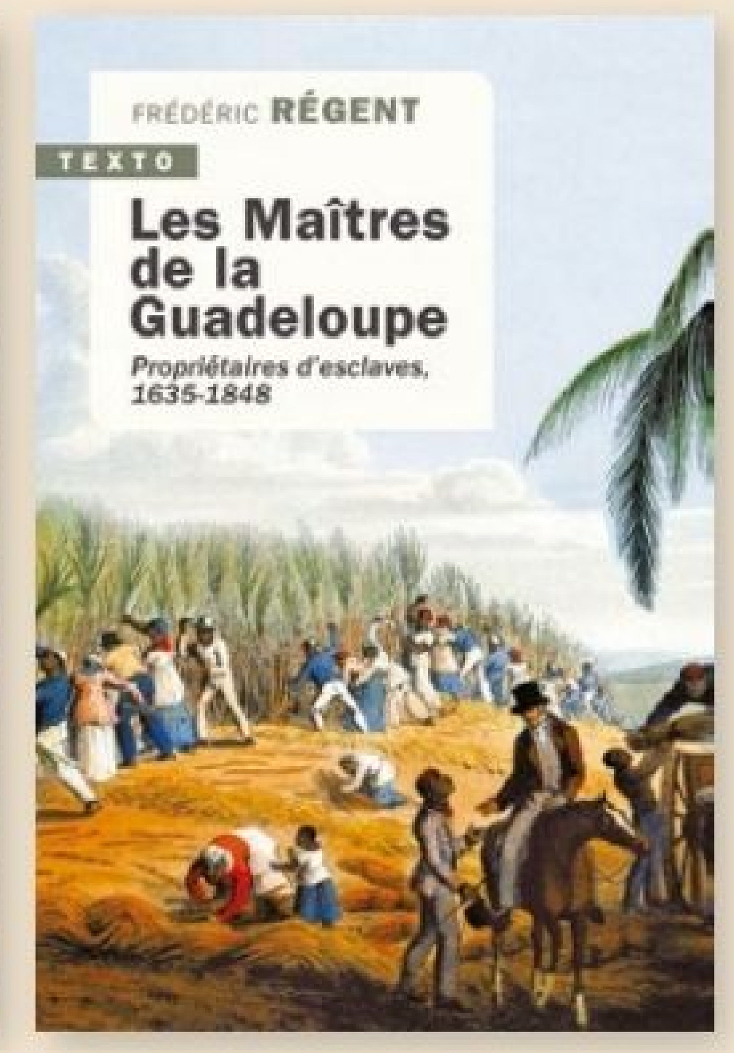
DR

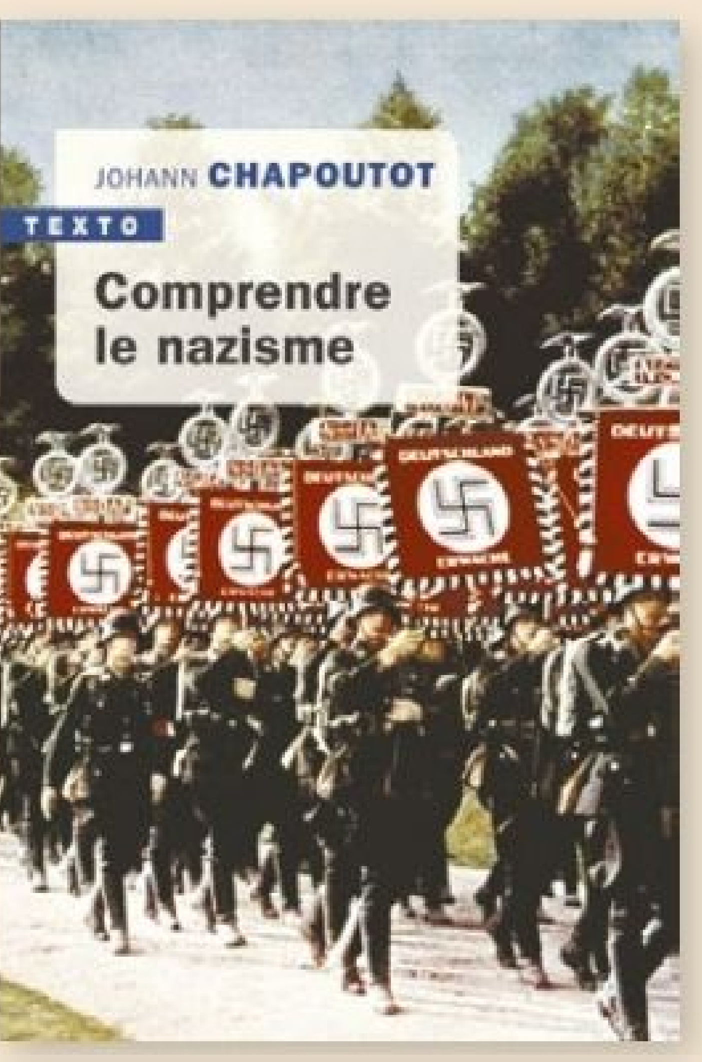
TEXTO

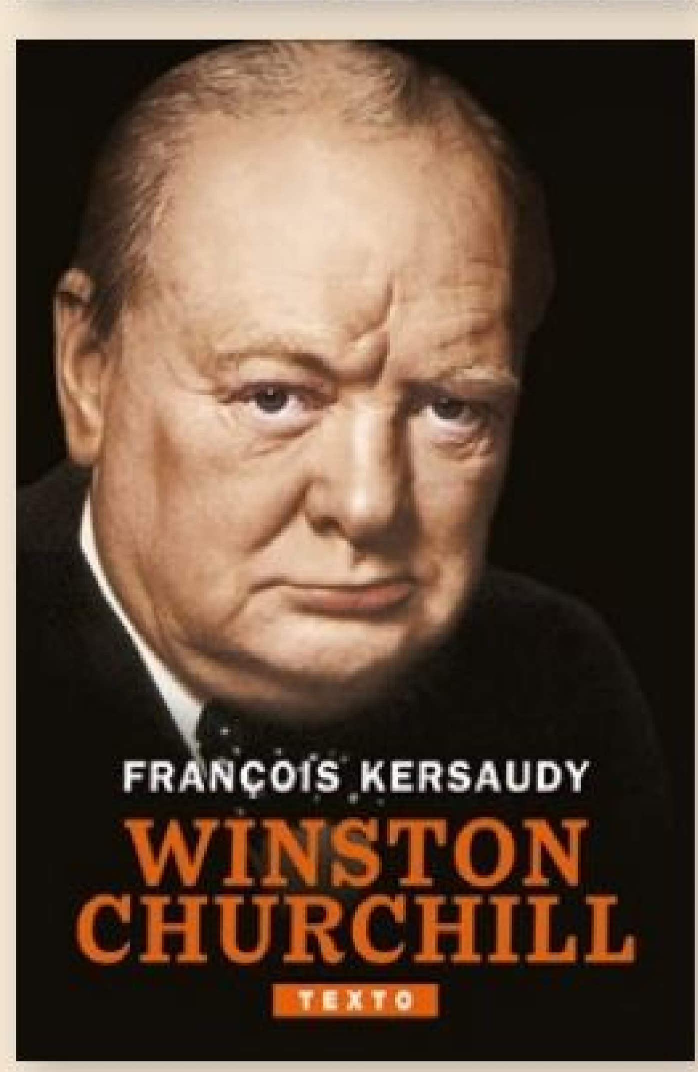
ENTREZ DANS L'HISTOIRE !

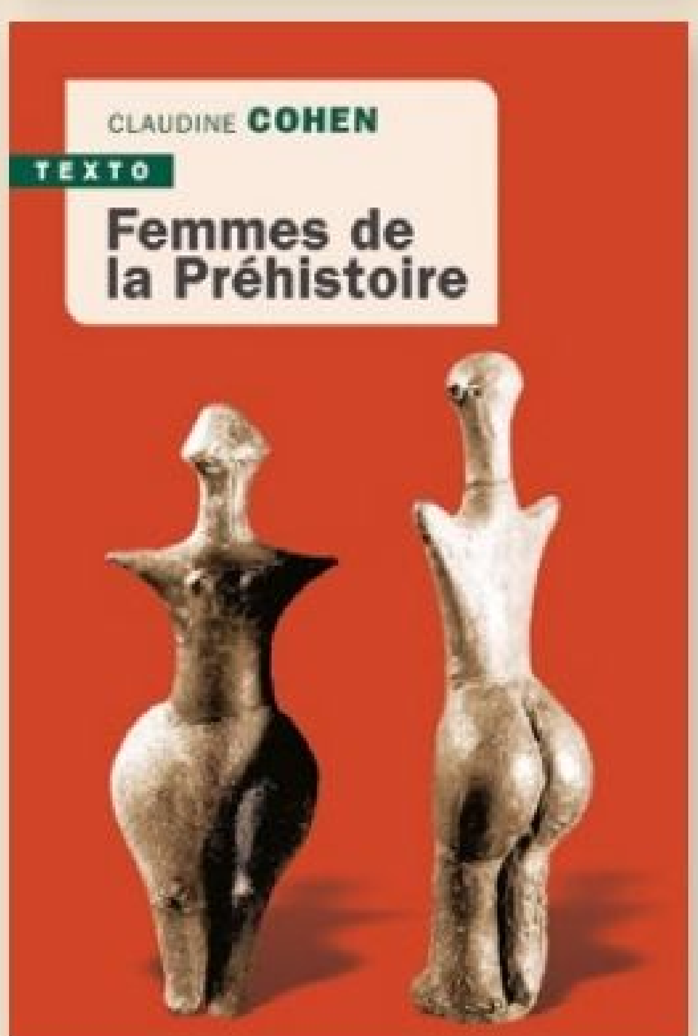


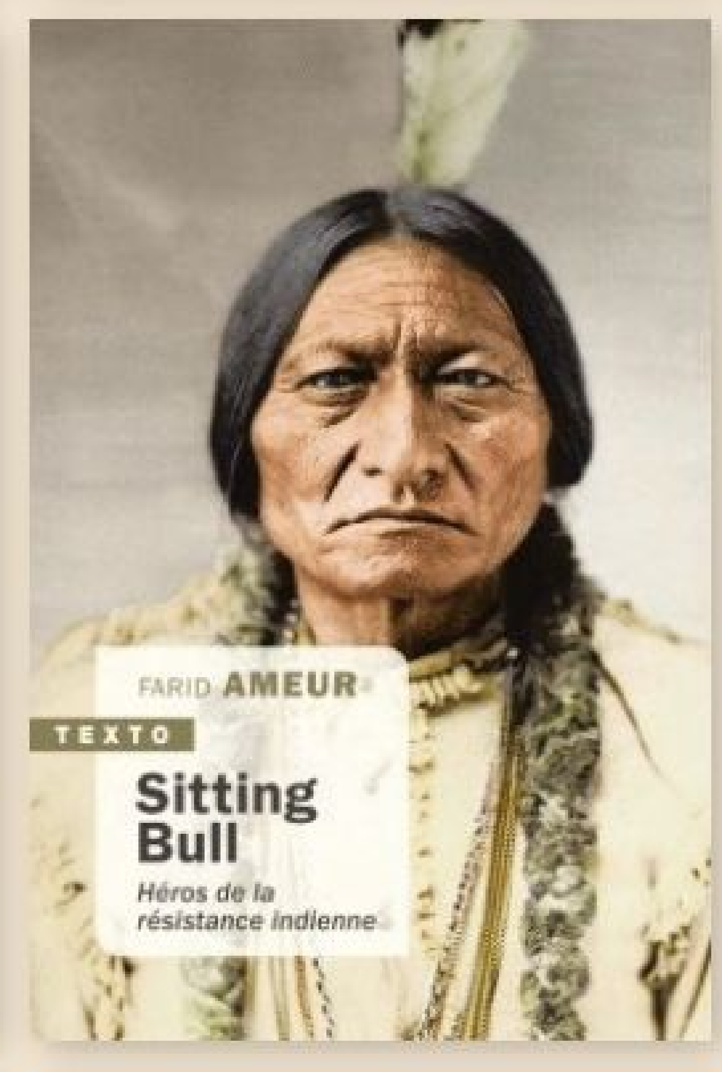


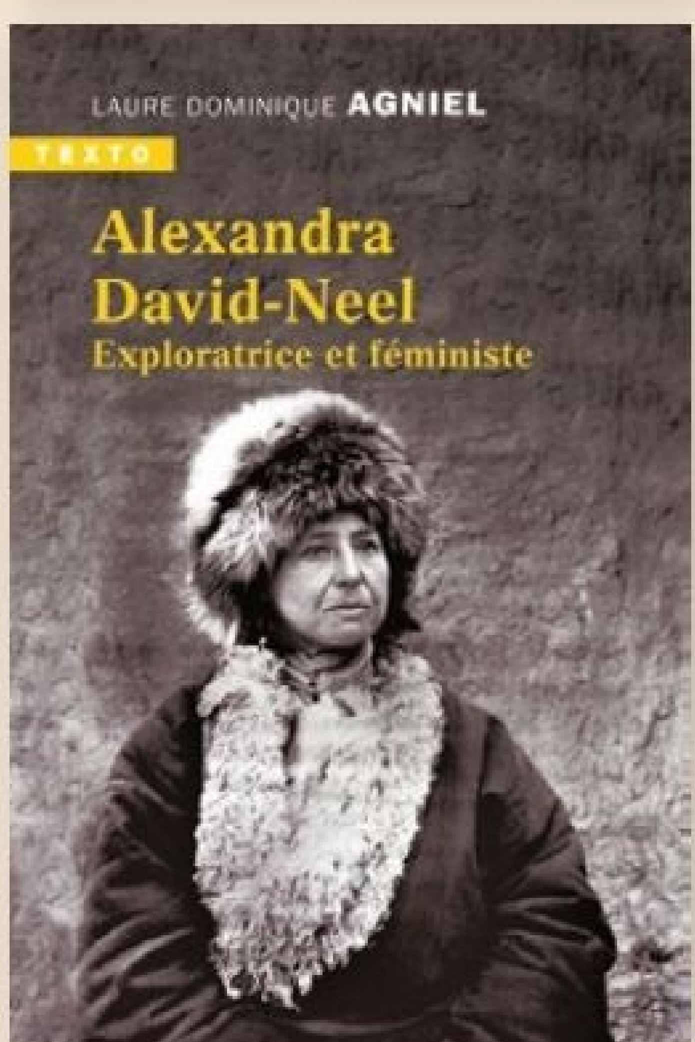


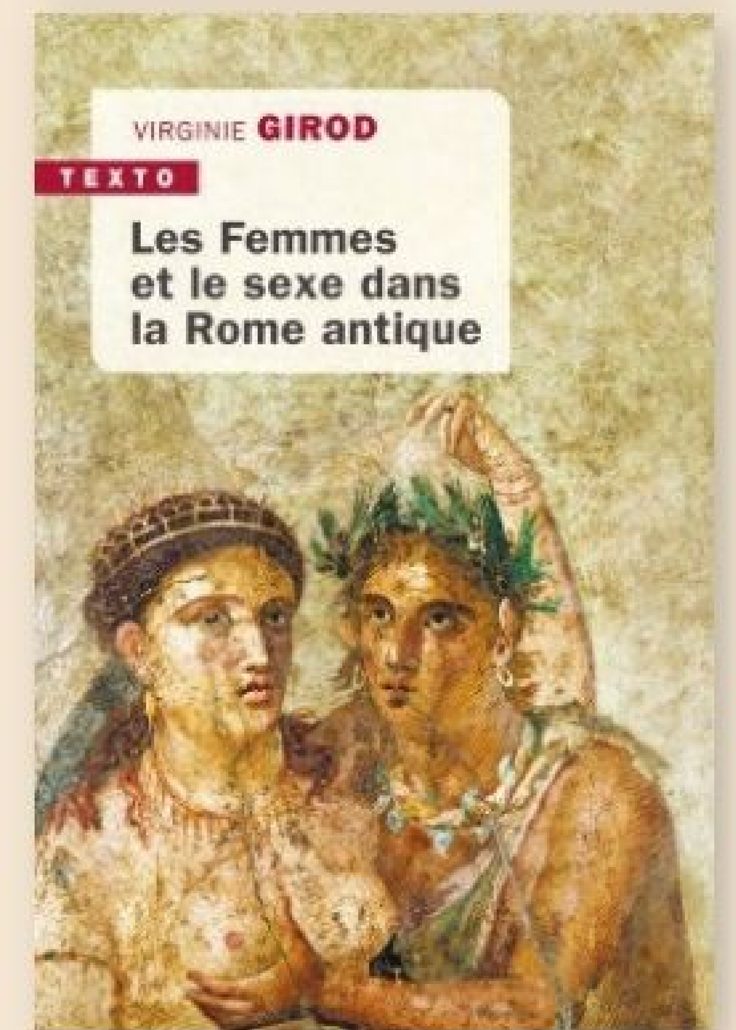




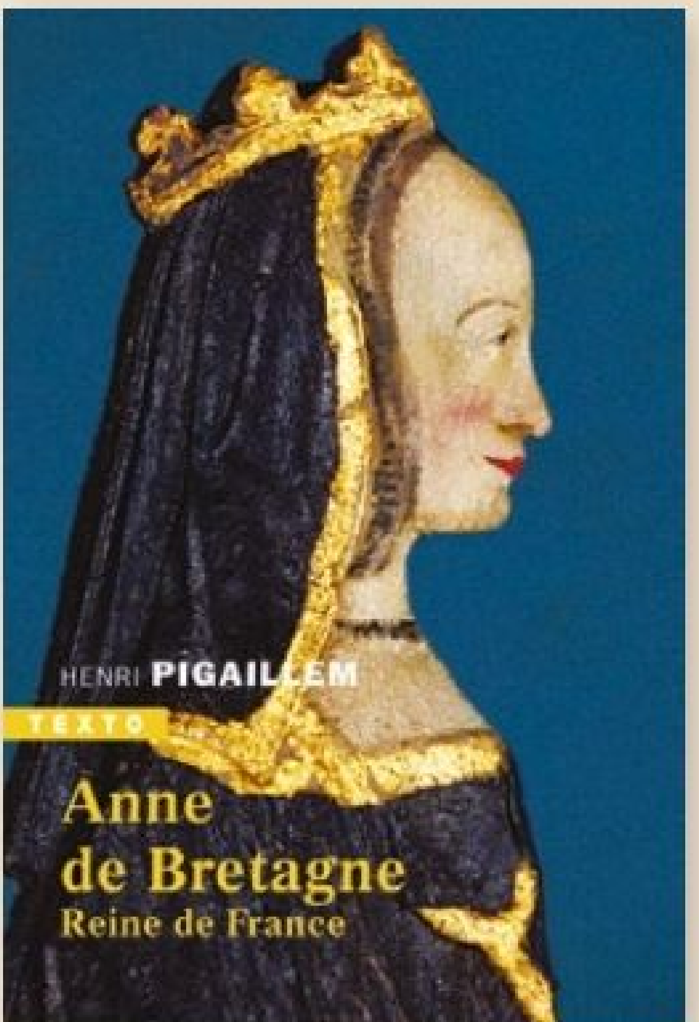


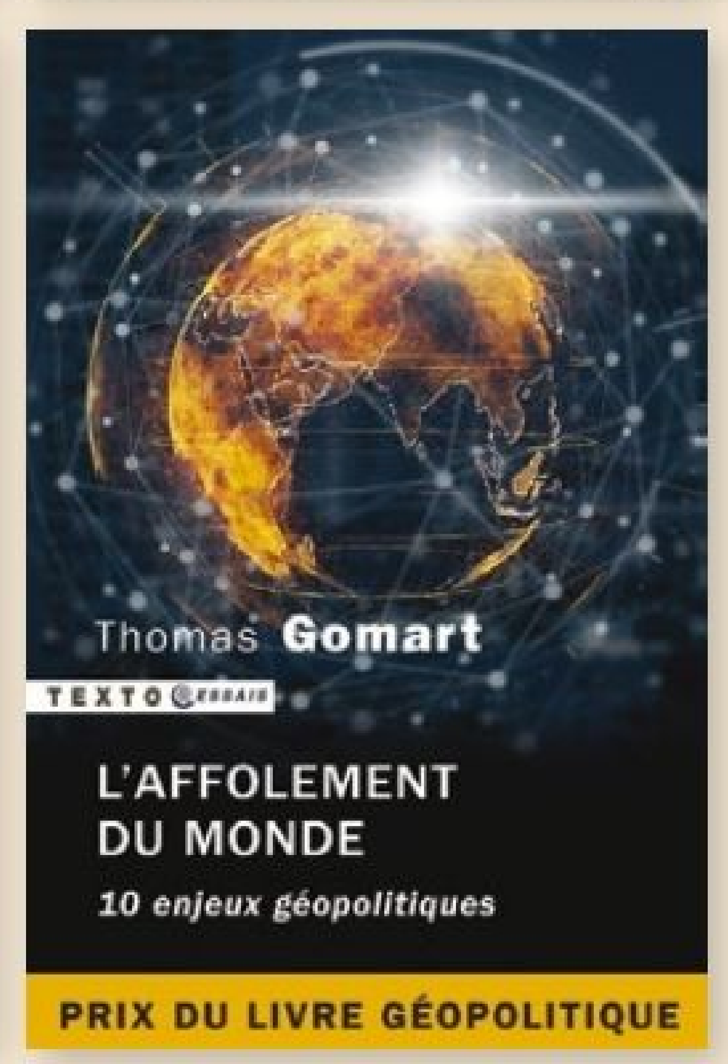












LA COLLECTION DE POCHES POUR COMPRENDRE LE MONDE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

